

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE - 1954

Conditions actuelles et perspectives



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Rome (Italie)

Septembre 1954

ANNUAIRE DE STATISTIQUES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES - 1953

PREMIÈRE PARTIE - PRODUCTION

La première partie contient les statistiques de base de la production agricole dans le monde. Elle présente des renseignements de source certaine sur l'utilisation des terres, la population agricole, les cultures, le cheptel et les produits d'origine animale, les disponibilités alimentaires et leur utilisation, et enfin sur les engrais, les produits antiparasitaires et les machines agricoles. Cet Annuaire contient en outre des séries de prix pour les principaux produits agricoles dans divers pays, ainsi que les nombres-indices de la production agricole et des prix payés et reçus par les agriculteurs.

DEUXIÈME PARTIE - COMMERCE

La deuxième partie est un ouvrage essentiel de référence sur le commerce mondial des produits agricoles, contenant les statistiques relatives aux importations et aux exportations des principales denrées. Les tableaux donnent les totaux par continents et par régions, sur la base de données officielles et officieuses. Pour les produits les plus importants entrant dans le commerce international, les chiffres sont présentés par campagne agricole ainsi que par année civile.

Cet Annuaire constitue un ouvrage de référence fort utile aux importateurs, exportateurs et aux maisons de commerce, ainsi qu'aux organismes officiels s'occupant d'alimentation et d'agriculture. On peut se le procurer auprès de tout libraire ainsi qu'auprès des agents de vente des publications de la FAO dont la liste figure au dos de la couverture.

Prix : Le volume \$3,50

PUBLICATIONS STATISTIQUES DE LA FAO

Bulletin mensuel - Economie et statistique agricoles

Le numéro : \$0,50
Abonnement annuel : \$5,00

Ce Bulletin contient les statistiques de la production, du commerce et des prix basées sur les renseignements reçus jusqu'au 25 du mois précédent. Chaque numéro présente un ou deux articles sur les sujets d'actualité dans le domaine de l'économie agricole ; en outre, une section est réservée à des notes sur les produits. En anglais, français et espagnol. Des spécimens seront envoyés sur demande.

Deuxième enquête mondiale sur l'alimentation

\$0,50

Il s'agit d'une vaste étude statistique qui montre le niveau actuel de l'alimentation mondiale, en souligne l'insuffisance et indique, pour chaque pays, comme terme de comparaison, les objectifs de consommation alimentaire qu'il conviendrait d'atteindre en 1960. En anglais, français et espagnol.

Annuaire statistique des produits forestiers, 1953

\$2,50

La septième édition de cet Annuaire comporte une documentation nouvelle pour 1952 et des données révisées pour 1951 communiquées par plus de 100 pays. Texte en anglais, français et espagnol et tableaux en anglais et français.

Annuaire statistique des pêches, 1950-51

\$3,50

Cet Annuaire renferme des tableaux sur les quantités pêchées, sur l'utilisation et le commerce extérieur du poisson et les bateaux de pêche. Texte en anglais, français et espagnol et tableaux en anglais et français. L'édition pour 1952-53 est en préparation.

LA SITUATION MONDIALE
DE L'ALIMENTATION ET
DE L'AGRICULTURE - 1954

CONDITIONS ACTUELLES ET PERSPECTIVES

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
ROME (ITALIE)

SEPTEMBRE 1954

Imprimé en Italie

TABLE DES MATIÈRES

<i>Avant-propos</i>	1
<i>Chapitre I — Résumé</i>	5
Situation et perspectives mondiales	5
Problèmes et politiques dans les diverses régions.	8
Situation et perspectives des produits.	11
<i>Chapitre II — Situation et perspectives mondiales</i>	19
L'offre	20
Production agricole	20
Tendances à long terme de la production	23
Perspectives pour 1954/55	24
Le commerce international des produits agricoles	25
Le problème des excédents.	30
La consommation alimentaire et la nutrition.	34
Tendances de la structure de la consommation alimentaire	35
La situation économique mondiale en 1953/54 et la demande de produits agricoles	41
La situation économique des diverses régions en 1953/54	42
Prix des produits agricoles	46
Prix à la production	47
Prix de détail des denrées alimentaires	49
Revenu agricole	51
Investissements et crédit	54
Les perspectives de la demande.	57
Résumé.	60
<i>Chapitre III — Problèmes et politiques dans les diverses régions</i>	65
Europe occidentale.	68
Changements de la situation en 1953/54.	68
Orientation nouvelle des politiques	69
Perspectives et problèmes à long terme.	71

Europe orientale et U.R.S.S.	75
Orientation nouvelle de la politique	75
Modification de la consommation et des échanges	76
Produits forestiers	77
Amérique du Nord	78
Ecoulement des excédents	78
Ajustement de la production	80
La nouvelle politique agricole des Etats-Unis.	82
Perspectives	83
Amérique latine	84
Problèmes fondamentaux de politique	85
Situation générale des échanges et des paiements	86
Demande intérieure et prix	86
Océanie.	88
Le marché britannique	89
Autres marchés d'exportation.	90
Niveaux nationaux de consommation, prix et perspectives	91
Extrême-Orient	91
Problèmes et programmes de développement	92
Evolution de la structure de la production et du commerce des produits agricoles	92
Amélioration des disponibilités en produits alimentaires essentiels	93
Premier plan quinquennal de l'Inde	93
Le développement au Pakistan : problèmes et politiques	94
Difficultés économiques de Ceylan et de la Malaisie	95
Diminution des recettes provenant des exportations effectuées par la Birmanie et la Thaïlande	95
Economies de transition de l'Indonésie et des Philippines	95
Progrès de l'industrie et amélioration de la consommation alimentaire au Japon.	96
Développement économique de la Chine.	96
Proche-Orient	98
Production	98
Commerce	99
Consommation	100
Ajustements opérés dans la politique alimentaire et agricole	100
Afrique	103
Diversification des économies	103
Développement des marchés intérieurs	104
Amélioration des transports.	105
Qualité de la production.	105
Consommation alimentaire et nutrition	106
Chapitre IV — Conditions actuelles et perspectives par produits	109
Blé	109
Disponibilités et échanges	109
Evolution des prix et du marché	111
Perspectives	113

Céréales secondaires	114
Disponibilités et échanges	114
Perspectives	116
Riz	116
Situation actuelle	117
Perspectives	118
Sucre	119
Production	120
Commerce et prix.	120
Consommation	121
Perspectives	122
Produits de l'élevage.	122
Viande	122
Oeufs et produits laitiers	124
Examen de la situation mondiale des pêches	126
Grands producteurs	127
Producteurs moyens	127
Petits producteurs	127
Utilisation.	127
Examen de certains produits des pêches.	128
Harengs, sardines, anchois, etc.	128
Morue, merlus, aiglefins, etc.	128
Saumon	129
Thon, bonite et maquereau.	129
Matières grasses et oléagineux	130
Fruits frais	132
Production et commerce	132
Politique commerciale	133
Perspectives	134
Raisins secs et vin	134
Raisins secs	134
Vin.	136
Café	137
Situation actuelle	137
Perspectives	139
Thé	139
Situation actuelle	139
Perspectives	140
Cacao.	141
Production	141
Prix et échanges	142
Perspectives	142
Tabac.	143
Disponibilités et échanges	143
Prix et consommation	145
Perspectives	145
Coton.	145
Situation actuelle	145
Perspectives	148

Laine	149
Situation actuelle	149
Perspectives	151
Jute	151
Situation actuelle	151
Perspectives	153
Caoutchouc	153
Situation actuelle	153
Perspectives	154
Fibres dures.	155
Situation actuelle	155
Perspectives	156
Machines agricoles	156
Proche-Orient et Extrême-Orient	156
Amérique latine	158
Produits forestiers	158
Evolution récente de la production	160
Bois rond	160
Sciages	163
Contreplaqué et panneaux de fibre	164
Pâte de bois et produits dérivés	165
 Annexes	 168
 Graphiques	
I — Production mondiale (estimée) des principaux produits agricoles	22
II — Volume du commerce mondial des denrées alimentaires et des boissons : Evolution après la guerre	28,29
III — Disponibilités en blé en Amérique du Nord et stocks accumulés	33
IV — Alimentation et population : Répartition de la population mondiale en fonction de la ration calorique quotidienne	36
V — Alimentation et population : Répartition de la population mondiale en fonction de la ration quotidienne de protéines animales.	37
VI — Disponibilités (par habitant) en protéines animales, en fonction du revenu national par habitant	39
VII — Consommation (par habitant) de céréales et de plantes-racines en fonction du revenu national par habitant	39
VIII — Disponibilités (par habitant) en céréales destinées à toutes fins (y compris l'alimentation du bétail) et à la consommation directe par l'homme	40
IX — Mouvement des prix de certains produits agricoles et forestiers	45
X — Etats-Unis — Prix de détail des denrées alimentaires produites dans le pays : Ventilation entre la valeur à la production et le coût de marketing (y compris le transport et la transformation)	49

XI — Revenu agricole aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Australie aux prix courants	53
XII — Prix moyens mensuels des céréales — juillet 1952-juin 1954	112
XIII — Importations mondiales de riz et importations nettes de riz et d'autres céréales dans six pays d'Extrême-Orient.	119
XIV — Prix moyens mensuels des matières grasses sur les marchés internationaux, 1951-54.	131
XV — Prix moyens mensuels du coton (y compris taxes à l'exportation). . .	148
XVI — Prix du caoutchouc aux Etats-Unis et en Malaisie, 1951-54	154
XVII — Prix des produits forestiers	161

AVANT-PROPOS

L'année 1953 avait marqué un tournant dans la situation alimentaire et agricole de l'après-guerre. A la suite des récoltes abondantes de 1952/53, en effet, le rythme d'augmentation de la production avait rejoint celui de l'accroissement démographique mondial pour la première fois depuis la fin des hostilités. Toutefois, les progrès de la production s'étaient inégalement répartis et l'on avait vu se constituer en 1953 de gros excédents de certains produits dans quelques pays, alors que le régime alimentaire de millions d'hommes habitant d'immenses régions du monde ne s'était guère amélioré. Telle était la situation devant laquelle se sont trouvés les représentants des Etats Membres de la FAO, réunis à Rome en novembre 1953 à l'occasion de la septième session de la Conférence.

En conséquence, la Conférence a jugé qu'elle devait se préoccuper de deux problèmes essentiels : d'une part, comment écouler les excédents existants sans désorganiser la production et le commerce mondiaux des produits agricoles ; d'autre part, que faire pour que la production mondiale continue à augmenter de manière à suivre l'accroissement rapide des besoins, sans qu'il en résulte un gonflement des excédents existants ou l'apparition de nouveaux excédents. Les deux problèmes sont intimement liés et ni l'un ni l'autre ne sont susceptibles d'une solution rapide ou commode. Toutefois, des progrès ont été réalisés.

Afin de contribuer à la solution du premier problème, la Conférence a formulé des recommandations en vertu desquelles il a été créé à Washington un sous-comité permanent de la Commission des produits de la FAO, qui sera un centre de consultations intergouvernementales sur la question des excédents agricoles et de leur écoulement. Il devient donc possible de suivre constamment l'évolution de cette question et d'examiner toute situation dans laquelle des opérations d'écoulement des excédents aboutissent à léser des tiers.

En ce qui concerne le deuxième problème, la Conférence a constaté que le temps était révolu où il fallait augmenter par tous les moyens la production alimentaire en vue de remédier à la pénurie persistante de l'après-guerre ; elle a souligné qu'au contraire, il convenait désormais d'adapter étroitement tout nouveau développement de la production à la demande du marché, tout en tenant dûment compte des besoins d'ordre nutritionnel. Elle a donc recommandé à tous les gouvernements de réexaminer leur politique alimentaire et agricole en fonction d'une situation nouvelle. Enfin, elle a recommandé que la FAO fournisse aux gouvernements l'occasion de se consulter périodiquement, à l'échelon tant régional que mondial, afin de pouvoir coordonner leurs politiques de manière aussi serrée que possible et en pleine connaissance des mesures adoptées dans le reste du monde. Cette tâche est également en voie d'exécution.

L'objet du présent rapport est d'examiner les faits nouveaux qui se sont produits récemment dans la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, ainsi que les perspectives immédiates dans ce domaine. En 1953/54, la production mondiale a continué de se développer. Les excédents, notamment de blé, sont devenus plus encombrants dans certaines régions, où les prix et les revenus agricoles ont eu tendance à baisser. Dans d'autres régions, par contre, les disponibilités n'ont pas eu de caractère excessif et les efforts se sont poursuivis et parfois intensifiés en vue d'accroître la production. Il semble que 1954/55 ne verra pas se modifier profondément cette situation, qui est étudiée rapidement au chapitre I et de manière plus complète au chapitre II.

De nombreux gouvernements commencent à adapter leur politique agricole à une situation nouvelle, mais les diverses régions du monde ne sont pas placées dans des conditions identiques, d'où des différences considérables entre les politiques en cours d'adoption. C'est pourquoi le cha-

pitre III traite des principaux problèmes qui se posent dans chaque région et des solutions appliquées.

Enfin, le chapitre IV étudie la situation actuelle et les perspectives de chacun des principaux produits agricoles. Dans ce cas encore, les situations diffèrent beaucoup et les faits présentés dans ce chapitre font ressortir encore une fois la nécessité de veiller à équilibrer les productions au cours de l'élaboration des plans et des politiques de production et de commercialisation dans le domaine agricole.

De cet examen général ressortent certains faits qui sont encourageants, d'autres qui le sont moins. A l'actif, on peut indiquer que les gouvernements ont de plus en plus clairement conscience de la nature et de l'importance des problèmes alimentaires et agricoles, ainsi que de l'impossibilité de considérer les problèmes nationaux indépendamment de ceux des autres pays. Par contre, il reste beaucoup à faire pour resserrer la coopération internationale. C'est trop souvent, en effet, que les gouvernements mettent au point leur politique sans tenir compte de la situation des autres pays. De plus, ils ont trop souvent tendance à chercher dans le développement des exportations une solution au problème des excédents, même si ceux-ci sont marginaux, en négligeant jusqu'à un certain point les possibilités du marché intérieur et les besoins de leur population.

Sans doute les problèmes dont traite ce rapport se posent-ils principalement à moyen terme, puisqu'ils intéressent les perspectives des quelques prochaines années, mais je voudrais souligner que les responsabilités de la FAO s'étendent plus loin dans le temps. Il faut répéter que la conjoncture actuelle n'est pas une simple situation de surproduction et d'excédents. Dans d'immenses régions du monde, en effet, la production agricole considérée par rapport à la population, demeure

fort inférieure à celle d'avant-guerre. La moitié de l'humanité et davantage reste mal logée, mal vêtue et mal nourrie. A mesure que l'industrialisation progresse et que les connaissances se répandent, les peuples réclament une amélioration du niveau de vie et cette demande devient chaque jour « économiquement plus efficace ». Ce fait, pris en conjonction avec le développement démographique sans précédent qui se produit dans le monde par suite d'une application plus large des connaissances médicales, signifie que de graves pénuries pourraient réapparaître en peu de temps si le développement régulier de l'agriculture s'interrompait. Rien n'implique que le rythme d'augmentation des besoins tende à se ralentir, et satisfaire ces besoins n'est pas essentiellement un problème à court terme, mais une préoccupation permanente. Si nous n'y parvenons pas, il en résultera des conséquences sociales vraiment redoutables.

Dans mon esprit donc, le rôle de la FAO est double : elle doit non seulement aider les gouvernements à faire face à la situation actuelle de l'alimentation et de l'agriculture, mais également s'efforcer d'assurer la conservation et l'amélioration de ce capital limité et difficilement renouvelable que constituent les ressources agricoles mondiales, afin qu'il soit possible de répondre aux besoins toujours plus grands des générations futures. En matière d'agriculture, on ne peut dissocier les problèmes présents des problèmes d'avenir et les plans que nous formons pour aujourd'hui doivent être également des plans pour demain.



P. V. CARDON
Directeur général

Chapitre I

R É S U M É

Chapitre I - RÉSUMÉ

SITUATION ET PERSPECTIVES MONDIALES

L'évolution survenue dans la situation alimentaire mondiale en 1952/53 s'est accentuée en 1953/54. Dans certaines régions, les excédents de divers produits, le blé notamment, sont devenus plus encombrants. Dans d'autres régions, par contre, les disponibilités par habitant, malgré une légère amélioration, restent insuffisantes du point de vue de la nutrition et sont même inférieures à celles d'avant-guerre.

Production

La production agricole globale a continué d'augmenter en 1953/54, mais de manière moins spectaculaire. Les principaux accroissements ont eu lieu en Europe occidentale et au Proche-Orient ; en Extrême-Orient et en Océanie, les gains ont été moindres ; dans les autres régions, le niveau général de la production n'a guère varié par rapport à 1952/53.

La plupart des productions ont été en progrès. La production céréalière mondiale a augmenté de 2 pour cent et, malgré la médiocrité de la récolte japonaise, la production de riz en Extrême-Orient a réalisé un gain appréciable qui a marqué la fin de la pénurie aiguë de l'après-guerre. Toutefois, la production de blé a été moindre, car la récolte nord-américaine, tout en restant considérable, a diminué. On a également enregistré une augmentation marquée de la production animale (en particulier celle de lait) et sucrière, surtout par suite de la récolte record de betteraves réalisée en Europe. La production de jute a fortement diminué, en raison de la restriction des superficies au Pakistan. Les quantités de poisson débarquées n'ont guère varié. Il est probable que la production de bois rond de 1953 aura légèrement dépassé celle de 1952 ; quant aux sciages et à la plupart des produits forestiers finis, leur production a établi de nouveaux records.

On estime qu'au cours des quatre dernières années la production agricole mondiale s'est accrue de près de 3 pour cent par an, alors que la population augmentait d'environ 1½ pour cent. Qu'il s'agisse de l'ensemble des produits agricoles ou uniquement des denrées alimentaires, la production par habitant a retrouvé, voire légèrement dépassé son niveau d'avant-guerre en 1952/53 et cette situation s'est maintenue en 1953/54.

Il subsiste toutefois des disparités considérables entre les diverses régions. C'est ainsi qu'en 1953/54 la production par habitant a été supérieure d'environ 17 pour cent au niveau d'avant-guerre en Amérique du Nord et dépassait également de manière sensible ce niveau au Proche-Orient, en Europe occidentale et en Afrique. Par contre, elle restait considérablement inférieure à celle d'avant-guerre en Amérique latine, en Extrême-Orient et en Océanie.

De plus, on ne constate aucune diminution des écarts encore plus marqués existant entre les niveaux absolus de production agricole des diverses parties du monde, niveaux qui sont le principal déterminant des niveaux de consommation alimentaire. Par exemple, la production par habitant en Amérique du Nord et en Océanie est quadruple ou quintuple de celle de l'Extrême-Orient, du Proche-Orient et de l'Afrique.

Perspectives de la production

Bien qu'il soit prématuré de porter un jugement véritable, il semble que la production agricole mondiale se maintiendra en 1954/55 et marquera peut-être quelques nouveaux progrès. Il se peut que les restrictions de superficie et des conditions météorologiques légèrement moins favorables limitent la production de céréales, de sucre et de coton. On ne prévoit pas une reprise sensible de la production de jute et de fibres dures ; et quant à la production de caoutchouc, elle pourrait continuer à baisser lentement. Par contre, il est probable que la production animale poursuivra son

développement et l'on s'attend à une amélioration des disponibilités d'oléagineux, de café, de thé et de tabac.

Commerce des produits agricoles

Alors que la production agricole se développait, le volume total du commerce mondial des produits agricoles est resté quasi stationnaire au cours des dernières années, à un niveau presque exactement identique à celui de la période 1934-38. On a enregistré en 1953 une contraction sensible du commerce des céréales, en raison principalement des bonnes récoltes et de la diminution des besoins d'importation en Europe occidentale et en Extrême-Orient. Ce recul a toutefois été compensé par le progrès des exportations de sucre, d'huiles végétales, de fruits, de tabac et de café.

Excédents

Des excédents de certains produits ont continué de s'accumuler en 1953/54, notamment en Amérique du Nord où la valeur des stocks de produits agricoles détenus par la *Commodity Credit Corporation* des Etats-Unis est passée de 3.066 à 6.229 millions de dollars de mars 1953 à mars 1954, les céréales représentant environ 60 pour cent du tonnage total de 1954 et le blé à lui seul 35 pour cent.

Le blé est au centre du problème des excédents. En effet, les stocks des quatre principaux pays exportateurs (Etats-Unis, Canada, Australie et Argentine) ont augmenté en 1953/54 de quelque 12 millions de tonnes, soit 33 pour cent, et correspondent aux exportations de ces pays pendant deux ans et demi environ, au rythme courant. Il est probable qu'à la fin de 1954/55 le report marquera une nouvelle augmentation, qui sera toutefois moindre qu'en 1953/54.

Pour les autres céréales, le problème des excédents n'est pas aussi aigu. Bien que les stocks de céréales secondaires se soient accrus en 1953/54 et puissent se gonfler encore l'année prochaine, ils n'apparaissent pas impossible à liquider, notamment si l'on tient compte de l'augmentation du nombre des porcins. Les stocks de riz qui s'étaient accumulés chez les exportateurs de l'Extrême-Orient s'écoulaient plus facilement à des prix plus bas.

Les stocks de sucre sont également très considérables, mais la situation se corrigera peu à peu, sous l'influence des restrictions imposées à la production cubaine et des contingents d'exportation fixés par l'Accord international sur le sucre. En

dehors des Etats-Unis, il semble que le problème des excédents s'atténue pour l'instant, en ce qui concerne la plupart des autres produits. Toutefois, les efforts accrus entrepris pour écouler les excédents risquent de déprimer les prix internationaux, notamment si l'on tient compte de la nouvelle politique aux termes de laquelle les Etats-Unis vendent de nombreux produits aux prix du marché mondial, ce qui signifie que les prix de soutien intérieurs cesseront d'étayer les prix internationaux.

Demande et consommation

Dans l'ensemble, la demande de produits agricoles s'est maintenue en 1953/54. Le ralentissement de l'activité économique en Amérique du Nord n'a pas provoqué une contraction des ventes de détail des denrées alimentaires et, dans la plupart des autres régions, les conditions économiques ont été de nature à stimuler la demande. Le gonflement des stocks excédentaires suffit cependant à prouver que la consommation n'a pas progressé exactement comme la production.

Une cause essentielle de ce retard réside, semble-t-il, dans la lenteur et la faiblesse avec laquelle les prix de détail réagissent aux baisses des prix à la production et des prix de gros. Tout nouveau progrès de la production agricole et de la consommation dépendra beaucoup de la mesure dans laquelle on pourra abaisser les prix de détail en augmentant l'efficacité des méthodes de production et de marketing. Une enquête récente montre que, dans la plupart des pays, le coût du produit brut et les frais de distribution (transport et traitement inclus) représentent chacun 50 pour cent environ du prix des denrées alimentaires au stade de la consommation.

Prix des produits agricoles

Les prix à la production de certaines denrées alimentaires ont eu tendance à baisser en 1953/54. Quant aux matières premières d'origine agricole, y compris les produits forestiers, leurs prix ont été beaucoup plus soutenus pour la plupart et ils se sont légèrement améliorés dans certains cas, après les fortes baisses subies en 1952. Dans le groupe des produits pour boissons, les cours du café et du cacao ont fortement monté par suite de la réduction des disponibilités, et ce mouvement s'est répercuté sur les prix du thé.

La baisse la plus spectaculaire de 1953/54 a été celle des prix internationaux des céréales, mais le jeu des systèmes de soutien a fortement

contribué à empêcher un glissement comparable des prix intérieurs. Par suite du manque de locaux d'emmagasinage, la nécessité de vendre est devenue plus pressante pour certains pays exportateurs et, pour la première fois, les ventes dans le cadre de l'Accord sur le blé se sont faites au-dessous du prix maximum. De plus, l'amélioration des ressources en dollars en Europe occidentale a pratiquement éliminé les primes dont bénéficiaient jusqu'ici les exportations des régions à devise faible. Les États-Unis et divers pays d'Europe, d'Amérique latine et du Proche-Orient exportent désormais les céréales à un prix très inférieur aux prix intérieurs à la production et ces exportations sont parfois fortement subventionnées.

Divers pays subventionnent également les exportations de beurre, de fromage, de viande, d'huile de lin, de haricots secs et de sucre.

Toutefois, les prix des produits agricoles et même ceux des denrées alimentaires n'ont pas eu partout tendance à baisser. C'est ainsi que, par rapport à 1952, un indice international tel que celui des prix des importations alimentaires des pays de l'OECE n'a guère varié durant la totalité de l'année 1953 et a fortement augmenté pendant le premier trimestre de 1954; de même, l'indice correspondant au Royaume-Uni n'a baissé que de 2 pour cent entre le premier trimestre de 1953 et le premier trimestre de 1954.

Prix à la production et revenus agricoles

Alors que les indices des prix à la production baissaient de manière appréciable en Amérique du Nord, ils sont restés beaucoup plus stables en Europe occidentale et marquent encore une tendance à la hausse dans quelques pays d'autres régions, y compris l'Extrême-Orient.

Il va de soi que leur baisse aurait été beaucoup plus forte en l'absence de politique de soutien des prix dans de nombreux pays, politique dont le coût d'application a brusquement augmenté au point de préoccuper les gouvernements, les contribuables et les producteurs. En nombre toujours plus grand, les gouvernements ont tendance à abaisser le niveau de soutien, à limiter leurs charges financières à ce titre ou à adopter une politique de soutien plus souple.

Le rapport : prix à la production/prix des biens de production a évolué au détriment des agriculteurs dans la quasi-totalité des pays au cours des quelques dernières années. En conséquence, les revenus agricoles ont fortement diminué en Amérique du Nord, mais ils sont restés plus stables en Europe occidentale, en raison principale-

ment du relèvement rapide du volume de la production. En Océanie, ces revenus ont beaucoup fluctué depuis quelques années. Pour les autres régions, on manque de renseignements.

D'après les statistiques du revenu national établies par les Nations Unies, rares sont les pays où l'agriculture produit, par habitant, un revenu comparable à celui des autres secteurs.

Dans la plupart des pays, en effet, le revenu agricole par habitant représente des deux tiers à la moitié (et moins) du revenu dans les autres secteurs. Si par rapport à 1938 (époque à laquelle les effets de la dépression des années trente restaient considérables) les revenus agricoles ont presque partout augmenté relativement plus que ceux des autres secteurs, une grande partie des gains réalisés au cours de l'après-guerre immédiat a été perdue dans de nombreux pays.

Investissements en agriculture

Le manque de capitaux d'investissement continue à retarder le développement de l'agriculture et, malgré un effort pour accroître le volume des investissements internationaux, la part des capitaux consacrée directement à l'agriculture a diminué en 1953/54. Une enquête récemment effectuée par la FAO fait ressortir les écarts considérables qui existent entre les différents pays, en ce qui concerne le volume du crédit octroyé à l'agriculture par les banques, les coopératives et d'autres institutions.

Perspectives de la demande

D'après les tendances économiques actuelles, il semble que la demande des produits agricoles s'améliorera lentement en 1954/55, mais il n'en résultera probablement pas une atténuation sensible du problème des excédents, sauf adoption de mesures spéciales. De ce fait, il apparaît nécessaire de développer la production agricole de manière rationnelle et sélective en l'ajustant étroitement aux conditions du marché.

Si l'on considère la situation à plus longue échéance, l'année 1955/56 devrait être marquée par une nouvelle expansion de la demande de produits agricoles. Les disponibilités mondiales de céréales et de la plupart des autres produits alimentaires demeureront relativement abondantes et, dans cette mesure, les termes de l'échange devraient être favorables aux importations de denrées alimentaires. Les prix du café devraient rester fermes et ceux de la plupart des matières premières d'origine agricole (y compris les produits

forestiers) semblent avoir tendance à remonter après le ralentissement qui a suivi le « boom » dû à la guerre de Corée, tendance que renforcerait une reprise économique aux États-Unis. Les perspectives s'amélioreraient donc probablement pour les pays exportateurs des derniers produits en question, principalement dans les régions insuffisamment développées.

Toutefois, ces prévisions relativement favorables risquent de ne pas se réaliser si (i) la production nord-américaine, qui s'est développée, ne s'ajuste pas à des besoins internationaux devenus moindres et si (ii) les excédents accumulés ne sont pas liquidés graduellement sans qu'il en résulte de pressions excessives sur les niveaux des prix mondiaux. La politique actuellement appliquée en Amérique du Nord tend à ces fins, mais l'un et l'autre résultat, notamment le second, seront difficiles à atteindre.

PROBLÈMES ET POLITIQUES DANS LES DIVERSES RÉGIONS

Europe occidentale

L'Europe occidentale a enregistré en 1953/54 une production agricole absolument sans précédent, les récoltes de betterave à sucre et de céréales ayant été exceptionnellement fortes. Les conditions météorologiques ont été favorables, mais l'amélioration des méthodes a également contribué de manière sensible au relèvement des rendements.

Ce gain de production a coïncidé avec une reprise dans les autres secteurs économiques. Les disponibilités ont suffi pour faire face à la demande croissante et la région a pu réduire ses importations de certains produits. Le niveau général du commerce intra-régional des produits agricoles s'est relevé, même si certains pays ont eu du mal à écouler des excédents auxquels ils n'étaient pas accoutumés. Pour la première fois, l'U.R.S.S. a absorbé une partie importante des exportations régionales de beurre.

On prévoit de nouveaux progrès de la production agricole par suite de l'effort récemment accompli pour moderniser les méthodes et l'équipement, de sorte que la commercialisation et les prix suscitent des préoccupations accrues. Le problème-clé est de stimuler la consommation, surtout en comprimant le coût de production et de distribution ainsi que les prix de détail, mais aussi en tenant plus largement compte des préférences du consommateur.

Sous la pression d'importations moins chères, souvent subventionnées directement ou indirectement, on a tendance à abaisser les prix de soutien agricoles et à limiter l'aide financière à une partie déterminée de la production.

Dans les pays où le coût de production est relativement élevé, les gouvernements demandent aux agriculteurs d'accroître la capacité de concurrence de leurs produits. Bien souvent, une des difficultés principales réside dans l'excès de main-d'œuvre des petites exploitations et, tant qu'on n'aura pas réussi à réduire le nombre des petits producteurs, le seul moyen de diminuer le coût de production unitaire sera de relever le rendement. L'influence de cet état de choses sur la situation des marchés demande à être examinée attentivement.

Europe occidentale et U.R.S.S.

L'année 1953 a vu une importante modification dans l'orientation de la politique économique, en ce sens qu'il a été décidé de consacrer plus de ressources aux secteurs produisant des biens de consommation, notamment l'agriculture. Au cours des années récentes, la demande de produits alimentaires et de matières premières d'origine agricole, qui allait en augmentant rapidement, n'avait en effet pas pu être satisfaite. Désormais des quantités plus considérables de biens de production seront mises à la disposition de l'agriculture, tant dans les fermes collectives que dans les exploitations individuelles. Les livraisons seront payées plus cher et l'agriculture bénéficiera d'autres formes d'aide financière, telles que le crédit. La collectivisation ne sera pas poussée au-delà du point où elle risquerait de gêner la réalisation des plans actuels de production.

Le principal objectif à long terme est l'accroissement de la production animale, dont l'insuffisance dans le passé a été due essentiellement au manque d'aliments du bétail. L'U.R.S.S. se propose de développer très fortement sa production de céréales, notamment celle de céréales pour l'alimentation du bétail, et elle entend mettre en culture 14 millions d'hectares de nouvelles terres d'ici la fin de 1955.

On prévoit une augmentation appréciable du niveau de consommation au cours des quelques prochaines années, de sorte qu'il ne faut pas s'attendre à des exportations considérables de la part des pays d'Europe orientale. Dans l'état actuel des choses, l'U.R.S.S. complète déjà sa propre production en achetant à l'étranger des fruits, du beurre et de la viande.

Amérique du Nord

Après une autre année où la production nord-américaine a presque atteint un record, les stocks de produits agricoles se sont considérablement gonflés aux Etats-Unis et au Canada. L'accroissement ne s'explique qu'en partie par la contraction des exportations : ainsi, aux Etats-Unis, l'augmentation de valeur des stocks gouvernementaux, au cours de la période de 12 mois se terminant en mars 1954, a représenté plus de cinq fois la baisse de valeur des exportations de produits agricoles. Au cours des huit premiers mois de 1953/54, les exportations totales nord-américaines n'ont pas été sensiblement inférieures à celles de la période correspondante de 1952/53.

La demande intérieure de produits agricoles s'est maintenue au niveau élevé auquel elle s'était établie. Toutefois, la baisse persistante des prix à la production et des prix de gros en Amérique du Nord ne s'est fait sentir que très faiblement au stade du détail et elle n'a donc guère pu contribuer à stimuler la consommation.

Il est probable que les prix à la production et les revenus agricoles continueront à baisser lentement durant toute l'année 1954. La réduction du pouvoir d'achat des agriculteurs est déjà perceptible dans d'autres secteurs de l'économie.

Le gouvernement des Etats-Unis est en train d'adopter des mesures spéciales pour écouler les excédents et pour ajuster la production future aux besoins prévus. Il a également proposé une législation tendant à modifier le système actuel de soutien des prix. Le Canada n'a pas encore considéré comme nécessaires des mesures spéciales, car la situation y diffère quelque peu.

Les mesures d'écoulement précitées ont limité l'accroissement ou provoqué la réduction des stocks de certains produits, mais leur influence est à peine sensible sur la masse des excédents, dont plus de la moitié se compose de céréales. Des mesures plus énergiques, actuellement en cours d'adoption, tendent à stimuler les exportations de produits agricoles. La *Commodity Credit Corporation* a décidé de vendre aux prix des marchés mondiaux, ce qui signifie que désormais les prix de soutien appliqués aux Etats-Unis cesseront de contribuer à maintenir les prix internationaux, en ce qui concerne certains produits.

Au cours de 1954, les Etats-Unis ont réglementé la production de blé, de maïs et de coton, et continué d'appliquer des mesures restrictives à la production de tabac ; toutefois, le résultat global de cette action a été limité du fait que les superficies ont été affectées à d'autres cultures et que,

dans le cas du maïs, les producteurs n'ont pas obéi aux instructions. Les restrictions de superficie et les contingents de commercialisation seront appliqués plus sévèrement en 1955.

La situation de la demande ou de l'offre ne devrait pas être très différente en 1954/55, mais il est probable que les disponibilités en produits des cultures seront sensiblement moindres en 1955/56, alors que l'offre des produits de l'élevage augmentera vraisemblablement.

Amérique latine

Le problème des excédents ne se pose encore que de manière limitée en Amérique latine, à propos principalement des céréales. Malgré une concurrence serrée, les exportations régionales de produits agricoles en 1953 ont dépassé de 20 pour cent celles de 1952, c'est-à-dire que la tendance au déclin observée au cours des quelques dernières années s'est renversée. L'amélioration s'explique par la reprise de la production céréalière de l'Argentine en 1952/53 et par l'importance des expéditions de sucre, de coton, de café et de cacao.

La production agricole totale n'a pas sensiblement augmenté en 1953/54 : en regard d'un léger progrès de la production alimentaire, en effet, il y a eu un recul marqué de la production de coton, de fibres dures et de graines oléagineuses non comestibles.

Les principales raisons pour expliquer que la quasi-totalité des pays latino-américains poursuivent leur effort dans le sens d'une antarcie plus considérable sont les suivantes : considérations se rattachant à la balance des paiements, développement rapide de la population et augmentation des revenus par habitant s'accompagnant d'un relèvement du pouvoir d'achat. Au cours des années récentes, l'agriculture ne s'est pas développée aussi rapidement que l'industrie, et de nombreux gouvernements ont adopté en conséquence une politique tendant surtout à stimuler la production agricole. Il ne semble pas que l'apparition d'excédents dans d'autres régions ait amené les gouvernements à modifier cette ligne de conduite.

Océanie

Malgré une concurrence plus serrée sur les marchés mondiaux, il n'a pas encore été nécessaire de modifier profondément la production agricole. Les principales difficultés ont été rencontrées en ce qui concerne le blé et certains produits d'importance secondaire, tels que le sucre et les raisins secs ; une concurrence accrue se fait sentir

sur les exportations de produits laitiers. Les perspectives sont favorables pour la viande et la laine.

Etant donné le développement rapide de la demande intérieure et les perspectives favorables qui s'offrent à ses principaux produits d'exportation, il est probable que l'agriculture de la région pourra poursuivre son développement sans qu'il faille procéder à des ajustements d'importance. Le principal problème résidera peut-être dans l'augmentation du coût de production.

Extrême - Orient

On peut considérer comme close la phase aigüe de la pénurie alimentaire d'après-guerre, car, en raison d'une récolte record dans l'Inde, la production totale de céréales alimentaires en 1953/54 (non compris celle de la Chine) pourrait dépasser le volume d'avant-guerre de 9 millions de tonnes, soit environ 9 pour cent. Les importations nettes, qui sont restées élevées en 1953 par suite des mauvaises récoltes au Pakistan et au Japon, diminueront sensiblement en 1954.

La baisse des prix internationaux des céréales crée des difficultés économiques à la Birmanie et à la Thaïlande, qui tirent une grande partie de leurs recettes de l'exportation du riz. Des excédents de cette céréale se sont accumulés dans ces pays vers la fin de 1953, mais à l'heure actuelle les exportations se font plus facilement. Etant donné toutefois les progrès de la production dans les pays importateurs, il se peut que l'on voie réapparaître des excédents vers la fin de 1954, si le rapport actuel se maintient entre les prix du riz et ceux des céréales concurrentes.

Le principal problème de cette région consiste toujours à relever les niveaux de consommation alimentaire, qui sont très bas dans la plupart des pays. On enregistre une amélioration sensible au Japon depuis la guerre, mais, pour l'Extrême-Orient, dans son ensemble, les disponibilités par habitant sont inchangées, ou à peine, par rapport aux niveaux d'avant-guerre, déjà insuffisants du point de vue de la nutrition. On ne peut toutefois pas s'attendre à une amélioration rapide de la consommation, car la plupart des pays entendent consacrer à leur développement économique en général le maximum de ressources.

La réalisation du premier plan quinquennal indien a beaucoup avancé et, si le temps est favorable, les principaux objectifs fixés en matière de production agricole devraient être atteints ou dépassés. On indique également des progrès sensibles en Chine. Dans la plupart des autres pays de l'Extrême-Orient, les gains de l'agriculture

ont été moins rapides, bien que la Birmanie, la Malaisie et Ceylan aient déjà réussi à accroître la superficie du paddy et que l'Indonésie et les Philippines aient relevé les rendements du riz.

Les termes de l'échange s'amélioreront probablement en 1954/55 pour les pays d'Extrême-Orient, étant donné la hausse des prix d'exportation du thé, du café, du jute et du coton, ainsi qu'une certaine reprise de la demande d'exportation du caoutchouc.

Proche - Orient

Le développement rapide réalisé depuis la guerre par l'agriculture du Proche-Orient s'est réparti très inégalement, ayant été principalement le fait des pays exportateurs de denrées alimentaires, tels que la Turquie, la Syrie, et l'Irak. C'est dans ces pays que le problème des excédents s'est posé avec le plus d'acuité, notamment en ce qui concerne les céréales. La production agricole des pays qui ne subvenaient pas à leurs besoins alimentaires a progressé lentement, et, par habitant, elle n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant-guerre.

Les faits nouveaux survenus récemment illustrent bien les trois problèmes fondamentaux de l'agriculture au Proche-Orient : intensifier et diversifier la production, en intégrant mieux la production végétale et la production animale ; développer le marché intérieur afin de relever les niveaux de nutrition ; enfin, réduire la dépendance considérable dans laquelle se trouvent les économies des pays de la région vis-à-vis des exportations de produits agricoles.

L'amélioration des niveaux de consommation se poursuit lentement, freinée par l'insuffisance du pouvoir d'achat de vastes groupes de population. Pour développer la consommation de manière significative, il faudrait en outre améliorer considérablement les circuits commerciaux.

La portée des mesures gouvernementales intéressant le développement de l'agriculture en particulier ou de l'économie en général est limitée non seulement par le fait que la structure sociale de l'agriculture reste défectueuse dans de nombreux pays, mais aussi par le manque de capitaux d'investissement, sauf dans les pays exportateurs de pétrole. Cette difficulté a été accentuée encore par une baisse assez généralisée des recettes étrangères provenant des exportations de produits alimentaires et agricoles.

Les modifications récentes des politiques agricoles se limitent dans l'ensemble à des mesures qui visent à atténuer l'impact des fluctuations de la demande d'exportation.

Afrique

En Afrique, les excédents de produits agricoles ne présentent qu'une importance locale, bien que l'existence d'excédents dans d'autres régions du monde ait déjà été fortement ressentie dans certains territoires. C'est ainsi que, par suite de la chute des prix du coton, l'excédent de la balance commerciale de l'Ouganda s'est trouvé réduit des deux tiers par rapport à 1952 ; de même, en 1953, le *Nigeria Oil Palm Produce Marketing Board* a dû pour la première fois puiser à ses réserves pour pouvoir payer les prix garantis, qui seront toutefois légèrement diminués en 1954. Mais les grands problèmes du développement agricole en Afrique restent inchangés dans leur nature, la situation mondiale actuelle ne faisant que les accentuer. Il est nécessaire de diversifier certaines des économies qui reposent sur les bases les plus précaires, de développer les marchés intérieurs, d'améliorer les transports, enfin de relever les niveaux de nutrition d'une population en voie d'accroissement rapide.

SITUATION ET PERSPECTIVES DES PRODUITS

Blé

Les exportations mondiales de blé, subissant une nouvelle réduction de 16 pour cent en 1953/54 par rapport à l'année précédente, sont tombées à 22 millions de tonnes, du fait que les récoltes d'un certain nombre de pays importateurs se sont améliorées. On prévoit que les stocks des quatre principaux pays exportateurs atteindront, au 1^{er} juillet, 49 millions de tonnes (soit 15 millions de tonnes de plus qu'un an auparavant), dont plus de 80 pour cent se trouveront en Amérique du Nord. Les restrictions de superficies aux Etats-Unis et la contraction des emblavures au Canada feront diminuer la production en 1954/55, mais il se peut que celle-ci excède encore les besoins du marché intérieur et des marchés étrangers, de sorte que l'année qui vient pourrait être marquée par une certaine augmentation supplémentaire des stocks. S'il est possible que la production des pays importateurs, notamment en Europe, ne soit pas aussi considérable qu'en 1953/54, les besoins d'importations pourraient n'augmenter que modérément. Les prix à l'exportation ont généralement baissé en 1953/54 et, à la fin de la campagne, la plupart des ventes, aussi bien au titre qu'en dehors de l'Accord international sur le blé, se faisaient au même prix, légèrement inférieur au prix médian prévu par l'Accord.

Céréales secondaires

Les exportations de céréales secondaires de 1953/54 ont été identiques à celles de l'année précédente et les stocks de report étaient plus importants à la fin de la campagne qu'au début. Les expéditions à destination de l'Europe ont augmenté, bien que la production de cette région ait été supérieure à celle de 1952/53. Les prix à l'exportation ont baissé au cours de l'année. Il est possible qu'en 1954/55 les disponibilités des Etats-Unis soient au moins aussi considérables qu'en 1953/54, malgré les restrictions des superficies du maïs ; quant aux disponibilités exportables de maïs argentin, elles seront quelque peu supérieures par suite d'une nouvelle amélioration de la récolte. Les disponibilités totales sont amplement suffisantes pour satisfaire les besoins d'importation prévisibles et elles tendent à augmenter.

Riz

La récolte de 1953/54 a dépassé de manière significative celle de toutes les années précédentes. Deux bonnes moissons de suite ont beaucoup modifié la situation des disponibilités, mais la plupart des exportateurs sont apparus peu enclins à ajuster leurs prix en conséquence. Deux grands pays importateurs se sont montrés moins disposés à acheter et le commerce mondial a subi une contraction marquée en 1953. Des stocks ont commencé à s'accumuler dans certaines régions et, vers la fin de l'année 1953, les prix d'exportation ont commencé à fléchir. Il est probable que le commerce mondial dépassera en 1954 les faibles niveaux de 1953, reprise qui aura deux raisons principales : accroissement des importations japonaises de riz à la suite d'une mauvaise récolte, et importants achats de l'Inde à la Birmanie, facilités par un règlement financier d'ensemble entre ces deux pays. Il se peut, toutefois, que la reprise soit temporaire, sauf si les rapports de prix se modifiaient de manière que le riz puisse attirer davantage l'acheteur.

Sucre

La production mondiale de sucre centrifugé a augmenté de 9 pour cent en 1953, malgré de nouvelles et sévères restrictions de production à Cuba. Les pays betteraviers d'Europe ont enregistré des rendements exceptionnellement élevés. Plus significatif encore a été l'accroissement de la production dans beaucoup de pays importateurs et dans les pays exportateurs du Commonwealth, accroissement qui a été l'aboutissement des programmes

de développement et de modernisation d'après-guerre. La production de 1954 sera probablement moindre, mais l'effort d'expansion de la production se poursuivra dans de nombreux pays déficitaires et dans les territoires qui alimentent des marchés protégés. Le commerce international du sucre sera sensiblement inférieur à celui de 1953, malgré la levée du rationnement au Royaume-Uni et l'accession de l'Inde au rang de grand pays importateur. Cependant, la conclusion de l'Accord international sur le sucre, qui est entré en vigueur à la fin de 1953, et les mesures gouvernementales de réglementation adoptées à Cuba ont empêché les prix de s'effondrer.

Produits de l'élevage

La production de viande, de lait et d'œufs a sensiblement augmenté en 1953, comme d'ailleurs le commerce des produits de l'élevage. L'U.R.S.S. a acheté sur les marchés mondiaux des tonnages importants de beurre et de viande. Devant l'abondance des disponibilités, les prix ont baissé dans de nombreux pays de l'hémisphère nord, et la hausse sur les produits de l'élevage exportés par l'Océanie a été moindre qu'au cours des années précédentes. Aux Etats-Unis, le gouvernement a effectué de gros achats de produits laitiers au titre du programme de soutien des prix et les stocks ont atteint un volume record.

Si les conditions météorologiques sont normales, il faut s'attendre à de nouveaux progrès de la production. La production de viande de porc en Amérique du Nord augmentera en 1954/55, car le rapport : prix des porcs/ prix des céréales est très favorable. Il se peut également que la production laitière s'accroisse encore, en raison du relèvement du rendement par vache et de l'augmentation des troupeaux laitiers, mais la plus grande partie des quantités supplémentaires produites sera transformée. Aux Etats-Unis, où le niveau de soutien a été abaissé, la production poursuit son développement et l'on estime que les achats gouvernementaux de produits laitiers demeureront considérables au cours de la campagne actuelle de soutien des prix.

Les exportations de viande de 1954 pourraient rester égales à celles de 1953, car il ne semble pas que les disponibilités des principaux pays exportateurs doivent se modifier beaucoup. L'évolution du commerce du beurre dépendra pour beaucoup du niveau de la demande au Royaume-Uni après la remise du beurre en vente libre et des achats que pourrait effectuer l'U.R.S.S. cette année encore.

S'il est possible que les prix des animaux de boucherie soient plus stables que l'année dernière, ceux des produits laitiers auront peut-être tendance à fléchir, sous l'influence des excédents aux Etats-Unis, entre autres facteurs.

Produits de la pêche

On estime qu'en 1953 les quantités de poisson capturé dans le monde ont été très voisines de celles de 1952. Une légère baisse de la production totale des grands pays producteurs a été compensée par des gains chez les moyens et petits producteurs. La tendance manifestée par certains pays à délaisser la production de poisson salé pour celle de poisson frais et de filets congelés a subsisté en 1953. Dans les pays dont les prises de hareng, de sardine et d'anchois ont fortement progressé depuis la fin de la guerre, la production supplémentaire sert principalement à préparer farine, huile et conserves en boîtes.

Les prises de saumon aux Etats-Unis ont été inférieures à celles de 1952 ; au Canada, l'importance des quantités capturées en Colombie britannique explique l'augmentation considérable de la production de saumon en boîte.

La baisse de la production de thon aux Etats-Unis est à l'origine du niveau record des importations de ce poisson qui ont été faites pour la conserve, notamment en provenance du Japon.

Matières grasses et oléagineux

La production mondiale de matières grasses a légèrement diminué en 1953, en raison surtout de la baisse cyclique particulièrement marquée dont a souffert l'oléiculture méditerranéenne. Les exportations mondiales ont augmenté d'environ 5 pour cent, du fait que les expéditions des Etats-Unis et de l'Afrique se sont sensiblement accrues. La demande européenne d'importation a remonté par rapport au faible niveau qu'elle avait atteint en 1952, et les prix internationaux des matières grasses ont été généralement quelque peu plus élevés. L'huile de lin, constituant une exception remarquable, a continué à fléchir, principalement par suite des gros tonnages vendus pour l'exportation par l'Argentine et par le gouvernement des Etats-Unis, qui a prélevé sur ses stocks.

La production et les disponibilités exportables de 1954 sont supérieures à celles de 1953. En Afrique de l'Ouest, la production et les exportations ont augmenté sensiblement, et les Etats-Unis et l'Argentine ont continué à vendre d'importantes quantités pour l'exportation. La plupart des prix

des marchés internationaux ont fléchi modérément durant le premier semestre de 1954, et il semble bien que cette tendance pourra persister durant le deuxième semestre de 1954 et les premiers mois de 1955.

Fruits frais

La production des principaux fruits, les pommes et les poires exceptées, a augmenté à nouveau en 1953 et l'on peut dire qu'il n'est guère de cultures qui se soient développées avec une rapidité et une continuité comparables. Le commerce lui aussi s'est encore accru, et les importations européennes, principalement de bananes et d'agrumes, ont augmenté d'environ 20 pour cent. La libéralisation des importations a marqué de nouveaux progrès et l'on pense que le commerce continuera de se développer en 1953/54.

Raisins secs et vin

En 1953, la production mondiale de raisins secs, y compris les raisins de Corinthe, est restée à peu près au niveau de 1952, un recul sensible aux Etats-Unis ayant été compensé par une augmentation en Australie, en Turquie et en Iran. Le commerce mondial s'est légèrement accru, malgré la contraction des exportations des Etats-Unis et de la Turquie. Les Etats-Unis subventionnent désormais les exportations, imités en cela par la Turquie depuis le début de la campagne 1953/54. Le Royaume-Uni a cessé ses achats massifs de raisins secs en décembre 1953. A l'inverse de la consommation des fruits frais, celle des fruits séchés est inférieure au niveau d'avant-guerre.

Depuis ces dernières années, quelques-uns des principaux pays viticulteurs ont des excédents de vin de qualité ordinaire, excédents qui se sont accrues en France et en Espagne durant 1953/54. L'Italie n'a plus d'excédents et la consommation est revenue à son niveau d'avant-guerre.

Café

La production mondiale de café de 1953, légèrement supérieure à celle de l'année précédente, est néanmoins encore inférieure à celle d'avant-guerre. Les prix ont fortement monté sous l'influence du développement de la demande (principalement en Europe et aux Etats-Unis), coïncidant avec une réduction des stocks et la perspective d'une diminution des disponibilités brésiliennes en 1954, ainsi que sous l'effet de facteurs à court terme. C'est ainsi qu'en mai 1954 les cours dépassaient de 50 pour cent ceux de mai 1953.

Il semble qu'en 1954 la production doive augmenter en Afrique et dans la plupart des pays de l'Amérique latine autres que le Brésil. Il n'est pas dit toutefois que cela suffira à compenser la diminution résultant des dégâts causés par le gel dans ce dernier pays. On ne doit pas s'attendre à un affaiblissement sensible des prix pour l'année en cours, à moins que la résistance des consommateurs ne s'exerce avec plus d'efficacité.

Thé

La production mondiale est stabilisée au voisinage de 590.000 tonnes et la demande s'améliore de manière générale, de sorte que les prix du thé se sont raffermis de manière substantielle en 1953 et durant le premier semestre de 1954, après la lourdeur manifestée en 1952. Un facteur particulièrement important a été le développement de la consommation au Royaume-Uni, qui représente environ la moitié du tonnage vendu dans le monde, après la remise en vente libre du thé et du sucre. La consommation s'est également accrue en Europe continentale et aux Etats-Unis. L'industrie du thé pourra s'adapter au développement de la demande mondiale et il est probable que la production augmentera en 1954.

Cacao

En 1954, les prix du cacao ont été les plus élevés depuis plus de 50 ans. En mai, les prix de gros dépassaient d'environ 60 pour cent ceux du début de la campagne agricole. Les cours ont commencé à hausser lorsqu'il est apparu que la production mondiale serait inférieure à celle de l'année précédente, par suite presque uniquement d'une forte baisse de production en Côte de l'Or et au Nigéria. Le phénomène le plus significatif a été un gros accroissement de consommation en Europe, où la demande, notamment en Allemagne occidentale et au Royaume-Uni, a atteint des niveaux sans précédent. Etant donné le retard qui intervient normalement, la hausse du prix des fèves de cacao ne s'est pas encore répercutée entièrement sur les prix de détail. Aux Etats-Unis, la montée des prix a sévèrement affecté la demande, et le fléchissement de la consommation par habitant depuis la guerre s'est poursuivi, malgré le niveau élevé du revenu national. On s'efforce de plus en plus de trouver des produits de remplacement et de réduire la proportion de cacao dans les produits finis. Lorsque l'on connaîtra le volume de la récolte de 1954, on pourra déterminer jusqu'à un certain point si la production africaine de 1953 correspond sim-

plement à un mouvement cyclique normal ou si au contraire il faut y voir l'amorce d'un fléchissement plus durable de la production.

Tabac

En 1953, la production mondiale de tabac a légèrement dépassé celle de 1952, la baisse aux Etats-Unis ayant été amplement compensée par les gains remarquables de la production des types orientaux de tabac à cigarettes. Le commerce mondial s'est amélioré par rapport aux faibles niveaux atteints en 1952. A la fin de l'année, les stocks aux Etats-Unis avaient augmenté modérément. On peut s'attendre à voir les stocks de tabac oriental s'accroître quelque peu en 1954, bien que cette variété soit, semble-t-il, en train de reprendre graduellement une place importante dans la consommation européenne. Les stocks de tabac en feuille demeurent sensiblement inférieurs au niveau souhaitable, dans la plupart des pays importateurs. Dans l'ensemble, les prix ont augmenté légèrement en 1953/54. La consommation se développe dans presque tous les pays et la demande est ferme. Du fait que la situation de la balance des paiements des pays européens s'améliore et que les Etats-Unis vendent du tabac contre monnaies faibles, on prévoit que les exportations nord-américaines augmenteront en 1954/55 et que le commerce mondial de 1954 sera probablement plus important.

Coton

On estime qu'à la fin de la campagne de 1953/54 les stocks mondiaux représentent huit mois de consommation au rythme actuel. Des stocks considérables se sont accumulés durant l'année aux Etats-Unis, où, malgré la réduction des superficies, la récolte a dépassé de 7 pour cent celle de 1952/53, par suite des rendements exceptionnellement élevés. Sauf aux Etats-Unis, les stocks n'étaient nullement excessifs. Les récoltes ont été moindres en général dans les autres grands pays exportateurs, alors que la production accrue de l'Inde, de l'U.R.S.S. et de la Chine devrait, semble-t-il, être absorbée par le marché intérieur.

Les prix aux Etats-Unis bénéficient d'un soutien depuis le début de 1953 et ils sont restés relativement stables. Par suite de la décision des Etats-Unis de limiter la production en 1954/55, l'ensemble des prix du coton a toutefois eu tendance à monter.

Dans l'hypothèse d'un rendement moyen, la superficie cotonnière réduite devrait produire 11,5 millions de balles aux Etats-Unis, soit 30 pour cent de moins qu'en 1953/54. Il est probable que

la consommation mondiale se maintiendra en 1954/55 et, même si l'on admet la possibilité d'un accroissement de production dans d'autres pays exportateurs, on peut prévoir un certain allègement des stocks mondiaux. Le commerce mondial s'est développé depuis peu sous l'influence de la hausse des prix, mais il se peut que le mouvement s'arrête lorsque les importateurs auront reconstitué leurs stocks.

Laine

Par suite de la reprise de l'industrie européenne et d'une nouvelle expansion au Japon, la consommation mondiale en 1953 n'a été inférieure que de 3 pour cent au niveau record de 1950. Il n'y a pas eu de reprise correspondante aux Etats-Unis. Vers la fin de l'année, le développement de la consommation s'est arrêté en général et on a noté une légère baisse d'activité durant les quelques derniers mois. La production de 1953/54 s'est maintenue au niveau record de la campagne précédente, mais les disponibilités totales ont été moindres car les stocks des pays exportateurs n'ont représenté qu'un report normal. Le ralentissement de l'activité des filatures n'a donc pas provoqué un affaiblissement significatif des marchés. Les prix de la laine merinos n'ont baissé que légèrement ; ceux des laines croisées sont restés fermes, en raison peut-être de la lenteur du rythme des exportations sud-américaines.

Jute

Y compris les stocks du *Pakistan Jute Board*, qui ont été liquidés au cours de la campagne, les disponibilités totales en 1953/54 ont été de 9 millions de balles. Il semble que ce tonnage ait suffi aux besoins courants : en effet, les prix internationaux n'ont guère monté, malgré une reprise sensible des prix à la production.

Le niveau d'activité de l'industrie du jute a été satisfaisant. Dans l'état de Calcutta, l'augmentation de la production d'hessiau a compensé la baisse de la production de toiles à sac et il y a eu une reprise d'activité des filatures européennes. Le rythme de la consommation d'hessiau s'est maintenu aux Etats-Unis et l'emploi des produits de jute s'est développé au Royaume-Uni.

Les perspectives pour la campagne de 1954/55 sont très incertaines. Bien que le prix du jute brut favorise l'expansion des cultures, on signale que le gouvernement du Pakistan a fixé encore une fois une superficie très restreinte. L'état des cultures est bon, bien que l'on prévoie que la ré-

colte sera en retard. Etant donné que les stocks ont été sensiblement réduits, on peut s'attendre à une nouvelle hausse des prix du jute brut, si l'activité des filatures et la demande des produits de jute se maintiennent.

Fibres dures

La production a baissé en 1953 pour la première fois depuis la guerre, mais le recul n'a été que de 7 pour cent et s'est virtuellement limité à l'Amérique latine. La consommation, y compris les achats destinés aux stocks stratégiques, ont correspondu à peu près à la production, de sorte que les prix ont été plus fermes que durant l'année précédente. Il reste toutefois de gros stocks invendus de henequen au Mexique et de sisal en Afrique française, mais les stocks de sisal du gouvernement brésilien ont été pratiquement liquidés.

Si la consommation a été importante, l'Amérique du Nord a toutefois fortement réduit ses achats de fibres dures ; par contre, les importations de l'Europe et du Japon ont repris.

On prévoit une amélioration de la demande commerciale, même si, comme il paraît probable, les achats pour fins stratégiques diminuent. En même temps, on s'attend à un nouveau déclin de la production totale de fibres dures.

Caoutchouc

La production de tous les grands pays producteurs a diminué à nouveau en 1953, principalement celle des petites exploitations. En même temps, on notait une reprise de la consommation, ce qui a beaucoup réduit l'écart entre la production et la consommation courantes. Il semble que la plupart des quantités produites en excédent des besoins commerciaux aient été absorbées par les stocks gouvernementaux qui, aux Etats-Unis, sont désormais pratiquement au niveau prévu à l'origine.

Il est probable que l'excédent de production disparaîtra en quasi-totalité en 1954, la production de caoutchouc naturel diminuant encore, alors que la consommation se développera et repré-

sentera une part plus large de la consommation d'ensemble du caoutchouc naturel et du caoutchouc synthétique.

Machines agricoles

En Extrême-Orient et au Proche-Orient, l'augmentation du parc des tracteurs s'est localisée dans quelques pays, car la plupart des pays de ces régions, désireux de consolider les gains récemment réalisés, se préoccupent davantage des problèmes d'entretien des machines et de formation des conducteurs. La modernisation des outils à main et du matériel à traction animale fait également l'objet d'une attention accrue. La mécanisation continue à un rythme rapide en Amérique latine, l'Argentine et le Brésil ayant commencé à produire eux-mêmes des tracteurs en 1953. En ce qui concerne l'amélioration des services d'entretien et la fourniture de machines à des groupes plus nombreux d'agriculteurs, le progrès a été lent et limité à quelques pays. Récemment toutefois, le Brésil, le Chili, le Pérou et le Guatemala ont soit créé des centres de machines, soit développé les centres qui existent.

Produits forestiers

La production de bois rond de 1953 a dépassé celle de 1952 ; quant aux sciages et à la plupart des produits forestiers finis, la production a atteint de nouveaux records. Le commerce a également été supérieur à celui de 1952, bien qu'il ait continué à diminuer en valeur. Le bois rond a constitué une exception : en effet, les échanges mondiaux se sont réduits de plus de 40 pour cent, principalement du fait que les Etats-Unis et les pays d'Europe occidentale, qui avaient constitué de gros stocks en 1951 et 1952, ont importé moins de bois de mine et de bois à pâte. La consommation des sciages est menacée par le développement de l'utilisation des produits de remplacement, stimulée elle-même par les prix élevés qu'ont récemment atteints les sciages. La consommation de la plupart des autres produits forestiers se développe rapidement.

Chapitre II

SITUATION ET PERSPECTIVES MONDIALES

Chapitre II - SITUATION ET PERSPECTIVES MONDIALES

La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture s'est modifiée de manière spectaculaire en 1952/53 car, au problème déjà ancien, mais aggravé par la guerre, que posaient l'insuffisance des ressources et la malnutrition dans de vastes territoires est venu s'ajouter un autre problème, celui d'excédents considérables dans certaines régions. Le phénomène s'est accentué en 1953/54. D'une part, le développement rapide de la production agricole s'est poursuivi. Les excédents, notamment ceux de blé, sont devenus plus encombrants encore dans certaines régions, et, dans plusieurs pays, les revenus agricoles ont continué à diminuer. Dans d'autres régions, par contre, les disponibilités alimentaires, malgré quelque amélioration, sont restées bien inférieures à celles d'avant-guerre, pourtant faibles. On n'entrevoit actuellement aucun changement notable de la situation en 1954/55.

Ainsi, on ne saurait réduire la situation mondiale à un problème de surabondance de l'offre dans l'état actuel du pouvoir d'achat effectif, et il n'y a certes pas surabondance si l'on considère les besoins dans le domaine nutritionnel. En réalité, il y a plutôt déséquilibre de la production et souvent sous-consommation. Dans certains pays, la consommation alimentaire s'est sensiblement élevée avec l'accroissement des disponibilités, mais l'existence même d'excédents montre que la consommation n'a pas, dans l'ensemble, progressé du même pas que la production. Rares sont les cas de baisse sensible des prix alimentaires de détail et beaucoup de consommateurs, qui achèteraient en plus grandes quantités les denrées devenues plus abondantes, ne peuvent se le permettre.

Les prix à la production et les revenus agricoles ont fortement diminué dans certains pays ; dans d'autres, cependant, ils restent fermes, et, parfois, tendent à monter. De même, la baisse des prix internationaux de certains produits a été contrebalancée par des hausses sur d'autres produits, et des indices d'ensemble tel celui des prix des

importations alimentaires dans les pays de l'OECE n'ont guère varié depuis 1952.

D'autre part, il existe de gros excédents de céréales en Amérique du Nord, mais les efforts visant à accroître cette production se poursuivent dans de nombreuses autres parties du monde, notamment l'Amérique latine, l'Extrême-Orient, le Proche-Orient, l'Europe orientale et l'U.R.S.S. Il y a également trop de sucre chez les exportateurs, mais de nombreux importateurs cherchent encore à augmenter leur production.

Les difficultés de devises ne suffisent pas à expliquer ces paradoxes. En effet, la pénurie de dollars s'est beaucoup atténuée en 1953/54 et il semble peu probable qu'elle prenne un caractère aigu en 1954/55 ; quant à la prime dont bénéficiaient les produits provenant de pays « à monnaie faible », elle a virtuellement disparu. Une raison majeure est le souci croissant qu'ont de nombreux pays de développer leur économie et de relever leur productivité et leur revenu national. On pourrait citer des plans de développement agricole non rentables, mais la grande majorité des programmes, dans ce domaine, échappent à ce reproche. En même temps, il est incontestable que de nombreux pays s'efforcent de s'affranchir davantage des importations de produits agricoles, bien souvent afin de consacrer leurs devises à l'importation de biens de capital.

L'évolution récente de la situation représente aussi, dans une grande mesure, une réadaptation après les bouleversements causés par la guerre et, jusqu'à un certain point, un effort pour utiliser plus harmonieusement les ressources agricoles mondiales. Même avant la guerre, il existait des différences considérables entre la production agricole par habitant des diverses parties du monde. C'est ainsi que la production alimentaire par habitant de l'Amérique du Nord, qui était alors région importatrice nette de denrées alimentaires, était presque quadruple de celle de l'Extrême-Orient, du Proche-Orient et de l'Afrique. La guerre et

l'après-guerre ont vu s'accroître ces différences et, même s'il s'est atténué depuis deux ans environ, l'effet d'une telle évolution persiste. Par exemple, la production agricole par habitant en 1953/54 a été d'environ 17 pour cent supérieure à celle d'avant-guerre en Amérique du Nord, alors qu'elle était de près de 10 pour cent inférieure en Extrême-Orient et en Amérique latine. Il est très probable, toutefois, que de tels écarts continueront à se réduire peu à peu.

A l'arrière-plan de cette situation générale de l'alimentation et de l'agriculture, on discerne un facteur, l'accroissement démographique, qui a atteint récemment un rythme sans précédent, en partie par suite d'une application plus générale de la science médicale. Ce facteur, qui ajoute aux difficultés actuelles, en facilite aussi la solution à certains égards. Au cours des dernières années, la population mondiale a augmenté d'environ 1½ pour cent par an, le rythme atteignant 3 pour cent dans certains pays. Or, c'est déjà exiger énormément de l'agriculture que de lui demander simplement de produire assez pour nourrir toutes les bouches nouvelles ; vouloir en même temps relever les niveaux de nutrition participe de la gageure. Nulle raison technique n'interdit, certes, que la gageure soit tenue, mais il reste à surmonter, dans le domaine de l'organisation économique et des investissements, des difficultés formidables. Du fait de l'accroissement démographique, toutefois, la production agricole actuelle deviendra d'ici quelques années totalement insuffisante pour faire face aux besoins mondiaux et le rapide accroissement de ces derniers devrait en soi faciliter l'ajustement de la production à la demande des marchés.

Etant donné le développement toujours plus rapide des besoins mondiaux, il est impossible d'imaginer, à long terme, un ralentissement de la production agricole dans son ensemble. Au contraire, il importe de ne pas laisser faiblir l'élan qu'a pris depuis peu le développement agricole. Mais il importe tout autant que la production se développe de manière harmonieuse et sélective, en ce qui concerne aussi bien les divers produits que les divers pays, de façon à faciliter l'écoulement des excédents existants et d'en prévenir la réapparition.

L'OFFRE

Production agricole

En 1953/54, la production agricole a encore eu une tendance marquée à augmenter, sans toutefois qu'on ait vu se répéter la poussée remarquable

de 1952/53, au cours de laquelle la production mondiale (non comprise celle de l'U.R.S.S., de la Chine et de l'Europe orientale) avait, par suite de conditions atmosphériques favorables, augmenté de plus de 5 pour cent. Au cours des trois années qui se sont écoulées depuis la période 1948/49 - 1950/51, la production agricole a augmenté de près de 3 pour cent chaque année, alors que l'accroissement démographique annuel était d'environ 1½ pour cent. La production par habitant, qui avait légèrement dépassé en 1952/53 son niveau d'avant-guerre, s'est maintenue en 1953/54.

En 1953/54, la production a, par rapport à l'année précédente, fortement augmenté en Europe occidentale et au Proche-Orient. En Extrême-Orient et en Océanie, l'accroissement a été plus faible, mais partout ailleurs, il n'y a guère eu de modification par rapport à 1952/53 (tableau 1). C'est aussi en Europe occidentale et au Proche-Orient qu'on a enregistré la plus forte augmentation depuis quatre ans (augmentation annuelle moyenne de l'ordre de 4 à 5 pour cent, contre 2 pour cent environ dans les autres régions).

L'évolution de la situation en 1953/54 n'a atténué que dans une certaine mesure les écarts qui s'étaient manifestés pendant et depuis la guerre en matière de production. Si on les envisage sous l'angle de la production par habitant, la production agricole et la production alimentaire totales restent sensiblement inférieures à ce qu'elles étaient avant-guerre en Extrême-Orient, en Océanie et en Amérique latine ; elles ont légèrement augmenté en Afrique, en Europe occidentale et au Proche-Orient, et ont sensiblement augmenté en Amérique du Nord (tableau 2). Il n'y a pas eu davantage de modifications appréciables dans les écarts, encore plus grands, qui existent, d'une région à l'autre, entre le niveau absolu de la production par habitant ; or c'est ce niveau qui détermine essentiellement le niveau de la consommation alimentaire. C'est ainsi que la production alimentaire par habitant reste de quatre à cinq fois plus élevée en Océanie et en Amérique du Nord qu'en Extrême-Orient, au Proche-Orient et en Afrique ; quant à celle de l'Europe et de l'Amérique latine, elle occupe une position intermédiaire¹.

Sauf en Amérique latine, la production alimentaire a, depuis quatre ans, augmenté plus vite que la population dans toutes les régions les moins bien alimentées du monde. L'accroissement de la production par habitant a été très marqué

¹ Voir : *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 1953* - Première partie, graphique 3.

TABLEAU 1. — NOMBRES-INDICES DU VOLUME DE LA PRODUCTION AGRICOLE TOTALE — ACCROISSEMENT ANNUEL MOYEN DE LA PRODUCTION ET DE LA POPULATION

RÉGIONS	Moyenne 1948/49-1950/51 ¹ (période de base d'après-guerre) ²	1951/52	1952/53	1953/54 (chiffres provisoires)	Accroissement annuel moyen (entre la période de base d'après-guerre ² et 1953/54)	
					Production	Population
..... 1934-38 = 100 .....					..... Pourcentage	
Europe occidentale	103	114	114	121	4,1	0,8
Amérique du Nord	135	136	148	147	2,2	1,8
Amérique latine	123	120	132	132	1,8	2,4
Océanie	112	108	121	123	2,4	2,6
Extrême-Orient (non compris la Chine).	99	101	106	108	2,2	1,4
Proche-Orient	116	125	134	139	4,8	1,9
Afrique	124	134	136	137	2,3	1,6
Total pour les régions sus-indiquées	114	118	125	127	2,8	1,5
Total mondial ³	108	113	117	119	2,5	...

NOTE : La méthode appliquée pour calculer ces indices ne diffère pas de celle qui avait été suivie pour le rapport de 1953 ; toutefois, les estimations de base de la production mondiale ayant fait l'objet de certaines révisions, les indices pour 1952/53 et les campagnes antérieures ont subi de ce fait certaines modifications peu importantes.

¹ Dans ce tableau, ainsi d'ailleurs que dans tous les autres tableaux du présent rapport, les campagnes concernent : pour l'hémisphère nord, les récoltes effectuées au cours de la première des années indiquées ; pour l'hémisphère sud, les récoltes effectuées vers la fin de la première et le début de la deuxième année.

² On a pris comme base pour l'après-guerre la moyenne des trois années 1948/49-1950/51, étant donné que dans presque toutes les parties du monde le premier stade du relèvement et de la reconstruction était accompli en 1948/49.

³ Y compris des estimations pour l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine.

au Proche-Orient, lent mais assez régulier en Extrême-Orient et en Afrique, mais il s'est légèrement ralenti en Amérique latine.

La plupart des produits importants ont vu leur production augmenter de 1952/53 à 1953/54. La production mondiale de céréales s'est accrue de 2 pour cent ; le fait le plus satisfaisant a été l'augmentation de 8 pour cent de la production de riz (8 pour cent également en Extrême-Orient,

malgré une mauvaise récolte au Japon) qui a mis fin à la pénurie de riz la plus aiguë de l'après-guerre. La production de blé a légèrement fléchi, surtout du fait que, tout en restant abondante, la récolte a été plus faible en Amérique du Nord. Les produits du bétail, notamment le lait, ont contribué pour une large part à l'accroissement de la production agricole. Quant à la production de sucre, elle a, elle aussi, malgré l'application à

TABLEAU 2. — NOMBRES-INDICES DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE, TOTALE ET PAR HABITANT

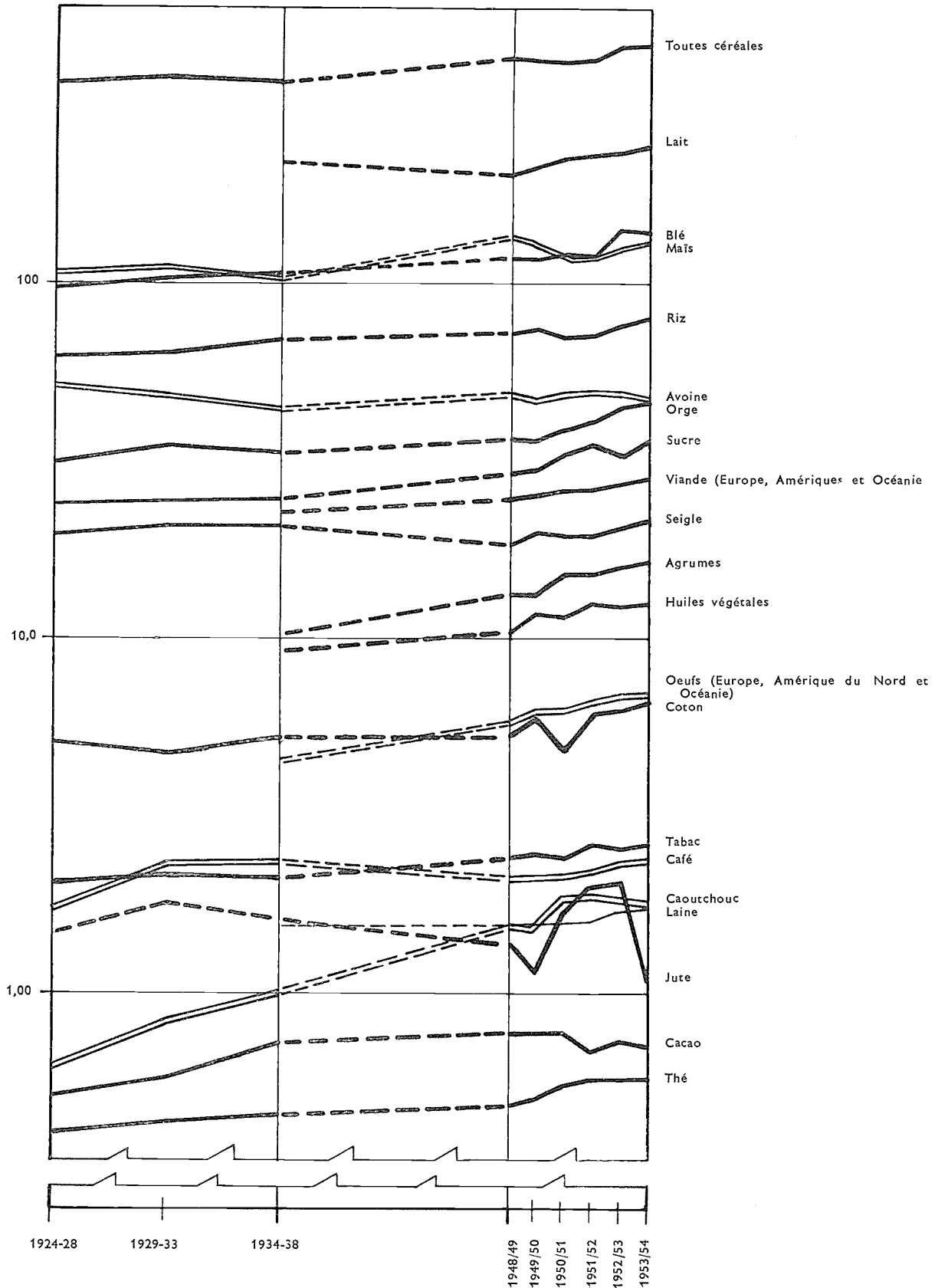
RÉGIONS	Production alimentaire totale			Production alimentaire par habitant		
	Moyenne 1948/49-1950/51	1952/53	1953/54 (chiffres provisoires)	Moyenne 1948/49-1950/51	1952/53	1953/54 (chiffres provisoires)
..... 1934-38 = 100						
Europe occidentale	103	114	121	94	102	107
Amérique du Nord	138	152	150	118	123	119
Amérique latine	128	136	138	98	97	96
Afrique	123	134	134	102	106	105
Proche-Orient	114	133	140	95	104	108
Extrême-Orient (non compris la Chine).	99	105	109	84	85	87
Océanie	111	117	120	96	93	93
Production des régions sus-indiquées	115	126	128	98	102	103
Production mondiale ¹	109	117	120	97	101	102

¹ Y compris des estimations pour l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine.

GRAPHIQUE I — Production mondiale (estimée) des principaux produits agricoles

Millions de tonnes

(Echelle semi-logarithmique)



Cuba de nouvelles restrictions, fortement augmenté surtout du fait que l'on a enregistré en Europe une récolte record de betteraves sucrières. Par contre, on a assisté à une chute spectaculaire de la production de jute, qui n'atteint plus, à la suite de la diminution des superficies cultivées au Pakistan, que la moitié environ du volume de 1952/53 ; on a noté aussi un fléchissement moins important de la production mondiale d'autres fibres dures, du caoutchouc naturel et du cacao. Il est probable que les restrictions à la production s'accroîtront en 1954/55, en particulier aux États-Unis, ce qui aura pour effet de réduire la production de blé, de sucre, de coton et de tabac.

On estime que les quantités de poisson, de crustacés et de mollusques pêchées en 1953 ont atteint environ le niveau de 1952, c'est-à-dire 26 millions de tonnes. Le montant total des prises des cinq plus grands producteurs pour lesquels on possède des statistiques (Canada, Japon, Norvège, Royaume-Uni et États-Unis) n'a guère varié de 1951 à 1953 (10 à 11 millions de tonnes, soit environ 40 pour cent du total mondial). On ne possède aucun chiffre relatif aux deux grands pays producteurs de poisson, l'U.R.S.S. et la Chine, mais on estime que la production de chacun d'eux est d'environ 2 millions de tonnes par an. Quant aux principaux pays appartenant au groupe des producteurs moyens, leur production a continué à augmenter en 1953, comme elle le faisait depuis la guerre. La production s'est également maintenue ou a augmenté dans la plupart des petits pays producteurs.

En ce qui concerne les produits forestiers, la production de bois rond s'est maintenue en 1953 : celle des produits finis a augmenté, surtout parce que l'on a prélevé sur les stocks existants de produits bruts. De nouveaux chiffres records ont été atteints en 1953 en ce qui concerne la production mondiale de sciages (265 millions de mètres cubes), de pâte de bois (39 millions de tonnes), de papier journal (10 millions de tonnes), d'autres papiers et cartons (39 millions de tonnes), de contreplaqué (7.800.000 mètres cubes) et de panneaux de fibres (2.700.000 tonnes).

Le deuxième inventaire forestier mondial entrepris par la FAO a été mené à terme en 1953 et fait l'objet d'une étude plus complète au chapitre IV. On estime à 96 milliards de mètres cubes (composés pour 60 pour cent de résineux et pour 40 pour cent de feuillus) le volume du bois sur pied dans les forêts du monde entier actuellement exploitées, qui représentent une superficie forestière de 1.127 millions d'hectares, c'est-à-dire moins du tiers de la superficie forestière mondiale

(3.900 millions d'hectares); mais 600 millions d'hectares de forêts inexploitées sont déjà accessibles. L'inventaire montre que les forêts du monde entier peuvent, en principe, fournir des produits forestiers, régulièrement et en quantité abondante, à une population mondiale beaucoup plus nombreuse que celle d'aujourd'hui. Il fait aussi ressortir une fois de plus le contraste existant d'une part entre les forêts de résineux qui sont pleinement exploitées et où la croissance et l'abattage s'équilibrent à peu près, et les forêts de feuillus qui sont insuffisamment exploitées.

Tendances à long terme de la production

Il est bien évident que les fluctuations annuelles de la production agricole dépendent, dans une large mesure, des conditions atmosphériques et qu'elles sont ordinairement moins significatives que les tendances à long terme qui, en règle générale, reflètent plus fidèlement les modifications de la demande mondiale. Il n'est guère contestable, par exemple, que l'augmentation durable de la production mondiale d'œufs, de sucre, d'agrumes, de caoutchouc et de pâte de bois par habitant (graphique I et tableau 3) est due à l'accroissement de la demande dont ces produits font l'objet, bien que le caoutchouc soit peut-être menacé par la concurrence du produit synthétique. De même, la régression de la production de seigle, de pommes de terre, de fruits secs et de vin par habitant résulte probablement d'un fléchissement de la demande mondiale. En ce qui concerne le lait, la production par habitant, bien qu'inférieure encore à celle d'avant-guerre, a augmenté lentement, mais l'évolution de la situation pourra se ressentir du fait que le beurre cède de la place à la margarine. Dans d'autres cas, cependant, par exemple pour le riz, le café, le cacao et la laine, les prix élevés de ces produits tendraient à indiquer que les faibles niveaux de la production par habitant après la guerre sont dus à la lenteur de l'expansion de la production beaucoup plus qu'à un recul quelconque de la demande. De même, si la tendance à long terme reste inchangée pour l'ensemble des céréales, c'est en raison de l'action conjuguée de plusieurs tendances contradictoires parmi lesquelles il faut citer : la lente reprise de la production en Extrême-Orient, en ce qui concerne le riz en particulier, et l'accroissement de la production, de blé et de maïs surtout, en Amérique du Nord ; la régression de la consommation humaine de céréales dans les pays industrialisés et le léger accroissement enregistré dans les pays où le niveau de vie commence aujourd'hui seulement à se relever ;

la contraction des besoins en céréales secondaires pour l'alimentation des chevaux (en particulier l'avoine) et, dans une certaine mesure, du bétail, due elle-même à une rationalisation de l'aménagement et de l'utilisation des pâturages, et contrebalancée à son tour par un accroissement des besoins en céréales secondaires pour les porcins et la volaille. Les statistiques de la production ne révèlent cependant aucun changement marqué dans la demande globale de céréales, car les années de production accrue ont généralement coïncidé avec des années de baisse des prix et d'excédents.

Il convient de noter en passant qu'en 1934-38, la production mondiale par habitant avait été, pour un assez grand nombre de produits, sensiblement inférieure à ce qu'elle avait été au cours d'autres périodes; cet état de choses s'expliquait en partie par la sécheresse dont avait souffert l'Amérique du Nord en 1934 et en 1936, mais

principalement sans doute par les répercussions de la grande crise économique sur la demande. Dans l'ensemble, cette période d'avant-guerre, couramment utilisée comme période de base pour l'agriculture mondiale, fut en somme une époque de production et de consommation anormalement basses.

Perspectives pour 1954/55

Il est trop tôt pour porter un jugement vraiment motivé sur l'évolution de la production en 1954/55. Il est probable que les restrictions de plantations jointes aux conditions atmosphériques généralement moins propices détermineront un certain recul de la production de céréales et de sucre, au moins en Amérique du Nord et en Europe. Les limitations de la production de coton aux Etats-Unis ne seront sans doute pas compensées

TABLEAU 3. — NOMBRES-INDICES DE LA PRODUCTION MONDIALE (PAR HABITANT) DE CERTAINS PRODUITS (NON COMPRIS L'U. R. S. S. ET LA CHINE)

PRODUITS	Moyenne 1924-28	Moyenne 1929-33	Moyenne 1948/49-1950/51	1952/53	1953/54 (chiffres provisoires)
..... 1934-38 = 100					
Toutes céréales	110	109	97	102	101
Blé.	105	105	97	110	107
Riz.	102	101	89	91	94
Maïs	116	113	109	103	104
Orge	105	111	97	114	115
Avoine	129	115	92	92	88
Seigle	108	109	79	83	85
Pommes de terre	91	98	87	79	80
Sucre.	104	101	104	111	118
Graines oléagineuses (équivalent d'huile).	98	100	107	107	110
Agrumes	73	84	119	128	130
Fruits secs ¹. . . . .	...	...	84	95	86
Vin.	101	99	79	75	85
Café	85	106	78	82	81
Thé	100	100	100	106	103
Cacao.	78	82	92	85	81
Tabac	111	109	103	104	105
Coton.	110	98	89	102	103
Laine. . . . .	...	...	87	90	90
Jute	105	117	78	100	55
Caoutchouc	69	88	141	151	142
Viande . . . . .	...	...	91	96	98
Lait . . . . .	...	...	86	88	91
Oeufs ² . . . . .	...	...	117	126	126
Sciages ³ . . . . .	...	...	102	102	102
Pâte de bois ³. . . . .	...	...	122	143	143

SOURCE : Publications de l'Institut international d'agriculture et de la FAO.

... Chiffres non disponibles.

¹ Raisins secs, figues et dattes.

² Amérique du Nord, Océanie et Europe occidentale seulement.

³ 1936 = 100.

par les gains qui pourront être enregistrés ailleurs. La production de jute et de fibres dures ne semble pas devoir se relever sensiblement au-dessus du bas niveau atteint en 1953 ; quant à la production de caoutchouc naturel, il se peut qu'elle continue à fléchir lentement. En revanche, une expansion continue de la production animale paraît probable, sous réserve que les conditions atmosphériques soient normales dans les principales régions productrices ; on escompte également une augmentation des disponibilités en graines oléagineuses, en café, en thé et en tabac en 1954. Malgré le développement des limitations de production dans les pays exportateurs, la production agricole mondiale devrait, semble-t-il, rester assez abondante dans l'ensemble en 1954/55, et il est fort possible qu'elle continue de suivre la courbe ascendante qui s'est dessinée récemment.

Le commerce international des produits agricoles

En 1953, le commerce international des produits agricoles a été caractérisé principalement par la contraction ininterrompue des exportations de céréales, qui n'ont cessé de décroître après avoir atteint un volume exceptionnel en 1951 ; ce recul a été dû surtout aux bonnes récoltes faites en Europe et en Extrême-Orient et à la diminution des besoins de ces deux régions en produits importés. Ce mouvement s'est poursuivi pendant le premier semestre de 1954. C'est ainsi que les besoins globaux de l'Europe occidentale en blé importé ont diminué de 1.500.000 tonnes à la suite de l'abondante récolte de 1953. Dans le même temps, les exportations de céréales de l'Argentine, qui étaient tombées à un niveau très bas en 1952, ont marqué une forte reprise ; les exportations du Proche-Orient et de l'Océanie ont légèrement progressé et en Europe occidentale les exportations de la France et de la Suède se sont nettement accrues. Ces modifications ont surtout porté préjudice aux exportations de l'Amérique du Nord qui ont diminué de 30 pour cent de 1952/53 à 1953/54, alors que le recul des exportations mondiales de céréales était de l'ordre de 8 pour cent seulement. L'U.R.S.S. a également exporté beaucoup moins de céréales à destination des pays situés hors de la zone du rouble et les exportations de riz de l'Extrême-Orient ont légèrement fléchi. En général, les exportations de blé ont diminué plus brutalement que les exportations d'autres céréales et certains pays, les Pays-Bas et le Danemark, par exemple, ont importé davantage de céréales secondaires car les prix étaient favorables aux éleveurs.

Si le commerce des céréales a fléchi, les échanges mondiaux de sucre ont, en revanche, nettement augmenté en 1953 par rapport à 1952 ; les exportations d'huiles végétales, de graines oléagineuses, de fruits, de tabac et de café ont également progressé. Le volume global des échanges mondiaux de produits agricoles est donc resté pratiquement inchangé par rapport à 1952, mais l'apport respectif des différentes régions et l'importance relative des différents produits ont varié assez considérablement (tableau 4).

L'essor du commerce du sucre est imputable essentiellement à un développement des importations européennes, résultant lui-même, dans une large mesure, d'une commande spéciale de sucre cubain passée par le Royaume-Uni pour constituer des stocks en vue de la levée du rationnement. Compte tenu de la production très abondante des pays importateurs européens en 1953/54, les exportations de sucre, qui ont de nouveau commencé à fléchir vers la fin de 1953, diminueront probablement encore en 1954. En ce qui concerne le tabac, l'intensification des échanges en 1953 fut aussi, dans une certaine mesure, fortuite, car elle fut imputable en partie à des exportations différées des Etats-Unis à destination du Royaume-Uni ; les exportations de tabacs grec et turc ont néanmoins connu un net essor. L'essor des échanges intra-européens est à l'origine de la plus grande partie des progrès réalisés dans le commerce des fruits ; en effet, les exportations italiennes de fruits ont augmenté de 14 pour cent et les livraisons d'oranges espagnoles à l'Allemagne ont doublé. En ce qui concerne les huiles végétales et le café, l'expansion a été plus généralisée, reflétant aussi bien l'accroissement des disponibilités dans les pays exportateurs que le renforcement de la demande à l'importation.

Il ressort du tableau 4 que les échanges mondiaux de produits agricoles, qui avaient rapidement rejoint leur niveau d'avant-guerre il y a cinq ou six ans et qui l'avaient légèrement dépassé en 1951 à la suite du « boom » consécutif au conflit coréen, se sont depuis lors maintenus presque sans changement au niveau de 1934-38. La pause que marque le commerce agricole mondial contraste vivement avec l'expansion régulière de la production agricole ; elle démontre que la proportion de la production mondiale qui entre dans le circuit des échanges internationaux va s'amenuisant progressivement. Le fléchissement est assez généralisé pour la plupart des grands produits agricoles, mais il est particulièrement accentué en ce qui concerne les graines oléagineuses, les fruits, le coton et, plus récemment, le sucre et les céréales.

TABLEAU 4. — PRODUITS AGRICOLES : NOMBRES-INDICES DU VOLUME DU COMMERCE, PAR GROUPES DE PRODUITS ET PAR RÉGIONS — PART RESPECTIVE DE CHACUN D'EUX DANS LE TOTAL DU COMMERCE MONDIAL

RUBRIQUES	Part du commerce mondial			Indices du volume		
	Moyenne 1934-38	1952	1953 (chiffres provisoires)	Moyenne 1948-50	1952	1953 (chiffres provisoires)
	..... Pourcentage .....			..... 1934-38 = 100		
Tous produits agricoles	100	100	100	95	100	100
Céréales.	20	22	21	96	111	103
Sucre	6	6	7	112	114	130
Graines oléagineuses et huiles végétales	9	7	7	68	72	74
Fruits	4	4	4	86	104	114
Produits animaux	17	16	16	92	95	96
Autres denrées alimentaires	2	2	2	107	110	110
Toutes denrées alimentaires	58	57	57	90	98	98
Boissons et tabac.	12	12	13	103	106	111
Fibres naturelles et caoutchouc	30	31	30	103	102	101
Produits forestiers . . . . .	...	...	...	97	107	116
<i>Europe</i>						
Exportations brutes.	17,8	14,5	14,7	63	81	82
Importations brutes.	63,4	53,1	57,2	88	84	90
Importations nettes.	45,6	39,6	42,5	97	85	93
<i>Amérique du Nord</i>						
Exportations brutes.	11,5	23,1	19,5	176	201	169
Importations brutes.	13,8	17,8	16,6	123	129	121
Balance du commerce.	+ 2,3	-- 5,3	-- 2,9	—	—	—
<i>Amérique latine</i>						
Exportations brutes.	18,7	15,0	18,4	101	80	98
Importations brutes.	2,5	4,8	4,5	155	190	180
Exportations nettes.	16,2	11,2	13,9	93	64	85
<i>Océanie</i>						
Exportations brutes.	9,8	12,4	12,6	129	126	129
Importations brutes.	0,6	0,9	0,9	155	150	157
Exportations nettes.	9,2	11,5	11,7	128	124	127
<i>Extrême-Orient</i>						
Exportations brutes.	29,3	20,7	20,3	65	71	70
Importations brutes.	16,0	16,0	14,5	73	100	91
Exportations nettes.	13,3	4,7	5,8	54	36	44
<i>Proche-Orient</i>						
Exportations brutes.	4,0	4,1	4,8	97	105	121
Importations brutes.	1,1	2,4	2,3	185	222	220
Exportations nettes.	2,9	1,7	2,5	65	62	86
<i>Afrique</i>						
Exportations brutes.	6,9	8,9	8,7	116	130	127
Importations brutes.	1,6	2,7	2,7	137	172	176
Exportations nettes.	5,3	6,2	6,0	111	118	113

NOTE: Pour établir ces indices, on a fait entrer en ligne de compte les échanges entre pays communistes et pays non communistes, mais non les échanges entre les pays communistes eux-mêmes, au sujet desquels les renseignements manquent. Les indices se fondent sur les statistiques du commerce pour les produits, pondérés selon les prix moyens en 1934-38. Les produits forestiers n'entrent pas en ligne de compte dans les indices régionaux ni dans les chiffres indiquant la part en pourcentage du commerce mondial.
 ...Chiffres non disponibles.

Cette régression résulte, d'une part, de la politique de plus grande autarcie appliquée par de nombreux pays, en partie pour équilibrer leur balance des paiements et en partie pour des raisons stratégiques; d'autre part, elle reflète les difficultés croissantes éprouvées par certains pays exportateurs, en particulier dans les régions peu développées, pour maintenir le volume de leurs exportations à son niveau antérieur alors que leurs propres besoins en produits alimentaires augmentent rapidement. En fait, un certain nombre de pays des régions peu développées sont de plus en plus tributaires des importations de produits alimentaires; sans cette circonstance, le volume actuel des échanges mondiaux serait sensiblement inférieur à ce qu'il était avant la guerre.

Comme on le signalait dans *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture - 1953*, c'est surtout la régression des exportations de denrées alimentaires des régions peu développées et l'accroissement de leurs importations qui ont permis aux exportations de l'Amérique du Nord d'occuper une place beaucoup plus importante dans le commerce mondial, quoiqu'un renversement de cette tendance commence à se dessiner. C'est ainsi qu'en 1934-38 l'apport de l'Amérique du Nord représentait 12 pour cent environ du volume des exportations mondiales brutes de produits agricoles. En 1951, ce chiffre a atteint le niveau record de 24 pour cent mais il est retombé à 20 pour cent en 1953. En Amérique du Nord, les exportations de produits agricoles se sont développées beaucoup plus rapidement que la production agricole. Dans une moindre mesure, il en va de même en Océanie, où l'on a pourtant fait un effort particulier immédiatement après la guerre pour porter les exportations au maximum en limitant la consommation intérieure et où les exportations pendant cette période ont également été alimentées par des stocks de laine accumulés pendant la guerre. Mais dans toutes les autres régions du monde, et dans le monde considéré dans son ensemble, le commerce d'exportation n'a pas suivi le rythme du développement de la production agricole (tableau 5).

En ce qui concerne les importations, la situation régionale est totalement différente. Dans les principales régions importatrices (Europe, Amérique du Nord, et Extrême-Orient), les importations ont progressé moins rapidement que la production agricole et ces régions ont tendance à vivre davantage de leurs propres ressources. Dans d'autres régions, c'est le contraire qui s'est produit, en particulier en Amérique latine et dans le Proche-Orient (tableau 6). Cependant, étant donné les

TABLEAU 5. — DÉVELOPPEMENT COMPARÉ DES EXPORTATIONS AGRICOLES ET DE LA PRODUCTION AGRICOLE ¹

RÉGIONS	Moyenne 1948-50	1951/52	1952/53
..... 1934-38 = 100			
Amérique du Nord	130	151	125
Océanie.	115	109	105
Afrique.	94	94	94
Proche-Orient.	84	84	84
Europe.	61	70	71
Amérique latine.	82	72	68
Extrême-Orient.	66	74	66
Ensemble des régions sus-indiquées.	83	86	80

¹ Indice des exportations agricoles brutes divisé par l'indice de la production agricole.

TABLEAU 6. — DÉVELOPPEMENT COMPARÉ DES IMPORTATIONS AGRICOLES ET DE LA PRODUCTION AGRICOLE ¹

RÉGIONS	Moyenne 1948-50	1951/52	1952/53
..... 1934-38 = 100			
Europe.	85	76	76
Amérique du Nord.	91	94	84
Extrême-Orient.	74	101	91
Océanie.	138	156	126
Afrique.	111	126	128
Amérique latine.	126	156	140
Proche-Orient.	159	182	164
Ensemble des régions sus-indiquées.	83	86	80

¹ Indice des importations agricoles brutes divisé par l'indice de la production agricole.

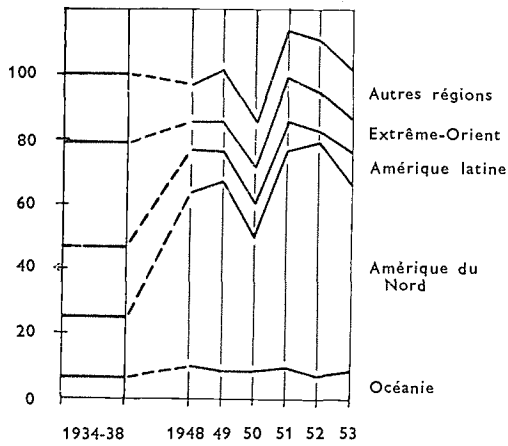
efforts actuellement déployés par un certain nombre de pays de ces régions pour être moins tributaires des importations, il se peut que cette tendance soit bientôt renversée. Le graphique II donne un aperçu de l'évolution des échanges de denrées alimentaires après la guerre.

Le commerce mondial des produits forestiers a repris son mouvement d'expansion régulière après les fluctuations de 1950-52; mais, si le volume des échanges a augmenté de 1952 à 1953, ces derniers ont continué de diminuer en valeur. Le volume des échanges de sciages s'est accru de 15 pour cent environ par rapport à l'année précédente, en raison surtout du développement des importations européennes; les exportations de la plupart des autres produits finis ont aussi continué d'augmenter, mais les exportations de pâte

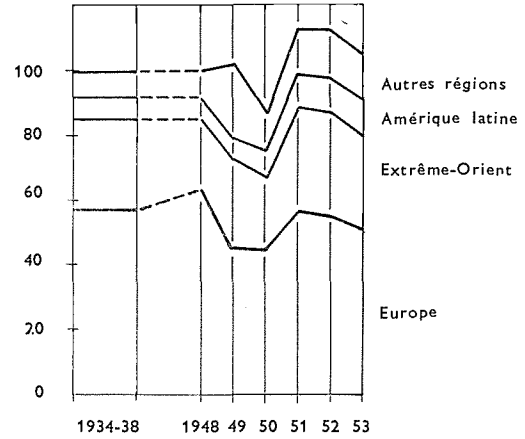
GRAPHIQUE II — Volume du commerce mondial des denrées alimentaires et des boissons : Evolution après la guerre

CÉRÉALES

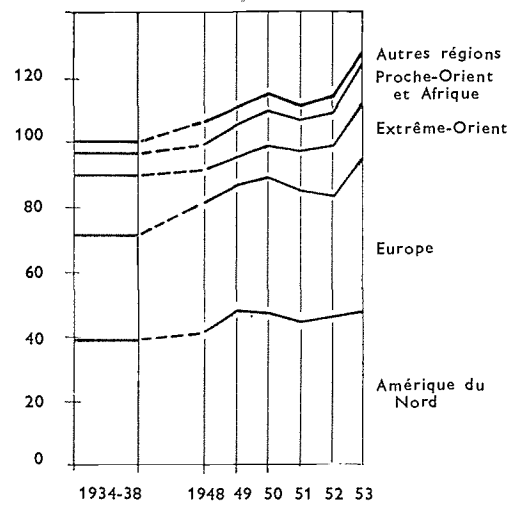
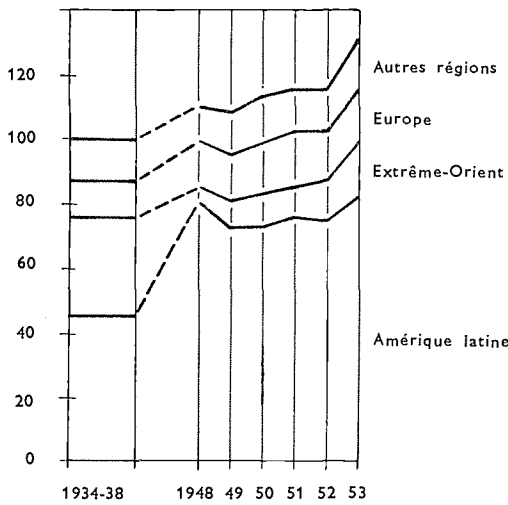
Exportations brutes



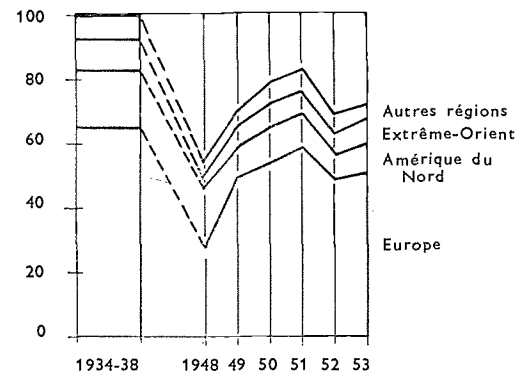
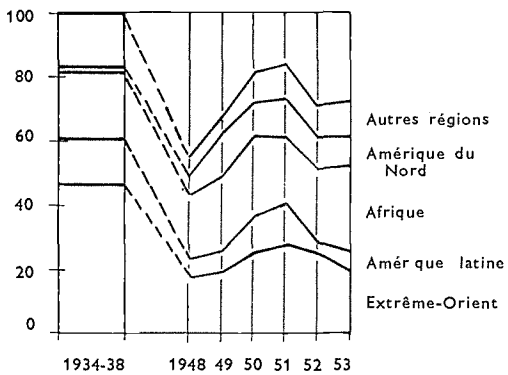
Importations brutes



SUCRE

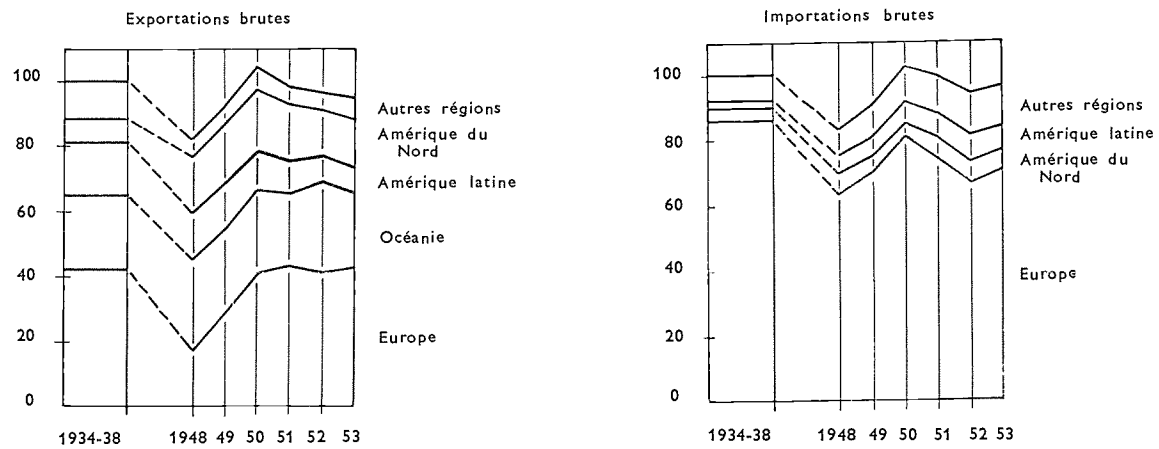


GRAINES OLÉAGINEUSES ET HUILES VÉGÉTALES

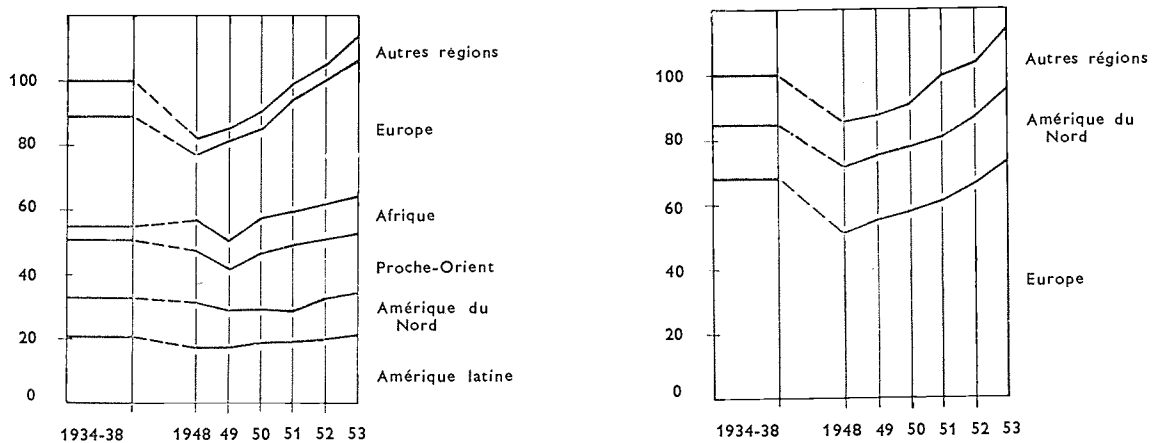


GRAPHIQUE II — Volume du commerce mondial des denrées alimentaires et des boissons : Evolution après la guerre

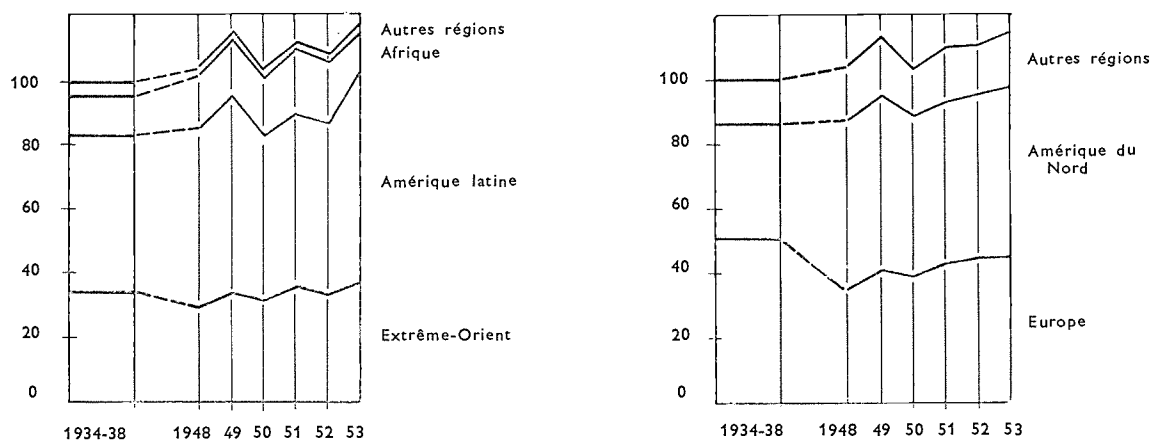
PRODUITS DE L'ÉLEVAGE



FRUITS



THÉ, CAFÉ ET CACAO



de bois et de produits à base de pâte de bois n'ont pas encore rejoint dans l'ensemble le niveau exceptionnel de 1951. En revanche, les échanges mondiaux de bois rond ont subi une chute brutale de plus de 25 pour cent, du fait surtout que les Etats-Unis et l'Europe occidentale ont, après avoir accumulé des stocks abondants en 1951 et en 1952, fortement diminué leurs importations de bois de mine et de bois à pâte.

Le problème des excédents

En 1953/54 le sujet de préoccupation majeur auquel a donné lieu la situation de l'alimentation et de l'agriculture a été l'accumulation continue d'excédents de certains produits, en particulier en Amérique du Nord. Les statistiques concernant les stocks sont plus fragmentaires que celles qui se rapportent à la production et au commerce, mais les estimations du tableau 7 permettent de se faire une idée de l'importance des principaux excédents, relativement à la production actuelle, et de leur répartition géographique.

Les excédents de céréales, en particulier de blé, sont de loin les plus inquiétants en raison de leur importance même, de leur influence sur les marchés et sur les programmes de production dans le monde entier et parce que, jusqu'à présent, il n'y a aucun signe concret permettant d'entrevoir leur liquidation, bien que les restrictions des emblavures décrétées aux Etats-Unis puissent freiner l'accumulation de nouveaux stocks. Le nœud du problème se trouve en Amérique du Nord (le graphique III montre comment la situation a évolué dans cette région), mais l'existence des excédents dans cette région a inévitablement engendré des difficultés d'écoulement ailleurs, par exemple, en Australie, en Argentine et en Turquie.

C'est après la récolte exceptionnelle de 1952/53 (13 millions de tonnes, ou plus de 30 pour cent, supérieure à la moyenne des trois années précédentes) que le gonflement des stocks nord-américains a pris sa plus grande extension, mais depuis 1948/49 la production de blé en Amérique du Nord a dépassé les capacités d'absorption au cours de chaque campagne, à l'exception d'une seule, et les stocks de report ont notablement augmenté. La récolte de 1953/54, tout en étant inférieure à celle de 1952/53, n'en a pas moins dépassé de 7 millions de tonnes environ la moyenne de 1949-51. D'autre part, la demande à l'exportation a diminué et la concurrence des autres exportateurs s'est avivée de sorte que cette année l'accroissement des stocks sera du même ordre que l'année précédente.

Il convient de noter que l'expansion de la production en Amérique du Nord est imputable beaucoup plus à une suite de bonnes récoltes qu'à une augmentation importante de la superficie cultivée. C'est ainsi qu'au cours de l'année record 1952/53, où la production a plus que doublé par rapport à la moyenne 1934-38, l'accroissement de la superficie cultivée se chiffrait à 20 pour cent seulement, tandis que l'augmentation du rendement à l'hectare était de l'ordre de près de 70 pour cent (tableau 8).

Si l'accroissement des rendements a résulté, pour une bonne part, de l'amélioration des techniques agricoles, les conditions atmosphériques, généralement peu favorables en 1934-38 et beaucoup plus propices au cours de la période d'après-guerre, en particulier en 1952/53, y ont aussi contribué dans une large mesure. Il se peut donc que le fléchissement des rendements vienne s'ajouter à l'effet des restrictions des emblavures au cours des campagnes à venir. On constate des accroissements de rendement à l'hectare analogues dans les régions productrices de blé de l'Europe occidentale et dans les pays exportateurs de l'hémisphère sud, mais ils sont en partie neutralisés dans ces régions par une nette réduction de la superficie cultivée.

Le problème des excédents est moins aigu pour les autres céréales. Les stocks de céréales secondaires se sont gonflés en 1953/54 et il se pourrait qu'ils augmentent encore en 1954/55, les restrictions des emblavures décrétées aux Etats-Unis pour le maïs n'ayant pas donné leur plein effet; mais ils ne doivent pas encore, semble-t-il, prendre des proportions encombrantes, en particulier si l'on tient compte de l'accroissement du nombre des porcs aux Etats-Unis. Il en va de même pour les stocks de riz accumulés dans les pays exportateurs de l'Extrême-Orient; ces stocks s'écoulent plus facilement maintenant que les prix ont fléchi.

En dehors des céréales, les stocks les plus importants sont ceux de sucre; ils ont doublé au cours des deux dernières années, mais, dans ce cas particulier, les restrictions de production décrétées à Cuba et les contingents à l'exportation fixés dans l'Accord international sur le sucre peuvent corriger la situation en temps voulu. Au surplus, la consommation mondiale de sucre par habitant augmente régulièrement, tandis que celle de céréales (pour tous les usages) tend à rester plus statique. Pour le caoutchouc également, les courbes de la production et de la consommation tendent à se rapprocher, avec une production de caoutchouc naturel en régression et sous l'effet des restric-

TABLEAU 7. — STOCKS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES (ESTIMATIONS)

NOTE : Il convient de souligner que les stocks de report normaux dans les pays intéressés sont compris dans les quantités indiquées ci-après ; les chiffres ne doivent donc pas être interprétés comme indiquant le volume des excédents.

PRODUITS	Mois	Stocks				Exportations 1953	Stocks de 1954, en pourcentage de la production en 1953
		1951	1952	1953	1954		
		..... Millions de tonnes .....					... Pourcentage ...
<i>Blé</i> ¹							
Etats-Unis	Juillet	10,8	7,0	15,3	23,5	5,8	74
Canada	»	6,3	7,4	11,4	17,0	7,1	102
Argentine	»	2,5	1,2	4,8	4,2	3,1	70
Australie	»	3,0	2,3	2,9	4,2	2,0	78
<i>Céréales secondaires</i> ¹							
Etats-Unis	² Août	25,0	18,1	24,3	30,0	3,2	28
Canada	»	2,7	3,4	4,4	4,4	3,4	35
		..... Milliers de tonnes					
<i>Riz (usiné)</i>	Décembre						
Cambodge . . . . .		...	85	150	...	215	35
Viet-Nam		100	225	700	...	971	317
Birmanie . . . . .		...	350	400	...	1 342	38
<i>Sucre</i>							
Cuba ⁴		290	2 100	1 500	⁵ 1 900	5 500	29
Autres pays exportateurs ⁶ .		440	540	550	725	2 200	11
Royaume-Uni		7580	7560	⁸ 1 880	...	...	75 (% de la consomm.)
Autres pays importateurs ⁹ .		1 730	1 610	1 800	1 900	...	16
<i>Huile de lin</i> ¹⁰							
Etats-Unis	Juillet	414	405	371	310	42	136
Argentine	Decembre	213	211	230	50	116	33
<i>Huiles fluides</i> ¹⁰							
Etats-Unis	Oct.	188	279	552	460	270	20
<i>Beurre</i>	Janvier						
Etats-Unis		48	12	33	128	—	17
Canada		18	20	25	32	—	21
Autres grands pays producteurs		90	83	62	67	281	7
<i>Fromage</i>	Janvier						
Etats-Unis		96	101	108	196	3	33
Canada		12	15	18	15	7	42
Autres grands pays producteurs		83	60	74	82	298	14
<i>Lait écrémé en poudre</i>	Janvier						
Etats-Unis		142	43	75	¹¹ 245	37	45
Canada		1	4	8	5	11	13
Pays-Bas . . . . .		...	...	—	11	14	38
<i>Tabac</i> ¹²	Juillet						
Etats-Unis		1 532	1 647	1 742	1 745	258	187
Canada		88	95	98	93	14	148
<i>Caoutchouc</i>	Janvier						
Pays producteurs et stocks sous voile		529	505	480	452	1 666	26
Pays consommateurs ¹³		251	320	356	391	—	...
<i>Coton</i>	Août						
Exportateurs : Etats-Unis		494	605	1 215	2 125	14780	¹⁵ 60
Autres pays		592	961	1 032	{ 1 775	{ ¹⁴ 1 730	...
Importateurs		1 241	1 321	1 106	{	{	...

... Chiffres non disponibles.

— Néant ou quantités négligeables.

¹ Exportations 1953/54 : juillet-juin. — ² Etats-Unis : 1er octobre pour le maïs, 1er juillet pour l'orge et l'avoine. — ³ Stocks de 1953, en pourcentage de la production 1953 (de la production 1953/54 pour le blé et les céréales secondaires). — ⁴ 31 décembre. — ⁵ Prévisions. — ⁶ Belgique, Brésil, République Dominicaine, Haïti, Pérou, Philippines, Danemark : 31 août. — ⁷ 31 août. — ⁸ Février 1954. — ⁹ Canada, France, Pays-Bas, Suède : 31 août ; Japon et Etats-Unis : 30 juin. — ¹⁰ Y compris les graines oléagineuses en équivalent d'huile. — ¹¹ Une proportion assez importante des stocks de lait écrémé en poudre a été écoulée en mai 1954 et vendue pour l'alimentation du bétail. — ¹² Tabac cultivé dans le pays, poids à la plantation. — ¹³ Non compris les stocks stratégiques gouvernementaux. — ¹⁴ Exportations 1953/54. — ¹⁵ Stocks de 1954 en pourcentage de la production 1953/54.

TABLEAU 8. — BLÉ : SUPERFICIE CULTIVÉE, RENDEMENT ET PRODUCTION DANS CERTAINES RÉGIONS

RUBRIQUES	1948/49	1949/50	1950/51	1951/52	1952/53	1953/54
	..... 1934-38 = 100					
<i>Amérique du Nord</i>						
Superficie cultivée	120	129	110	108	120	116
Rendement à l'hectare	144	119	136	145	168	157
Production brute	173	154	151	156	203	180
<i>Australie et Argentine</i>						
Superficie cultivée	78	79	83	58	81	78
Rendement à l'hectare	122	130	121	103	146	136
Production brute	96	102	100	57	119	110
<i>Sept grands pays importateurs d'Europe</i> ¹						
Superficie cultivée	89	88	91	91	91	92
Rendement à l'hectare	193	116	115	109	122	133
Production brute	92	192	105	99	112	122

¹ Allemagne occidentale, Belgique, France, Grèce, Italie, Pays-Bas et Royaume-Uni.

tions à la production de caoutchouc synthétique. De même, la limitation massive de la production de jute au Pakistan assurera l'écoulement des stocks excédentaires. Les excédents de lait écrémé en poudre des Etats-Unis et des Pays-Bas ont été écoulés en grande partie à bas prix pour servir à l'alimentation des animaux; les prix ont également subi une forte réduction au Royaume-Uni.

Quant aux autres produits, c'est en Amérique du Nord que se sont accumulés les stocks les plus abondants, surtout dans le cadre des régimes de

soutien des prix en vigueur aux Etats-Unis. Les opérations de la *Commodity Credit Corporation* ont plus que triplé depuis 1952; elles ont porté particulièrement, en dehors des céréales, sur le coton, le tabac, les huiles végétales et, plus récemment, les produits laitiers et la laine (tableau 9). Les mesures prises par le gouvernement des Etats-Unis pour aligner à l'avenir la production sur la demande probable et pour écouler les excédents existants sont examinées au chapitre III.

Le problème des excédents prend depuis quel-

TABLEAU 9. — OPÉRATIONS¹ DE LA COMMODITY CREDIT CORPORATION DES ETATS-UNIS

PRODUITS	31 mars					
	1952	1953	1954	1952	1953	1954
	..... Milliers de tonnes .....			..... Millions de dollars E.-U.		
Blé	5 903	13 292	24 648	503	1 126	2 183
Maïs	10 496	13 108	20 511	651	819	1 292
Huile de coton	12	244	466	5	98	184
Huile de lin	96	86	40	60	55	20
Graines de lin	34	98	393	4	14	57
Beurre	—	43	150	—	64	222
Fromage	—	18	145	—	15	129
Lait	13	56	259	5	22	95
Tabac	184	234	285	202	227	275
Coton « upland »	89	463	1 732	62	322	1 306
Bourres de coton	8	152	271	2	31	56
Laine	—	47	56	—	67	81
Tous autres produits	—	—	—	237	206	329
Total	—	—	—	1 731	3 066	6 229
Total, sans les céréales	—	—	—	505	1 095	2 616

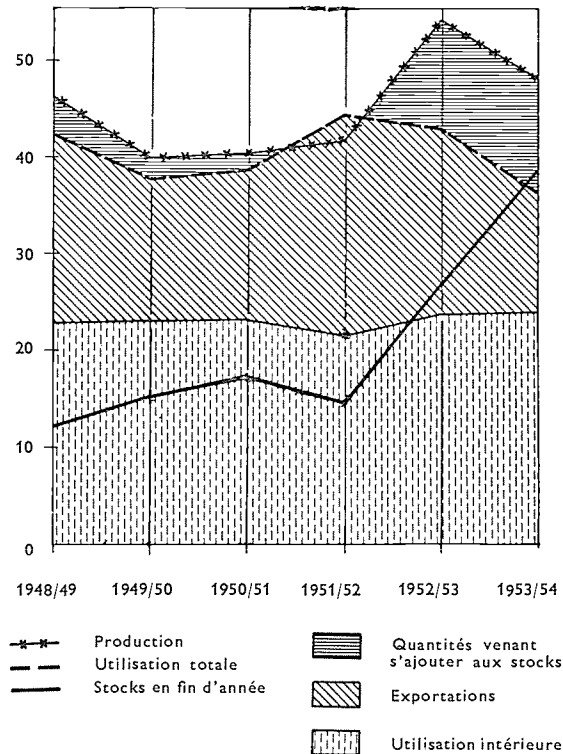
SOURCE: United States Department of Agriculture, Commodity Credit Corporation, *Report of Financial Condition and Operations*, mars 1953 et 1954.

— Néant ou négligeable.

¹ Montants pour prêts et achats.

GRAPHIQUE III — Disponibilités en blé en Amérique du Nord et stocks accumulés

Millions de tonnes



que temps une telle importance dans les esprits qu'il importe de le considérer dans une juste perspective, sans exagérer ni minimiser les dangers réels de la situation. Pour les céréales, et en particulier pour le blé, le problème se pose à l'échelle mondiale. Il semble peu douteux, si l'on exclut l'hypothèse de mauvaises récoltes généralisées, que les excédents de blé pèseront pendant quelques années encore sur les échanges mondiaux. D'autre part, de nombreux pays situés dans d'autres parties du monde, par exemple en Amérique latine et dans le Proche et l'Extrême-Orient, ainsi que l'U.R.S.S. et la Chine, continuent d'appliquer des programmes d'expansion de la production de céréales qui ne peuvent qu'entraîner une raréfaction des débouchés pour les céréales nord-américaines. Pour le sucre également, les stocks accumulés sont trop importants pour être écoulés rapidement ; les restrictions appliquées par Cuba et les mesures prises en vertu de l'Accord international sur le sucre fournissent pourtant des indications sur la manière d'aborder le problème. Mais dans ce cas également, les pays importateurs de sucre mettent en œuvre des programmes accélérés pour développer leur production, afin de sauvegarder l'équilibre de leur balance des paie-

ments ou pour d'autres raisons. En dehors des Etats-Unis, il semble, pour le moment, que le problème des excédents perde de son acuité en ce qui concerne la plupart des autres produits.

La plupart des gouvernements recherchent actuellement les moyens d'harmoniser la production et la demande en stimulant la demande intérieure ou d'exportation, ou parfois, lorsque la chose est inévitable, en limitant la production. Le problème de l'écoulement des excédents actuels continue néanmoins de se poser. Ce problème se présente aujourd'hui sous un jour bien différent de celui sous lequel il s'était posé entre les deux guerres, en ce sens que la plupart des stocks excédentaires sont placés sous le contrôle du gouvernement ; de la sorte, le danger de voir un afflux désordonné de produits envahir le marché, en raison de difficultés financières éprouvées par les agriculteurs et dans une certaine mesure par les compagnies privées, est relativement moindre. Le danger résiderait plutôt à l'heure actuelle dans le recours généralisé à un double système de prix, les produits excédentaires étant exportés à un prix sensiblement inférieur à celui du marché intérieur. On trouvera des exemples de cette tendance dans la section consacrée aux prix agricoles. Cependant, quelles que soient les garanties dont on puisse s'entourer, ces pratiques sont susceptibles de faire baisser les prix du marché et d'affecter la structure normale des échanges.

A sa septième session, la Conférence de la FAO, consciente de ce danger, a instamment invité les gouvernements à éviter les méthodes d'écoulement qui pourraient engendrer une pression excessive sur le marché ou exercer des effets néfastes sur les structures normales de la production et des échanges. Ce problème a été examiné ultérieurement par la Commission des produits de la FAO ; cet organe a examiné les moyens de se servir des excédents pour relever les niveaux de nutrition — en particulier ceux des groupes vulnérables dans les pays insuffisamment développés — ou pour contribuer au développement économique, et il a défini les principes généraux à observer pour écouler les excédents de produits agricoles. La Commission des produits a également décidé de créer un sous-comité permanent, établi à Washington, chargé de poursuivre les consultations intergouvernementales relatives à l'écoulement des excédents et aux répercussions éventuelles de ces opérations.

A longue échéance, il s'agit d'éviter la réapparition d'excédents, une fois liquidés les stocks existants, et de stabiliser les marchés. En d'autres termes, le problème se pose ainsi : comment peut-

on, afin de satisfaire les besoins croissants d'une population mondiale qui ne cesse d'augmenter et afin de répondre à la nécessité de relever les niveaux de nutrition, assurer le développement de la production sans qu'en même temps la demande effective des consommateurs, pour tel ou tel produit ou dans telle ou telle région, soit temporairement dépassée au point que des excédents s'accumulent ou que les prix à la production cessent d'être rémunérateurs ? Ce fut là l'un des grands problèmes examinés lors de la septième session de la Conférence de la FAO en novembre 1953. Les conclusions auxquelles ont abouti les délégués quant aux lignes de conduite à adopter pour assurer une « expansion sélective de la production et de la consommation » ont été publiées dans le rapport de la Conférence. Une série de réunions et de consultations sont organisées à l'échelon régional sous les auspices de la FAO pour examiner plus à fond les possibilités d'application pratique de ces principes. L'une des tâches essentielles de l'Organisation est d'étudier les moyens d'assurer une expansion équilibrée et harmonieuse de la production agricole ; on trouvera précisément, dans les chapitres ultérieurs du présent rapport, un examen complet des problèmes des Etats Membres ainsi que des mesures qu'ils adoptent pour les résoudre.

La consommation alimentaire et la nutrition

L'accroissement de la production alimentaire depuis trois ans a permis une certaine amélioration du régime alimentaire des pays où les niveaux de consommation sont relativement élevés, et un accroissement de consommation des aliments de base dans les pays où la consommation alimentaire est faible. Mais celle-ci n'a pas, dans la plupart des régions, suivi le rythme de la production, et cela pour diverses raisons dont la principale est probablement le niveau des prix alimentaires de détail qui, de façon générale, reste élevé. L'amélioration des disponibilités de denrées alimentaires a permis l'an dernier une détente sensible des prix agricoles, mais les prix de détail n'ont pas baissé dans la même mesure et ont même augmenté dans certains pays où l'on a réduit, sinon supprimé, les subventions aux produits alimentaires (voir page 49). La rigidité des prix, qui ne se manifeste pas seulement au stade du détail, est également une des causes de l'accumulation d'excédents de diverses denrées alimentaires en Amérique du Nord, et aussi des difficultés que les pays exportateurs d'Extrême-Orient éprouvent pour écouler

les disponibilités de riz. L'apparition d'excédents après une période de pénurie aiguë dans de nombreuses parties du monde est le principal symptôme du déséquilibre qui règne entre la production et la consommation alimentaires.

Lorsque l'on compare l'accroissement de la production alimentaire depuis deux ou trois ans et celui, plus lent, de la consommation, il y a lieu de tenir compte d'autres facteurs. Certains pays, et en particulier ceux qui dépendent des importations, ont porté leurs stocks de denrées alimentaires à des niveaux de plus grande sécurité, comme c'est le cas de l'Inde. L'utilisation accrue de céréales comme fourrage augmente l'offre de produits de l'élevage, plus nutritifs, mais réduit sensiblement le total des calories disponibles pour l'alimentation humaine. La même remarque s'applique à la réduction du taux d'extraction de la farine, qui met à la disposition du bétail une quantité accrue de son ; dans ce cas, toutefois, la qualité nutritionnelle de la farine baisse quelque peu par suite de la perte d'éléments nutritifs essentiels. Lorsque s'accroît la production alimentaire, on cherche à améliorer la qualité, la variété et la saveur des régimes alimentaires plutôt qu'à en augmenter le volume, évolution normale et généralement souhaitable. Il reste néanmoins que le niveau de consommation, évalué en calories, est encore beaucoup trop faible dans bien des pays et particulièrement en Extrême-Orient (voir tableau I, en annexe).

Dans la grande majorité des Etats, le rationnement alimentaire est maintenant aboli, le contrôle des prix a été supprimé ou ultérieurement assoupli et le commerce privé jouit d'une plus grande latitude dans la distribution des produits alimentaires. Mais, faute de mesures propres à relever la demande effective des consommateurs, la suppression des contrôles, en particulier celui des prix, peut créer des difficultés pour les classes pauvres dans de nombreux pays, et restreindre les débouchés de produits alimentaires et souvent de ceux dont la consommation doit être particulièrement encouragée.

Récemment, les niveaux nationaux moyens de consommation de calories et de protéines se sont plus ou moins stabilisés et il est difficile de déceler les changements sensibles d'une année à l'autre au moyen des bilans alimentaires. Par exemple, les niveaux de nutrition de l'ensemble des pays membres de l'OECE, qui avaient progressé rapidement de 1947/48 à 1950/51, n'ont guère évolué depuis trois ans. En Extrême-Orient, le rythme de l'accroissement de population dans les pays où la pression démographique sur les terres cultivées est intense, fait obstacle à tout relèvement rapide des

niveaux de consommation par habitant. En Amérique latine, la production alimentaire, en dépit d'un progrès sensible, n'arrive pas à suivre le rythme de l'accroissement démographique; toutefois, en réduisant les exportations et en augmentant les importations, on est parvenu à maintenir les niveaux de consommation et parfois à les améliorer.

Dans ces deux régions et dans d'autres territoires peu développés, les niveaux de consommation alimentaire, à l'exception de quelques pays, restent très inférieurs à ceux de l'Amérique du Nord, de l'Océanie et de l'Europe occidentale (voir graphiques IV et V). Combler ce vaste écart en relevant le niveau de consommation dans les pays peu développés reste au centre du problème alimentaire mondial. Mais il apparaît de plus en plus que ce dernier ne saurait être résolu par la seule application à la production de techniques améliorées, quelle qu'en soit la valeur. Si l'on ne trouve pas les moyens de développer la demande effective des consommateurs et d'absorber le volume croissant de la production, il ne faut pas compter que les agriculteurs portent leur production au niveau désiré.

Tendances de la structure de la consommation alimentaire

Les pénuries de la guerre et de l'après-guerre et la nécessité de produire surtout des aliments d'une haute valeur énergétique ont affecté la structure de la consommation alimentaire dans une grande partie du monde. Il est encore trop tôt pour juger si ces changements sont durables, bien que certains semblent destinés à demeurer. Mais on constate déjà que l'amélioration des disponibilités et l'assouplissement des contrôles sur les produits alimentaires contribuent à la forte tendance générale vers un retour à la structure d'avant-guerre de la consommation alimentaire, sauf là où les rapports de prix se sont modifiés de façon persistante. En Europe, par exemple, la consommation de céréales et de pommes de terre, aliments volumineux riches en glucides, s'est sensiblement accrue pendant la guerre et l'après-guerre pour les besoins de la ration énergétique. Mais en 1952/53, la consommation de ces aliments a connu une baisse marquée; c'est particulièrement le cas pour les céréales secondaires dont la consommation a diminué de moitié depuis 1947/48. De même, au Japon, de grands efforts avaient été déployés pour augmenter la production de patates, mais la consommation de celles-ci est retombée au-dessous du niveau d'avant-guerre. Le recul de la consommation de ces aliments a, dans de nombreux pays, coïncidé

avec un accroissement de la consommation de la viande, des œufs et des matières grasses végétales dont les disponibilités étaient jusque-là très faibles. Mais on ne saurait dire que les niveaux d'avant-guerre ont été atteints dans tous les pays, particulièrement au Royaume-Uni en raison de disponibilités plus limitées, de viande importée par exemple. Le retour de la consommation à sa structure d'avant-guerre aurait sans doute été encore plus marqué sans les incertitudes qui caractérisent la balance des paiements d'un certain nombre de pays.

Les efforts des gouvernements et le changement des rapports de prix ont rapporté des modifications importantes, dont certaines semblent destinées à durer, dans la structure d'avant-guerre de la consommation: on peut signaler les progrès frappants de la consommation de lait frais, encouragée bien souvent par l'éducation nutritionnelle et par d'autres mesures telles que l'octroi de subventions. Le recul de la demande de beurre, aux cours actuels, contribue dans certains pays à stimuler la vente du lait frais pour l'alimentation humaine. Un renversement du mouvement ascendant continu que suit la consommation du lait dans bien des pays semble une éventualité peu probable, même si dans certains cas (Royaume-Uni, Danemark, Norvège, Pays-Bas) on a enregistré une certaine diminution par rapport au niveau record atteint ces dernières années. Le tableau 10 donne des exemples des accroissements les plus sensibles.

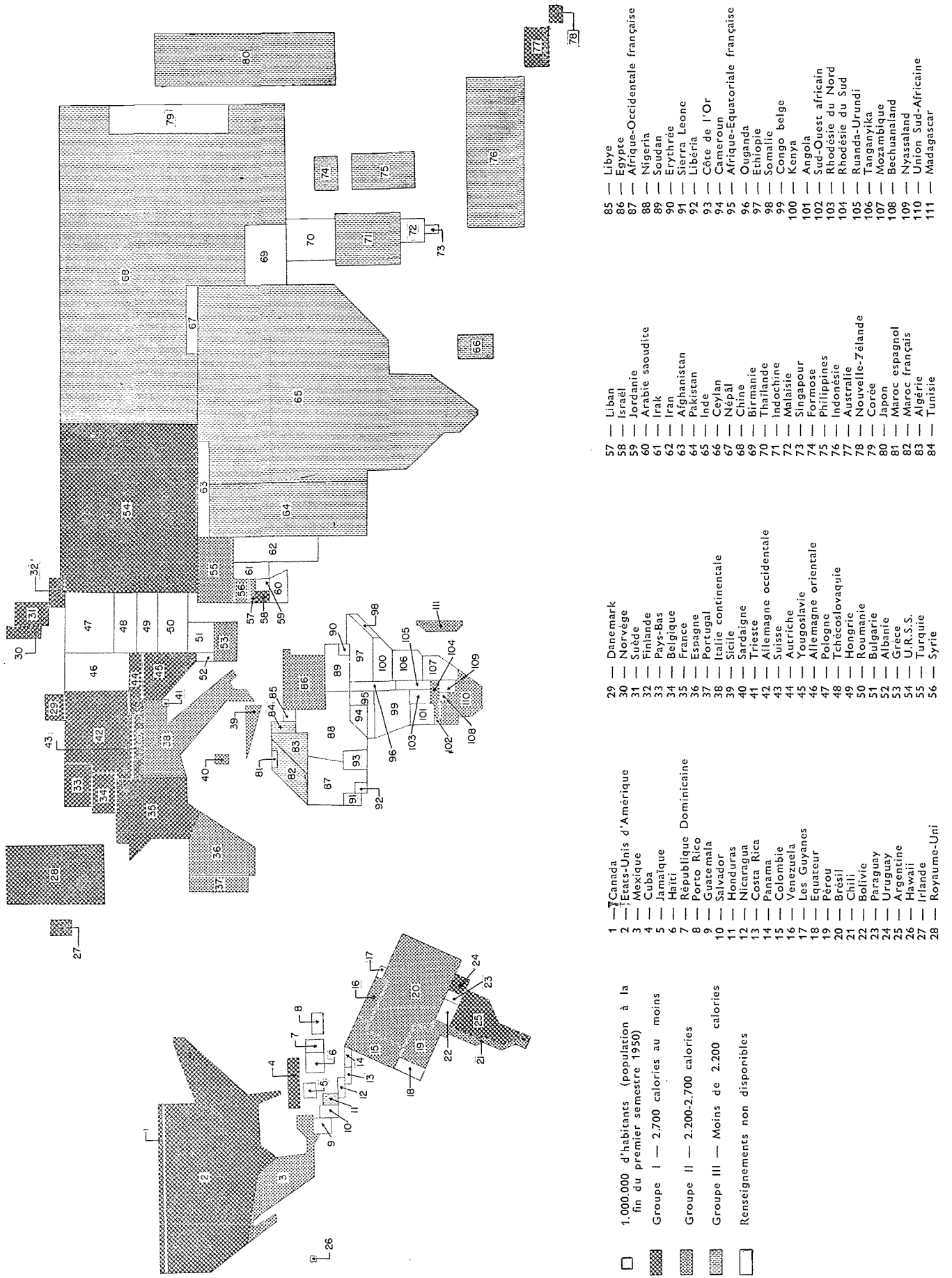
TABLEAU 10. — LAIT ENTIER LIQUIDE :
CONSOMMATION PAR HABITANT

PAYS	Moyenne d'avant- guerre	1948/49	Moyenne 1950/51 1951/52	1952/53
		.. Kilogrammes par habitant ..		
Ceylan	8,3	8,8	13,2	...
Japon.	4,5	2,7	5,9	...
Royaume-Uni	100	153	158	153
Norvège.	188	242	249	242
Italie	36	44	48	49
Etats-Unis.	120	126	127	127
Australie	110	144	130	...
Nouvelle-Zélande.	187	206	215	215

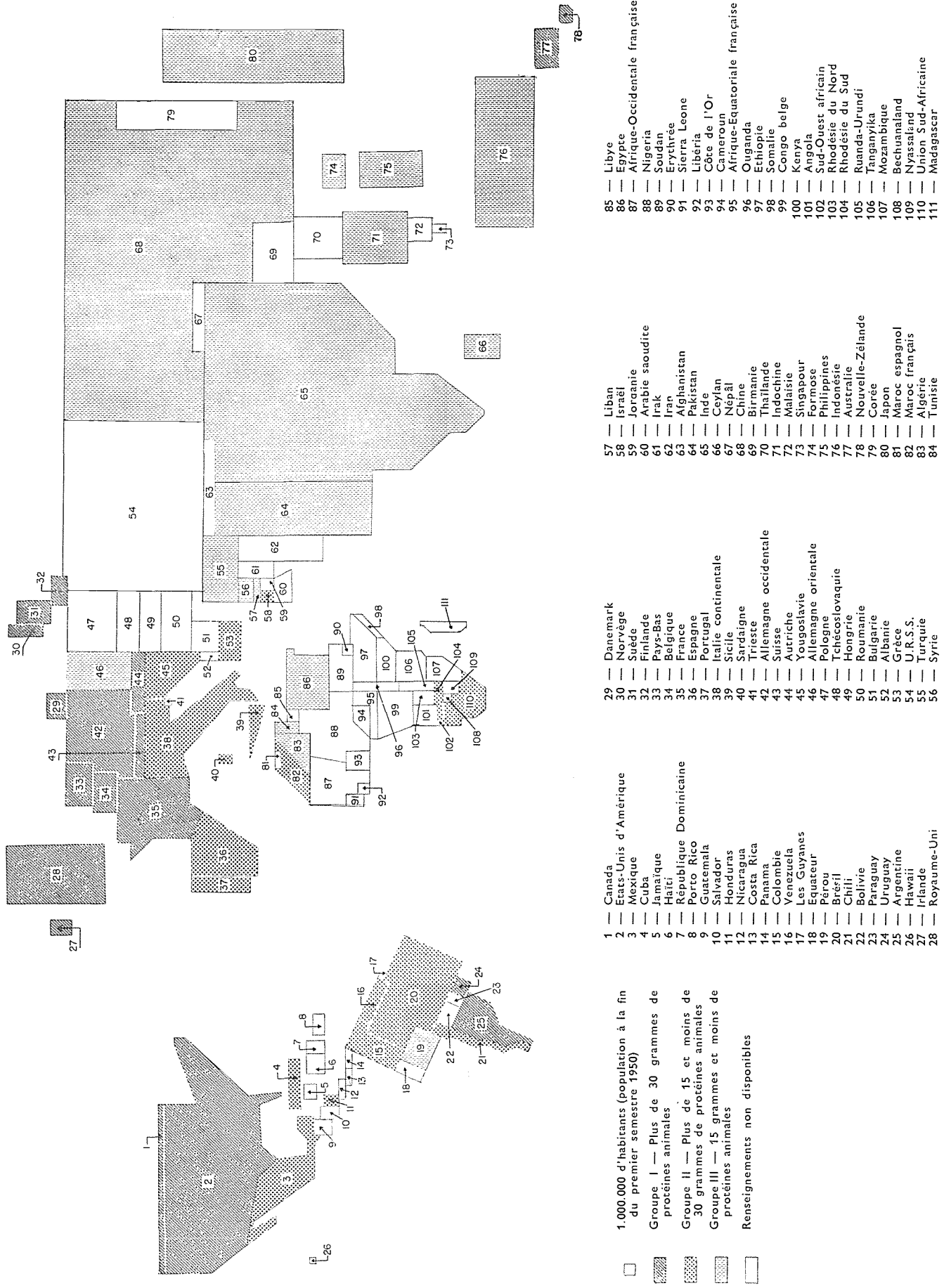
... Chiffres non disponibles.

Le fait que la margarine remplace le beurre de façon croissante est peut-être l'illustration la plus frappante des effets exercés par un changement des rapports de prix. Aux Etats-Unis, par exemple, la consommation de margarine par habitant égale presque celle du beurre, ayant à peu près triplé

GRAPHIQUE IV — Alimentation et population : Répartition de la population mondiale en fonction de la ration calorique quotidienne



GRAPHIQUE V — Alimentation et population : Répartition de la population mondiale en fonction de la ration quotidienne de protéines animales



par rapport à la moyenne d'avant-guerre, qui était de 1,3 kg, tandis que la consommation de beurre tombait de moitié. Dans un grand nombre d'autres pays consommateurs de beurre, cette substitution est tout aussi rapide, en dépit des nombreuses restrictions qui entravent la vente de la margarine.

Des changements sensibles se sont également produits dans la consommation des céréales de base. Par exemple, la pénurie de riz au cours de l'après-guerre immédiat et les prix élevés de cette céréale par rapport à ceux du blé ont, dans une large mesure, mené à un déplacement de la consommation vers le blé dans des pays traditionnellement consommateurs de riz. On trouvera deux exemples au tableau 11.

TABLEAU 11. — RIZ ET BLÉ (EN ÉQUIVALENT DE FARINE) : DISPONIBILITÉS PAR HABITANT

PAYS ET ANNÉES	Riz	Blé
	<i>Kilogrammes par habitant</i>	
Ceylan :		
Moyenne 1934-38	145	3
Moyenne 1948/49-1951/52	99	25
1952/53	92	32
1953/54	94	33
Japon :		
Moyenne 1934-39	141	13
Moyenne 1948/49-1951/52	106	32
1952/53	113	27
1953/54	98	27

La chute récente des cours du riz permet de penser que cette tendance est en voie de se renverser, au moins en partie. L'accroissement de la consommation du blé s'est produit surtout dans les centres urbains et dans les villes côtières, qui ont plus facilement accès aux disponibilités étrangères. La tendance à long terme est incertaine car l'approvisionnement en riz devient plus facile et il est difficile de changer les habitudes des consommateurs, mais il se peut que l'élargissement du marché du blé dans plusieurs pays consommateurs de riz soit définitif. On peut citer à cet égard la campagne active organisée au Japon afin d'encourager la production et la consommation de blé et d'orge et de réduire celle du riz.

L'évolution de la consommation sera sans doute influencée par le fait que les gouvernements donnent une importance croissante aux questions de nutrition dans les programmes agricoles, et par les efforts que font les régions peu développées pour augmenter la production d'aliments nutritifs et peu coûteux, tels que poissons et légumineuses,

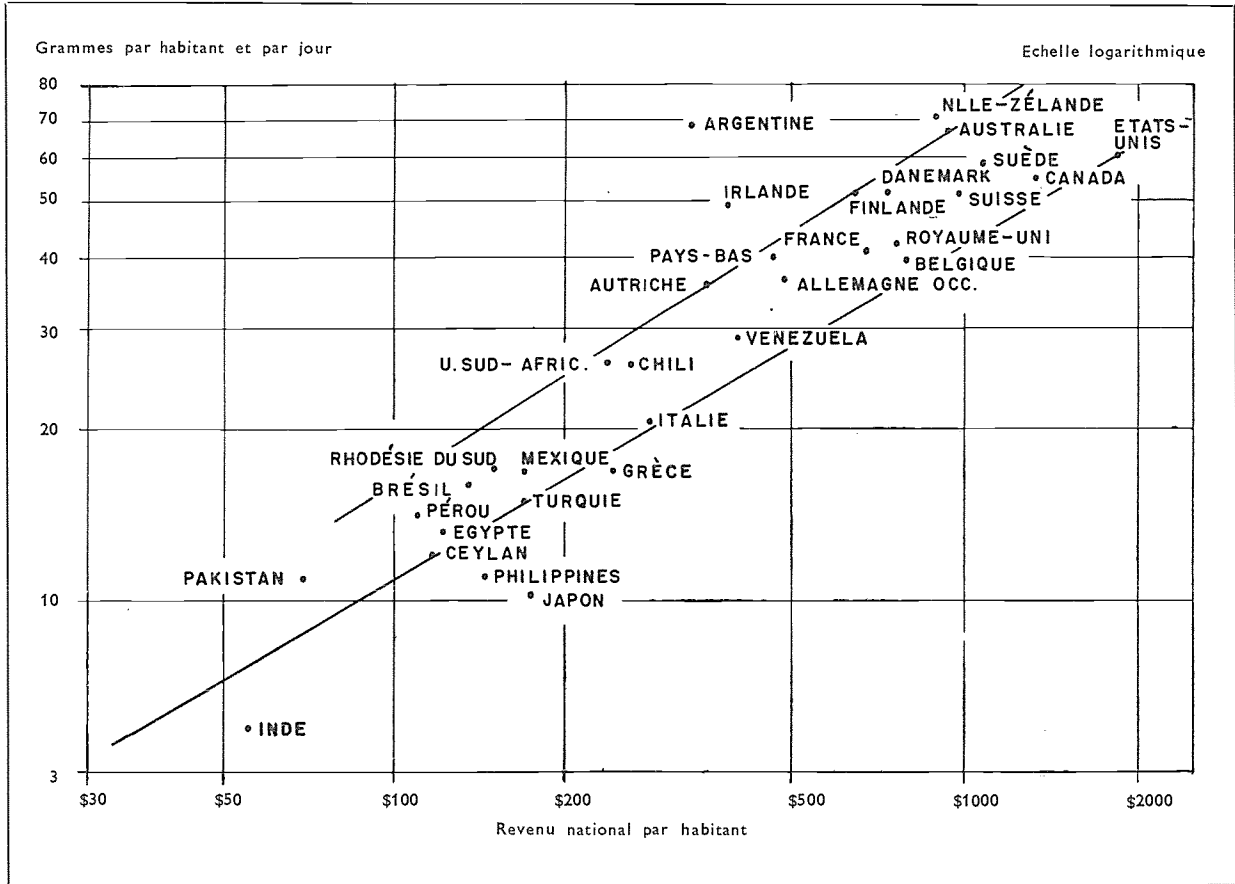
efforts qui se heurtent parfois aux préférences ancrées pour les régimes traditionnels. On peut citer en exemple la construction d'une vaste usine pour la production commerciale de lait de soja qui est en cours en Indonésie. Par ailleurs, au Chili, on s'efforce d'encourager la production et la consommation de poisson, et des essais ont déjà permis de constater que le public faisait un accueil favorable à la farine de poisson.

La structure de la consommation alimentaire des différents pays peut encore être influencée par le changement dans la répartition des classes d'âges que provoque l'accroissement démographique. Selon des estimations provisoires, dans la plupart des pays, la moyenne des besoins en calories subira peu de changement, mais il peut se produire une variation des besoins pour certains produits. Par exemple, là où le taux de natalité reste élevé et où le taux de mortalité infantile diminue, la proportion croissante des enfants dans la population globale entraînera une augmentation de la demande de lait et d'autres aliments riches en protéines. Des études récentes ont montré que la malnutrition protéinique chez les jeunes enfants est une des maladies de carence les plus graves qui existent dans les régions sous-alimentées.

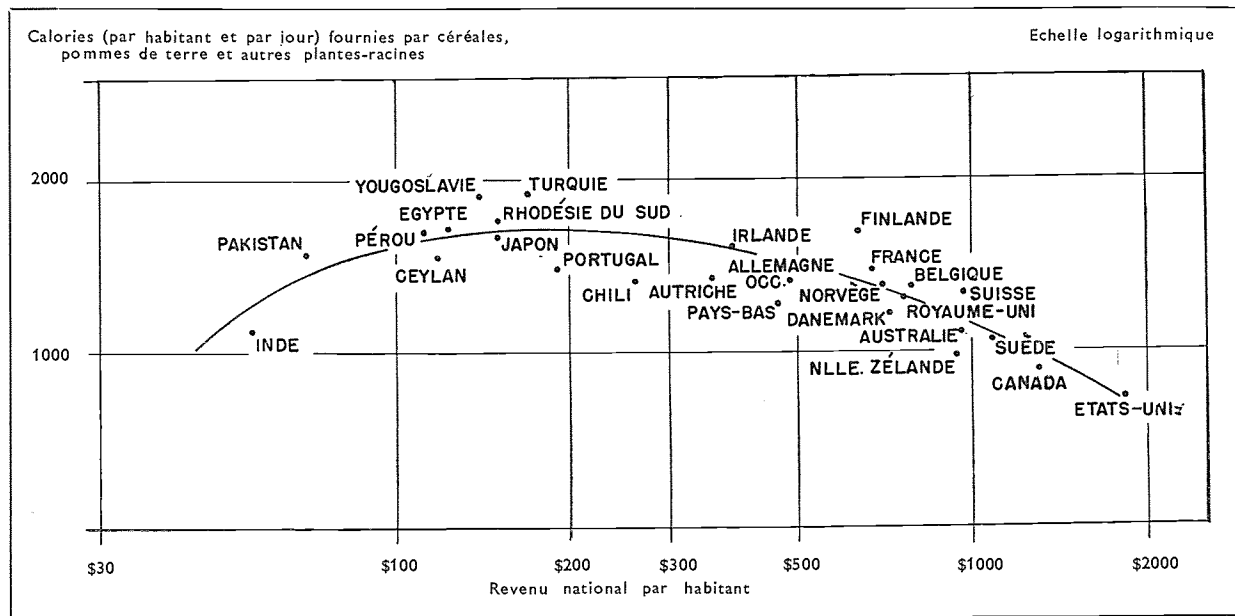
L'évolution à long terme de la structure de la consommation qui accompagne l'industrialisation et le relèvement du revenu réel pose un problème plus général. Les renseignements les plus complets que l'on possède à cet égard ont trait aux États-Unis, où la consommation alimentaire par habitant, si elle n'a guère changé entre 1909 et 1952, exprimée en poids d'articles de détail, s'est sensiblement améliorée du point de vue nutritionnel : la consommation de produits à base de céréales, de pommes de terre et de patates, qui sont surtout d'importantes sources de calories, a diminué d'environ 40 pour cent. D'autre part, la consommation des aliments protecteurs a substantiellement augmenté — plus de 40 pour cent pour les œufs, environ 60 pour cent pour les légumes verts et 80 pour cent pour les agrumes et les tomates. L'accroissement de la consommation de viande, de volaille et de poisson n'a été que de 2 pour cent ; toutefois, la consommation de bœuf a diminué tandis que celle de volaille augmentait. Avant la deuxième guerre mondiale, les mêmes tendances se manifestaient dans la plupart des pays européens industrialisés.

Mais l'industrialisation des pays peu développés ne s'accompagnera pas forcément de changements analogues dans la structure de la consommation alimentaire. Là où la ration calorique est très faible, il importe tout d'abord d'accroître les dispo-

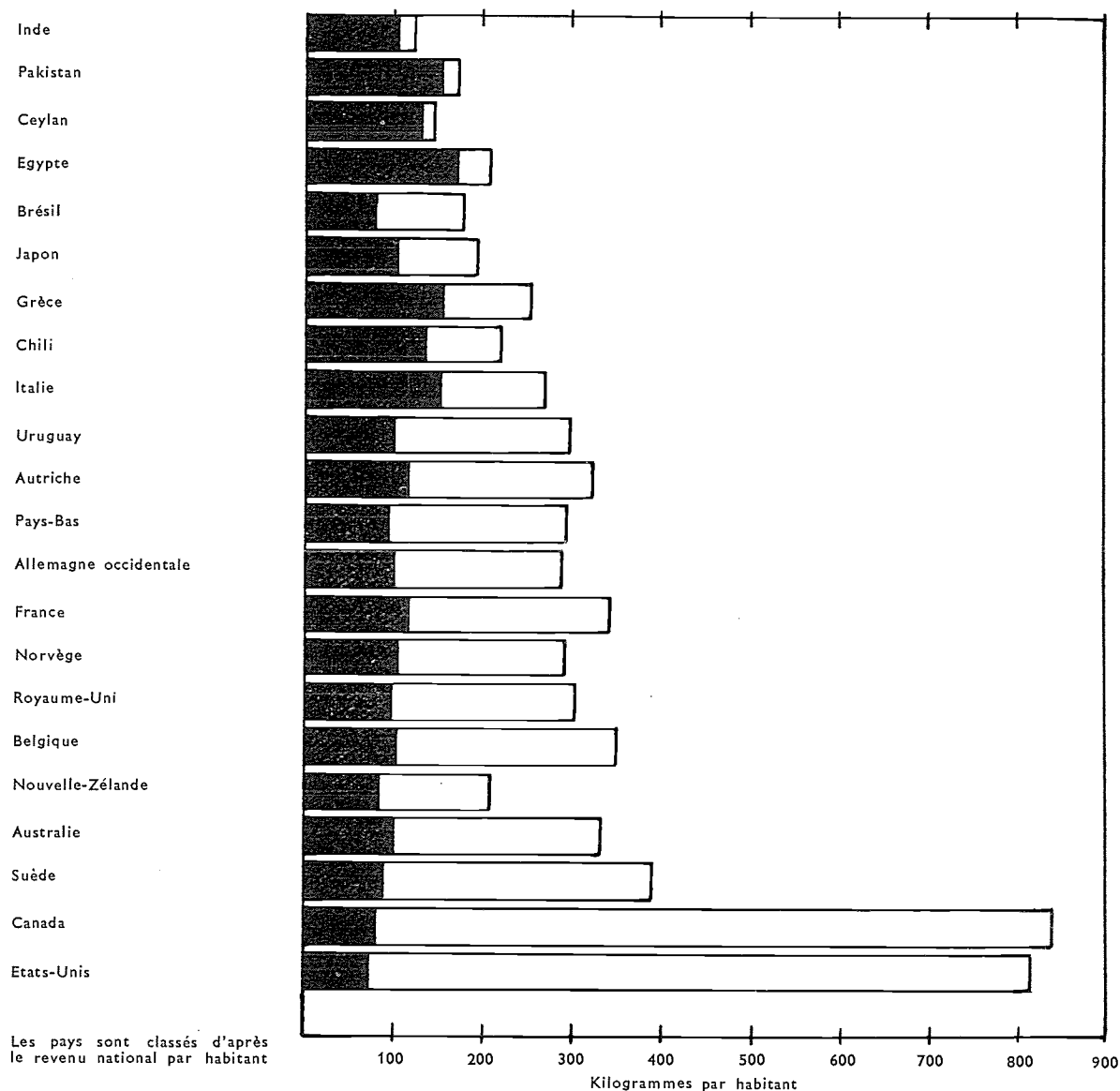
GRAPHIQUE VI — Disponibilités (par habitant) en protéines animales, en fonction du revenu national par habitant



GRAPHIQUE VII — Consommation (par habitant) de céréales et de plantes-racines en fonction du revenu national par habitant



GRAPHIQUE VIII — Disponibilités (par habitant) en céréales destinées à toutes fins (y compris l'alimentation du bétail) et à la consommation directe par l'homme



Consommation par habitant (alimentation humaine)



Consommation par habitant (toutes fins)

nibilités en aliments énergétiques, et il est probable que ce résultat sera rapidement atteint si le revenu réel par habitant augmente ; mais, à longue échéance, il est à prévoir que la proportion du revenu consacrée aux aliments énergétiques diminuera tandis qu'augmentera la consommation des aliments protecteurs. Les graphiques VI et VII montrent la consommation des protéines animales et des céréales et plantes-racines féculentes dans certains pays, par rapport au revenu national par habitant.

Il ne faut pas en conclure que la consommation totale par habitant de céréales pour tous les usages diminuera, le revenu augmentant. Au contraire, à mesure que l'agriculture se développe de pair avec l'industrialisation, il est probable que, comme dans la plupart des pays avancés, un nombre croissant de pays peu développés mettront l'accent sur l'élevage, ce qui se traduira par un accroissement d'utilisation des céréales pour l'alimentation du bétail. Le graphique VIII montre qu'en fait la consommation par habitant de céréales pour

tous les usages est actuellement plus importante dans les pays où le revenu national est relativement élevé que dans les pays à revenu faible, où la consommation par habitant de céréales pour l'alimentation humaine est généralement forte.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE MONDIALE EN 1953/54 ET LA DEMANDE DE PRODUITS AGRICOLES

La situation économique mondiale s'est quelque peu stabilisée en 1953/54 après les brusques fluctuations subies depuis 1950. Les tendances n'ont pas été les mêmes dans toutes les parties du monde ; on examinera brièvement ci-après la situation des diverses régions. Deux circonstances ont pris une importance particulière par leur influence sur la demande des produits agricoles : le ralentissement de l'activité économique en Amérique du Nord, qui a eu un effet beaucoup plus limité qu'on ne le pensait sur la situation d'autres régions ; l'atténuation marquée, au moins temporairement, des déficits en dollars.

En établissant leur politique économique pour l'avenir immédiat, la plupart des gouvernements ont essayé de se protéger contre toute continuation ou aggravation du ralentissement des affaires aux Etats-Unis et du fléchissement moins marqué constaté au Canada ; cela paraît n'avoir eu, jusqu'à présent, que des répercussions assez faibles dans les autres parties du monde. Les pays industriels de l'Europe occidentale se trouvent dans une période relativement prospère et, à la fin du premier trimestre de 1954, on n'apercevait aucun signe qui aurait pu annoncer un recul de leur activité économique. La situation économique continue de s'améliorer en Océanie et si quelques pays de l'Amérique latine, de l'Extrême-Orient et du Proche-Orient connaissent encore de sérieuses difficultés pour équilibrer leur balance de paiements, les autres ont très sensiblement amélioré leur position.

Le fléchissement de l'activité économique en Amérique du Nord n'a encore provoqué aucune contraction de la demande intérieure de denrées alimentaires et partout ailleurs la situation économique a eu, en général, pour effet de stimuler la demande. La demande mondiale de produits agricoles s'est maintenue ainsi à un niveau élevé en 1953/54 et, d'après les données quelque peu fragmentaires et incomplètes dont on dispose, le volume des ventes au détail de produits alimentaires avait légèrement dépassé, à la fin de 1953, celui qui avait été enregistré un an auparavant, tout au moins en Europe et en Amérique du Nord (aux

Etats-Unis cependant, les ventes n'ont pas augmenté, pendant le premier trimestre de 1954, par rapport au premier trimestre de 1953) (tableau 12). Les difficultés d'écoulement des produits et l'apparition d'excédents ne dérivent pas d'une diminution de la demande mondiale mais du mauvais équilibre de la production, ou encore du fait que la demande ne s'est pas développée assez rapidement pour suivre le mouvement ascendant de la production.

TABLEAU 12. — VOLUME ESTIMÉ DES VENTES AU DÉTAIL DE DENRÉES ALIMENTAIRES AU COURS DE CHAQUE TRIMESTRE DE 1953

PAYS	Trimestre de 1953			
	I	II	III	IV
	<i>Trimestre correspondant de 1952 = 100</i>			
Autriche ¹	107	114	116	115
Belgique ²	107	109	102	103
Danemark ³	103	105	107	105
Finlande ⁴	97	102	104	103
Allemagne occidentale	108		108	
Pays-Bas	102	105	103	105
Norvège ³	100	99	104	103
Suède	100	100	101	102
Suisse ³	103	101	103	103
Royaume-Uni	105	105	104	105
Canada	102	104	105	106
Etats-Unis ⁵	105	104	102	101

SOURCE : Nations Unies, *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1953* (et chiffres fournis ultérieurement par la Division des études et des programmes de la Commission économique pour l'Europe); statistiques officielles des Etats-Unis et du Canada.

¹ Denrées alimentaires et tabac. — ² Denrées alimentaires (coopératives). — ³ Denrées alimentaires, boissons et tabac. — ⁴ Ventes au détail des coopératives. — ⁵ Pour les deux premiers mois de 1954, un indice établi de manière analogue serait de 100.

Bien que le ralentissement de l'activité économique aux Etats-Unis ait conduit, comme il arrive d'ordinaire, à une diminution parallèle des importations des Etats-Unis, les réserves d'or et de dollars des autres pays, qui s'étaient accrues substantiellement au cours des trois derniers trimestres de 1952, ont augmenté encore en 1953 de 2.600 millions de dollars, jusqu'à atteindre le chiffre de 23 milliards de dollars au total, qui constitue un record. L'augmentation a continué en 1954, et ce sont presque exclusivement les pays de l'Europe continentale occidentale et de la zone sterling qui en ont bénéficié. De cette augmentation, environ 2.200 millions de dollars proviennent des opérations effectuées avec les Etats-Unis, et en particulier de l'aide financière massive consentie par eux, surtout pour des motifs de défense, des achats « off-shore » et de la diminution des exportations nettes des Etats-Unis. Ce dernier résultat

a pu être obtenu parce que le relèvement économique des pays victimes de la guerre est maintenant assez avancé pour qu'ils aient désormais moins besoin de l'aide fournie par l'Amérique du Nord par ses envois exceptionnellement abondants de denrées alimentaires et de biens d'équipement qui, au cours de la période qui a suivi immédiatement la guerre, répondaient à une nécessité vitale.

L'atténuation des déficits en dollars et l'amélioration de la situation alimentaire ont rendu aux principaux pays importateurs une plus grande liberté de choix. C'est ainsi, par exemple, que le Royaume-Uni, en rendant les importations de céréales au commerce libre, a levé les restrictions qui entravaient l'importation de céréales en provenance des pays à devises fortes. La prime dont bénéficiaient les céréales de la zone non dollar a disparu et les prix de ces denrées sur le marché mondial sont tombés à peu près au même niveau que ceux des céréales en provenance de la zone dollar. Cette évolution a été renforcée par les mesures adoptées aux Etats-Unis pour faciliter aux autres pays, dans une certaine mesure et à des conditions spéciales, l'importation de denrées alimentaires provenant des Etats-Unis contre paiement en devises nationales plutôt qu'en dollars. Pour l'instant, tout au moins, les considérations de devises comptent beaucoup moins qu'autrefois dans le commerce international des produits agricoles et, pour des produits de plus en plus nombreux, les conditions commencent à être voisines de celles qui correspondent à un véritable marché mondial.

La situation économique des diverses régions en 1953/54

Aux Etats-Unis, presque tous les indices économiques indiquent un ralentissement continu de l'activité en 1953/54. L'indice de la production industrielle (ajusté pour tenir compte des variations saisonnières) est tombé d'un maximum de 137 (1947-49 = 100) en juillet 1953 à 123 en avril 1954. Cette diminution de 10 pour cent a été aussi importante que celle qui avait été observée pendant la durée du précédent fléchissement de l'activité économique de juillet 1948 à juillet 1949. Bien que la diminution de la production industrielle ait été plus rapide qu'en 1948/49, il n'y a pas eu d'accélération, mais plutôt un aplatissement de la courbe en mars, avril et mai 1954. Le ralentissement de l'activité industrielle a fait monter le nombre des chômeurs à 3.700.000 (augmentation de 5,8 pour cent) en mars 1954 ; en mai, il était

redescendu à 3.300.000, en diminuant toutefois moins qu'il n'aurait normalement dû à cette époque de l'année. La réduction de l'emploi, joignant ses effets à ceux d'un raccourcissement général de la semaine de travail, provoque une diminution du revenu des travailleurs. Les revenus des agriculteurs ont diminué aussi et le revenu personnel total a baissé de 1,8 pour cent au cours des sept mois écoulés d'octobre 1953 à avril 1954. Mais la diminution des revenus a été compensée par celle des impôts et, au total, le revenu utilisable, et par conséquent le pouvoir d'achat du consommateur, est resté sensiblement le même, bien que sa distribution entre les différents secteurs de la population ait été quelque peu modifiée. Les ventes au détail, pendant le premier trimestre de 1954, ont diminué d'environ 4 pour cent par rapport à l'année précédente, mais la contraction la plus marquée s'est produite dans le secteur des biens durables et, comme on l'a déjà noté, les ventes au détail de denrées alimentaires sont restées sensiblement au même niveau que pendant le premier trimestre de 1953, tandis que les niveaux des prix de détail demeuraient à peu près sans changement.

Les changements subis par l'activité économique aux Etats-Unis pèsent le plus directement sur le reste de l'économie mondiale par leurs répercussions sur les importations des Etats-Unis, qui suivent un mouvement tout à fait parallèle à celui de l'indice de la production industrielle totale. Jusqu'à présent, ce parallélisme s'est vérifié dans le fléchissement actuel. Cependant, les importations de produits agricoles ont diminué beaucoup plus que celles des autres produits et on a constaté une contraction très sensible des importations de matières premières agricoles au cours du dernier trimestre de 1953.

Au Canada, bien que se manifestent aussi quelques-unes des tendances économiques observées aux Etats-Unis, leur effet a été jusqu'ici moins important et l'année budgétaire 1953/54 a été la plus prospère dans l'histoire de ce pays. Malgré une diminution des revenus de l'agriculture, le produit national brut et les dépenses aussi bien de l'Etat que des consommateurs ont augmenté d'environ 5 pour cent. Néanmoins, l'expansion de la production s'est ralentie de façon appréciable pendant le deuxième semestre de 1953. Le chômage a atteint un de ses maxima d'après-guerre : 5 1/2 pour cent en mars 1954, et a pesé particulièrement sur l'industrie des machines agricoles, et d'autres industries auxiliaires de l'agriculture. Enfin, le volume des exportations a diminué, cette diminution ayant intéressé surtout le blé, le papier journal, le bois en grumes et les machines agricoles.

TABLEAU 13. — VALEUR DES IMPORTATIONS DES ETATS-UNIS

RUBRIQUES	1952		1953				1954
	3me trim.	4me trim.	1er trim.	2me trim.	3me trim.	4me trim.	1er trim.
	..... Millions de dollars E.-U.						
Total des importations	2 536	2 782	2 751	2 815	2 657	2 556	2 832
Importations totales de produits agricoles .	1 027	1 072	1 124	1 082	1 012	966	1 073
dont : denrées alimentaires à l'état brut	470	544	575	515	514	582	644
autres denrées alimentaires . . .	557	528	549	567	498	384	429

En 1953/54 la situation économique de l'Europe occidentale a évolué dans un sens très différent de celle de l'Amérique du Nord. La production industrielle, demeurée stationnaire en 1952, a repris son essor depuis le deuxième trimestre de 1953, stimulée entre autres par les dépenses militaires des Etats-Unis, et en particulier par les achats « off-shore ». La production industrielle de l'ensemble de la région a dépassé de 7 pour cent, au cours du premier trimestre de 1954, celle qui avait été enregistrée un an auparavant. Les progrès les plus rapides ont été faits en Allemagne occidentale et en Italie, mais des augmentations substantielles ont été enregistrées aussi au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Yougoslavie, en Autriche et en Grèce. En revanche, dans les pays scandinaves, en Belgique et en France, l'expansion industrielle a été faible ou nulle.

La valeur des exportations a augmenté de façon appréciable au cours du deuxième semestre de 1953, surtout en Allemagne occidentale et au Royaume-Uni. Toutefois, la majeure partie de cette augmentation dérive d'une expansion du commerce intra-européen, et représente un développement de la consommation en Europe occidentale. Les importations ont augmenté plus lentement, surtout, parce que, grâce au développement de l'agriculture, il est devenu moins nécessaire d'acheter à l'étranger des denrées alimentaires et les termes de l'échange sont devenus plus favorables. Il en est résulté qu'en 1953 les réserves d'or et de devises étrangères des pays membres de l'Union européenne des paiements, y compris les réserves de la zone sterling déposées à Londres, ont augmenté d'environ 2.300 millions de dollars, c'est-à-dire de près de 25 pour cent. Il a été de ce fait possible, en raison aussi d'une plus grande stabilité des finances nationales, d'atténuer considérablement les restrictions de change. Les produits agricoles ont été l'objet d'une demande active sur les marchés intérieurs.

La principale raison des modifications radicales de la politique économique de l'U.R.S.S. et de la plupart des pays de l'Europe orientale en 1953/54 semble devoir être recherchée dans une pression de plus en plus forte de la demande du consommateur contenue jusqu'alors intentionnellement à un niveau assez bas. Les nouvelles directives visent à accélérer la production de biens de consommation, et en particulier de produits agricoles. Elles devraient, si l'on en juge d'après les données publiées, provoquer une augmentation des investissements dans l'agriculture en 1953/54 et tout particulièrement en 1954/55 et en 1955/56. Ce changement de politique s'est traduit aussi par une augmentation marquée des importations soviétiques de beurre, de fruits et autres biens, par des sorties plus importantes d'or soviétique versé en paiement, et par des exportations plus importantes de coton, de bois d'œuvre, de pétrole et de certains minéraux. En compensation, l'Union soviétique a diminué ses exportations de céréales et s'efforce d'en augmenter la production, surtout, semble-t-il, pour l'alimentation du bétail.

L'activité économique ne semble pas avoir fait de grands progrès, dans l'ensemble, en Amérique latine. La production industrielle a continué de se développer, toutefois, à un rythme plus lent, et celle de l'agriculture s'est maintenue, mais l'industrie minière a été affectée par un ralentissement de la demande de l'étranger. Dans les pays de l'Amérique latine, la hausse des prix de certains produits d'exportation tels que le café, le cacao, la viande et la laine, et encore plus une rigoureuse limitation des importations ont contribué à atténuer en 1953/54 les difficultés de paiements éprouvées en 1952 à la suite, principalement, de l'altération marquée des termes de l'échange. Les importations totales en 1953 ont été d'environ 15 pour cent inférieures à celles de 1952. Cependant, les républiques de l'Amérique latine n'ont pas toutes profité de l'amélioration générale de la ba-

lance des paiements, en particulier celles qui ont été affectées par la contraction de la demande nord-américaine et par la baisse des prix des métaux non ferreux, des céréales et du coton. Le cours du *sol* péruvien a subi une baisse assez marquée ; le Chili a unifié ses nombreux taux de change, sans réussir pour cela à enrayer la baisse sur le marché libre ; le Brésil a mis en vigueur un nouveau système de change et le Mexique, la Bolivie et le Paraguay ont dû recourir à la dévaluation.

La persistance de termes de l'échange défavorables pour la plupart des pays de l'Extrême-Orient et en particulier les prix élevés des biens d'équipement à l'importation s'opposent à un développement économique et, par conséquent, freinent, dans une certaine mesure, l'expansion de la demande des produits agricoles par le consommateur. L'Inde qui, comme la Chine, n'est pas fortement tributaire du commerce extérieur, est peut-être le pays le moins affecté par ces facteurs et ses réalisations récentes laissent supposer qu'elle pourra atteindre les principaux objectifs de son premier plan quinquennal en ce qui concerne la production industrielle et agricole. En vue de réaliser des progrès plus rapides, le gouvernement a modifié radicalement sa politique et a envisagé de recourir au financement par un déficit convenablement contenu, jusqu'à concurrence de 500 millions de dollars en 1954/55. La production des denrées alimentaires et des biens de consommation ayant augmenté beaucoup ces derniers temps, on pense que les risques d'inflation sont limités, mais, s'il le faut, le gouvernement utilisera ses importantes réserves de devises étrangères pour importer des quantités supplémentaires de denrées alimentaires et d'autres produits. Au Japon, la réduction de l'aide américaine, le paiement des réparations de guerre exigées par les autres pays de l'Asie du Sud-Est et le niveau élevé des prix intérieurs qui ont diminué beaucoup le pouvoir de concurrence des produits manufacturés japonais sur les marchés extérieurs ont mis le pays aux prises avec de sérieuses difficultés économiques. Les autres pays d'Asie connaissent eux aussi en 1953/54 des difficultés de balance des paiements. La Birmanie et la Thaïlande, par exemple, doivent ajuster leur économie pour tenir compte de la baisse des prix du riz à l'exportation, tandis que pour la Malaisie et l'Indonésie les difficultés proviennent des cours trop bas du caoutchouc et de l'étain. Le Pakistan a été durement touché par l'effondrement des prix du coton et du jute, après le « boom » qui avait accompagné l'ouverture des hostilités en Corée, et par de médiocres récoltes de blé pendant

deux années consécutives, mais il a depuis amélioré sa situation grâce au blé que lui ont largement envoyé les Etats-Unis et à l'amélioration des prix du jute.

Au Proche-Orient, le manque de capitaux, sauf dans les pays exportateurs de pétrole, retarde aussi le progrès économique et le développement de la consommation des produits alimentaires. La Turquie continue à faire des progrès remarquables, mais des difficultés de paiements, dues en partie à ses fortes importations de biens d'équipement, l'ont obligée à suspendre les mesures libéralisant ses importations en provenance des pays de l'Union européenne des paiements. L'Egypte, qui ne reçoit que peu ou point de capitaux de l'étranger, a manifesté des tendances déflationnistes et on a constaté un ralentissement des investissements.

En Australie et en Nouvelle-Zélande la situation économique a continué à s'améliorer en 1953/54. L'activité industrielle a encore progressé, les pressions inflationnistes se sont atténuées et les prix de la plupart des produits d'exportation, à l'exception du blé, ont augmenté par rapport à 1952/53.

Notes :

Produits laitiers

Fromage : Prix de gros du fromage de Gouda, pure crème.

Beurre : Pays-Bas : prix de gros fixé, 84 pour cent de matières grasses.

Danemark : prix à la production.

Bétail

Bovins : Argentine : marché de Liniers (Buenos Aires), bœufs extra, 460-490 kg, poids vif, pour l'exportation.

Australie : bœuf congelé, avec os, bœuf et génisse, poids net, prix moyen à la production pour quartiers de devant et quartiers de derrière.

Etats-Unis : Chicago, bœufs de bonne qualité, poids vif, 900-1.100 lb.

Porcins : Etats-Unis : Chicago, châtreaux et jeunes truies, 220-240 lb., qualité extra.

Céréales

Blé : Canada 1 : N° 1 Northern Manitoba, en magasin Fort William-Port Arthur, en dehors de l'Accord international sur le blé.

Etats-Unis : N° 2 Red Winter, prix comptant à Chicago.

Canada II : N° 3 Northern Manitoba, en dehors de l'Accord international sur le blé.

Maïs : Etats-Unis : N° 3 Yellow, prix comptant à Chicago.

Sucre et huiles végétales

Sucre : f.o.b., prix à l'exportation pour des destinations autres que les Etats-Unis (Contrat N° 4).

Huile de coco : 3½%, à bord, c.a.f. port européen.

Huile de lin : N° 1 C.W., prix comptant à la production.

Boissons

Cacao : Accra, comptant New York.

Café : Brésilien Santos N° 4, à quai New York.

Thé : Calcutta, pour l'exportation (feuilles), cours des enchères, non compris droits à l'exportation et impôts.

Produits forestiers

Sciages résineux : 2½ × 7, bastings Redwood, u/s f.o.b.

Bois à pâte : f.o.b.

Pâte de bois : Blanchie au bisulfite, prix moyen mensuel à l'exportation.

Papier journal : Prix moyen mensuel à l'exportation.

Matières premières

Caoutchouc : Etats-Unis : prix de gros, feuilles fumées, New York.

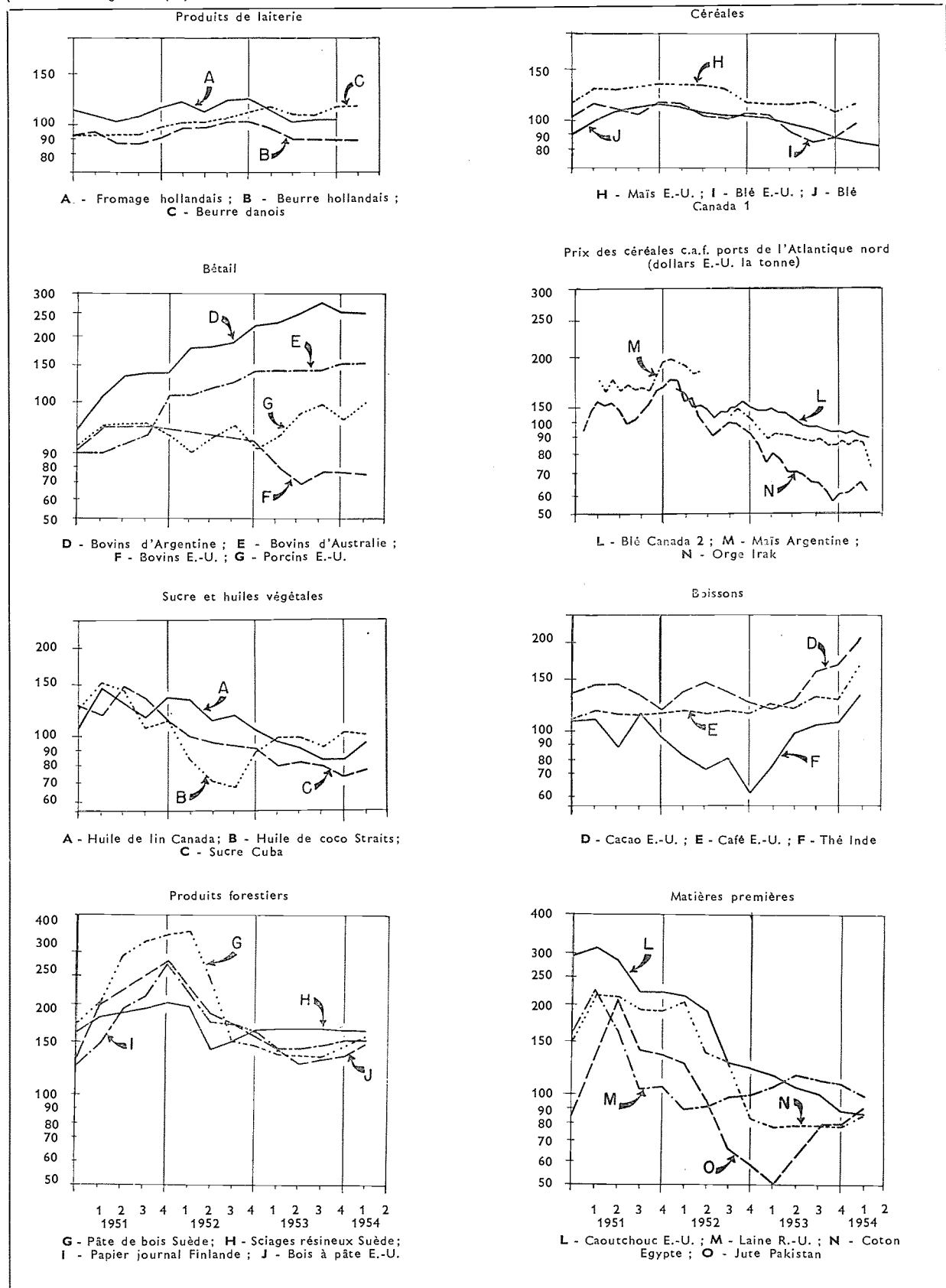
Laine : Royaume-Uni : laine de 64, Dominion, dessuittée, livrée au Royaume-Uni.

Coton : Karnak « good », Alexandrie.

Jute : Pakistan, qualité moyenne, Narayanan.

GRAPHIQUE IX — Mouvement des prix de certains produits agricoles et forestiers (Janvier-juin 1950 = 100)

(Echelle semi-logarithmique)



Prix des produits agricoles

Malgré le niveau généralement soutenu de la demande, les changements marqués qui se sont produits récemment dans la situation de l'offre ont eu inévitablement des répercussions sur le niveau des prix. D'une manière générale, les prix de certaines denrées alimentaires, mais non de toutes, ont eu tendance à diminuer en 1953/54 ; ceux des matières premières, y compris les produits forestiers, ont été plus fermes après les fortes baisses de 1952, tandis que dans le groupe des produits pour boissons, les prix du café et du cacao ont augmenté fortement par suite de la diminution de l'offre (graphique IX), avec des répercussions sur la consommation et le prix du thé.

C'est dans le groupe des céréales que s'est produite la baisse de prix la plus marquée. Une forte baisse du prix d'exportation du blé et des céréales secondaires a reflété les difficultés de vente des pays exportateurs de céréales, tandis que la récolte de riz obtenue en 1953/54 qui constitue un record a renversé la tendance à la hausse qui caractérisait les prix du riz depuis longtemps. Les prix du sucre se sont affermis à la suite de la limitation de la production cubaine et de la négociation du nouvel Accord international sur le sucre. Le marché des graines oléagineuses et des huiles végétales s'est raffermi en 1953, mais au début de 1954 il a faibli de nouveau en raison de l'augmentation de l'offre. Les variations des prix des produits animaux apparaissent moins clairement. L'accord s'est fait sur des prix plus élevés pour les produits laitiers vendus au Royaume-Uni par les pays de l'hémisphère sud et le Danemark, mais autrement les prix ont eu tendance à baisser sauf lorsqu'ils étaient soutenus par des subventions gouvernementales. Les prix d'exportation des œufs ont baissé fortement. Ceux des bovins de boucherie se sont raffermis après une forte baisse en Amérique du Nord, et une hausse marquée dans les pays exportateurs de l'hémisphère sud au cours de 1952/53. Les prix des porcins ont eu tendance à augmenter en Amérique du Nord et dans quelques-uns des pays de l'Europe occidentale. Ces variations ont eu pour effet général d'atténuer les grosses différences de prix du bétail dans les diverses parties du monde.

Dans le secteur des matières premières, les prix ont été, en général, stables. Il y a eu tendance à la baisse lente des prix du caoutchouc en 1953, mais le marché du caoutchouc et aussi du coton s'est raffermi au début de 1954, tandis qu'il y a eu une hausse appréciable des prix du jute comme conséquence des limitations rigoureuses de la pro-

duction. Les prix de la laine et des peaux n'ont pas manifesté de tendances bien définies. Les prix du tabac ont été plus fermes en Amérique du Nord, mais ont eu tendance à diminuer partout ailleurs. Les prix des produits forestiers ont gardé une stabilité remarquable et se sont situés de 20 à 30 pour cent au-dessous du niveau de 1951 qui constituait un record, mais légèrement au-dessus de ce qu'ils étaient à la fin de 1952.

Un des aspects caractéristiques de la formation des prix des produits forestiers est le laps de temps, un à trois ans, qui s'écoule entre l'abatage du bois rond et la vente des produits finis, encore que les variations des conditions du marché affectent simultanément les prix de la matière première et du produit fini. Cela explique les difficultés financières qu'ont connues les industries forestières des principaux pays exportateurs en 1952/53. On doit aussi noter que les variations des cours ne se font sentir que longtemps après dans le commerce international. Ainsi, en 1953, tandis que les prix s'étaient déjà stabilisés et même améliorés, la valeur des exportations des pays de l'Europe septentrionale était inférieure à celle de 1952, malgré une augmentation du volume du commerce.

Pour beaucoup de produits agricoles, la tendance à la baisse des prix en 1953/54 aurait été bien plus marquée si les autorités n'avaient adopté divers plans de stabilisation. Nous avons déjà mentionné les limitations de la production du sucre et du jute. De même, la reprise des prix du coton n'a été possible qu'après que les excédents des Etats-Unis aient été retirés du marché. De même encore, la baisse des prix du caoutchouc a été enrayerée en partie parce que les Etats-Unis ont suspendu les ventes destinées à assurer le renouvellement des stocks et ont limité systématiquement leur production de caoutchouc synthétique.

Les divers plans de soutien des prix ont permis à beaucoup de pays de stabiliser les prix des céréales sur leur marché intérieur, mais ils n'ont pas pu éviter une baisse considérable des prix sur les marchés internationaux. L'insuffisance des locaux d'emménagement a poussé à la vente dans certains pays, tels que l'Australie, la Birmanie, le Canada et la Turquie. Le développement de la concurrence a fait diminuer les prix d'exportation du blé sur le marché libre, qui ont rejoint les cours pratiqués dans le cadre de l'Accord international sur le blé, ces cours ayant été tout au long de l'année 1953/54 et pour la première fois sensiblement inférieurs au niveau maximum fixé dans l'Accord renouvelé. Beaucoup de pays exportateurs de blé, comme les Etats-Unis, l'Argentine, la Turquie, la France et la Suède ont, pour pouvoir

TABLEAU 14. — BLÉ : PRIX A LA PRODUCTION ET A L'EXPORTATION

PAYS	Prix moyen à la production (estimation)		Valeur moyenne des exportations f.o.b.			
	1952/53	1953/54	Juil.-déc. 1952	Jan.-juin 1953	Juil.-déc. 1953	Jan.-mars 1954
	..... Dollars E.-U. par tonne					
Suède	1106	195	104	93	81	69
France	1103	1103	93	81	94	68
Argentine	2100	2100	—	795	779	773
Etats-Unis	177	373	79	77	82	71
Canada	462	551	69	73	73	72
Australie	162	52	71	73	74	68
Turquie	2106	2106	125	108	87	...

SOURCE : Statistiques nationales et renseignements fournis à la FAO par les gouvernements sur les prix moyens payés à la production.

... Chiffres non disponibles.

— Néant ou négligeable.

¹ Prix moyen (estimé) à la production. — ² Prix garanti à la production. — ³ Moyenne pour les 9 premiers mois de 1953/54. — ⁴ Moyenne pour le Northern No 1, Port Arthur ou Vancouver. — ⁵ Premier versement effectué au producteur, sous réserve d'un ajustement définitif. — ⁶ Coût estimé de la production, garanti au producteur; on ignore encore le prix définitif. — ⁷ Prix c.a.f. du blé argentin, ports de l'Atlantique nord; la moyenne indiquée dans la colonne janvier-juin 1953 ne concerne que la période mars-juin.

soutenir la concurrence, recouru davantage aux subventions. Au début de juin 1954 le gouvernement des Etats-Unis a augmenté la prime accordée aux exportations de blé en la portant de 45 à 55 cents par bushel, pris aux ports de la côte orientale (correspondant à 16,50 à 20,20 dollars par tonne), et bientôt après l'Office canadien du blé a décidé lui aussi de réduire les prix d'exportation de 10¹/₈ cents par bushel. Des conditions semblables sont en cours d'établissement sur le marché des céréales secondaires. En mai 1954, les Etats-Unis ont fixé la prime à l'exportation à 15 cents par bushel (6 à 7 dollars des Etats-Unis par tonne) pour les livraisons d'orge, de maïs et de seigle, et à 10 cents par bushel (environ 7 dollars des Etats-Unis par tonne) pour les livraisons d'avoine.

Les céréales fournissent l'exemple le plus frappant, mais non unique, d'exportations subventionnées. C'est ainsi que les Etats-Unis ont offert leurs excédents de beurre au prix de 40 à 45 cents la livre contre un cours intérieur d'environ 60 cents, tandis que la Norvège, la Suède, la Finlande et l'Irlande ont exporté elles aussi du beurre à des prix nettement inférieurs aux prix payés à la production. Il en va de même pour les exportations de fromage autrichien, de viande et de bovins de boucherie français et suisses, d'huile de lin et de légumes secs des Etats-Unis, de sucre français, belge et danois.

Il serait cependant erroné de croire que la tendance des prix des produits agricoles ou même des denrées alimentaires est universellement à la baisse. Comme nous l'avons déjà noté, les prix de nombre de produits sont en hausse. Fait encore

plus significatif, l'indice des prix de toutes les denrées alimentaires importées par les pays de l'OECE, qui constitue le plus large marché mondial d'importation de produits agricoles, n'a pas subi de baisse significative en 1953 et a augmenté considérablement au cours du premier trimestre de 1954, tandis qu'un indice similaire pour le Royaume-Uni n'a baissé que de 2 pour cent au cours de cette même année. Ainsi, la baisse des cours des céréales et du sucre semble avoir été compensée par l'augmentation des prix des huiles, des produits pour boissons et des produits animaux importés au Royaume-Uni.

TABLEAU 15. — INDICES DES PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES IMPORTÉES

PAYS	Pre-mier trim. 1953	2me trim. 1953	3me trim. 1953	4me trim. 1953	Pre-mier trim. 1954 ¹
	..... 1952 = 100				
Ensemble des pays membres de l'OECE	101	100	100	100	104
Royaume-Uni . .	97	98	96	95	95

SOURCE : Statistiques de l'OECE et du Royaume-Uni.

¹ Deux premiers mois.

Prix à la production

La pression croissante exercée par l'offre de différents produits s'est répercutée sur les niveaux des prix à la production, malgré l'application de mesures de soutien des prix. Ce fléchissement a été naturellement le plus marqué dans

les principaux pays à production excédentaire. Aux Etats-Unis et au Canada, les indices des prix à la production ont encore baissé de 6 pour cent et de 11 pour cent respectivement en 1953, bien qu'ils aient monté légèrement au cours du premier trimestre de 1954. En Europe occidentale, les prix agricoles ont été beaucoup plus stables. En comparant les premiers trimestres de 1953 et de 1954, on s'aperçoit que l'indice des prix à la production a baissé de 2 à 3 pour cent en Irlande, au Danemark, en Finlande et au Royaume-Uni, de 1 pour cent seulement en Autriche, aux Pays-Bas et en Suisse, et s'est élevé de 2 à 6 pour cent en Allemagne occidentale, en Belgique et en Norvège. En France et en Italie, les prix de gros des produits agricoles, qui habituellement suivent d'assez près les fluctuations des prix à la production, ont baissé de 2 à 3 pour cent.

Malheureusement, en dehors de l'Amérique du Nord et de l'Europe, on ne dispose que d'un nombre assez restreint d'indices comparables. En Afrique du Sud, l'indice des prix à la production a baissé d'environ 2 pour cent, et en Australie de 6 pour cent, alors qu'au Mexique les prix de gros des produits agricoles ont augmenté de 6 pour cent. En Extrême-Orient, les prix ont eu également tendance à monter ; l'indice des prix de gros a monté d'environ 1 pour cent en 1953 en Birmanie, et de 7 pour cent en Inde, alors qu'au Japon l'indice des prix à la production s'est élevé de 13 pour cent en raison des mauvaises récoltes.

Il est à peu près certain que les prix à la production en Europe occidentale, par exemple, auraient été moins stables sans l'application de mesures de soutien des prix, mais cela ne suffit pas à expliquer la divergence des tendances des prix entre cette région et l'Amérique du Nord. Les produits de l'Europe occidentale sont loin d'être tous protégés par des mesures de soutien des prix et, dans l'ensemble, les programmes de soutien des prix sont aussi vastes en Amérique du Nord qu'en Europe occidentale. En outre, la stabilité relative des prix à la production est manifeste, tant dans les pays européens exportateurs, comme le Danemark, que dans les autres pays importateurs. Ce fait s'explique principalement par le déséquilibre, plus marqué en Amérique du Nord qu'en Europe, qui existe entre la production et la consommation.

Néanmoins, l'augmentation soudaine du coût, pour le contribuable, des mesures de soutien des prix à la production, tant en Amérique du Nord qu'en Europe occidentale, préoccupe les gouvernements ainsi que les producteurs, qui voient leurs débouchés menacés et craignent une chute

verticale des prix. Dans les pays de l'Europe occidentale, par exemple, les prix garantis des céréales qui, jusqu'à une date récente, étaient habituellement comparables ou inférieurs au coût des denrées importées, sont maintenant en général supérieurs au niveau des prix cotés sur le marché international, en particulier depuis qu'il existe une tendance croissante à accorder une subvention aux produits exportés ; de ce fait, le maintien des prix garantis entraîne des dépenses considérables. Aux Etats-Unis, le niveau actuel des prix de soutien du blé, étendu à des quantités très élevées par une série de récoltes abondantes, a eu pour effet d'augmenter le volume de la production bien au-delà de la capacité d'absorption du marché intérieur et du marché d'exportation qui tend à se resserrer, et a entraîné pour le gouvernement de fortes dépenses. Dans d'autres cas où les prix garantis ont été fixés intentionnellement à un niveau élevé pour encourager la production, par exemple en ce qui concerne les produits animaux dans certains pays de l'Europe occidentale, l'expansion de la production a dépassé la capacité d'absorption du marché, aux niveaux actuels des prix. En outre, le niveau élevé des prix de soutien, du beurre par exemple, a dans certains cas modifié la demande au profit d'autres produits. A la suite de la chute des prix sur le marché international et de l'augmentation de la production de certaines denrées alimentaires, certaines subventions qui, à l'origine, ont pu être considérées surtout comme des subventions à la consommation se transforment actuellement en subventions à la production, comme c'est le cas au Royaume-Uni pour le lait et le blé, par exemple.

Aucun pays n'a encore renoncé à sa politique de soutien des prix à la production ; cependant, il existe une certaine tendance à abaisser les niveaux de soutien des prix, et plus d'un gouvernement s'efforce progressivement de réduire ses engagements ou d'appliquer un système de soutien des prix plus souple. Aux Etats-Unis, on a abaissé le pourcentage de la parité correspondant aux prix de soutien pour les produits laitiers : il a été ramené de 90 à 75 pour cent et on a proposé d'adopter un système de parité plus souple, selon lequel les niveaux des prix de soutien évolueraient en fonction de la situation de l'offre. Au Royaume-Uni, les prix garantis en ce qui concerne les porcs et le lait ont été légèrement abaissés lors de la révision des prix de février 1954, et le prix garanti du lait a été limité à un certain volume de la production. On a également, à la suite de la reprise du commerce privé, qui laisse sensiblement plus de jeu à la demande sur le mar-

ché, apporté des modifications aux méthodes de mise en œuvre du soutien des prix, tout particulièrement pour les céréales et la viande. La Suède a diminué les prix garantis des céréales panifiables, du beurre et des œufs et a limité la garantie aux ventes effectuées sur le marché intérieur. En France, des prix de garantie plus bas seront fixés à la fin de juillet pour le blé et sont à l'étude pour le lait. D'autres exemples pourraient être cités.

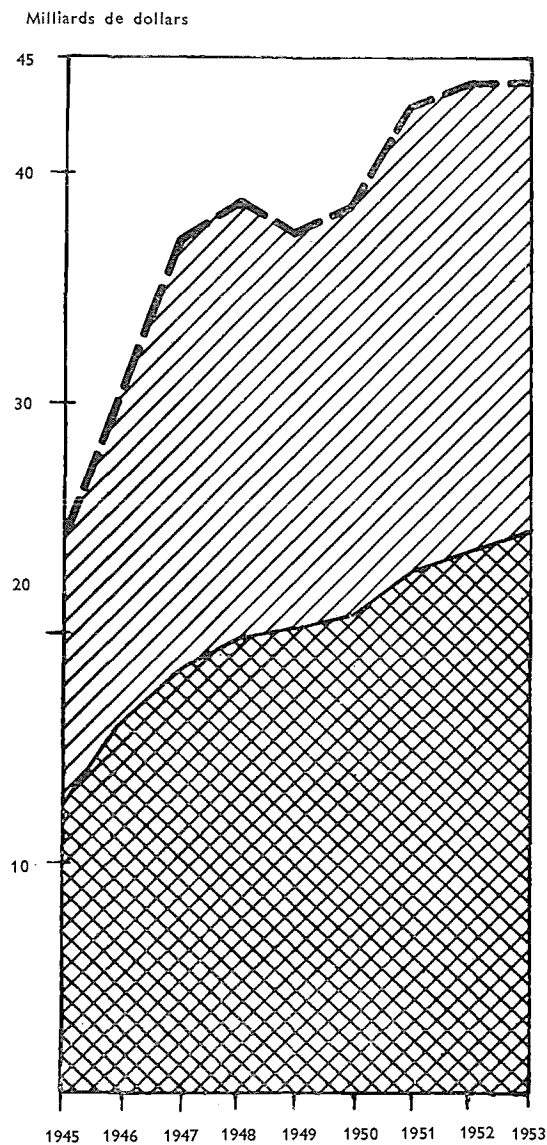
En dehors de l'Amérique du Nord et de l'Europe occidentale, l'application d'une politique de soutien des prix à la production est plus rare, mais on peut s'attendre à avoir à résoudre des problèmes analogues. Ainsi les prix garantis aux riziculteurs révèlent de très grands écarts d'un pays à l'autre, par exemple le prix payé à Ceylan est quatre fois supérieur au prix coté en Birmanie au taux du change actuel. Les prix à l'exportation du riz sont encore élevés par rapport aux prix du blé, qui ont été récemment abaissés. Bien que l'on puisse mentionner certains exemples comme l'abandon par le Brésil des prix de soutien pour la récolte de coton de 1951 et l'intention qu'a le gouvernement uruguayen de diminuer le prix garanti aux producteurs de blé, jusqu'ici il ne s'est dessiné pour ainsi dire aucune tendance, dans ces régions, visant à modifier les mesures de soutien des prix à la production, et la plupart des pays s'efforcent d'augmenter la production, y compris celle de denrées telles que les céréales et le sucre dont les disponibilités sont excédentaires dans d'autres pays. Toutefois, dans ces régions, comme en Amérique du Nord et en Europe occidentale, il est à prévoir qu'à la longue les prix à la production baisseront ainsi que les prix de soutien des produits dont il existe des excédents importants.

Prix de détail des denrées alimentaires

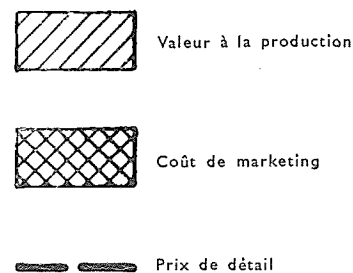
Presque partout, les prix de détail des denrées alimentaires sont restés assez stables en 1953. Les derniers effets de la poussée inflationniste ont été d'augmenter l'indice des prix de détail des denrées alimentaires de 22 pour cent au Brésil, entre le dernier trimestre de 1952 et le dernier trimestre de 1953, de 10 à 15 pour cent au Japon, en Indonésie et en Iran et de 7 pour cent environ au Pakistan, en Australie et en Nouvelle-Zélande. On a enregistré une baisse d'environ 5 pour cent en France, en Egypte, à Cuba et au Mexique, mais les indices des prix de détail des denrées alimentaires n'ont, dans la plupart des autres pays, varié que de quelques points pendant l'année.

Les tendances récentes des prix présentent une caractéristique regrettable : la lenteur et la fai-

GRAPHIQUE X — Etats-Unis - Prix de détail des denrées alimentaires produites dans le pays : Ventilation entre la valeur à la production et le coût de marketing (y compris le transport et la transformation)



SOURCE: United States Department of Agriculture, *Marketing Transport Situation*, février 1954.



blesse exceptionnelles avec lesquelles les prix de détail réagissent aux variations des prix de gros, et aussi l'écart de plus en plus large entre le prix à la production des denrées alimentaires et le prix à la consommation. Cette tendance est très nette en Amérique du Nord. Au cours de 1952 et de 1953, les prix à la production ont baissé de 17 pour cent aux Etats-Unis et de 23 pour cent au Canada ; les prix de gros ont suivi de près ce mouvement, mais les prix de détail n'ont diminué, durant la même période, que de 2 et de 8 pour cent respectivement (tableau 16). On note un phénomène analogue dans certains pays d'Europe, l'Italie et la Belgique, par exemple, où les prix à la production ont un peu baissé durant ces deux dernières années alors que les prix de détail continuaient à monter insensiblement. Dans certains pays, comme le Royaume-Uni et la Norvège, l'évolution divergente des prix est toutefois imputable en grande partie à la réduction des subventions à la consommation des denrées alimentaires.

Comme seul le prix de détail influe en dernier ressort sur la demande, la fermeté de ces prix, malgré la chute des prix à la production et des prix de gros, n'a pas manqué d'empêcher la demande d'augmenter comme cela aurait pu être le cas à la suite de la baisse des prix à la production ; elle a de ce fait contribué à l'accumulation d'excédents et à une nouvelle baisse des prix à la production.

Les indices des prix de détail et des prix à la production ne sont pas strictement comparables car ceux-ci tiennent compte de matières premières qui n'apparaissent pas dans ceux-là (et qui constituent d'ailleurs une part appréciable de la production agricole aux Etats-Unis, au Mexique, en Afrique du Sud et en Egypte, pays figurant au tableau 16) ; en outre, les indices des prix de détail tiennent compte, outre des denrées alimentaires de production nationale, de celles qui sont importées. Il se peut que, dans ces conditions, les chiffres du tableau 16 se soient trouvés affectés dans leur grandeur mais non, semble-t-il, dans leur signification générale. C'est ainsi que, pendant les deux années considérées, le prix à la production des denrées alimentaires, produites à l'intérieur du pays et qui entrent dans la composition du « panier-type de la ménagère » aux Etats-Unis, ont baissé de plus de 10 pour cent, alors que les prix de détail des mêmes denrées ont diminué de moins de 4 pour cent, les frais de commercialisation ayant pour leur part augmenté de près de 3 pour cent.

Une étude récente des renseignements dont on dispose fait ressortir la part énorme qui revient, dans les prix de détail des denrées alimentaires,

TABLEAU 16. — MODIFICATIONS EN POURCENTAGE DES INDICES DES PRIX DES PRODUITS AGRICOLES : PRIX A LA PRODUCTION, PRIX DE GROS ET PRIX DE DÉTAIL

PAYS	Prix à la production	Prix de gros	Prix de détail
<i>Modification en pourcentage</i>			
<i>Amérique du Nord</i>			
Etats-Unis.	— 17	— 15	— 2
Canada	— 23	— 22	— 8
<i>Europe occidentale</i>			
Royaume-Uni	+ 1	+ 1	15
Allemagne occidentale	— 6	— 5	4
France . . . . .	... —	— 6	2
Italie . . . . .	... +	+ 5	6
Finlande.	— 4	+ 2	5
Norvège.	+ 7	+ 6	13
Suède.	—	—	—
Danemark.	— 4	+ 12	6
Pays-Bas	— 3	— 4	0
Belgique.	— 6	+ 5	2
Irlande, Rép. d'	+ 10	+ 8	17
Suisse.	— 1	+ 22	1
Autriche.	— 2	+ 13	2
<i>Autres régions</i>			
Mexique. . . . .	... +	+ 1	4
Australie (Nouvelle-Galles du Sud).	— 34	+ 418	17
Afrique du Sud	+ 13	+ 18	21
Egypte . . . . .	... —	— 66	10
Japon.	+ 16	+ 9	12
Inde . . . . .	... —	— 19	1
Birmanie . . . . .	... —	— 9	3

... Non disponible.

¹ Jusqu'à octobre-novembre 1953. — ² Jusqu'à juillet-août 1953. — ³ Non compris la laine. — ⁴ Denrées alimentaires et tabac seulement. — ⁵ Moyenne non pondérée pour différents produits alimentaires. — ⁶ Prix de gros généraux.

au coût de transformation et de distribution. Dans huit pays pour lesquels des estimations assez complètes ont été établies, les frais de commercialisation représentent de 30 à 50 pour cent, et parfois près de 70 pour cent du prix auquel revient finalement au consommateur la totalité des denrées alimentaires qu'il achète². C'est ainsi qu'aux

² L'importance de la marge de distribution dépend non seulement de l'organisation plus ou moins rationnelle de la commercialisation mais aussi du genre de denrées alimentaires principalement consommées (la marge générale a naturellement tendance à augmenter lorsque le régime alimentaire comprend, pour une large part, des produits encombrants, périssables ou ayant subi un traitement très poussé) ; elle dépend aussi du genre de services fournis aux clients. Dans les pays à développement économique avancé, les économies que permet de réaliser l'organisation plus rationnelle de la commercialisation se trouvent souvent annulées par la complexité plus grande des services et par des opérations de transformation plus poussées.

Etats-Unis, pays pour lequel on dispose de données très complètes, les frais de commercialisation ont représenté 68 pour cent du prix de détail des denrées alimentaires durant la crise qui a sévi en 1932, qu'ils sont tombés à 46 pour cent en 1945, époque à laquelle était encore en vigueur le contrôle des prix appliqué durant la guerre, pour atteindre de nouveau 52 pour cent de 1948 à 1951, et 55 pour cent en 1953/54. Il est donc évident que, pour mettre les denrées alimentaires à la portée du consommateur et, partant, pour élever les niveaux de la consommation alimentaire et les niveaux de nutrition, il n'importe pas moins de rationaliser le marketing et de réduire le coût de transformation et de distribution que d'améliorer le rendement et de diminuer le coût au stade de la production. Il n'est pas moins évident que l'abaissement du coût de production n'aura servi à rien s'il s'évanouit au cours de la distribution et si le consommateur n'en profite pas.

Revenu agricole

Le revenu agricole est fonction non seulement du niveau des prix des produits agricoles mais aussi du volume de la production et du rapport entre le prix perçu par les agriculteurs et le prix des biens nécessaires à l'agriculture : engrais, machines agricoles, etc. Assez rares sont les pays qui publient des statistiques sur ces rapports de prix ; dans la plupart de ceux qui le font, l'évolution des prix au cours de ces dernières années a été peu favorable aux cultivateurs (tableau 17). Ce phénomène est toutefois beaucoup plus marqué en Amérique du Nord qu'en Europe, où le rapport des prix est, dans certains pays, comme la Suisse et la Finlande, depuis trois ans, resté remarquablement constant. Le Japon fait exception à la tendance générale : les fluctuations récentes des prix y ont été plutôt favorables aux cultivateurs.

En Amérique du Nord, la diminution du rapport des prix au cours de ces trois dernières années est due surtout à la baisse des prix agricoles, le niveau des prix payés par les agriculteurs ayant relativement peu changé. En revanche, dans les pays européens (Allemagne occidentale, Belgique, Pays-Bas) la cause essentielle de ce phénomène est dans la hausse des prix des biens nécessaires à l'agriculture.

Des estimations relatives au revenu agricole proprement dit, que préparent annuellement un nombre limité de pays appartenant surtout à des régions à fort développement économique, se dégagent une même tendance. C'est ainsi qu'en Amé-

rique du Nord, région pour laquelle les données relatives au revenu sont les plus complètes, le revenu agricole qui, après le fléchissement de 1949, avait atteint un niveau record en 1951, ne cesse depuis lors de baisser ; aux Etats-Unis comme au Canada, il avait diminué d'un peu plus de 20 pour cent en 1953 par rapport à 1951. La diminution en pourcentage est à peu près la même que l'on se place au point de vue du revenu nominal ou au point de vue du pouvoir d'achat réel (revenu net ajusté au moyen de l'indice du coût de la vie), ou encore qu'il s'agisse du revenu des exploitants ou du revenu agricole en général, y compris les salaires des ouvriers agricoles. Mais comme le nombre des personnes qui pratiquent l'agriculture décroît, la diminution du revenu agricole par habitant serait un peu moins forte que celle du revenu agricole en général. En Amérique du Nord, c'est la diminution des prix des produits agricoles qui est presque entièrement à l'origine de la baisse du revenu agricole, car ni le volume total de la production, ni le coût de production n'ont guère changé.

Dans les pays d'Europe occidentale, en revanche, le revenu net des agriculteurs et le revenu agricole général (y compris les salaires des ouvriers agricoles) sont restés stables ou ont eu tendance à augmenter depuis 1951, en valeur absolue sinon toujours en pouvoir d'achat. Mais les pays qui établissent les estimations de ce genre n'ont pas encore tous publié les chiffres pour 1953 ou pour 1953/54. Si le revenu agricole est plus stable en Europe qu'en Amérique du Nord, c'est en partie parce que les prix des produits agricoles y sont plus stables et en partie parce que le volume de la production a augmenté fortement. Les recettes brutes des cultivateurs ont donc augmenté ; de ce fait, les effets de l'augmentation du coût de production, provoquée par la montée des prix des biens nécessaires à l'agriculture, ont été en grande partie annulés.

En Océanie, le revenu agricole nominal a subi des fluctuations marquées ; après avoir atteint un niveau record en 1951, il a fortement diminué en 1952 pour augmenter sensiblement en 1953. Mais par suite de poussées inflationnistes qui n'ont pris fin qu'en 1953, le pouvoir d'achat du revenu agricole s'est amenuisé depuis 1951. Le graphique XI indique l'évolution récente du revenu agricole d'une année à l'autre dans l'un des pays (Etats-Unis, Royaume-Uni et Australie) de chacune des régions mentionnées ci-dessus ; on ne possède malheureusement pas de renseignements comparables pour les pays situés en dehors de ces régions.

TABLEAU 17. — RAPPORT : PRIX DES PRODUITS VENDUS/PRIX DES BIENS ACHETÉS PAR LES AGRICULTEURS

PAYS	RUBRIQUES	1951	1952	1953 janvier-juin	1953 juillet-déc.	1954 janvier-mars
		..... Janvier-juin 1950 = 100				
Etats-Unis	a) Prix perçus	125	119	109	105	107
	b) Prix payé	113	114	112	111	113
	c) Rapport a/b	111	104	97	95	95
Canada	a) Prix perçus	117	107	102	94	92
	b) Prix payé	110	114	113	114	111
	c) Rapport a/b	106	94	90	82	83
Belgique	a) Prix perçus	106	111	107	105	¹ 108
	b) Prix payé	110	114	120	121	¹ 122
	c) Rapport a/b	96	97	89	87	¹ 89
Finlande	a) Prix perçus	² 124	126	123	121	122
	b) Prix payé	² 126	119	121	121	122
	c) Rapport a/b	² 98	106	102	100	100
Pays-Bas	a) Prix perçus	112	122	114	115	118
	b) Prix payé	115	126	125	122	127
	c) Rapport a/b	97	97	91	94	93
Norvège	a) Prix perçus	111	120	115	120	126
	b) Prix payé	124	132	136	135	137
	c) Rapport a/b	92	91	85	89	92
Allemagne occiden- tale	a) Prix perçus	111	118	111	113	114
	b) Prix payé	121	131	132	130	130
	c) Rapport a/b	92	90	84	87	88
Japon	a) Prix perçus	² 127	140	145	154	162
	b) Prix payé	² 128	131	131	135	140
	c) Rapport a/b	² 99	107	110	114	116
Suisse	a) Prix perçus	103	104	103	103	104
	b) Prix payé	106	109	108	107	106
	c) Rapport a/b	97	95	95	96	98

¹ Janvier-février 1954. — ² Juillet-décembre 1951.

On prévoit en 1954 une diminution de 5 pour cent environ par rapport à 1953 du revenu agricole aux Etats-Unis ; la tendance des prix continue en effet à être défavorable et le volume de la production diminuera du fait des réductions imposées à la production. Ces restrictions à la production se feront sentir de manière encore plus forte aux Etats-Unis en 1955. Il est probable que l'on enregistrera des tendances analogues au Canada en 1954, notamment parce que les cultivateurs ont l'intention de réduire les emblavures ; mais une certaine partie de la superficie soustraite au blé sera consacrée à d'autres cultures.

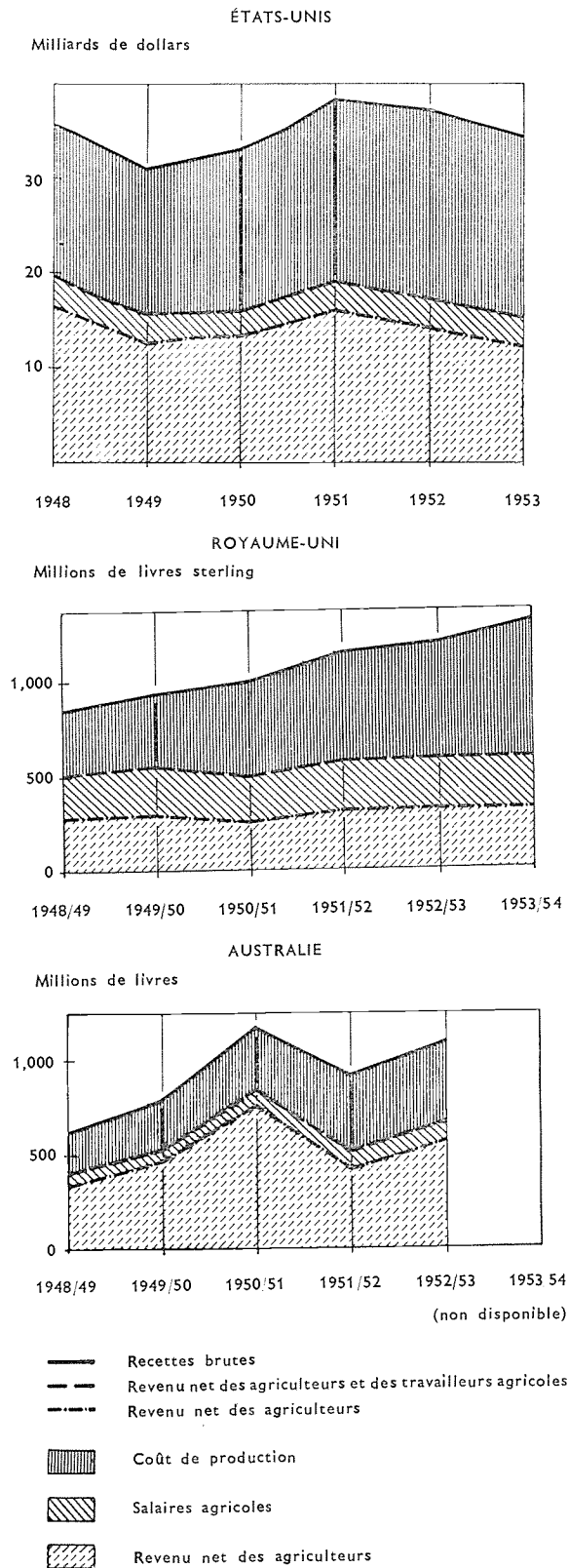
En Océanie, par contre, il se pourrait que le revenu agricole augmente en 1954 par rapport à 1953. Si le coût de production risque de continuer d'augmenter lentement, le raffermissement des prix de la laine et de légères hausses des prix des produits que l'Océanie doit encore livrer au Royaume-Uni compenseront peut-être le fléchissement éventuel du marché d'exportation du blé. En outre, la légère augmentation du volume de la pro-

duction contribuera à relever le niveau des revenus.

En ce qui concerne l'Europe occidentale, on peut s'attendre que la stabilité relative des revenus agricoles se maintienne malgré la concurrence accrue des importations d'outre-mer et malgré la tendance à abaisser le niveau de soutien des prix ; un certain nombre de gouvernements ont en effet pour politique de maintenir, autant que possible, la stabilité du revenu agricole. En outre, la diminution du coût des céréales secondaires importées représente un facteur favorable dans l'important secteur de l'élevage. Il est trop tôt encore pour qu'on puisse dire ce que sera le volume de la production de 1954 par rapport à la très forte production enregistrée en 1953 ; du moins n'existe-t-il aucune restriction à la production comme c'est le cas dans d'autres régions.

On a eu recours essentiellement, pour rédiger ce qui précède, aux estimations établies par les services agricoles officiels des pays intéressés. Ajoutons que les statistiques du revenu national pu-

GRAPHIQUE XI — Revenu agricole aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Australie aux prix courants



bliées par les Nations Unies³ sur la base de renseignements fournis par les pays eux-mêmes indiquent la formation par grands secteurs du produit national net et permettent donc de se faire une idée approximative de l'évolution du revenu dans le secteur agricole, y compris les forêts et les pêches, par rapport à celle du revenu dans les autres secteurs (tableau 18).

Un certain nombre de constatations se dégagent de ces comparaisons. Tout d'abord, la Nouvelle-Zélande est, de tous les pays énumérés, le seul où le revenu agricole moyen ait été, ces dernières années, toujours supérieur au revenu moyen dans les autres secteurs. Le revenu agricole et le revenu dans les autres secteurs sont à peu près égaux au Royaume-Uni ; l'écart n'est pas très grand en Allemagne occidentale et au Danemark. Mais dans la plupart des autres pays, le revenu agricole par habitant représente du tiers à la moitié du revenu dans l'ensemble des autres secteurs lorsque ce n'est pas moins encore. Il n'est pas fait état, dans ces estimations, du revenu que les populations rurales tirent de sources autres que l'agriculture, de l'artisanat ou de travaux à temps partiel dans l'industrie et les services par exemple ; mais les recettes de ce genre ne sont pas assez importantes pour modifier sensiblement la situation générale. Les estimations n'en sont pas moins influencées, jusqu'à un certain point, par le fait que, dans la plupart des pays, les familles rurales comptent en général plus d'enfants que les familles qui vivent à la ville. Bien entendu, les chiffres ne font apparaître que la situation relative de chaque pays, sans fournir d'indications sur le niveau absolu des revenus. Il est certain par exemple que le revenu agricole moyen est beaucoup plus élevé aux Etats-Unis que dans bien des pays où le rapport en pourcentage est plus élevé, et que les chiffres assez bas donnés au tableau 18 pour les Etats-Unis s'expliquent, plus que par la faiblesse du revenu agricole, par le niveau élevé du revenu dans les secteurs autres que l'agriculture.

Pour tous les pays pour lesquels on dispose d'éléments de comparaison, la situation relative de l'agriculture s'est améliorée sensiblement par rapport à 1938, époque où le revenu agricole était encore, il est vrai, sérieusement affecté par la crise des années trente. Les tendances d'après-guerre varient d'un pays à l'autre. C'est ainsi qu'en Allemagne occidentale, au Danemark et en

³ BUREAU DE STATISTIQUE DES NATIONS UNIES, *Etudes Statistiques*, Série H, N° 5, février 1954 (en anglais).

Turquie, la situation relative du cultivateur semble s'améliorer peu à peu. En Autriche, en Irlande, au Pérou et aux Philippines, pour ne citer que quelques exemples, elle semble au moins se maintenir. Par contre, dans certains pays, parmi lesquels le Japon, l'Italie, la Belgique et, à un moindre degré, les Etats-Unis et la Norvège, l'écart a augmenté, ces dernières années, entre le revenu agricole et le revenu dans les autres secteurs.

Dans des estimations de ce genre, la marge d'erreur est fatalement très grande ; en outre, la notion de revenu national et de population rurale

varie un peu d'un pays à l'autre. Il convient donc de ne pas tenir compte des différences légères qui existent entre pays. Mais les estimations annuelles des différents pays sont peut-être plus facilement comparables, et il est probable qu'elles montrent, sans trop les déformer, les tendances générales. L'impression d'ensemble est que si les cultivateurs ont vu leur situation relative s'améliorer dans la plus grande partie du monde par rapport aux années trente, ces gains ne se maintiennent pas partout et que dans un grand nombre de pays l'écart entre le revenu agricole et le revenu dans les autres secteurs recommence à augmenter.

TABLEAU 18. — REVENU PAR HABITANT DANS L'AGRICULTURE, LES FORÊTS ET LES PÊCHES, EN POURCENTAGE DU REVENU PAR HABITANT DANS L'ENSEMBLE DES AUTRES SECTEURS

PAYS	1938	1948	1949	1950	1951	1952
	..... <i>Pourcentage</i>					
Nouvelle-Zélande . . . . .	...	150	156	204	132	...
Royaume-Uni . . . . .	...	101	103	93	89	93
Allemagne occidentale.	44	67	72	80	85	93
Danemark	67	77	82	81	78	87
Autriche. . . . .	...	59	60	65	60	63
Canada	33	62	57	55	68	60
Turquie	30	51	42	52	61	60
Grèce . . . . .	...	58	61	51	56	56
Finlande.	55	71	52	50	58	52
Norvège . . . . .	...	59	58	52	51	52
Irlande, Rép. d'.	31	48	47	44	44	48
Italie	48	70	57	54	47	44
Etats-Unis.	33	55	44	48	44	42
Belgique. . . . .	...	45	47	41	40	...
Pérou . . . . .	...	36	37	41	40	...
Japon . . . . .	...	40	35	32	32	...
Philippines. . . . .	...	31	29	29	34	32

SOURCE : D'après les estimations du revenu national établies par le Bureau de statistique des Nations Unies et les estimations de la population agricole établies par la FAO.
 ... Non disponible.

INVESTISSEMENTS ET CRÉDIT

Malgré l'insuffisance des statistiques générales sur les investissements publics et privés dans l'agriculture, on n'ignore pas que le manque de capitaux est un des principaux obstacles au développement agricole dans la plupart des régions du monde et particulièrement en Extrême-Orient et en Amérique latine. Il n'est guère possible de signaler des progrès récents dans la fourniture de fonds à l'agriculture, exception faite, jusqu'à un certain point, de la mobilisation de fonds sur les marchés intérieurs.

Des efforts sont faits pour faciliter les investissements de capitaux étrangers. Un certain nom-

bre de pays importateurs de capitaux ont pris des mesures destinées à encourager les investissements étrangers, et les Etats-Unis, principal exportateur de capitaux, ont réduit les impôts sur les bénéfices provenant de fonds placés à l'étranger. Selon un récent rapport publié par l'Organisation des Nations Unies⁴, on estime le courant annuel net des capitaux privés à environ 2 milliards de dollars, soit à peu près le niveau déjà atteint entre 1920 et 1930, et ceci en dépit du recul marqué du pouvoir d'achat de la monnaie

⁴ *Le courant international des capitaux privés, 1945-1952*. Nations Unies, New York, 1954 (Document E/2531).

TABLEAU 19. — BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT : PRÊTS CONSENTIS EN 1952/53 ET EN 1953/54

RUBRIQUES	Du 1 ^{er} juillet 1952 au 30 juin 1953	Du 1 ^{er} juillet 1953 au 30 juin 1954
	Millions de dollars E.-U.	
Total des prêts consentis. . .	178,7	289,1
<i>Aide directe à l'agriculture</i> . .	142,2	243,0
Machines et pièces détachées	1,3	2,9
Irrigation et hydraulique fluvi- viale	19,5	5,0
Emmagasinement de céréales .	—	0,3
Équipement forestier	3,5	—
Industries de transformation	0,9	20,0
Prêts à fins multiples	17,0	14,8
<i>Aide indirecte à l'agriculture</i> . .	42,0	213,7
Transports	42,0	104,6
Énergie	—	109,1
Autres prêts	394,5	32,4
	. . . . Pourcentage	
Pourcentage d'aide directe à l'agriculture	23,6	14,9

SOURCE : Banque internationale pour la reconstruction et le développement, *Annual Report 1952/53*; communiqués de presse.

— Néant ou négligeable.
¹ Y compris crédits à l'Australie, à la Finlande, à l'Islande, à l'Inde et au Pérou. — ² Y compris crédits à l'Australie, à l'Islande, à l'Italie, au Panama et au Pérou. — ³ Y compris un crédit de 30 millions de dollars à la Yougoslavie, destiné en partie à l'utilisation des ressources forestières et à la production de superphosphates.

et de la vaste expansion qu'a connue l'économie mondiale. Ce chiffre correspond, bien entendu, au total pour toutes les industries et pour tous les pays importateurs de capitaux, même ceux qui, comme le Canada, ont atteint un degré élevé de développement. Le rapport souligne que les capitaux étrangers tendent à se diriger vers les entreprises dont la direction est entre les mains des fournisseurs de fonds, ce qui limite sensiblement les possibilités d'investissement dans l'agriculture.

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement est restée la principale source de fonds publics pour les investissements à l'étranger et, au cours du dernier exercice financier, le total des prêts qu'elle a autorisés s'est substantiellement accru. Comme les prêts aidant directement l'agriculture sont restés à peu près au même niveau, la part relative de l'agriculture a donc diminué. Mais les prêts destinés par exemple à l'équipement électrique et aux réseaux de transport, en progrès sensible, jouent indirectement en faveur de l'agriculture.

L'*Export-Import Bank of Washington* a, en 1953, autorisé à peu près le même volume de prêts que l'année précédente, mais aucun d'entre eux n'était directement destiné à l'agriculture. Les investissements en valeurs, notamment de capitaux suisses exportés, ont un peu repris, mais ils ne contribuent qu'indirectement au développement agricole en raffermissant la situation monétaire des pays emprunteurs. Le financement de la mise en valeur des colonies se poursuit par les emprunts, de plus en plus fréquents, des autorités coloniales ou d'entreprises privées sur le marché métropolitain fournissant des ressources qui s'ajoutent aux prêts consentis par les gouvernements métropolitains et les organismes de financement.

Toutefois, la masse des capitaux employés par l'agriculture est fournie par le marché intérieur : à cet égard, le crédit agricole public ou coopératif est la principale source et on trouvera en annexe, au tableau II, l'analyse des capitaux fournis dans 34 pays en 1951 et 1952. C'est aux États-Unis que le chiffre le plus élevé a été atteint : environ 3 milliards de dollars de prêts par an. Les prêts ont dépassé 1 milliard en France et au Japon et ont atteint des niveaux élevés dans bien d'autres pays. Toutefois, ces chiffres ne représentent pas le total des prêts à l'agriculture. Deux sources importantes dont on n'a pas tenu compte sont les marchands de biens nécessaires à l'agriculture et, notamment dans les pays peu développés, les prêteurs privés.

Le besoin de plus en plus grand de développer l'agriculture a amené de nombreux pays à élargir leur système de crédit rural et cela de trois façons principales : en créant des institutions spécialisées là où elles n'existaient pas, en donnant aux banques centrales un rôle plus important dans l'octroi de crédits à l'agriculture, et en organisant et raffermissant le mouvement coopératif de crédit. Le tableau II qui figure en annexe indique qu'un léger accroissement des crédits agricoles s'est produit de 1951 à 1952 ; sur 20 pays pour lesquels les renseignements sont comparables, le volume des prêts a augmenté dans 13 cas, diminué dans six, et est resté le même dans un cas. Il faut dire que pour l'ensemble des pays considérés, le total des prêts consentis en 1952 était inférieur de 4 pour cent au chiffre de 1951, en raison de la diminution marquée du volume des prêts aux États-Unis. A la fin de 1952, le chiffre des prêts non remboursés s'était élevé dans 17 des 21 pays pour lesquels les renseignements sont comparables, et avait baissé dans les quatre pays restants. Pour ces 21 pays, le volume global des prêts non remboursés à la fin de 1952 dépassait de 12 pour cent celui de l'an-

née précédente. Les grandes différences qui existent dans les moyens de crédit d'un pays et d'une région à l'autre ressortent de l'examen du tableau 20 qui rapporte le chiffre des prêts consentis en 1952 à la superficie cultivée (en équivalent de terre arable) et à la population rurale. Par rapport à la superficie, le chiffre des prêts est élevé surtout dans des pays passablement développés à forte densité rurale, comme le Japon, l'Italie et la Belgique. Par rapport à la population, ces premières places reviennent aux pays économiquement avancés où la production agricole par habitant est élevée (Nouvelle-Zélande, Etats-Unis) et à ceux où les organisations coopératives sont bien développées (pays scandinaves); ils atteignent également un niveau élevé en Israël, pays où l'on s'est intéressé particulièrement au développement agricole. Toutefois, sur la base des deux systèmes de comparaison employés, le tableau fait ressortir l'insuffisance extrême des crédits accordés par des organismes de crédit agricole dans la plupart des pays d'Extrême-Orient, du Proche-Orient, d'Afrique et d'Amérique latine. La plus grande difficulté qui s'oppose à la création de moyens suffisants de crédit dans les pays insuffisamment développés est, de l'avis commun, la pénurie générale de capitaux, mais il semble que bien souvent on puisse imputer à l'absence de véritables organismes de financement l'incapacité de mobiliser même les disponibilités restreintes du marché intérieur en vue du développement agricole.

Dans les pays développés, les banques commerciales constituent une source importante de crédit rural: aux Etats-Unis, par exemple, 51 pour cent du crédit agricole non remboursé à la fin de 1952 avaient été octroyés par les banques commerciales et les compagnies d'assurance (y compris une forte proportion de prêts à long terme ou de prêts hypothécaires); tandis qu'en Italie, la proportion était de 56 pour cent, au Mexique de 38 pour cent, en Nouvelle-Zélande de 28 pour cent et en Norvège et en Suède de 12 pour cent. Mais ce n'est pas là une source importante de crédit pour les petits producteurs et son rôle est secondaire dans les pays où domine l'agriculture de subsistance.

Les associations coopératives pourvoient aux besoins des exploitants petits et grands. Ce sont les principales institutions qui accordent des crédits à court terme dans un certain nombre de pays, surtout en Europe. Par exemple, elles avaient fourni 55 pour cent des prêts non remboursés à la fin de 1952 en Autriche, 44 pour cent en Suède, 36 pour cent en Finlande, 30 pour cent en Belgique et 21 pour cent en Allemagne. Leur contribution a été également importante au Japon où elle s'est éle-

TABLEAU 20. — CRÉDIT AGRICOLE ACCORDÉ PAR DES INSTITUTIONS ET RESTANT A REMBOURSER A LA FIN DE 1952, PAR RAPPORT A LA SUPERFICIE ET A LA POPULATION AGRICOLES

MONTANT	PAYS
<i>Montant moyen des prêts restant à rembourser, par hectare de terre agricole (équivalent de terre arable)¹</i>	
Plus de 100 dollars . . .	Japon
De 80 à 100 dollars . . .	—
» 60 à 80 dollars . . .	Italie
» 40 à 60 dollars . . .	Belgique
» 20 à 40 dollars . . .	France, Etats-Unis, Philippines, Nouvelle-Zélande
» 10 à 20 dollars . . .	Brésil
» 5 à 10 dollars . . .	Yougoslavie, Ceylan, Algérie, Egypte, Turquie
» 1 à 5 dollars . . .	Malaisie, Rhodésie du Sud, Syrie, Inde ² , Mexique.
<i>Montant moyen des prêts restant à rembourser, par habitant (population agricole)³</i>	
Plus de 500 dollars . . .	Nouvelle-Zélande
De 400 à 500 dollars . . .	Suède, Israël
» 300 à 400 dollars . . .	Etats-Unis, Chili
» 200 à 300 dollars . . .	Finlande, Norvège
» 100 à 200 dollars . . .	—
» 50 à 100 dollars . . .	Belgique, France, Italie
» 25 à 50 dollars . . .	Autriche, Allemagne occidentale, Chypre
» 15 à 25 dollars . . .	Brésil, Japon
» 5 à 15 dollars . . .	Yougoslavie, Philippines, Mexique, Algérie
» 1 à 5 dollars . . .	Ceylan, Malaisie, Egypte, Turquie
Moins de 1 dollar . . .	Inde ²

NOTE: Il convient de ne pas perdre de vue qu'il s'agit ici uniquement des crédits accordés par des institutions financières (banques, compagnies d'assurance, coopératives, etc.), à l'exclusion des avances consenties par les commerçants, négociants, prêteurs privés, etc. Le rôle de ces derniers est évidemment important, en particulier dans les pays les moins développés.

¹ On entend par terre agricole les terres arables (y compris vergers et jachères), les prairies permanentes et, chaque fois que l'on possède des renseignements sur ceux-ci, les pâturages naturels. Les prairies non améliorées et les pâturages à l'état naturel ont été convertis en « équivalent de terre arable » en utilisant un facteur de conversion approximatif, généralement 1/10. — ² Prêts restant à rembourser à la fin de 1951. — ³ Estimation de la population totale tirant directement ses moyens d'existence de l'agriculture: Voir FAO, *Annuaire de statistiques agricoles et alimentaires*, Partie I, *Production*.

vée à 64 pour cent, en Turquie à 45 pour cent et en Israël à 12 pour cent. Dans les autres pays du Proche-Orient, et en Amérique latine, le rôle des coopératives est négligeable. En Inde et au Pakistan, elles ont fourni la plus grande partie du crédit accordé par des organismes, le montant des fonds sur lesquels ont porté ces opérations ayant été cependant très faible.

Les banques et autres organismes spécialisés ont un rôle important dans le financement des projets agricoles à long terme dans la plupart des pays d'Europe et d'Amérique du Nord et aussi dans certains des pays peu développés où, dans

L'ensemble, ces institutions sont encore à créer. Au cours des dernières années, des organismes spécialisés de crédit ont été créés en Europe occidentale, en Amérique latine et en Extrême-Orient. Un fait nouveau à signaler au Proche-Orient est le projet à l'étude tendant à la constitution d'une banque commune pour tous les pays arabes, qui consentirait notamment des prêts aux institutions agricoles ou industrielles de crédit.

Pour ne pas augmenter la pression inflationniste et tenir compte de la limitation des ressources financières, il est nécessaire d'utiliser le crédit agricole d'une façon aussi rationnelle que possible. Plusieurs méthodes sont employées à cet effet et notamment l'exercice direct de l'autorité du gouvernement en ce qui concerne les principaux prêts et investissements en matière agricole, la centralisation de l'administration entre les mains des banques centrales ou d'autres institutions officielles (Australie, Inde) et l'ajustement des taux d'intérêt (Royaume-Uni). L'autorité du gouvernement s'exerce aussi dans une certaine mesure par le contrôle des crédits octroyés, notamment aux Etats-Unis et dans certains pays de l'Amérique latine.

LES PERSPECTIVES DE LA DEMANDE

Le niveau futur de l'activité économique mondiale et, par là même, le niveau de la demande de produits agricoles sera grandement influencé par la situation en Amérique du Nord. Si le fléchissement de l'activité économique s'accroît et se prolonge dans ce pays, les effets s'étendront obligatoirement et de plus en plus aux autres pays. La situation en Amérique du Nord est donc exposée ci-dessous de manière assez détaillée.

Comme on l'a indiqué précédemment, la demande de la plupart des produits importants, qui fournissent une indication au point de vue économique, a diminué aux Etats-Unis, bien que cette diminution se soit ralentie pendant le premier trimestre de 1954 et que les chiffres relatifs au mois de mai et au début de juin aient laissé entrevoir une légère amélioration de la situation. Mais il existe encore quelques signes défavorables, en particulier le ralentissement continu du rythme des nouvelles commandes de produits manufacturés, notamment des commandes de machines-outils, la diminution escomptée des dépenses pour des usines et du matériel nouveaux et les indications selon lesquelles la réduction des stocks n'est pas encore terminée. En revanche, l'opinion générale est encore assez optimiste.

Les dépenses effectuées en vue de nouvelles constructions sont en augmentation. Cette tendance semble devoir se poursuivre ; en même temps, la hausse remarquable des valeurs industrielles au cours du printemps de 1954, bien qu'elle ait été due en grande partie à la diminution des impôts sur les bénéfices, reflète aussi la confiance des détenteurs de capitaux dont beaucoup sont des organismes plaçant prudemment leurs fonds.

Bien que la réduction des dépenses fédérales ait été décidée, la diminution du solde net disponible sera très faible. L'augmentation des dépenses gouvernementales locales se poursuivra probablement lentement. De plus, si l'écoulement des stocks se ralentit, le montant brut des investissements privés ne sera pas très différent de ce qu'il a été en 1953/54. Comme il ne semble pas que les autres éléments composant le produit national brut subissent d'importantes modifications, le niveau de l'activité économique aux Etats-Unis, en 1954/55, dépendra en grande partie des dépenses de consommation. C'est ainsi que les fluctuations des dépenses de consommation qui, ces dernières années, ont représenté plus de 60 pour cent du produit national brut, détermineront vraisemblablement la hausse ou la baisse du niveau de l'activité économique.

L'affaiblissement des revenus personnels dû à l'accroissement du chômage, la diminution du nombre d'heures de travail par semaine et la baisse des revenus agricoles en 1953/54 sont en partie compensés par l'allègement de l'impôt sur le revenu. Les véritables dépenses de consommation diminueront donc probablement moins qu'on aurait pu le supposer en raison du fléchissement de la production industrielle et de la diminution des dépenses de l'Etat. Elles pourront même être encouragées par l'abaissement des impôts indirects. D'autre part, des enquêtes font ressortir que les achats de maisons, d'automobiles et d'autres biens durables seront moins importants en 1954 qu'en 1953.

Des mesures gouvernementales peuvent aussi influencer sur l'évolution de la situation économique. Certaines mesures ont, en fait, déjà été prises : la *Federal Reserve Bank* a acheté des titres d'Etat pour augmenter les disponibilités monétaires, elle a abaissé par deux fois le chiffre de sa réserve légale et a diminué ses taux d'escompte. Le Congrès non seulement a aménagé certains impôts, mais a attribué en 1954 un supplément de fonds à la construction de routes et de bâtiments publics. On estime que ces mesures ont agi pour contenir les mouvements déflationnistes des neuf derniers mois, mais elles n'ont pas empêché le ralentisse-

ment régulier de l'activité économique et, pour renverser cette tendance, des mesures beaucoup plus rigoureuses pourraient être nécessaires. Bien que l'administration actuelle des Etats-Unis ait pour principe d'agir le moins possible sur l'évolution du marché, elle a déclaré « qu'elle n'hésiterait pas à appliquer plus largement des mesures monétaires, à pratiquer une politique de crédit et d'aménagement des dettes, notamment à étendre la garantie fédérale des obligations privées, à modifier le système fiscal, à diminuer les impôts, à entreprendre très largement des travaux d'utilité publique ou encore à prendre toutes autres mesures nécessaires »⁵. Toutefois, l'efficacité de ces mesures dépendra, en grande partie, de la rapidité avec laquelle seront menées l'action législative et l'action administrative qu'elles exigent.

Dans l'ensemble, il est probable, à moins que le gouvernement n'adopte d'autres mesures importantes, que l'activité économique des Etats-Unis et, par là même, le niveau de la demande, en 1954, restera environ au niveau du premier trimestre de 1954 ou même tombera légèrement au-dessous de ce niveau. Dans ce cas, la demande intérieure de biens de consommation ne sera probablement qu'à peine inférieure à la demande actuelle, et pourra absorber à peu près le même volume de produits agricoles à des prix légèrement réduits. La demande étrangère de produits des Etats-Unis, qui a montré une tendance à la baisse depuis le milieu de 1953, peut se stabiliser au niveau atteint au début de 1954 ou légèrement en-dessous. Ainsi les principaux problèmes concernant l'agriculture en 1954/55 résulteront vraisemblablement d'un excès de disponibilités plutôt que d'une contraction de la demande.

En 1955/56, il se peut que le gouvernement des Etats-Unis modifie encore sa politique afin d'assurer à nouveau l'expansion de l'activité économique et de favoriser le plein emploi. Mais à moins d'une nouvelle augmentation des crédits militaires, il ne semble pas que le rythme du redressement soit de nature à rétablir le produit national par habitant au niveau de ce qu'il était en 1953/54.

Les prix internationaux des produits agricoles à la production, à l'exception des prix des céréales, n'ont pas, jusqu'ici, été beaucoup affectés par l'existence d'excédents en Amérique du Nord, grâce au programme de soutien des prix à la production des Etats-Unis. Toutefois, le niveau de soutien des prix pour la récolte de 1954 a été récemment réduit pour quelques produits et pourra

être encore abaissé. De plus, la décision qu'a prise la *Commodity Credit Corporation* des Etats-Unis de vendre à l'extérieur au prix du marché mondial, a pour conséquence que, pour quelques produits, le soutien des prix aux Etats-Unis ne contribuera plus à maintenir le niveau des prix internationaux.

On s'attend officiellement, au Canada, pour 1954/55, à une période de plus lente expansion, mais non à une période de fléchissement de l'activité économique. Cette opinion tient en partie au fait que le taux des investissements reste élevé et que les dépenses de l'Etat ne sont qu'en légère augmentation. Le gouvernement, en établissant son budget, ne prévoit donc pour amorcer la reprise de l'économie que des réductions d'impôts limitées et un certain assouplissement du crédit. Il sera probablement toujours difficile de trouver des marchés étrangers non seulement pour les produits agricoles mais aussi pour les produits finis qui se heurtent, aux Etats-Unis et en Europe occidentale, à une concurrence croissante. Cependant, même si les pronostics officiels sont un peu trop optimistes, il est peu probable que la demande intérieure de produits agricoles subisse un fléchissement quelconque.

Rien ne permet d'entrevoir, à l'heure actuelle, une modification du développement économique de l'Europe occidentale qui est généralement satisfaisant et l'on prévoit une autre année de prospérité si le fléchissement de l'activité économique en Amérique du Nord ne s'accroît pas. C'est là le sens général de toutes les prévisions économiques officielles. D'après l'étude *United Kingdom Economic Survey, 1954*, la consommation par habitant se maintiendra au moins à son niveau actuel, les exportations ne subiront pas de diminution sérieuse et la production continuera d'augmenter. On espère que l'épargne de la métropole s'accroîtra suffisamment non seulement pour fournir le capital nécessaire aux investissements intérieurs, mais aussi pour continuer à financer le développement économique du Commonwealth. Dans ces conditions, il est probable que la demande de produits agricoles augmentera ; le rationnement alimentaire et de nombreuses restrictions qui étaient encore imposées à l'importation ont été abolies.

La continuation de l'expansion économique de l'Allemagne occidentale semble également être assurée. Les revenus réels des salariés n'augmenteront vraisemblablement pas autant qu'en 1953, mais l'augmentation du volume de l'emploi pourra entraîner une augmentation de la consommation intérieure et une forte demande de produits agricoles. Le gouvernement français a adopté un programme d'expansion économique de 18 mois en

⁵ *Economic Report of the President*, U.S. Government Printing Office, Washington, 1954, p. 113.

vue d'augmenter le revenu national, la production industrielle et le montant total des salaires de 10 pour cent. Si l'application de ce programme est menée à bonne fin elle provoquera une augmentation correspondante de la consommation intérieure et une demande soutenue de produits agricoles. Quelques signes indiquent, au début de 1954, que la situation économique de la France commence à s'améliorer. Dans le reste de l'Europe occidentale, à l'exception peut-être de l'Espagne, le développement économique s'améliorera vraisemblablement aussi, mais à un rythme moins régulier.

Malgré une amélioration remarquable de la balance des paiements de l'Europe occidentale, en particulier de la balance des paiements avec les Etats-Unis, on peut craindre encore la réapparition de déficits en dollars, d'autant plus que l'amélioration a été due à l'aide accordée par les Etats-Unis et aux achats « off-shore » de ce pays. L'administration des Etats-Unis n'a demandé qu'environ 3.500 millions de dollars pour les opérations extérieures en 1954/55, soit 25 pour cent de moins qu'en 1953/54, et ce chiffre, déjà réduit, pourra encore être fortement diminué par le Congrès. En outre, il se peut que la part de l'Europe soit moins importante. Mais si l'on tient compte des crédits non affectés et des contrats dont le règlement n'est pas encore effectué, l'aide militaire et les achats « off-shore » seront vraisemblablement deux fois plus élevés en 1954/55 que l'année précédente⁶. Cet état de choses devrait permettre à l'Europe de recevoir autant et même plus de dollars qu'en 1953/54. A moins que les importations des Etats-Unis ne diminuent brusquement, il semble donc improbable que des déficits en dollars apparaissent à nouveau en 1954/55, même si les causes profondes de ces déficits ne peuvent pas être éliminées d'une façon permanente. Il ne de-

⁶ Au début de 1954/55, il restait encore à l'Administration des opérations extérieures des Etats-Unis (FOA) un solde d'environ 9.800 millions de dollars de crédits non dépensés et l'on estime que le montant total des dépenses de la FOA en 1954/55 atteindra à peu près les 5 milliards dépensés en 1953/54. La part de l'Europe pour 1954/55 dépasse légèrement 900 millions de dollars et n'équivaut qu'à environ la moitié de celle de l'année précédente. Mais, outre les montants en dollars provenant des crédits votés précédemment, les Etats-Unis continueront à placer des commandes militaires « off-shore » en 1954/55. En 1953, la valeur du matériel militaire acheté à l'étranger au titre des commandes « off-shore » s'est élevée à 300 millions de dollars. Les nouveaux contrats conclus cette année portent sur une valeur de 1.500 millions de dollars et le montant des contrats en cours d'exécution s'élève à 1.900 millions de dollars.

vrait pas davantage être appliqué à nouveau de restrictions importantes aux échanges de produits agricoles.

La lente amélioration de la situation économique en Amérique latine se poursuivra probablement en 1954/55, bien que les perspectives soient plus incertaines. C'est ainsi que les termes de l'échange continueront à être moins favorables pour les pays exportateurs de céréales et plus favorables pour les pays exportateurs de café, que la production industrielle de l'Argentine montrera une tendance à la hausse et que les difficultés en matière d'exportations de céréales seront en partie compensées par de meilleures perspectives d'exportations de la laine et peut-être de la viande. Toute amélioration concernant ces denrées favorisera également l'Uruguay. Le recul de la production de café au Brésil pourra être compensé en partie par une hausse des prix et peut-être par une augmentation du volume des exportations d'autres produits. Les pays producteurs de café qui n'ont pas souffert des dommages causés par le gel bénéficieront plus encore que les autres de l'augmentation des prix. Si la demande pour les métaux non ferreux continue à augmenter, les difficultés qu'éprouvent actuellement le Chili et la Bolivie en ce qui concerne leur balance des paiements seront bien atténuées. Le Mexique escompte une élévation de sa production agricole en 1954 et une amélioration de sa balance des paiements, mais l'éventualité d'une hausse des prix empêche de prévoir quels seront les effets de ces améliorations sur la demande. Le montant total de la production de Cuba sera vraisemblablement affecté par les nouvelles restrictions officielles imposées à la culture de la canne à sucre. On ne prévoit pas de changements importants dans les autres républiques de l'Amérique latine, bien qu'une diminution de la pression inflationniste soit possible. Etant donné le niveau médiocre des revenus et de la consommation dans la plupart des pays de l'Amérique latine, toute amélioration de la situation économique devrait se traduire rapidement par une augmentation de la demande intérieure.

Les principaux facteurs du développement économique en Océanie sont les perspectives d'exportation de produits agricoles en 1954/55, qui sont généralement favorables, sauf en ce qui concerne le blé. Pour la laine, les perspectives sont favorables, et les exportations de viande et de produits laitiers sur le marché britannique sont assurées malgré l'arrivée à leur terme de contrats de longue durée. L'amélioration sensible du développement économique qui s'est fait sentir en 1953/54 et les vastes projets de développement qui ont suivi

ne laissent prévoir aucune baisse du niveau actuellement élevé de la demande intérieure.

Etant donné l'augmentation probable de la demande extérieure de caoutchouc, de jute et d'autres produits de l'Extrême-Orient, les termes de l'échange des pays exportateurs de matières premières de cette région pourront s'améliorer en 1954/55. L'année qui vient verra peut-être un conflit grandissant entre les exigences pressantes du développement économique et la nécessité urgente d'améliorer le niveau actuellement très bas de la consommation. Certains pays sont déjà engagés dans une politique de dépenses sociales qu'il serait difficile de comprimer. Il serait vain, cependant, de s'attendre à ce que les dépenses faites au titre de la consommation et des services sociaux fassent augmenter rapidement dans la région la demande effective de denrées agricoles, alimentaires ou autres, soit sur les marchés intérieurs soit à l'importation.

La plupart des gouvernements font l'inventaire exact de leurs ressources et cherchent de plus en plus à coordonner leurs plans de développement économique. L'intérêt que suscite chez plusieurs gouvernements de la région un accroissement des investissements, prêts et dons de l'étranger s'explique facilement si l'on songe à l'extrême pauvreté des populations et au désir qu'ont presque tous les peuples d'améliorer, surtout par leurs propres efforts, leurs conditions économiques et sociales.

On ne s'attend, au Proche-Orient, à aucune modification importante tant de la situation économique que de la demande intérieure de produits agricoles. Les pays qui ne bénéficient d'aucune aide extérieure ou qui ne possèdent aucune source spéciale de revenus en devises étrangères, comme le pétrole, continueront à être gênés dans leurs efforts pour développer leur économie et élever leurs niveaux de vie. Avec une production agricole en progression, il pourra devenir plus difficile pour la Turquie et la Syrie d'exporter leurs céréales à des prix rémunérateurs. Le même problème se posera pour l'Égypte, la Syrie et la Turquie en ce qui concerne le coton, et il est peu probable qu'une amélioration des termes de l'échange augmentera leur pouvoir d'achat à l'importation.

Résumé

En cas de continuation et d'aggravation du fléchissement de l'activité économique des États-Unis, les effets sur le reste du monde seraient évidemment graves. Si, cependant, comme il semble maintenant probable, le mouvement de recul, aux États-Unis, touche peu à peu à sa fin,

les perspectives pour 1954/55, dans les régions les plus développées du monde — Amérique du Nord, Europe occidentale et Océanie — sont vraisemblablement celles d'une modeste amélioration. Dans ce cas, le volume total de la demande de produits agricoles sera en légère augmentation. Toutefois, à moins que des mesures spéciales ne soient prises, l'augmentation de la demande n'influera probablement pas dans une large mesure sur le problème actuel des excédents agricoles.

Dans les régions insuffisamment développées, où la nécessité d'augmenter la consommation est naturellement la plus pressante, aucun signe ne permet de prévoir une augmentation marquée de la demande effective de produits agricoles. Dans un petit nombre de pays qui poursuivent l'exécution de vastes programmes de développement, les mesures gouvernementales tendent à limiter toute augmentation de la demande résultant d'une expansion de l'activité économique. Dans ces pays, le niveau des investissements étrangers étant peu élevé et les ressources nationales en capital étant relativement faibles, la majeure partie du coût du développement économique doit être financée par la production courante si l'on veut éviter l'inflation et les difficultés de change. Un petit nombre de pays utilisent, dans une mesure restreinte, le financement par le déficit, alors que d'autres essaient de trouver les fonds nécessaires aux investissements en augmentant les impôts et en encourageant et en mobilisant l'épargne. Dans ces conditions, toute augmentation de la demande effective par habitant restera nécessairement faible.

Ainsi, dans l'ensemble, les perspectives de la demande en 1954/55 laissent entrevoir une lente reprise qui ne peut être, toutefois, assez grande pour agir beaucoup sur le problème des excédents. En conséquence, les prix des céréales et des autres produits pour lesquels il existe une offre considérable seront peut-être un peu plus faibles en 1954/55 qu'ils ne l'étaient en 1953/54. Ces conditions mettent à nouveau en lumière la nécessité d'une expansion sélective plutôt que générale de la production agricole.

À plus longue échéance, l'expansion économique devrait se poursuivre d'une façon continue dans le monde en 1955/56 et être accompagnée d'une expansion correspondante de la demande de produits agricoles. Les disponibilités mondiales en céréales et en la plupart des autres denrées alimentaires continueront à être relativement abondantes et un relèvement des prix est peu probable. Les pays importateurs de denrées alimentaires devraient, dans cette mesure, continuer à bénéficier

de termes de l'échange et de balances des paiements favorables même si l'aide économique fournie par les Etats-Unis et les paiements de fournitures militaires effectués par ce pays diminuent. Les prix du café et des autres produits pour boissons semblent également devoir rester fermes. En ce qui concerne les matières premières agricoles, les indications actuelles laissent entrevoir que l'effondrement qui a suivi la hausse brusque causée par la guerre de Corée a atteint son point le plus bas et que les indices de la consommation et des prix tendent de nouveau à remonter. Cette tendance devrait se renforcer si les Etats-Unis surmontaient le léger fléchissement de 1953/54 et augmentaient leurs importations de matières premières et de produits finis et si les pays européens maintenaient le niveau élevé de leur production industrielle. Les perspectives du marché pour les

pays exportateurs de matières premières, surtout dans les régions moins développées, semblent donc s'améliorer.

Cette évolution relativement favorable de la situation pourrait, toutefois, se trouver compromise, si la production agricole accrue de l'Amérique du Nord n'était effectivement réajustée à la réduction des besoins internationaux, et si les excédents accumulés n'étaient écoulés, peu à peu, sans exercer de pression trop forte sur le niveau des prix mondiaux. La politique actuelle en Amérique du Nord tend à ces fins, qui sont toutes deux, et particulièrement la deuxième, difficiles à atteindre. Une reprise économique aux Etats-Unis et l'expansion du marché intérieur qui en résulterait permettraient de surmonter plus aisément les difficultés qui se présentent à cet égard.

Chapitre III

**PROBLÈMES ET POLITIQUES
DANS LES DIVERSES RÉGIONS**

Chapitre III - PROBLÈMES ET POLITIQUES DANS LES DIVERSES RÉGIONS

L'objet du chapitre précédent était triple : étudier rapidement les principaux faits nouveaux survenus en 1953/54 dans la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, examiner quelques tendances récentes, et formuler certaines conclusions provisoires sur les perspectives de 1954/55. Il convient maintenant de considérer comment la situation qui se dessine retentit sur les problèmes agricoles de chaque région et d'étudier les modifications apportées en conséquence à la politique agricole. Il s'en faut de beaucoup que les conditions et les problèmes soient identiques dans toutes les régions, mais on discerne certaines tendances communes à la politique agricole de nombreux pays situés dans des régions très éloignées les unes des autres, de sorte qu'il ne serait peut-être pas inutile de formuler quelques observations sur ces tendances avant de s'occuper de la situation des régions prises individuellement.

Le fait le plus frappant est peut-être une tendance toujours plus vigoureuse de la part de nombreux pays à s'orienter vers l'autarcie agricole. Dans le passé, une telle politique répondait essentiellement à la volonté de protéger la situation économique des cultivateurs ou à des impératifs d'ordre militaire. Certes, l'un et l'autre élément continuent à jouer, mais il est venu s'y ajouter, depuis la guerre, de puissants facteurs, à savoir les difficultés de balance des paiements et un souci accru chez les gouvernements de favoriser le développement général de l'économie. Du coup, les pays répugnent à consacrer leurs ressources de devises étrangères à l'importation de produits agricoles et s'efforcent au contraire d'en affecter la plus grande partie possible aux importations de biens de capital.

Les divers motifs sus-mentionnés pèsent d'un tel poids que c'est à peine si l'apparition d'excédents de quelques produits dans certaines régions a freiné cette tendance à l'autarcie, excepté peut-être dans certains pays d'Europe occidentale.

Dans les régions insuffisamment développées, en particulier, on constate encore peu d'indices d'une ré-orientation profonde de la politique agricole. Le développement de l'agriculture est devenu une pièce maîtresse des plans économiques généraux des pays desdites régions. En effet, les gouvernements prennent toujours plus clairement conscience de l'augmentation des besoins alimentaires. Par suite de pénuries qui ont marqué la guerre et l'après-guerre, les gouvernements ont compris combien il importait de disposer d'approvisionnements alimentaires réguliers et tiennent à ne pas dépendre trop étroitement de l'étranger pour le ravitaillement de leur pays. En conséquence, ils ne voient aucune raison de modifier leurs plans de production simplement parce que des excédents de caractère temporaire se sont constitués dans d'autres parties du monde. Cette attitude est aisément compréhensible lorsqu'il s'agit de pays dont le sol et le climat se prêtent au type de production envisagé : en effet, les gouvernements des pays insuffisamment développés estiment que le progrès régulier des techniques agricoles leur permettra de combler peu à peu tout retard dont ils souffrent dans ce domaine par rapport aux autres pays.

Il est un élément qu'on ne saurait négliger à ce propos : dans le monde actuel, les mesures gouvernementales influent partout sur le jeu des forces économiques, de sorte qu'il devient de plus en plus difficile de discerner les solutions économiquement avantageuses. Ainsi, il peut arriver qu'un pays produise une denrée à un prix élevé par rapport aux prix mondiaux et ceci non parce que ses techniques agricoles sont insuffisantes ou ses conditions de sol ou de climat défavorables, mais parce que la monnaie nationale est surévaluée, ou encore parce que les prix qui avaient été fixés à un niveau élevé afin de stimuler la production n'ont pas été révisés, ou enfin parce que les exportations concurrentes sont subventionnées directement ou indirectement. En pareil cas, un

changement de politique gouvernementale, la dévaluation par exemple, peut, jusqu'à un certain point, transformer du jour au lendemain un pays producteur cher en pays producteur à bon marché, et vice-versa. Les comparaisons de prix en un point donné du temps n'indiquent pas nécessairement de manière certaine la solution la plus avantageuse.

Il arrive en revanche que, tout en distinguant clairement la voie la plus profitable, un pays ne puisse modifier la structure de sa production pour des raisons pratiques. Par exemple, il devra parfois continuer à produire cher telle ou telle denrée, parce qu'il n'existe pas de solution de rechange permettant d'utiliser convenablement la terre. Ainsi, on peut imaginer un pays dont le sol, la topographie et le climat ne conviennent pas à la production céréalière et se prêtent au contraire à la production herbagère et animale, mais qui ne peut cependant s'orienter dans cette dernière voie et décider d'importer ses céréales, parce que la pauvreté de la population ne permet pas d'écouler la viande et le lait. Inversement, un pays naturellement adapté à la production de céréales pourra être forcé à se spécialiser dans l'élevage du fait que la petite dimension des exploitations y proscrit toute forme d'agriculture moins intensive. Dans un troisième cas, l'aléa des perspectives d'exportation peut inciter un pays à se consacrer aux cultures alimentaires essentielles et non aux cultures industrielles exportables, à la production desquelles la nature l'a cependant voué. Dernier exemple : les exigences d'un système rationnel de rotation obligera parfois à développer des productions qui ne sont pas rentables en elles-mêmes.

De ce qui précède, on voit suffisamment qu'un pays doit tenir compte de nombreux facteurs autres que les rapports de prix ou de coût pour décider s'il doit s'efforcer d'accroître son autarcie en ce qui concerne telle ou telle production ; on voit de même combien il est difficile de modifier les structures actuelles de la production. Compte tenu de toutes ces difficultés, toutefois, il reste un grand nombre de cas dans lesquels la disparité extrême des prix ou des coûts fait penser que l'effort vers l'autarcie a dépassé des limites raisonnables et qu'il aurait fallu depuis longtemps réexaminer la politique de production agricole. Si, en effet, un pays continue de se consacrer à des productions anormalement onéreuses et pour lesquelles il n'est pas fait, il s'ensuivra inévitablement un retard des progrès économiques souhaitables et une baisse des niveaux de vie.

On constate dans le monde entier un autre phénomène, à savoir l'indifférence relative dont les

pays font preuve en ce qui concerne l'expansion du marché intérieur et les besoins nutritionnels de leurs propres populations, qu'ils s'occupent de préparer des plans économiques ou d'écouler leurs excédents. Lorsque l'offre de tel ou tel produit dépasse la demande effective courante, par exemple, il y a en gros trois solutions possibles : restreindre la production, développer les exportations, enfin encourager la consommation intérieure. On verra, dans les sections régionales qui suivent, qu'un certain nombre de gouvernements ont adopté la première solution, que beaucoup se sont efforcés d'appliquer la deuxième, mais que relativement peu ont entrepris énergiquement de mettre en œuvre la troisième. De même, les pays importateurs où la production a augmenté ont souvent eu tendance plutôt à réduire leurs importations qu'à développer la consommation — c'est ce qui s'est passé par exemple dans les pays qui accumulent des capitaux pour financer leur développement économique. Or, la majorité de l'humanité reste insuffisamment nourrie et, dans certains pays, la sous-alimentation est telle que la masse de la population est amorphe et incapable de fournir une journée normale de travail.

Comme le signale une autre section du présent rapport, même dans une région où les niveaux de consommation sont élevés, telle l'Amérique du Nord, les ventes intérieures sont limitées par l'insuffisance du pouvoir d'achat des groupes à faible revenu. La chose est plus générale encore dans les régions insuffisamment développées. Pour accroître la consommation des produits dont la demande est très élastique, au niveau économique particulier du pays considéré, il faudrait donc soit relever les revenus réels — objectif que la plupart des pays s'efforcent d'atteindre — soit faire baisser les prix de détail. Aussi y-a-t-il quelque chose de paradoxal dans le fait que, malgré les possibilités qui existent d'augmenter les ventes sur le marché intérieur, tant de pays s'attachent principalement à exporter davantage. Or, il n'est guère permis de douter que tous les pays pourraient réduire les coûts de production et de commercialisation des produits agricoles, en augmentant l'efficacité des méthodes, et, partant, abaisser les prix de détail. Si un plus grand nombre de pays n'ont pas entrepris l'effort nécessaire, c'est probablement à cause des modifications de politique qu'il faudrait opérer et parfois aussi des facteurs sociaux qui peuvent entrer en jeu.

Par exemple, de nombreux gouvernements se préoccupent de préserver et de stabiliser les revenus agricoles, dessein entièrement justifiable du point de vue social. Ils ont donc immédiatement

intérêt à maintenir les prix à la production, notamment s'ils font bénéficier les agriculteurs d'un système de soutien, car toute baisse sur le marché libre des produits agricoles leur impose des charges financières directes. Dans le cas des produits importés, le moyen le plus simple de maintenir les prix agricoles est de limiter l'admission des produits en appliquant un tarif douanier ou des contingents. S'il s'agit de denrées que le pays produit en quantité quasi suffisante pour sa consommation, le moyen le plus simple consiste à exporter tout ce qui ne peut se vendre dans le pays aux prix courants fixés à la production. Un nombre toujours plus grand de pays se mettent à exporter des produits agricoles à perte, souvent en aidant ces exportations de subventions, afin de réduire les charges qui leur incombent au titre des quantités plus considérables vendues sur le marché intérieur.

Comme on l'a déjà noté, toutefois, le coût des produits n'entre guère que pour moitié dans les prix alimentaires de détail, l'autre moitié représentant les coûts de transformation, de transport, d'emmagasinage et de distribution. Certes, une bonne partie de ces frais sont nécessaires et inévitables ; dans quelques cas même, il serait justifié de les augmenter afin d'améliorer la qualité du produit fini. Cependant, le traitement et la distribution des produits dans les pays industrialisés se sont peut-être compliqués de manière excessive avec le temps et il serait parfois possible de les simplifier, ce qui permettrait d'abaisser les prix de détail. Dans les pays insuffisamment développés, la distribution, plus rudimentaire et moins bien organisée, n'en reste pas moins coûteuse. Le commerce constitue en effet un des rares moyens d'existence qui s'offrent aux personnes n'ayant ni terre ni emploi ou disposant de faibles ressources. Ceci est particulièrement vrai du commerce d'alimentation, qui n'exige qu'un petit capital de départ. En conséquence, le pourcentage de la population non agricole qui trouve ses moyens d'existence dans le circuit distributif est élevé mais, corollairement, les entreprises sont de petite taille, leur chiffre d'affaires est réduit, et le seul moyen pour elles de survivre est d'appliquer des marges bénéficiaires considérables. La diminution des coûts exigerait une réduction du nombre des entreprises et une augmentation du chiffre d'affaires moyen, mais cette réforme suscite des problèmes sociaux et peut entraîner pour les gouvernements la nécessité de fournir du travail ou des secours aux commerçants ainsi déplacés. On voit donc que le problème que pose la diminution du coût de distribution des denrées ali-

mentaires se hérise de difficultés, quel que soit le degré de développement du pays. Dans certains cas, on pourrait également abaisser les prix alimentaires de détail en allégeant ou en supprimant les impôts indirects perçus à ce stade (là où ces impôts existent) ou en diminuant les prix élevés perçus par les monopoles d'importation de denrées alimentaires, publics ou privés.

On comprend de mieux en mieux l'importance qu'il y a à abaisser les prix de détail, si l'on veut que la consommation alimentaire progresse de manière à suivre le développement de la production, mais sous ce rapport on s'est surtout préoccupé jusqu'à présent d'agir sur le coût de production des aliments. Il est hors de doute que ce coût peut diminuer si l'on améliore les méthodes agronomiques, ce qui permettrait de sauvegarder ou de relever les revenus agricoles tout en réduisant les prix à la production. Il n'en reste pas moins qu'on peut perfectionner les méthodes de commercialisation et abaisser le coût de distribution, ce qui représente l'autre côté du problème de la diminution des prix de détail dont il conviendrait de s'occuper, malgré les difficultés qu'il présente. Dans des pays aussi éloignés dans l'espace que le Royaume-Uni et l'Argentine, par exemple, on observe chez les organisations de producteurs un intérêt croissant à l'égard des formules de marketing coopératif et il se peut que l'on obtienne certains résultats du développement des coopératives de production et de consommation. Toutefois, le progrès demeure lent.

Il est un aspect important du problème : de manière générale, le seul moyen d'abaisser sensiblement le coût de production est de relever la productivité, sauf si l'on peut agir pour réduire les éléments du prix de revient. Mais l'amélioration de la productivité s'accompagne en général d'une augmentation de la production, ce qui risque d'accentuer le problème des excédents, comme il est récemment apparu dans les pays où les prix agricoles et notamment les prix de détail font preuve de rigidité. Ce danger diminuera si l'on assouplit le système des prix et si les prix de détail réagissent aux baisses des prix à la production plus rapidement qu'ils ne l'ont fait en général au cours des deux dernières années.

Indubitablement, il existe d'excellentes raisons pour expliquer l'apparition des tendances qui viennent d'être étudiées, mais ces tendances sont difficilement conciliables. Si chaque pays peut parfaitement justifier son effort dans le sens d'une autarcie accrue, cette orientation cadre mal avec le désir de développer les exportations et, si les deux mouvements se poursuivent, il ne pourra en

résulter qu'antagonisme et déceptions. De même, il est paradoxal que de nombreux pays continuent à se préoccuper essentiellement d'augmenter leur production alors que, relativement parlant, ils négligent de développer leur marché intérieur et d'augmenter dans une même mesure la consommation. Il semble que le moment soit venu où de nombreux gouvernements devraient procéder à un réexamen général de leurs politiques alimentaire et agricole, examen qui serait plus profitable s'il se faisait en pleine connaissance des programmes des autres pays, ce qui permettrait aux nations de coordonner au maximum leur politique avec celles de leurs voisins. Les consultations régionales que la FAO convoquera sous peu et les sessions de la Commission des produits, du Conseil et de la Conférence offrent autant d'occasions de procéder à des échanges de vues qui pourraient tendre à la réalisation de cet objectif.

EUROPE OCCIDENTALE ¹

Changements de la situation en 1953/54

La production agricole de l'Europe occidentale a atteint en 1953/54 un niveau sans précédent, dépassant aisément le record de 1952/53, tant en ce qui concerne les récoltes que la production animale. L'augmentation a été particulièrement remarquable pour le sucre, les céréales panifiables et les céréales secondaires (27, 10 et 16 pour cent respectivement, par rapport à 1952/53) ce qui a considérablement modifié la situation de l'offre dans un certain nombre de pays. Les conditions atmosphériques favorables ont été un facteur important, mais la rapidité inaccoutumée de l'amélioration des rendements des cultures et de l'élevage au cours de ces dernières années indique également que de nombreux pays ont pris des mesures énergiques pour appliquer de meilleures méthodes et organiser la production de façon plus efficace.

Les conditions économiques générales de l'Europe occidentale ont déjà été étudiées. L'accroissement de la production agricole a coïncidé avec une reprise générale, à laquelle il a contribué. Il a par conséquent eu lieu à un moment où la demande était forte, où la situation de la balance des paiements s'était beaucoup améliorée (ce qui a permis d'alléger les restrictions dont étaient

frappées les importations provenant d'autres régions) et où des quantités beaucoup plus considérables de produits agricoles — de céréales en particulier — étaient disponibles sur les marchés mondiaux. Tous ces facteurs ont profondément influencé la situation de l'offre et des échanges dans la région.

Les fibres textiles, le caoutchouc, les oléagineux et autres produits tropicaux représentent plus de 50 pour cent des importations agricoles de l'Europe occidentale. Les modifications de la production européenne se répercutent donc uniquement sur l'autre partie des importations qui consistent principalement en céréales, sucre, produits d'origine animale, fruits et légumes. Or, la production européenne a augmenté dans tous ces secteurs en 1953/54 ; de ce fait, les importations en provenance d'autres régions ont souvent été réduites, tandis que les pays européens qui disposaient d'excédents marginaux pour l'exportation n'ont généralement pu les écouler que bien au-dessous du prix payé à leurs propres producteurs.

L'Allemagne occidentale, l'Italie et la Grèce, par exemple, ont restreint leurs importations de céréales panifiables, tandis que les excédents exportables de la France et de la Suède se sont élevés au total à plus d'un million de tonnes. L'Italie et la Suède ont cessé d'être parties à l'Accord international sur le blé, la première parce que le contingent d'importation qui lui était alloué était devenu supérieur aux quantités dont elle avait besoin, la seconde parce qu'elle avait cessé d'être importatrice et disposait de blé pour l'exportation. En France et en Suède, les prix intérieurs du blé se sont trouvés nettement supérieurs aux cours mondiaux et ces deux pays ont dû écouler leurs excédents à un prix considérablement inférieur au prix de revient. Certains pays importateurs d'aliments du bétail, parmi lesquels le Danemark et les Pays-Bas, ont cependant mis à profit l'offre plus abondante et les prix plus bas des céréales secondaires pour accroître leurs importations, en dépit de l'augmentation de leur propre production. Avant même qu'on ait commencé d'utiliser pour la fabrication du sucre la récolte de 1953, qui constituait un record, la France, le Danemark, la Belgique et l'Espagne se faisaient concurrence sur un marché d'exportation où les prix baissaient en raison de l'abondance des disponibilités. Le prix mondial moyen de 1953 a été le plus bas qu'on ait enregistré pour une année quelconque depuis 1944. Alors que le sucre cubain était livré dans les ports français à 35 francs le kilogramme, le prix à l'usine du sucre français atteignait 72,20 francs. Le Danemark n'a exporté

¹ Allemagne occidentale, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Yougoslavie.

en 1953 que 30 pour cent des quantités exportées en 1952 ; quant aux exportations belges, elles ne pouvaient dépasser le contingent fixé par l'Accord international sur le sucre.

En ce qui concerne les produits qui font normalement l'objet d'échanges entre pays européens (produits d'origine animale et certains fruits et légumes, par exemple), certains des pays importateurs ont commencé à réduire leurs achats, et les pays qui disposaient d'excédents exportables ont dû chercher ailleurs des débouchés. Un certain nombre de pays ont réduit considérablement leurs importations de beurre, à mesure que se développait leur propre production. Par contre, le Royaume-Uni a importé de plus fortes quantités de beurre en prévision de l'abolition du rationnement, et l'Europe orientale a fourni de nouveaux débouchés. En 1953, 30 pour cent des exportations de beurre des Pays-Bas ont été destinés à l'U.R.S.S., qui s'est ainsi placée au deuxième rang parmi les importateurs.

La situation commerciale des différents pays a donc évolué de façon différente selon que, pour divers produits, ils étaient importateurs ou exportateurs ou suffisaient à leurs besoins. Dans l'ensemble, on peut dire que la production et les échanges agricoles se sont développés d'une manière satisfaisante ; les niveaux de consommation ont été maintenus ou relevés et le niveau général des échanges entre pays européens s'est amélioré. Il y a eu en particulier une augmentation marquée du commerce des fruits et des légumes. Lorsque des difficultés ont surgi, cela a été principalement dans les pays où les excédents exportables ont brusquement augmenté et où il n'existait pas de débouchés commerciaux traditionnels. Les pays qui, depuis toujours, exportent des produits d'origine animale, en particulier le Danemark et les Pays-Bas, ont une production bien organisée et économique et sont en mesure de défendre leur position aussi longtemps que les exportations concurrentes d'autres pays ne sont pas soutenues par de fortes subventions. Leurs principales causes d'inquiétude ont probablement été l'accroissement rapide de la production de viande de porc et d'œufs dans les principaux pays importateurs — Royaume-Uni et Allemagne occidentale — et les soudaines restrictions aux importations parfois imposées par les pays importateurs soucieux de protéger le niveau de leurs prix intérieurs. Mais quand la France, la Suisse, la Norvège, l'Autriche et la Belgique, par exemple, ont voulu écouler des excédents marginaux, et peut-être passagers, de certains produits d'origine animale, elles ont dû subventionner les exportations.

Orientation nouvelle des politiques

L'accroissement de la production a parfois modifié la physionomie des échanges internationaux de produits alimentaires importants, et certains pays sont passés d'une position légèrement déficitaire à une position légèrement excédentaire ; cette évolution a fait renaître la crainte de voir l'offre dépasser la demande. Les agriculteurs d'Europe occidentale craignent de plus en plus qu'il ne soit nécessaire, pour écouler un supplément quelconque de production, de réduire fortement les prix de détail, ce qui ferait baisser considérablement le revenu agricole. Il semble donc qu'il faut, par-dessus tout, inciter les consommateurs à accroître leurs dépenses alimentaires et réduire le coût de la production et de la commercialisation.

Les habitudes des consommateurs peuvent, dans une certaine mesure, être modifiées par des initiatives gouvernementales telles que les distributions (gratuites ou subventionnées) de lait aux enfants d'âge scolaire ; mais les niveaux futurs de la consommation alimentaire dépendront surtout des revenus réels de la population dans son ensemble. Un accroissement annuel du revenu national à un taux moyen de 3 à 5 pour cent semble être le maximum que l'on puisse raisonnablement espérer dans la plupart des pays. Comme à un accroissement donné du revenu correspond invariablement un accroissement beaucoup plus faible des dépenses alimentaires — particulièrement lorsque les niveaux du revenu sont ceux de l'Europe du Nord-Ouest — le taux annuel d'augmentation des dépenses alimentaires ne semble pas devoir, en règle générale, dépasser 2 pour cent ; peuvent cependant faire exception certains pays où le revenu national augmenterait à un rythme particulièrement rapide, et ceux où les revenus sont si bas que la demande est encore très élastique.

Il convient de rapprocher de cette situation le rythme actuel de développement de la production agricole. Même en tenant pleinement compte des conditions atmosphériques favorables des deux dernières campagnes, il ne semble pas douteux que le taux annuel d'augmentation de la production dépasse et continuera de dépasser sensiblement 2 pour cent. L'essor actuel de l'agriculture est le résultat des efforts accomplis au cours de ces dernières années pour moderniser l'équipement et les méthodes de production, et de l'encouragement qu'ont donné aux agriculteurs des prix élevés et souvent garantis. De meilleures méthodes de sélection végétale et animale permettent d'obtenir des rendements plus élevés, l'utilisation d'engrais

et de produits antiparasitaires s'accroît de plus en plus, les animaux de trait sont remplacés par des tracteurs (ce qui permet de consacrer de plus larges superficies à la production alimentaire), les méthodes d'exploitation agricole et le niveau des connaissances techniques s'améliorent de façon générale — autant de facteurs qui continuent à opérer dans le sens d'un accroissement de la production.

Devant la baisse des prix des produits importés qui bénéficient souvent de subventions, les gouvernements commencent à évaluer le coût de cette expansion et à se demander pendant combien de temps encore ils pourront assurer à la production nationale toute la protection dont elle jouit actuellement. Ce problème fondamental se pose de différentes manières selon les pays, si bien que les réactions sont loin d'être uniformes ; jusqu'à présent, aucun pays n'a cependant manifesté l'intention de renoncer complètement aux mesures de protection et aux prix garantis. Dans les pays scandinaves, les niveaux de consommation alimentaire sont déjà élevés et on ne peut s'attendre à une augmentation marquée de la demande intérieure. Au cours de ces dernières années, l'objectif de la Suède a été de parvenir à satisfaire par ses propres moyens 90 à 100 pour cent de ses besoins alimentaires ; cet objectif est aujourd'hui dépassé et, en 1953, la Suède a eu des excédents exportables représentant un quart de sa production de céréales panifiables et de beurre et un dixième de sa production d'œufs. Les prix de ces produits ont été réduits en 1953/54 et le gouvernement n'accorde aucune garantie de prix aux agriculteurs pour la partie de la production que ne peut absorber le marché intérieur. Il a été reconnu que certaines des exploitations les moins favorisées devront restreindre ou abandonner la production de ces denrées, et certaines terres marginales seront consacrées à la sylviculture.

Le Danemark est le principal exportateur de produits agricoles et l'ensemble du secteur agricole est orienté vers ce but (en 1953, près de 70 pour cent des exportations danoises étaient d'origine agricole). Les organisations de producteurs surveillent les tendances de la production dans les pays auxquels sont destinées les exportations et, tout en ne négligeant aucun effort pour conserver une suprématie conquise de longue date grâce à la rationalisation des méthodes et à la qualité uniformément élevée du produit, se tiennent prêtes à limiter systématiquement la production si les marchés se contractaient. Cette nécessité de restreindre la production a déjà été reconnue en ce

qui concerne le sucre, dont la fabrication sera limitée aux besoins nationaux.

Aux Pays-Bas, les niveaux de consommation alimentaire sont en moyenne un peu moins élevés qu'en Suède et au Danemark. Les salaires réels ont tendance à augmenter et il se pourrait que la demande intérieure de produits agricoles se développe ; mais les Pays-Bas devront tôt ou tard affronter les mêmes problèmes que le Danemark. En Allemagne occidentale, le fait que les producteurs, soucieux de protéger leur production dont le volume augmente, insistent pour que les importations d'œufs soient frappées de droits plus élevés, est l'indice d'une contraction possible du marché allemand qui a absorbé, en 1953, environ 85 pour cent des exportations néerlandaises. De même, le commerce néerlandais de lait écrémé en poudre est menacé par l'accroissement de la production en Europe (Belgique et Finlande, par exemple) et hors d'Europe. Les Pays-Bas ont dû vendre une partie de leur lait écrémé en poudre, à des prix fortement réduits, pour l'alimentation du bétail.

L'Irlande, qui exporte également des produits alimentaires, a entrepris de réduire ses besoins en aliments du bétail importés. Elle augmente les superficies cultivées, intensifie la production de blé et de betteraves sucrières et améliore la qualité des pâturages. En outre, de nombreuses terres mal drainées ou à l'abandon sont mises en valeur. Le commerce d'exportation de l'Irlande a également été favorisé par le rapide développement de différentes industries de transformation des produits alimentaires.

Le Royaume-Uni et l'Allemagne occidentale, du fait qu'ils sont tributaires des importations pour leur approvisionnement alimentaire, ont à faire face à des problèmes particuliers. En 1953, les niveaux de consommation s'y sont améliorés plus rapidement que dans d'autres pays de l'Europe du Nord-Ouest, mais sont encore susceptibles de progrès appréciables, surtout si l'augmentation du revenu national se répartit principalement sur les groupes à faible revenu. Les problèmes de commercialisation qui se posent aux producteurs de ces pays pourraient ainsi être en partie résolus, mais la question primordiale reste celle du coût. Lorsque les prix des denrées alimentaires augmentent, le coût de la main-d'œuvre industrielle augmente également, ce qui gêne le commerce d'exportation des articles manufacturés. Cette menace a été en partie masquée l'année dernière par une amélioration des termes de l'échange, qui pourrait cependant n'être que momentanée. De toute manière, le Royaume-Uni et l'Allemagne occidentale se

tourneront, pour leur approvisionnement alimentaire, vers le marché le plus avantageux, et ils recommandent instamment à leurs propres agriculteurs de chercher à produire à des prix permettant d'affronter la concurrence.

Au Royaume-Uni, le niveau des prix minimums garantis a été fixé en considérant qu'une organisation plus efficace de la production permettra de réduire progressivement les subventions gouvernementales. Les baisses de prix de février 1954 ne sont pas considérables, mais on s'attend à ce qu'elles se poursuivent d'année en année, à moins que les prix ne reviennent n'augmentent sensiblement. Les prix du porc ont diminué de 5 pour cent et ceux du lait de 3 pour cent. Une demande d'augmentation des salaires agricoles a été repoussée, pour la première fois depuis de nombreuses années, en juin 1954.

L'Allemagne occidentale a annoncé qu'elle se proposait de mettre ses producteurs en mesure de soutenir pleinement la concurrence sur un marché commun européen d'ici dix ans. On compte, pour autant que l'action du gouvernement dans ce sens puisse être efficace, que les niveaux des prix s'établiront d'après le coût de la production dans les exploitations bien conduites et non d'après celui de la production dans les exploitations dont la structure ou l'aménagement laissent à désirer. La production continuera probablement à se développer en Allemagne occidentale, mais les États débiteurs pressent ce pays d'accepter de plus grandes quantités de produits agricoles en échange de ses produits manufacturés.

La Belgique et la Suisse doivent encore couvrir une grande partie de leurs besoins en produits alimentaires par des importations, mais la marge diminue pour certains produits. En Belgique, on s'attend à une réduction de la superficie consacrée à la betterave, en conséquence de la baisse des prix. En Suisse, la production de viande et de lait s'est développée au point que l'on a dû subventionner les exportations pour tenter de trouver des débouchés, tandis que les importations d'aliments du bétail étaient frappées d'une taxe spéciale pour décourager toute nouvelle expansion de la production animale. La réduction des importations de beurre a privé la Suisse de recettes fiscales qui étaient utilisées pour maintenir à un niveau suffisamment bas les prix de détail des produits laitiers du pays et il a fallu, pour obtenir le même résultat, diminuer légèrement les prix payés aux producteurs pour le lait.

En France, les niveaux de consommation alimentaire peuvent encore s'améliorer, bien que les progrès soient actuellement rendus difficiles

en raison du coût élevé de la production dans de nombreuses entreprises agricoles. L'un des points importants du programme visant à améliorer la balance des paiements est le développement des exportations agricoles, qui doit être accompagné d'une réduction des importations agricoles. On s'efforcera d'accroître la production dans les régions attardées qui ne disposent pas de l'équipement et des installations voulus. Le gouvernement envisage d'accorder une aide temporaire, mais l'objectif final est de réduire le coût de la production, condition du relèvement effectif du niveau de vie des producteurs. L'excédent chronique de vin sera partiellement résorbé par l'élimination des vignes de qualité médiocre, et des restrictions seront également imposées à la fabrication de l'alcool à partir des betteraves, des pommes et du vin qui bénéficie d'une forte subvention gouvernementale. On envisage de réduire les prix garantis du blé et du lait.

Dans les pays méditerranéens, les efforts doivent surtout porter sur l'amélioration de la productivité du sol, condition essentielle du progrès économique. Pour faire vivre une population urbaine croissante, les agriculteurs doivent pouvoir mettre sur le marché de plus grandes quantités de céréales et de produits d'origine animale. Par rapport à ceux de l'Europe du Nord-Ouest, les niveaux de consommation alimentaire de ces pays méridionaux sont bas ; cependant, le taux d'accroissement de la production y est généralement médiocre. L'Italie du Nord, dont l'agriculture s'apparente, sous bien des aspects, à celle des pays de l'Europe du Nord-Ouest, constitue une exception. Les problèmes de commercialisation pourraient devenir plus graves à mesure que les pays méditerranéens devront faire face à une concurrence plus active de la part de l'Afrique du Nord et d'Israël pour les exportations de fruits, de légumes et de vin, et de la part de l'Amérique du Nord pour le tabac et les agrumes. Les producteurs méditerranéens doivent également compter avec les horticulteurs spécialisés, installés près des grandes villes dans les pays importateurs. L'Espagne a souffert d'une pénurie de blé et s'efforcera de réduire la superficie consacrée à la vigne et à la betterave sucrière pour produire plus de céréales.

Perspectives et problèmes à long terme

Un problème dominera tous les autres au cours de l'année qui vient : l'accroissement de la consommation. Toutes les mesures destinées à augmenter la production ou à en modifier la structure devront tendre vers ce but. Les efforts accomplis

à l'intérieur même du secteur agricole peuvent tout au plus contribuer à résoudre le problème. En même temps que l'on améliore l'efficacité des exploitations, il est nécessaire de prendre une série de mesures pour accroître le pouvoir d'achat des consommateurs ; stimuler l'activité industrielle et le plein emploi ; améliorer la situation économique des couches les plus mal rétribuées de la population ; réduire les charges fiscales qui pèsent sur les produits alimentaires de base ; rationaliser la commercialisation ; fournir à prix réduit, aux enfants d'âge scolaire et autres groupes prioritaires, des aliments ayant une valeur nutritive particulière ; prendre d'autres initiatives du même ordre.

La réduction du coût unitaire de la production apparaît aujourd'hui comme le moyen de protection le plus efficace et le plus durable auquel les agriculteurs puissent avoir recours. S'il n'est pas possible de réduire le coût unitaire sans développer la production (ce qui est souvent le cas), la baisse doit être d'autant plus considérable, afin que le supplément de production puisse être écoulé. Dans les pays où des excédents commencent à apparaître, les améliorations techniques les plus profitables seront celles qui permettront de réduire le prix de revient du volume actuel de la production.

Malheureusement, la structure agraire laisse beaucoup à désirer dans de nombreux pays, les exploitations étant souvent trop petites pour assurer le plein emploi des occupants. La mobilité de la main-d'œuvre agricole est limitée, et comme elle est en grande partie composée, en Europe occidentale, des propriétaires de petites exploitations et de leur famille, ce défaut de mobilité n'est pas toujours causé par le manque d'emplois non agricoles. Parfois les propriétaires préfèrent se contenter d'un modeste revenu agricole plutôt que de renoncer à leur vie indépendante ; il arrive aussi qu'ils ne puissent vendre leurs terres à un prix rémunérateur ou qu'ils s'estiment plus en sécurité, dans les périodes de chômage ou d'inflation, que les salariés qui ne possèdent pas de terre. C'est ainsi que la main-d'œuvre agricole est restée surabondante dans de nombreux pays, au détriment du niveau des revenus agricoles. Seule la Suède a fait des efforts considérables pour réduire progressivement le nombre des producteurs marginaux, réussissant à éliminer annuellement près de 5.000 petites exploitations à prix de revient élevés. L'objectif final est de ne plus avoir en Suède d'entreprise agricole de moins de 30 hectares. D'autres gouvernements ont souligné la nécessité d'accroître les dimensions moyennes des

exploitations, mais jusqu'à présent aucune mesure pratique n'a été prise en ce sens. Enfin, un certain nombre de pays, où le problème se pose dans les mêmes termes, n'y ont prêté que peu d'attention, soit qu'ils n'aient pas été en mesure d'offrir d'autres débouchés à la main-d'œuvre, soit que, pour des raisons étrangères à l'économie, ils aient jugé souhaitable de maintenir la population agricole à un certain niveau.

L'expérience a montré que les modifications de la structure agraire ne s'accomplissent que très lentement. Même un accroissement général de l'activité économique peut avoir fort peu d'influence sur une mauvaise répartition de la main-d'œuvre, car elle tend à détourner de l'agriculture les ouvriers salariés dont le concours est nécessaire aux grandes exploitations, au lieu d'attirer les agriculteurs dont les petites entreprises à prix de revient élevés encombrant le secteur agricole.

Le morcellement est un autre défaut de la structure agraire qui empêche d'améliorer le rendement de la main-d'œuvre. En dépit des efforts accomplis par tous les gouvernements, le processus de remembrement reste lent, même lorsqu'il répond à une nécessité impérieuse, comme c'est le cas en Italie, en Autriche, en Allemagne occidentale, en Belgique, en France et en Suisse, où il devrait porter sur 30 à 50 pour cent de la superficie agricole totale.

Pour l'instant, la possibilité de réduire le coût unitaire de la production risque donc de rester avant tout fonction de l'amélioration des rendements. De grands progrès ont déjà été accomplis à cet égard, mais il existe dans tous les pays des régions qui n'en ont pas encore pleinement bénéficié. Il semble important de concentrer dorénavant les efforts sur ces régions, et de mettre au point des programmes adaptés à leurs besoins (consultations, fourniture de crédits pour l'achat d'équipement, subventions pour l'introduction de méthodes modernes, etc.). Des programmes de ce genre existent déjà, particulièrement en France, en Belgique, au Royaume-Uni et en Allemagne occidentale. Au lieu de s'efforcer d'assurer aux producteurs des prix uniformes, garantissant un niveau de vie minimum même aux moins capables, il faut se préoccuper davantage de mettre les ressources disponibles à la portée des agriculteurs qui peuvent les utiliser le plus efficacement. Cela pose pour les gouvernements et les organisations agricoles des problèmes plus difficiles et d'une autre nature qu'au cours de ces dernières années, où la préoccupation majeure était d'accroître par tous les moyens la production totale. C'est néan-

moins de la solution de ces problèmes que dépendra à la longue la prospérité générale de l'agriculture.

Outre l'abaissement du coût de la production, on peut stimuler la demande en fournissant au même prix un produit de meilleure qualité et en réduisant les frais entre le moment où le produit sort de la ferme et le moment où il est vendu au consommateur.

Dans un certain nombre de cas, les difficultés de commercialisation et les sollicitations d'aide gouvernementale sont déterminées non pas par l'insuffisance de la demande pour certains produits, mais par le fait que les consommateurs désirent une qualité supérieure ou un produit différent de celui qu'on leur offre d'habitude. On peut avoir du mal à écouler des fruits de mauvaise qualité et vendre rapidement les qualités supérieures. Les prix des pores gras peuvent baisser alors qu'il existe un marché pour la viande de porc maigre. Les excédents marginaux de produits d'origine animale et de fruits pourraient, en majeure partie, être écoulés dans les pays où ils se forment sans que la consommation par habitant devienne excessive. Cela dépend non seulement du rapport entre les prix et les revenus, mais aussi du recours à de nouvelles méthodes de traitement et de distribution (en particulier pour le lait liquide et les fruits). C'est aux agriculteurs eux-mêmes qu'il appartient de prendre des mesures pour mener à bien la réorganisation et l'adaptation nécessaires.

Parmi les raisons qui expliquent l'écart considérable entre les prix à la production et les prix

à la consommation, figurent l'organisation défectueuse de la distribution, les variations saisonnières du niveau des disponibilités (pour la viande et le lait, par exemple) et l'indifférence à l'égard des besoins du marché. Dans certains cas (minoteries françaises et allemandes, par exemple), la capacité de production des usines de transformation n'est pas en rapport avec l'importance des quantités que l'on désire produire. Des usines anciennes ou inutiles continuent de fonctionner aux frais du consommateur ou, lorsqu'elles bénéficient de subventions, du contribuable. En Autriche, la capacité de production excessive des laiteries entraîne des frais généraux considérables, et c'est là une des raisons pour lesquelles les prix des produits laitiers ne peuvent baisser suffisamment pour qu'il soit possible d'écouler l'excédent marginal actuel de lait. D'un autre côté, l'insuffisance des installations d'emménagement empêche parfois de compenser les variations saisonnières des disponibilités, ou de reporter d'une année à l'autre des excédents relativement faibles, dont la présence sur le marché fait tomber les prix dans des proportions injustifiées et compromet la stabilité. Dans la plupart des cas, de semblables inconvénients pourraient être éliminés sans engager de lourdes dépenses.

Chacun s'accorde à déplorer les fortes fluctuations de prix qui caractérisent les marchés de nombreux produits agricoles, mais on ne peut guère combattre efficacement les fluctuations sans en connaître à fond les causes. En réalité, il n'existe pas un marché mais une quantité de marchés, échelonnés entre le producteur et le consumma-

TABLEAU 21. — EUROPE OCCIDENTALE : PRODUCTION DE CERTAINS PRODUITS

PRODUITS	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-50	1952/53	1953/54
..... <i>Milliers de tonnes</i>				
Céréales panifiables	38 254	35 725	39 216	41 845
France	(8 912)	(8 437)	(8 903)	(9 309)
Allemagne occidentale	(5 586)	(5 365)	(6 410)	(6 462)
Céréales secondaires ¹	35 189	31 016	33 077	39 045
Sucre.	3 962	4 876	5 433	6 883
Agrumes	2 012	1 891	2 511	2 831
Pommes	7 441	8 345	11 281	9 290
Vin.	14 080	12 650	12 910	15 100
Huile d'olive	736	694	626	935
Tabac	188	243	229	270
Viande de bœuf et de veau	3 849	3 264	3 837	4 075
Viande de porc	4 054	3 202	4 494	4 694
Viande de mouton et d'agneau	753	575	664	683
Oeufs.	1 939	1 961	2 324	2 327
Lait	80 243	74 216	84 943	90 015
<i>Indice de tous les produits agricoles . . .</i>	<i>100</i>	<i>103</i>	<i>114</i>	<i>121</i>

¹ Orge, avoine et maïs.

TABLEAU 22. — EUROPE OCCIDENTALE : EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS

PRODUITS	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-50	1952	1953
..... Milliers de tonnes				
<i>Exportations brutes</i>				
Agrumes	1 181	745	1 180	1 400
Espagne	² (819)	(393)	(823)	(1 059)
Raisins secs et raisins de Corinthe ¹	118	84	94	108
Grèce.	(104)	(79)	(87)	(106)
Vin	501	422	501	504
Huile d'olive	110	60	64	70
Bacon, jambon et porc salé	265	102	220	257
Danemark.	(189)	(86)	(178)	(220)
Beurre	272	195	189	210
Danemark.	(149)	(134)	(117)	(137)
Pays-Bas	(50)	(47)	(50)	(53)
Fromage	141	130	215	224
Oeufs en coque	197	149	203	220
Danemark.	(83)	(72)	(89)	(96)
Pays-Bas	(53)	(38)	(80)	(96)
<i>Importations brutes</i>				
Blé et farine de blé ³	11 891	14 750	13 860	12 610
Royaume-Uni	(5 681)	(4 984)	(4 655)	(4 761)
Mais	8 460	4 160	3 950	4 190
Riz (usiné)	1 270	357	258	218
Graines oléagineuses et huiles végétales ⁴ . .	3 005	2 337	2 648	2 540
Vin	1 680	1 333	1 550	...
France	(1 331)	(1 074)	(1 176)	(...)
Café	686	458	553	590
Cacao.	357	330	327	392
Thé	258	218	252	250
Tabac	372	337	313	373
Coton.	1 752	1 394	1 344	1 420
Jute	580	325	411	528
Laine (dessuintée).	501	496	429	535
Caoutchouc	359	513	697	655

.... Non disponible.

¹ En équivalent de fruits secs. — ² Moyenne de deux années. Pour l'avant-guerre, les chiffres relatifs aux échanges de l'Allemagne se réfèrent au territoire de 1937 ; pour l'après-guerre, au territoire de la République fédérale. — ³ Equivalent de blé. — ⁴ Equivalent d'huile.

teur. On connaît très mal les rapports entre les disponibilités et les prix aux différents stades, mais il est clair que si certaines des charges fixes, telles que les impôts et les frais de transport, pouvaient être réduites, les prix reçus par les producteurs ne seraient pas sujets à d'aussi fortes variations.

D'autre part, ni le producteur ni le consommateur ne tireront avantage d'une baisse effective des prix agricoles et du coût de la production, si cette baisse ne se reflète pas de façon appréciable dans les prix de détail. L'histoire économique montre que les prix de détail ont généralement été lents à suivre le mouvement de baisse des prix agricoles, ce qui a gêné le développement de la consommation, essentiel à la prospérité de l'agriculture.

On voit donc que la situation exige des mesures plus constructives, et en même temps moins oné-

reuses, qu'un simple système de prix garantis. Les politiques agricoles doivent être coordonnées avec des programmes plus généraux de développement économique et de réforme de la structure économique des différents pays ; la politique agricole elle-même doit être plus sélective et plus dynamique, elle ne doit jamais perdre de vue les besoins du marché et doit utiliser avec discernement l'aide financière et technique dans les régions les plus défavorisées.

Il est également évident que la coopération internationale n'est pas aussi étroite qu'il le faudrait. Les pays ont de plus en plus tendance à subventionner les exportations afin d'écouler leurs excédents, ce qui amènera inévitablement des ripostes et de nouvelles mesures de protection. Quoi qu'il advienne, on ne peut espérer une évolution rapide dans le sens indiqué ci-dessus, mais une coopération internationale plus efficace fa-

ciliterait grandement le processus d'adaptation aux conditions nouvelles. Cette coopération ne saurait se limiter aux seuls pays européens. Les excédents qui existent dans d'autres parties du monde et les mesures visant à les écouler de manière ordonnée auront indiscutablement une profonde influence sur la situation de l'agriculture européenne.

EUROPE ORIENTALE² ET U.R.S.S.

D'importantes modifications sont survenues en 1953 dans la politique économique des pays de l'Europe orientale et de l'U.R.S.S. Tous ces pays ont, en effet, décidé d'affecter aux industries produisant des biens de consommation, en particulier à l'agriculture, des ressources plus importantes.

Jusqu'à-là, on s'était attaché surtout à développer l'industrie et tout particulièrement l'industrie lourde. Aussi les objectifs fixés pour la production industrielle étaient-ils en général atteints, encore que les progrès fussent souvent inégaux dans les industries de base et dans les industries de transformation, ou encore dans différentes branches d'une même industrie. Mais l'augmentation rapide de l'emploi dans les secteurs autres que l'agriculture entraîna un accroissement marqué de la demande de denrées alimentaires et de matières premières agricoles, auquel il n'a pas été possible de faire face. Les déclarations officielles soulignent que l'impossibilité dans laquelle se trouve l'agriculture de répondre à l'accroissement de la demande est due à un certain nombre de raisons, qu'on aurait tort de chercher à étudier séparément.

1. Insuffisance des ressources affectées à l'agriculture

On s'est efforcé d'équiper l'agriculture de machines modernes, mais les fermes d'Etat et les fermes collectives étaient beaucoup plus favorisées que les exploitants isolés qui, sauf en U.R.S.S. et en Bulgarie, constituent encore la majorité. Il en a été de même pour les engrais, les insecticides, etc., dont la production ne cessait d'augmenter (sauf en ce qui concerne les engrais phosphatés, par suite d'une pénurie de matières premières), mais qui n'étaient pas toujours mis à la disposition des producteurs agricoles qui auraient pu les utiliser le plus efficacement. Il semble donc

² Allemagne orientale, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie.

que l'accroissement des rendements dont se réclament les fermes d'Etat et les fermes collectives ait été dû en partie aux avantages dont bénéficiaient ces entreprises.

2. Fonctionnement du régime des livraisons obligatoires

Du fait que les producteurs qui refusaient d'adhérer aux fermes collectives, et en particulier ceux qui possédaient les exploitations les plus vastes, se trouvaient pénalisés, le régime des livraisons obligatoires n'a pas contribué à accroître la production. Les prix peu élevés fixés pour les livraisons obligatoires et l'importance des contingents imposés ont restreint les recettes en espèces des exploitants. En outre, la pénurie de biens de consommation, à l'achat desquels les agriculteurs auraient pu consacrer le surcroît de gains que leur aurait fourni l'accroissement des ventes, ne pouvait guère les encourager à produire.

3. Développement trop rapide de la collectivisation de l'agriculture

En dehors de l'U.R.S.S., où la collectivisation était déjà presque totale, un grand nombre de fermes collectives ont été créées sans qu'il ait été dûment tenu compte des facteurs nécessaires à leur réussite (compétence des dirigeants, cadres de techniciens expérimentés, faveur marquée par les paysans à l'égard des méthodes nouvelles de production, etc.).

Dans ces conditions, il fallait, de toute évidence, si l'on voulait améliorer rapidement la situation, encourager davantage les producteurs indépendants. C'est là précisément une caractéristique essentielle de la nouvelle politique suivie.

Orientation nouvelle de la politique

Afin d'améliorer la production agricole, tous les pays de l'Europe orientale ont pris un certain nombre de mesures qui intéressent divers aspects du développement. En Pologne et en Tchécoslovaquie, le transfert de la main-d'œuvre de l'agriculture à d'autres secteurs va être soit interdit soit autorisé dans certaines limites seulement pour les secteurs non agricoles qui présentent une importance particulière.

Dans tous ces pays, on envisage de développer encore les fermes coopératives et de procéder à l'intégration de parcelles éparpillées d'exploitations privées ; mais on reconnaît de plus en plus qu'à vouloir trop accélérer la collectivisation de l'agriculture on risquerait de nuire à la produc-

tion. Les paysans seront encouragés à s'affilier aux coopératives des « catégories inférieures », dans lesquelles leur terre et leurs produits restent leur propriété individuelle. Les paysans ne s'opposent pas aux coopératives de ce genre.

En outre, tous les gouvernements ont décidé d'aider les exploitants indépendants en leur accordant des crédits d'investissement assez importants, en leur fournissant les moyens de production, en abaissant les contingents de livraisons obligatoires et en cherchant à améliorer le rapport des prix agricoles et des prix des produits manufacturés. Des avantages spéciaux sont accordés en faveur de la production de cultures industrielles et de l'élevage, et tous les pays cherchent à augmenter leur production de produits de l'élevage.

En U.R.S.S., on s'attache beaucoup à développer l'élevage. En 1953, les effectifs totaux des bovins et des ovins étaient inférieurs à ce qu'ils étaient en 1928; quant à ceux des porcins, ils n'avaient augmenté que de 3 pour cent. L'insuffisance de la production des produits de l'élevage s'explique en grande partie par la pénurie de fourrage et par le régime d'impôts qui décourageait les investissements dans les parcelles cultivées par les particuliers et qui incitait même les exploitants à renoncer à la propriété privée du bétail. Ce régime doit être modifié et on cherche même à encourager directement le retour à la propriété privée des vaches. En outre, la révision du système des impôts et des prix vise à augmenter le revenu général de l'agriculture.

Des mesures énergiques sont prises afin d'accroître la production des céréales; elles consistent surtout à mettre en culture, avant la fin de 1955, grâce à une armée de jeunes gens munis des machines nécessaires, 14 millions d'hectares de terres nouvelles (dont 1 million d'hectares de terres en friche). Si cette tentative réussit, les nouvelles terres pourraient produire de 15 à 20 millions de tonnes supplémentaires de céréales³. On s'ef-

³ On ne sait pas très bien si l'objectif primitivement fixé pour 1955 dans le plan quinquennal actuel (175 millions de tonnes de céréales) a été abandonné. Ce chiffre impliquerait une augmentation de 35 pour cent environ par rapport au volume de la production de 1953 (130 millions de tonnes); il ne saurait donc, de toute manière, être question de l'atteindre. Dans le discours qu'il a prononcé en février 1954, à l'occasion du lancement du nouveau programme céréalière, M. Khrouchtchov, premier secrétaire du Comité central du Parti communiste, a parlé d'une augmentation de 35 pour cent non pas de la production mais « des réserves et des achats effectués par l'Etat », qui représentent peut-être le tiers ou la moitié de la production brute. C'est là un objectif beaucoup moins élevé et qu'il serait peut-être pos-

force également d'accroître les ventes au gouvernement (en plus des livraisons obligatoires).

Dans les pays d'Europe orientale, les mesures qu'on a décidé de prendre visent à réaliser en 1954/55, dans la production agricole totale, des augmentations de 5 à 10 pour cent par rapport au volume atteint en 1953, année relativement peu favorable pour l'agriculture. Un tel accroissement permettrait à la Tchécoslovaquie et à l'Allemagne orientale de réduire leurs importations de denrées alimentaires et d'aliments du bétail et à la Pologne de mettre fin à ses importations exceptionnellement importantes de céréales, qui ont été de l'ordre de 1 million de tonnes par an en 1953 et en 1954.

Modifications de la consommation et des échanges

En 1953, l'U.R.S.S. a commencé à appliquer une politique qui vise à fournir aux consommateurs de plus grandes quantités de marchandises, notamment de denrées alimentaires importées. Selon des chiffres publiés en octobre 1953, les ventes de viande qui en 1950 atteignaient 1.200.000 tonnes devaient passer en 1954 à 2.200.000 tonnes; celles des produits du lait entier seraient portées de 1.100.000 à 2.300.000 tonnes. Les effectifs du cheptel étant tombés de 58.800.000 têtes en 1952 à 56.600.000 en 1953, la production nationale ne saurait guère permettre, en un an, une telle augmentation, à moins que les abattages n'augmentent; mais cela signifierait une nouvelle réduction des effectifs, qui irait à l'encontre de la politique à long terme.

Au printemps de 1953, après que les prix de détail eurent été fortement réduits, certaines quantités supplémentaires de denrées alimentaires ont été retirées des stocks. En outre, les disponibilités sont complétées par des importations. On attache une attention particulière aux importations de fruits qui n'avaient pas, jusqu'alors, été considérées comme assez importantes pour mériter que l'on y consacre des réserves de devises; en 1954, une centaine de milliers de tonnes de blé dur seront échangées contre des agrumes, des amandes, etc. d'Italie. En 1953/54, la quantité de beurre importée des Pays-Bas, du Danemark, de la Norvège, de la Finlande, de la Suède, de l'Argentine, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande

sible d'atteindre si les ventes à la ferme augmentent et si l'ensemble de l'immense superficie de nouvelles terres peut être mise en culture dans les délais fixés.

s'est élevée à 70.000 tonnes, dont 40.000 provenaient des pays de l'Europe occidentale. L'U.R.S.S. est maintenant le deuxième importateur de beurre par ordre d'importance, mais une partie des quantités qu'elle a reçues a, semble-t-il, été réexportée en Allemagne orientale. En outre, l'U.R.S.S. a acheté du sucre à Cuba et au Royaume-Uni ainsi que du bacon, de la viande et du saindoux au Danemark, à la France, aux Pays-Bas, à l'Union Sud-Africaine et à l'Uruguay. Au total (selon une déclaration du Ministère du commerce) les importations de denrées alimentaires s'élèveront en 1954 à 4 milliards de roubles (1 milliard de dollars).

Il n'y a donc guère de chance de voir augmenter sensiblement le volume des exportations de denrées alimentaires et d'aliments de bétail en provenance de l'Europe orientale et de l'U.R.S.S. et à destination des pays de l'ouest. La presque totalité des disponibilités que les pays du sud-est de la région pourront exporter sera absorbée par la Tchécoslovaquie, l'Allemagne orientale et peut-être la Pologne. On comprend aisément l'importance donnée depuis peu à la production des céréales en U.R.S.S., si l'on se souvient non seulement de l'augmentation des besoins intérieurs (accroissement démographique de 3 millions d'individus environ par an et élévation du revenu par habitant), mais encore du fait qu'en admettant même que les plans des autres pays soient pleinement réalisés d'ici 1955/56, les disponibilités par habitant n'auront encore retrouvé que leur niveau d'avant-guerre. En 1953, l'Allemagne orientale, la Pologne et la Tchécoslovaquie ont dû importer plus de 2.500.000 tonnes de céréales; la plus grande partie de ces importations provenait probablement de l'U.R.S.S., qui a exporté 3.700.000 tonnes de céréales en 1953/54, dont 1.100.000 tonnes seulement sont allées à l'Europe occidentale. Certes, si la récolte est favorable, les pays de l'Europe orientale pourraient exporter une certaine quantité de céréales en échange d'autres produits, mais il semble peu probable que ces exportations dépassent de beaucoup 500.000 tonnes.

La participation de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie et de l'U.R.S.S. à l'Accord international sur le sucre donne à penser que les perspectives seront peut-être plus favorables en ce qui concerne les exportations de sucre, bien que l'U.R.S.S. elle-même soit encore importatrice nette.

Exception faite de certaines quantités d'œufs exportés de Pologne (15 à 20.000 tonnes par an) et de faibles quantités d'un certain nombre d'an-

tres produits (tabac, graines oléagineuses, certains textiles, malt, houblon, certains produits de l'élevage, etc.), les perspectives, en ce qui concerne les exportations de produits agricoles, semblent être très limitées. En revanche, certaines possibilités s'offrent à l'avenir, si les marchandises offertes en échange sont acceptables, à l'exportation de produits du pétrole, de matières premières destinées à l'industrie, voire de produits manufacturés et d'équipement.

Il est impossible de se faire une idée de la mesure dans laquelle les pays de l'Europe orientale pourront ouvrir de nouveaux débouchés aux produits agricoles de l'Europe occidentale et d'autres régions; mais si les gouvernements de ces pays ont l'intention de satisfaire les besoins réels des consommateurs, le volume de ces échanges pourrait, au moins pendant quelque temps, prendre une certaine importance.

Produits forestiers

Le problème du logement est toujours l'un des plus importants qui se posent en U.R.S.S.; aussi est-il probable que, à supposer que la production de sciages augmente, la presque totalité du surcroît de production sera absorbée pendant longtemps encore par la construction de logements et par la fabrication du mobilier nécessaire pour les meubler, sans compter le développement très rapide de l'industrie. En raison de ces importants besoins, les importations, surtout en provenance de la Finlande, continueront probablement à se maintenir au niveau qu'elles atteignent actuellement; elles sont, croit-on, indispensables à la reconstruction toujours en cours de la région de Léninegrad, région fortement déficitaire en sciages.

Aussi ne faut-il pas s'attendre, malgré le développement assez sensible de la production de sciages, à une augmentation importante des exportations de sciages de l'U.R.S.S. à destination de l'Europe occidentale et d'autres régions. Par contre, si les échanges entre l'est et l'ouest de l'Europe continuent à se développer, il est fort possible que l'U.R.S.S. augmente ses exportations de sciages afin de payer l'équipement industriel, les denrées alimentaires et autres biens de consommation dont elle a grandement besoin.

On dispose depuis quelque temps de renseignements plus détaillés sur les ressources forestières de l'U.R.S.S. et sur le développement de ses industries forestières. Le pays possède quelque 425 millions d'hectares de forêts accessibles, soit le quart environ de la superficie totale des forêts dans le monde et près du tiers de la superficie en

exploitation. Le volume du bois sur pied dans les forêts en exploitation est d'environ 33 milliards de mètres cubes, dont 30 milliards sont composés de conifères, soit plus de la moitié du total mondial des forêts de conifères. Malgré l'énormité de ces ressources, la production soviétique de bois rond industriel n'a guère dépassé celle de l'Europe et ne représente que les deux tiers de la production de l'Amérique du Nord; mais la production du bois de feu est la plus forte du monde.

Les plans actuels visent à augmenter de 56 pour cent (une trentaine de millions de mètres cubes), d'ici 1955, la production de bois industriel par rapport à 1950; on croit savoir que des progrès assez satisfaisants ont été accomplis, bien qu'ils ne correspondent pas entièrement aux plans. La plus grande partie du surcroît de production est destinée à produire des sciages; en 1950, l'U.R.S.S., avec une production de 49.500.000 mètres cubes, se plaçait au deuxième rang des producteurs mondiaux. Les plans prévoient que ce total sera porté, d'ici 1955, à 77 millions de mètres cubes environ; mais 85 pour cent seulement des chiffres prévus avaient été atteints en 1952, et on ignore encore si l'objectif sera atteint. Il a fallu étendre le développement à des régions éloignées où la capacité des scieries est peu élevée et où il a fallu la multiplier environ huit fois.

Il est également prévu d'augmenter la production de pâte de bois et de papier. La production de pâte de bois était tombée de 1.160.000 tonnes en 1938 à 250.000 tonnes environ à la fin de la guerre; elle n'a retrouvé son niveau d'avant-guerre qu'en 1950 (1.600.000 tonnes). Si elle a atteint 2.100.000 tonnes en 1953, il n'en a pas moins fallu procéder à des importations assez importantes. La production de papier journal a eu un développement plus rapide encore; elle atteignait 272.000 tonnes en 1948 (20 pour cent de plus qu'en 1938), et elle s'est élevée à 480.000 tonnes en 1953. De même, la production d'autres papiers et cartons a atteint 1.240.000 tonnes en 1950 et 1.650.000 tonnes en 1953 (près du double de la production de 1938). Les importations de papier et de carton en U.R.S.S. n'en ont pas moins augmenté sensiblement en 1953/54.

AMÉRIQUE DU NORD

Une récolte, qui s'approche une fois encore des quantités record, a accentué en 1953/54 le problème des excédents agricoles aux Etats-Unis et, à un moindre degré, au Canada. La demande

des denrées alimentaires sur le marché intérieur est restée soutenue malgré le ralentissement de l'activité économique; cependant, la consommation du coton a diminué. D'autre part, les exportations de produits agricoles ont cessé de diminuer et pendant les huit premiers mois de 1953/54 la contraction a été de moins de 1 pour cent par rapport à la même période de 1952/53. La forte augmentation des stocks de produits agricoles ne s'explique qu'en partie par la diminution de la demande d'exportation. C'est ainsi que, de fin mars 1953 à fin mars 1954, les stocks de la *Commodity Credit Corporation* ont augmenté en valeur de plus de 3 milliards de dollars, tandis que les exportations de produits agricoles diminuaient, pendant la même période, d'environ 500 millions de dollars par rapport à l'année précédente. Quelques-uns des facteurs qui ont ralenti les exportations agricoles des Etats-Unis affectent aussi le Canada; cependant, les exportations canadiennes n'ont diminué que légèrement par rapport à leur niveau de 1952, à l'exception du blé dont les exportations, pendant les sept premiers mois de 1953/54, ont été d'un quart environ inférieures aux exportations de la période correspondante de 1952/53.

Les statistiques montrent que les excédents causent de sérieuses difficultés dans ces deux pays du continent nord-américain, mais leurs gouvernements ont adopté à cet égard une attitude très différente. Le gouvernement des Etats-Unis réexamine entièrement sa politique agricole et cherche à réduire sans à-coups les stocks qu'il avait accumulés et à régler la prochaine production sur le volume probable de la demande. Au Canada, en revanche, on ne considère pas que la situation justifie pour l'instant des mesures exceptionnelles. On fait remarquer que des récoltes exceptionnellement abondantes comme celles des trois dernières campagnes ne peuvent pas se reproduire indéfiniment, que le Canada a de bonnes raisons d'espérer maintenir sa part dans les importations de ses clients traditionnels, en particulier du Royaume-Uni, enfin, que la consommation alimentaire nationale par habitant, qui a commencé à augmenter en 1952, peut se développer encore davantage.

Écoulement des excédents

Jusqu'à présent, les efforts du gouvernement des Etats-Unis pour écouler les excédents de produits agricoles qu'il détient en stock ont été dirigés surtout vers la recherche de nouveaux débouchés sur les marchés extérieurs.

Diverses mesures législatives tendent à cet effet. La section 550 du *Mutual Security Act* (amendé en 1953) dispose que 100 millions de dollars au minimum et 250 millions de dollars au maximum des crédits autorisés en 1953/54 pour l'aide économique à l'étranger devront être utilisés pour la vente d'excédents agricoles des Etats-Unis à des pays étrangers amis, contre paiement en leurs monnaies nationales. A la fin de mai 1954, le montant des ventes effectuées dans ces conditions dépassaient 220 millions de dollars. La section 4 h du *CCC Charter Act* autorise certaines opérations d'échange. En 1953/54, ces opérations ont porté sur des produits d'une valeur d'environ 36 millions de dollars, principalement des céréales, c'est-à-dire plus de trois fois le volume exporté de cette façon en 1952/53. En vertu de la section 5 f du même *Act*, il a été vendu à l'Espagne du blé pour une valeur de 20 millions de dollars, la contrepartie en monnaie espagnole devant servir au paiement de services « off-shore ». En vertu de la section 32 de l'*Agricultural Adjustment Act* de 1935, qui intéresse aussi les programmes d'écoulement des excédents sur le marché intérieur, des paiements ont été effectués pour l'exportation de certains fruits frais, préparés et séchés, et pour le miel. Moins de 12 millions de dollars ont été déboursés à ce titre en 1952/53. La section 416 de l'*Agricultural Act* de 1949 permet de prélever sur les stocks du gouvernement des marchandises qui risquent de s'avarier, pour les donner à des nécessiteux; presque tous ces dons, qui ont atteint en 1954 une valeur d'environ 70 millions de dollars, sont envoyés à l'étranger. Le *Famine Relief Act* (Loi 216, dont la période d'application est expirée) autorisait la livraison d'excédents en stock jusqu'à une valeur de 100 millions de dollars, pour porter secours à l'étranger en cas de disette, mais jusqu'à présent il n'a été livré à ce titre que pour moins de 10 millions de dollars (fournitures de blé à la Bolivie, à la Jordanie et à la Libye); une demande a été présentée au Congrès des Etats-Unis pour le renouvellement de cette autorisation et le rétablissement du montant original. En vertu d'une loi spéciale, plus de 600.000 tonnes de blé (représentant une valeur d'environ 70 millions de dollars) ont été envoyées en 1953/54 au Pakistan, pour lutter contre la famine. En application d'autres programmes spéciaux d'aide à l'étranger, il a été distribué des vivres pour environ 14 millions de dollars à des particuliers de Berlin-Est et de l'Allemagne orientale, et encore pour 12 millions de dollars comme cadeaux de Noël à des familles

nécessiteuses de 20 pays d'Europe, d'Amérique latine et du Proche-Orient.

Les débouchés dans le pays même ont permis l'écoulement d'excédents pour une valeur qui a atteint en 1953/54 environ 200 millions de dollars: dons de vivres de la part du gouvernement fédéral au programme national de repas scolaires, à des organismes privés de bienfaisance, et autres bénéficiaires; les deux tiers de ces denrées ont alimenté des repas scolaires. Les ventes directes d'excédents par le canal ordinaire du commerce intérieur sont restées relativement faibles, et ont représenté une valeur d'environ 50 millions de dollars en 1953/54. Au total, pendant cette même période, les programmes d'écoulement d'excédents ont livré à la consommation des produits agricoles à raison de 800 millions de dollars par an⁴, dont environ 250 millions de dollars semblent avoir été absorbés par la consommation intérieure.

Malgré tout, les stocks d'excédents agricoles détenus par l'Etat dépassaient, fin mars 1954, une valeur de plus de 6.200 millions de dollars (tableau 9) et augmentaient sans cesse. Des mesures ont par conséquent été prises pour essayer de les écouler plus rapidement. Le Président Eisenhower a proposé, dans son message au Congrès sur son nouveau programme agricole, « de prélever sur les stocks actuels de la *Commodity Credit Corporation* des réserves jusqu'à une valeur de 2.500 millions de dollars », pour « en tirer un parti utile. Ces réserves seront utilisées notamment pour les programmes d'alimentation scolaire, les secours aux sinistrés, l'aide aux populations de pays étrangers, et la constitution dans le pays même de stocks de guerre, ou de stocks de sécurité en prévision de circonstances exceptionnelles ». L'ordre de grandeur de « l'aide aux populations de pays étrangers », qui semble correspondre à ce qui fait actuellement l'objet de la section 550, est précisé dans un projet de loi qui limiterait les pouvoirs du Président, en ce qui concerne ce programme d'aide aux pays amis, à disposer d'un total de 1 milliard de dollars pendant les trois prochaines années, soit en moyenne 330 millions de dollars par an. Il est proposé, en outre, de réserver 100 millions de dollars de produits en excédent pour aider les gouvernements étrangers, qu'ils entretiennent ou non des rapports d'amitié avec les Etats-Unis, et d'autoriser encore l'emploi de 300 millions de dollars de produits pour soulager les

⁴ Témoinage de M. John H. Davis, Secrétaire adjoint à l'Agriculture, devant la Commission de l'Agriculture de la Chambre des représentants, le 27 avril 1954.

populations menacées par la famine et leur donner toute autre forme d'assistance.

La *Commodity Credit Corporation*, revisant sa politique précédente, a commencé à vendre à l'étranger divers produits tels que du beurre et d'autres produits laitiers, du blé, des céréales secondaires, des haricots de Lima, de l'huile de graines de coton et de lin, aux cours du marché mondial, qui sont bien inférieurs aux prix de soutien pratiqués aux Etats-Unis. Les stocks de lait en poudre ont été déjà presque entièrement écoulés en les cédant, à un prix très réduit, à des producteurs d'aliments pour le bétail. Aucun autre changement d'importance n'est prévu en 1954/55 concernant la politique d'écoulement des excédents de produits stockés par le gouvernement.

A part l'élaboration d'un plan que le gouvernement des Etats-Unis se proposerait d'adopter à titre d'essai, sur le modèle du *Food Stamp Plan*⁵, l'extension du programme de repas scolaires déjà mentionné et la réduction du prix de soutien pour les produits laitiers, il semble avoir été fait jusqu'à présent bien peu de chose pour augmenter la consommation, à l'intérieur du pays, des excédents de produits alimentaires. Toutefois, la demande de produits alimentaires non satisfaite semble encore assez considérable chez les groupes à faible revenu. D'après une étude⁶, il résulte d'une comparaison de la consommation effective par habitant en 1950-52 des salariés qui gagnaient moins de 2.000 dollars par an et qui constituaient les 25 pour cent de la main-d'œuvre des Etats-Unis, avec le chiffre présumé de la consommation potentielle, que la consommation de certaines denrées alimentaires pourrait augmenter, par exemple celle des produits laitiers de 24 pour cent, celle de la farine et des céréales de 22 pour cent, celle du sucre et des sirops de 23 pour cent. De même, une enquête sur les

⁵ Ce plan, mis en œuvre entre 1930 et 1940 et tout au début de la guerre, consistait en une distribution de bons de produits alimentaires aux personnes assistées par des organismes publics ou privés de bienfaisance, leur permettant de recevoir gratuitement certaines denrées en quantités égales à celles qu'elles achetaient au détail aux conditions habituelles.

⁶ BURK, M. C. : « An Analysis of Certain Estimates of Food Requirements and Demand », *Agr. Economic Research*, vol. III, n° 1, Washington, jan. 1951 (Analyse de quelques estimations des besoins et de la demande des produits alimentaires). La consommation « potentielle » est un chiffre théorique indiquant la consommation par habitant dans l'hypothèse où la consommation des familles ayant un revenu annuel de moins de 2.000 dollars s'élèverait au niveau de la consommation des familles ayant un revenu annuel moyen de plus de 2.000 dollars.

ménages effectuée récemment à Seattle (Washington)⁷, qui n'est pas une des régions les moins prospères du pays, a montré que « 60 pour cent des groupes à revenu le plus faible désiraient pouvoir acheter des denrées supplémentaires, tandis que seulement 24 pour cent du groupe aux revenus les plus élevés désiraient en acheter de plus grandes quantités... Presque toutes les sommes supplémentaires que ces consommateurs désiraient dépenser en denrées alimentaires auraient été destinées à trois grands groupes de produits : produits laitiers, fruits et légumes, volaille et viande rouge ».

Il apparaît, dans l'ensemble, qu'en dépit du niveau moyen élevé déjà atteint par la consommation alimentaire en Amérique du Nord, le volume des ventes serait nettement influencé si les prix de vente au détail pouvaient être réduits grâce à une diminution des coûts de production et de commercialisation des denrées. Pour certains produits tels que le beurre, une baisse du prix de détail pourrait avoir un effet direct sur les excédents de la production actuelle, tandis que pour d'autres produits tels que les céréales utilisées pour l'alimentation du bétail l'effet serait indirect. Toutefois, comme il a été noté au chapitre II, tandis que les prix agricoles à la production ont baissé de 17 pour cent aux Etats-Unis et de 23 pour cent au Canada en 1952 et 1953, suivis de près par les prix de gros, les prix de détail des denrées alimentaires n'ont baissé pendant ces deux mêmes années que de 2 et de 8 pour cent respectivement. La baisse des prix à la production n'a donc eu dans ce cas que peu d'effet sur le développement de la consommation. La consommation de coton en Amérique du Nord, qui en 1953/54 a diminué de 860.000 balles, soit d'environ 9 pour cent, par rapport à celle de l'année précédente, se développerait probablement elle aussi s'il se produisait une diminution des prix de vente aux consommateurs. Pendant les quatre premiers mois de 1954, les prix de vente des articles d'habillement aux consommateurs ont diminué de moins de 0,1 pour cent par rapport à ceux de l'année précédente, malgré une baisse des prix de gros des textiles.

Ajustement de la production

Les disponibilités de certains produits agricoles dépassant la demande prévue et les besoins de stockage, les restrictions imposées par le *United*

⁷ BAUM, E. L. et GOODRIDGE, I. L., *United States Journal of Farm Economics*, février 1954, p. 135.

States Agricultural Adjustment Act entrent en application. Pour la récolte de blé de 1954, les emblavures ont été limitées à 24.800.000 hectares contre 31.600.000 en 1953 et à la mi-mars on signalait que les semis n'avaient effectivement dépassé que de 2 pour cent cette limite⁸. Les disponibilités seront limitées aussi par la fixation de contingents de vente acceptés par un référendum des producteurs de blé. Toutefois, une limitation analogue de l'ordre de 17 pour cent (environ 4 millions d'hectares) imposée aux plantations de maïs dans les régions où cette culture a une importance commerciale semble avoir été sans effet, la superficie déclarée des cultures n'ayant diminué que de 146.000 hectares par rapport à celle de 1953. Il est probable que certains des exploitants qui destinent leur production au commerce n'ont pas respecté ces restrictions et que les cultures de maïs ont augmenté d'une manière appréciable en dehors des régions où cette céréale a une importance commerciale. D'autre part, on signale un accroissement de 4.800.000 hectares dans les cultures d'autres céréales secondaires, notamment l'avoine et l'orge, de telle sorte que la production des céréales secondaires sera probablement en augmentation en 1954. Certains terrains enlevés à des cultures contingentées ont été utilisés pour le soja, dont on signale que les plantations ont augmenté de 12 pour cent par rapport à 1953. Des contingents ont été également fixés pour les ventes de coton en 1954 (11.500.000 balles sur 8.560.000 hectares, contre 16.300.000 balles sur 10.080.000 hectares en 1953), tandis que la limitation des cultures et les contingents ont été rétablis pour le tabac.

On propose pour 1955 des restrictions encore plus sévères. Les cultures de blé devront être réduites encore de 12 pour cent pour ne pas dépasser les 22 millions d'hectares autorisés par la législation actuelle. En outre, les prix de soutien ne seront payés que si toutes les limitations de culture sont respectées; l'agriculteur devra s'en tenir aux superficies autorisées pour chacune des cultures qu'il pratique s'il veut bénéficier des prix de soutien pour l'une quelconque de ces cultures. En outre, les cultivateurs qui devront changer la destination de plus de 4 hectares consacrés à

⁸ Les agriculteurs sont autorisés à ensemercer en blé des superficies dépassant les superficies prescrites à condition que la récolte supplémentaire ne soit pas destinée à la consommation humaine mais soit utilisée pour le pâturage, la production fourragère ou l'ensilage, ou soit enfouie comme engrais vert. Des mesures ont été prises aussi pour augmenter la superficie des emblavures autorisées pour le blé dur.

l'une quelconque des cultures contrôlées seront tenus de respecter les limitations imposées par la loi pour toutes les cultures qu'ils désirent entreprendre sur leur exploitation, sauf pour les pâturages et le fourrage. Ces deux mesures ont pour but d'éviter que le problème des excédents ne se déplace d'une production à une autre⁹. On calcule que, dans l'ensemble, ces nouvelles restrictions devront enlever environ 4 millions d'hectares à la production agricole.

La législation actuelle des Etats-Unis laisse quelque souplesse aux prix de soutien en ce qui concerne certains produits; c'est ainsi que les prix de soutien du lait destiné à l'industrie et du beurre ont été réduits de 90 à 75 pour cent de la parité en 1953/54 dans l'espoir d'accroître la consommation intérieure et d'empêcher toute augmentation ultérieure des stocks de beurre, de fromage et de poudre de lait écrémé détenus par la *Commodity Credit Corporation*.

Au Canada, la législation agricole actuelle ne prévoit pas l'intervention directe du gouvernement en vue de régler la production. L'Office canadien du blé est virtuellement le seul détenteur de blé d'exportation et il contrôle aussi en grande partie le commerce de l'avoine et de l'orge. Il verse tout d'abord aux producteurs une avance sur le prix du blé livré, qui est ensuite déterminé en fin de campagne d'après les recettes des ventes sur le marché intérieur et à l'exportation. L'Office du blé peut par conséquent essayer d'agir sur la production en diminuant le montant du paiement initial. Pour la prochaine campagne 1954/55, l'annonce du paiement initial sera différée jusque vers la fin de la campagne en cours. Toutefois, d'après des rapports du printemps dernier, les agriculteurs canadiens auraient décidé de réduire leurs emblavures de près de 400.000 hectares par rapport à 1953/54, ce qui représente une réduction de 4 pour cent. On signale quelques réductions aussi pour le seigle et les pommes de terre. En revanche, les cultures de lin à graines seront sans doute doublées.

Pour les produits agricoles autres que le blé, un Conseil de soutien des prix des produits agricoles est autorisé à acheter à des prix qu'il fixe lui-même en vue de maintenir les cours au-dessus d'un certain « plancher », ou encore à payer directement aux producteurs la différence entre les

⁹ Pour que ces mesures soient efficaces sur toutes les exploitations, il semble que le gouvernement des Etats-Unis devrait aussi contingerter presque toutes les productions non essentielles auxquelles le cultivateur consacre d'ordinaire les superficies enlevées aux cultures essentielles.

cours moyens et le prix qu'il a fixé, pour une période donnée. Ce Conseil s'occupe, notamment, des pommes, du bœuf de boucherie, du beurre, du fromage, des haricots secs, du lait écrémé en poudre, des œufs, des porcs et du miel. Il continue à utiliser un crédit initial de 200 millions de dollars canadiens, mis à sa disposition en 1946, sur lequel, à la date du 31 mars 1953, environ 42.400.000 dollars canadiens avaient été dépensés pour les opérations de soutien des prix.

La nouvelle politique agricole des Etats-Unis

En raison des difficultés qu'il rencontre pour réduire l'écart entre la production agricole et la demande tout en conservant une stabilité raisonnable au revenu agricole et en évitant des fluctuations trop marquées de la production et des prix, le gouvernement des Etats-Unis a proposé une nouvelle législation agricole. Le Président a déclaré dans son message au Congrès sur les questions agricoles que les limitations déjà proposées en ce qui concerne la production ne suffiront sans doute pas à réduire dans une mesure appréciable les excédents; en effet, les superficies cultivées ont été limitées, mais on prévoit des rendements plus élevés, les marchés extérieurs se contractent et l'agriculteur, qui a dû réduire certaines cultures, s'est rabattu sur d'autres. « Nous devons donc », a dit le Président, « nous attaquer sans plus attendre aux causes fondamentales de notre situation excédentaire ».

Le programme exposé souligne que les crédits affectés au plan de conservation agricole doivent

permettre de tirer parti pour la conservation du sol des superficies enlevées aux cultures.

Les nouveautés les plus importantes du programme comportent un assouplissement du soutien des prix, une nouvelle formule de parité d'application générale, le blocage d'une partie des réserves constituées avec les excédents de produits, le développement des exportations, et enfin une augmentation de la faculté d'emprunt de la *Commodity Credit Corporation* qui devrait être portée de 6.750.000 à 8.500.000 dollars. Jusqu'à présent, cette dernière mesure est la seule qui ait été mise en application.

Le programme propose le maintien de la politique de soutien des prix, à condition que les agriculteurs respectent les limitations de cultures et le contingentement des ventes imposés par la loi. Le niveau des prix de soutien sera rendu public avant les semailles et l'on propose non seulement un plafond de 90 pour cent pour le soutien des prix, mais aussi un plancher allant de 75 à 90 pour cent selon la situation des disponibilités. Les niveaux des prix de soutien seront élevés ou abaissés de 1 pour cent pour toute augmentation ou diminution de 2 pour cent des disponibilités totales du produit en question (excepté pour le maïs, pour lequel le rapport est de 1 à 1).

La législation approuvée en 1948 comportait une nouvelle formule de parité fondée sur le rapport du prix de vente au prix de revient, au cours des dix dernières années, mais la mise en application de cette méthode de calcul aux produits agricoles de base avait été à plusieurs reprises différée. Pour le blé, le maïs, le coton et les arachides, il est actuellement proposé d'utiliser la nou-

TABLEAU 23. — AMÉRIQUE DU NORD : PRODUCTION DE CERTAINS PRODUITS

PRODUITS	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-50	1952/53	1953/54 (chiffres provisoires)
..... <i>Milliers de tonnes</i>				
Blé	133 800	42 580	54 074	47 373
Maïs	165 600	86 029	83 801	81 183
Riz	956	1 780	2 182	2 383
Viande de bœuf et de veau	3 950	5 289	5 291	6 699
Viande de porc	3 610	5 122	5 749	5 062
Beurre	1 144	883	790	896
Oeufs	2 163	3 451	3 704	3 758
Lait ²	53 346	59 783	59 829	62 873
Fèves de soja	1 170	6 903	8 224	7 260
Arachides	540	943	622	714
Graines de coton	4 927	5 022	5 615	6 694
Tabac	618	962	1 086	989
Coton (fibre)	2 755	2 965	3 282	3 564
<i>Indice de tous les produits agricoles</i>	<i>100</i>	<i>135</i>	<i>148</i>	<i>147</i>

¹ 1937-41. La production moyenne pour les années 1934-38 a été anormalement faible par suite de l'extrême sécheresse qui a sévi en 1934 et 1936. — ² Pour les États-Unis, production à la ferme seulement.

velle méthode à partir du 1^{er} janvier 1956, mais sous réserve que la modification ait lieu par tranches annuelles de 5 pour cent. Pour le blé, cela reviendra à étendre cette modification sur une période de trois ans.

Les principaux produits visés par ces modifications seraient le blé, le maïs, le coton et la laine. En ce qui concerne la laine, il est proposé de laisser les prix se stabiliser librement et des paiements directs seraient faits aux producteurs pour élever leurs recettes moyennes jusqu'à 90 pour cent de la parité, au lieu d'adopter des prix de soutien. Ces versements seraient uniformes pour avantager la production et les ventes effectuées dans des conditions économiques.

Perspectives

Il ne faut pas s'attendre, en 1954/55, à des changements marqués aux Etats-Unis en ce qui concerne la forte demande intérieure et le fléchissement des exportations de produits agricoles. D'autre part, les disponibilités demeureront sans

doute élevées pour la plupart des produits agricoles et aucune amélioration notable de la situation ne semble probable en ce qui concerne les excédents de produits. L'augmentation des possibilités d'emprunt de la *Commodity Credit Corporation* devraient pouvoir suffire à assurer la continuation des opérations de crédit, tout au moins pendant 1954/55, et, tant que les programmes actuels de soutien des prix seront appliqués, toute baisse des prix des produits agricoles sera relativement lente. Toutefois, les prix de revient de l'agriculture varient peu et il est vraisemblable que la marge de bénéfice des agriculteurs des Etats-Unis continuera à se réduire quoique, peut-être, dans une plus faible mesure. Comme il a été noté au chapitre II, les revenus nets de l'agriculture diminueront vraisemblablement de 5 pour cent en 1954 par rapport à ceux de 1953.

On arrivera sans doute, en limitant plus strictement encore les superficies cultivées en 1955, à diminuer considérablement la production agricole aux Etats-Unis, tandis que l'augmentation de la production animale, conséquence attendue de

TABLEAU 24. — AMÉRIQUE DU NORD : EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS

PRODUITS	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-50	1952	1953
..... <i>Milliers de tonnes</i>				
<i>Exportations brutes</i>				
Blé et farine de blé	6 030	16 361	21 755	16 606
Maïs	799	2 150	2 528	3 370
Riz	72	468	795	694
Viande ¹	16	52	38	39
Oeufs	2	34	37	32
Lait (condensé et évaporé)	24	160	70	77
Fromage	34	60	3	10
Beurre	2	2	1	—
Huiles végétales ²	14	199	251	238
Tabac	103	221	197	248
Coton (fibre)	1 294	1 051	924	644
<i>Importations brutes</i>				
Bananes	1 367	1 457	1 453	1 491
Sucre ³	4 917	5 572	5 842	6 087
Cacao	261	295	272	273
Café	907	1 269	1 260	1 310
Thé	56	66	63	68
Laine	68	198	175	136
Jute	74	76	45	78
<i>Indice de tous les produits agricoles</i>				
<i>Exportations brutes</i>	100	176	201	169
<i>Importations brutes</i>	100	123	129	121

— Quantité négligeable.
¹ Viande de bœuf, de veau et de porc. — ² Huile de soja, d'arachide et de coton et équivalent en huile des graines exportées.
³ En équivalent de sucre brut.

l'augmentation des disponibilités fourragères, fera sans doute baisser les prix du bétail. Il s'ensuit que l'on connaîtra peut-être en 1955 une diminution appréciable des revenus de l'agriculture.

Au Canada, la campagne 1954/55 s'ouvre avec des stocks de report de blé plus importants que jamais et l'amélioration de la situation des approvisionnements à l'étranger peut créer de nouvelles difficultés d'exportation. Il en va de même pour les céréales secondaires, car l'augmentation des disponibilités aux États-Unis et en Argentine accentuera la concurrence sur les marchés d'exportation. Cependant, la consommation intérieure paraît devoir se maintenir à un niveau élevé, en particulier pour les produits animaux. Les recettes monétaires des agriculteurs canadiens en 1954/55 seront sans doute quelque peu inférieures à celles de 1953/54 et leur revenu net s'en ressentira probablement car les frais de production ne paraissent pas devoir diminuer.

Les réductions déjà subies par les revenus agricoles en Amérique du Nord se sont répercutées sur la situation économique générale. Tandis que la production des machines agricoles a augmenté aux États-Unis dans son ensemble en 1953, « dans quelques secteurs, comme celui des tracteurs agricoles . . . l'activité s'est ralentie pendant une bonne partie de l'année ». Il en a été de même pour le bâtiment, secteur dans lequel « les agriculteurs sont le seul groupe important qui ait dépensé moins qu'un an auparavant »¹⁰. De même au Canada : « les vendeurs et les constructeurs de matériel agricole ont en magasin plus de marchandises qu'il y a un an »¹¹. On ne saurait par conséquent se dissimuler les conséquences que pourrait avoir une nouvelle contraction des revenus agricoles.

Pour l'ensemble de l'Amérique du Nord, il est peu probable que la campagne 1954/55 apporte une réelle amélioration du problème le plus grave de l'agriculture, celui que posent les excédents de produits. Si la série des récoltes abondantes de ces dernières années ne s'arrête pas brusquement, les États-Unis et le Canada seront obligés de prendre des mesures sérieuses pour réduire l'écart entre l'offre et la demande en ouvrant à leur production agricole de nouveaux débouchés, surtout à l'intérieur, et en comprimant les productions pour lesquelles il paraît impossible de trouver de plus larges débouchés.

¹⁰ United States Department of Commerce, *Survey of Current Business*, février 1954, pages 16 et 19.

¹¹ Econ. Div. Marketing Service, Department of Agriculture, Ottawa : *Current Review of Agricultural Conditions in Canada*, vol. 15, n° 1, jan. 1954, p. 15.

AMÉRIQUE LATINE

En 1953/54, la plupart des pays d'Amérique latine se sont efforcés d'accroître leur production agricole qui était, les années précédentes, en retard sur le développement industriel. Pour y parvenir, les gouvernements appliquent ou étudient des programmes et des mesures visant à encourager davantage l'agriculture. L'Argentine, par exemple, a poursuivi l'application de son deuxième plan quinquennal. Le Chili aborde un vaste programme agricole de huit ans. Le Mexique a fait de son programme biennal de secours alimentaire une institution permanente. L'Uruguay met au point les détails d'un plan de développement de l'élevage. Le Brésil se sert activement de la nouvelle loi sur le change monétaire pour protéger et encourager l'agriculture.

Toutefois, les progrès sont ralentis par l'évolution récente du marché mondial. Depuis deux ans, les prix d'un certain nombre de produits qu'exporte l'Amérique latine ont baissé et la production de quelques-uns d'entre eux a tendance à diminuer. Le recul récent de la production de coton, d'oléagineux et de fibres dures et les nouvelles restrictions imposées à la production cubaine de sucre sont des conséquences de cet état de choses. Néanmoins, dans certains cas, les pays d'Amérique latine se créent de nouveaux marchés pour leurs produits : par exemple, les achats auxquels a récemment procédé l'U.R.S.S. ont permis à l'Argentine d'écouler une partie importante de ses stocks de graines de lin.

En revanche, la production céréalière continue à progresser dans tous les pays. Les prix officiels de soutien restent à un niveau qui stimule les producteurs. Dans les pays déficitaires, le surcroît de production est aisément absorbé par le marché intérieur, et l'Uruguay, dont la dernière moisson de blé a atteint un niveau record, a pu vendre ses excédents au Brésil et au Paraguay.

Cependant, en Argentine, où le volume de céréales exportées en 1953 a sensiblement dépassé celui de 1952, il restait un excédent assez important au début de la nouvelle campagne qui, s'ajoutant aux abondantes moissons de 1953/54, a porté les quantités exportables à un niveau beaucoup plus élevé que celui des années précédentes. Afin de faciliter l'écoulement de quantités accrues de céréales, l'Argentine, dès 1953, s'est occupée de renouveler ou de conclure des accords bilatéraux de commerce et de paiement avec certains pays et, simultanément, de mettre au point un programme de développement intensif des installations d'emmagasinage. On ne sait encore s'il sera possible

d'exporter plus de céréales dans les prochaines années, mais on estime en général que l'élément excédentaire des stocks actuels est relativement faible, bien que le Brésil achète moins de blé et à des prix plus bas, et que l'envoi de 100.000 tonnes de blé des Etats-Unis à la Bolivie y ait supplanté les exportations argentines. Une réduction des objectifs fixés par le plan quinquennal ne donnerait, estime-t-on, aucun résultat utile.

Un facteur d'une grande importance pour les pays d'Amérique latine a été la hausse dans les prix du café qui s'est manifestée l'an dernier et qui est en grande partie due aux dégâts qu'a causés le gel dans les plantations brésiliennes en 1953. Dans le seul état de Paraná, la production qui aurait dû atteindre 7.700.000 sacs pour la campagne 1954/55 ne dépassera guère 1.500.000 sacs. La production brésilienne ne se remettra que lentement d'une pareille atteinte.

Problèmes fondamentaux de politique

Dans presque tous les pays d'Amérique latine, les politiques agricoles actuelles sont caractérisées par une forte tendance vers l'autarcie. On peut en trouver des exemples précis dans la création récente de l'industrie du sucre de betterave au Chili, alors que la production sucrière cubaine a dû subir de nouvelles restrictions, et dans les campagnes actives pour l'augmentation des emblavures que mènent le Brésil, le Pérou, la Colombie et le Mexique, malgré l'accumulation de stocks de blé en Argentine et dans les pays exportateurs de blé des autres régions. Cette politique d'autarcie, souvent accompagnée de campagnes pour une meilleure utilisation des sols et une agriculture moderne, se fonde en général sur des considérations de change. La plupart des pays d'Amérique latine répugnent à dépenser leurs recettes en devises étrangères pour l'importation de produits alimentaires et agricoles qu'il est possible de produire sur leur territoire.

On sait qu'en Amérique latine le mouvement des investissements est lié étroitement à la situation de la balance des paiements et aux réserves de devises, principalement parce que la région dépend de l'étranger pour les fournitures de biens d'équipement. Si donc il n'est pas possible d'augmenter les exportations, on ne pourra maintenir ou relever le niveau des importations d'équipement agricole ou industriel que si d'une part le rythme des importations d'articles de consommation diminue, et d'autre part si les investissements de capitaux étrangers augmentent.

Il est possible, dans certains pays, de réduire les importations destinées à la consommation ; ce résultat a déjà parfois été obtenu au moyen d'une réglementation sélective, mais d'une façon générale il est difficile d'importer moins d'articles de consommation sans en accroître rapidement la production dans le pays, et c'est cet accroissement que recherchent les différents gouvernements. Dans le domaine agricole, on peut relever la production soit en étendant la superficie cultivée, soit en améliorant les rendements. A cet égard, il faut noter que le nombre des tracteurs dans la région a sextuplé depuis 1939.

Ce sont le blé et les autres céréales, le sucre et le coton, produits en excédent sur le marché mondial, qui offrent les meilleures chances d'une expansion rapide dans les pays déficitaires. Pour ces pays, le problème est de décider s'ils développeront ces productions (même au risque de prix de revient élevés) afin d'économiser les devises étrangères, ou s'ils continueront à les importer en dépensant moins dans l'immédiat, mais en limitant les possibilités nationales d'expansion économique.

TABLEAU 25. — AMÉRIQUE LATINE : VOLUME DES EXPORTATIONS AGRICOLES

ANNÉES	Exportations brutes	Exportations nettes ¹
	... Moyenne 1934-38 = 100 ...	
1950	99	88
1951	92	78
1952	80	64
1953 (prov.)	98	85

¹ Exportations brutes moins importations brutes.

Du côté des pays exportateurs, le problème d'une expansion agricole continue se pose de façon encore plus difficile lorsqu'ils se heurtent à une dure concurrence sur le plan mondial. On peut citer à cet égard le cas de la production sucrière à Cuba et des céréales et oléagineux en Argentine. Dans ces pays et dans d'autres où la situation est comparable, les progrès de l'agriculture seront ralentis tant que se maintiendront les conditions mondiales actuelles.

Pour d'autres produits — café, cacao, viande de bœuf — les perspectives sont plus favorables à un relèvement des exportations, mais, par la nature même des choses, la production de ces articles ne peut augmenter que lentement et, en outre, le développement du commerce d'expor-

tation est limité par l'accroissement rapide de la demande intérieure.

De grandes difficultés s'opposent donc à un rajustement prochain des politiques de protection agricoles actuelles, même si dans le cas de certaines cultures d'exportation cette opération se révèle indispensable. Mais, à plus longue échéance, il est probable que de nombreux pays jugeront bon de développer les productions qui conviennent le mieux aux conditions qui leur sont propres et de relâcher les efforts actuels en vue de l'autarcie à tout prix. Il serait alors possible de coordonner, sur un plan plus général, les politiques agricoles régionales et internationales.

Plusieurs états ont pris des mesures tendant à augmenter les investissements de capitaux étrangers, soit en éliminant les obstacles actuels (Argentine, Brésil, Chili, Colombie), soit en réglant d'anciennes dettes envers des créanciers étrangers (Equateur, Pérou) afin d'améliorer le crédit international du pays. Mais il faut observer que les investissements de capitaux étrangers dans la région ne représentent qu'une faible partie du total des investissements, particulièrement dans le domaine agricole.

Situation générale des échanges et des paiements

Sous l'influence des changements intervenus dans les conditions nationales et internationales, la balance générale des échanges et des paiements de la région s'est quelque peu améliorée en 1953. Bien que le total des exportations se soit légèrement élevé, l'amélioration par rapport à 1952 est essentiellement due au vif recul des importations.

Les mesures tendant à améliorer la balance des paiements ont été la réduction ou la compression des droits d'exportation, l'octroi de taux de change préférentiels pour l'exportation, la concession de subventions spéciales ou de primes à l'exportation et finalement la méthode plus générale de la dévaluation monétaire (Bolivie, Chili, Mexique). Grâce à ces différents moyens, les recettes en monnaies nationales fournies par l'exportation se sont accrues et les produits d'exportation qui souffraient de la concurrence du fait de leur prix élevé ont continué à être vendus à l'étranger. On a maintenu ainsi des stimulants à la production pour l'exportation, malgré la concurrence accrue des autres zones de production.

Dans les pays de la région qui n'appartiennent pas au bloc dollar, et spécialement au Brésil, les importations se sont réduites de façon plus sensible. En octobre 1953, le Brésil a adopté un nou-

veau régime de change, créant des primes à l'exportation ainsi qu'un système de vente aux enchères des licences d'importation. L'objectif fondamental est d'encourager l'agriculture : non seulement les exportations agricoles sont subventionnées au moyen de primes, mais le produit des ventes aux enchères des devises disponibles, qui, pour les six premiers mois d'application du nouveau système, atteignait déjà 5,6 milliards de cruzeiros, servira à la réalisation de projets agricoles.

Parmi les pays qui n'appartiennent pas au bloc dollar, le Chili a vu ses exportations subir une chute de valeur due au recul des ventes de cuivre. En revanche, la valeur des exportations argentines s'est sensiblement élevée, les ventes de céréales et de laine ayant beaucoup augmenté.

Dans les pays de la zone dollar, les exportations et les importations ont légèrement baissé par rapport à 1952. C'est surtout au Mexique, à Cuba et au Venezuela que ce recul est sensible en raison de la contraction des exportations de coton, de sucre et de minéraux. Par contre, les exportations ont particulièrement progressé en Colombie, où le café s'est vendu en plus grandes quantités et à des cours plus élevés. Dans la plupart des autres pays de la région, les importations sont restées au niveau de l'année précédente ou n'ont que légèrement progressé.

Les politiques commerciales qui ont été suivies et l'accroissement de la production ont provoqué en 1953 un brusque renversement de la tendance à la baisse des exportations brutes et nettes de produits agricoles. Les indices qui figurent dans le tableau 25 et qui portent sur 72 produits agricoles importants reflètent ce changement. Si le gain relatif est plus fort pour les exportations nettes que pour les exportations brutes, c'est qu'il y a eu une diminution des importations brutes due aux progrès de la production intérieure et à la restriction des importations dans certains pays.

Demande intérieure et prix

L'Amérique latine est une région où la consommation se développe rapidement, notamment dans le domaine alimentaire. Le taux élevé de l'accroissement démographique (2,4 pour cent par an) est le facteur essentiel, mais l'accroissement du pouvoir d'achat de la population intervient aussi. Ce sont là des facteurs qui ajoutent encore aux difficultés que connaissent ces pays dans l'adoption de politiques alimentaires et agricoles. Tout accroissement immédiat de production doit porter essentiellement sur les aliments énergétiques qui, de ce fait, font concurrence à d'autres aliments

TABLEAU 26. — AMÉRIQUE LATINE : PRODUCTION DE CERTAINS PRODUITS

PRODUITS	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-50	1952/53	1953/54 (chiffres provisoires)
..... Milliers de tonnes				
Maïs	18 000	14 560	16 360	17 795
dont Argentine	(7 892)	(2 319)	(3 550)	(4 800)
Blé	8 620	8 130	10 880	9 770
dont Argentine	(6 634)	(5 380)	(7 564)	(6 500)
Sucre (centrifugé)	6 480	11 690	12 500	12 560
dont Cuba	(2 838)	(5 515)	(5 159)	(4 894)
Café	2 118	1 856	1 920	1 959
dont Brésil	(1 446)	(1 059)	(1 125)	(1 118)
Bananes	4 820	6 480	7 490	7 720
Viande ¹	4 904	5 687	5 527	5 598
<i>Indice de tous les produits agricoles.</i>	<i>100</i>	<i>123</i>	<i>132</i>	<i>132</i>

.. Chiffres non disponibles.

¹ Viande de bœuf, de veau, de porc, de mouton et d'agneau.

plus nutritifs dans l'utilisation des ressources disponibles. Les campagnes actives pour l'accroissement de la production de blé, menées dans plusieurs pays déficitaires où les progrès de l'élevage ne suivent pas l'accroissement démographique, peuvent s'expliquer par ce brusque accroissement de la demande des consommateurs.

L'expansion rapide de la consommation explique aussi pourquoi, en Amérique latine, la situation est caractérisée par des pénuries alimentaires fréquentes et par l'inflation, plutôt que par une production excédentaire et des prix stables. Dans bien des cas, les insuffisances de transport et de l'organisation commerciale contribuent à aggraver les problèmes du ravitaillement.

Le Mexique fournit un exemple typique des problèmes qui se posent aux pays d'Amérique latine. L'économie mexicaine se développe rapidement depuis quelques années, mais la population et la demande des consommateurs ont progressé tout aussi rapidement. Afin de faire échec à l'inflation, le gouvernement a adopté l'an dernier différentes mesures de restriction, parmi lesquelles une réduction sensible du volume des fonds publics investis et de rigoureuses limitations au crédit bancaire dans le domaine commercial. En même temps, de grandes facilités étaient accordées à l'agriculture afin d'accélérer les progrès de la production alimentaire. A la suite de la diminution progressive de ses réserves de devises étrangères, le Mexique a, en avril 1954, dévalué le peso de 30 pour cent, le cours du dollar passant de 8,65 à 12,50. Par ce moyen, le gouvernement compte encourager les exportations et l'afflux des capitaux étrangers et décourager l'importation de produits faisant concurrence aux produits du pays et l'émigration des capitaux mexicains. En outre, il espère corriger

ainsi le déséquilibre sur les marchés internationaux, causé surtout par la réduction de la demande et des prix des produits exportés et par l'inflation des prix sur le marché intérieur survenue au cours des dernières années. Mais on estime qu'à la suite de la dévaluation, de nouvelles pressions inflationnistes s'exerceront sur les prix intérieurs, ce qui pourra ralentir le relèvement des niveaux de consommation par habitant.

En 1953, les fluctuations de l'activité industrielle et des politiques budgétaire et commerciale des gouvernements et les variations de la production agricole ont été en Amérique latine très diverses selon les pays. Le mouvement d'inflation, par exemple, s'est sensiblement ralenti en Argentine ; la demande locale a été active pour les produits alimentaires, mais plus faible pour les autres articles de consommation. D'une façon générale, les prix ont eu tendance à se stabiliser et le coût de la vie a légèrement baissé. Au Brésil et au Chili, au contraire, le mouvement d'inflation a continué, bien qu'au Brésil la hausse des prix se soit ralentie par rapport à l'année précédente. L'inflation s'est également poursuivie au Paraguay et en Bolivie, en raison surtout des dépenses budgétaires accrues et d'une politique bancaire favorable au crédit ; les difficultés d'approvisionnement, qui se sont manifestées dans les deux pays, ont affecté davantage la Bolivie en ce qui concerne les produits alimentaires. Les hausses de prix ont également continué au Pérou, reflétant surtout une augmentation d'investissements de fonds publics et la tendance à la baisse de la monnaie nationale. L'inflation est apparue en Colombie en 1953, alors que les revenus ainsi que la demande des producteurs de café augmentaient sous l'influence de la hausse des prix du café et de la baisse progressive

TABLEAU 27. — AMÉRIQUE LATINE : EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS

PRODUITS	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-50	1952	1953
..... <i>Milliers de tonnes</i>				
<i>Exportations brutes</i>				
Maïs	6 620	1 550	720	1 150
Blé ¹	3 445	2 370	270	2 600
Sucre	4 030	7 020	6 980	7 700
Café	1 398	1 630	1 593	1 710
Bananes	2 040	1 940	2 140	2 200
Viande de bœuf (fraîche, réfrigérée et congelée)	507	338	145	140
Laine (dessuintée)	117	143	104	160
Coton (fibre)	340	370	400	470
Cacao.	208	184	147	200
<i>Importations brutes</i>				
Blé ¹	1 670	2 470	3 510	3 500
Riz (usiné)	390	370	320	350
Sucre.	240	360	300	310
Pommes de terre.	180	250	200	230
Bananes	180	170	190	170
Café	29	49	34	35
Coton (fibre)	9	54	50	45
Viande de bœuf (fraîche, réfrigérée et congelée)	8	23	25	20
Lait condensé et évaporé.	25	45	60	55
Lait en poudre	4	42	73	70
<i>Indice de tous les produits agricoles</i>				
<i>Exportations brutes</i>	100	101	80	98
<i>Importations brutes</i>	100	155	190	186

... Chiffres non disponibles.

¹ Y compris la farine de blé en équivalent de blé.

du taux de change applicable aux exportations de café. Dans les autres pays, les prix sont restés relativement stables, tandis que l'approvisionnement suffisait à faire face à la demande accrue sans hausse de prix, tant au niveau du gros que du détail.

OCÉANIE

La concurrence croissante des marchés agricoles mondiaux n'a jusqu'ici guère affecté l'Océanie. Bien que l'économie de cette région dépende en grande partie des exportations de produits agricoles, les conditions sont restées favorables, tant en Australie qu'en Nouvelle-Zélande, en 1953/54, grâce à la persistance d'une demande active de laine, de viande et de produits laitiers et aussi aux arrangements commerciaux conclus avec le Royaume-Uni pour la viande et les produits laitiers. C'est le blé qui constitue l'exception principale, le volume et le prix des exportations ayant fortement décliné; autrement, la tendance à la hausse des prix d'exportation des produits agricoles océaniques s'est poursuivie en 1953/54, le

niveau des prix contractuels de la viande et des produits laitiers augmentant par rapport à 1952/53 tandis que les cours de la laine ne variaient guère.

Dans les deux pays, le niveau général des prix a subi l'influence de la hausse persistante des prix à l'exportation. Ce phénomène et son corollaire, la hausse des prix à la production, suscitent quelques préoccupations, d'autant plus que les tendances à l'inflation se sont atténuées chez presque tous les concurrents et les clients des deux pays. On voit au tableau 28 qu'en Australie, particulièrement, le niveau général des prix et les salaires agricoles ont augmenté davantage qu'au Danemark et aux Pays-Bas, ses principaux rivaux européens, et au Royaume-Uni, son principal client.

Avec la fin du rationnement de la viande et des produits laitiers au Royaume-Uni, une concurrence croissante se fera sentir chez les producteurs agricoles d'Océanie et il est peu probable que les prix d'exportation augmentent encore beaucoup. Les prix de la laine, peu soutenus au début de 1954, se sont raffermis par la suite, tandis que la baisse des prix du blé est susceptible de se poursuivre. Etant donné les bonnes conditions de pro-

TABLEAU 28. — NOMBRES-INDICES DES SALAIRES AGRICOLES, DU COÛT DE LA VIE
ET DES PRIX DE GROS GÉNÉRAUX DANS CERTAINS PAYS

PAYS	Salaires agricoles			Coût de la vie			Prix de gros généraux		
	1948	1952	1953	1948	1952	1953	1948	1952	1953
Australie	100	207	221	100	170	178	100	184	189
Nouvelle-Zélande	100	142	146	100	128	134	100	140	138
Royaume-Uni	100	125	132	100	126	130	100	149	150
Danemark	100	127	137	100	123	123	100	143	134
Pays-Bas	100	130	135	100	130	130	100	140	134

NOTE : Ces cinq pays ont dévalué leur monnaie d'environ 30 pour cent en septembre 1949.
¹ Chiffres provisoires.

duction et le haut rendement des ouvriers de l'industrie agricole océanienne, les prix actuels à l'exportation de la plupart des produits restent rémunérateurs. Une légère baisse des prix ne poserait pas de problèmes sérieux, sauf en Australie pour les produits laitiers, le sucre, les œufs et les raisins secs.

En Océanie, le niveau des revenus agricoles est l'un des plus élevés du monde, tant en valeur absolue qu'en comparaison avec le revenu des ouvriers de l'industrie, mais pour qu'il se maintienne au point élevé atteint depuis quelques années il faudra résoudre le problème de la résorption des chutes éventuelles de prix en augmentant le volume de production dans les entreprises les plus rentables, et en maintenant ou en accroissant les marges actuelles de bénéfice grâce à la réduction du coût de production obtenue en améliorant le rendement.

Mais, pour les produits agricoles de la région, les perspectives générales du marché restent favorables pendant que le développement économique régional se poursuit, et il est peu probable que les marchés d'exportation des produits océaniques subissent une contraction importante.

Le marché britannique

Au cours de 1953/54, le fait nouveau le plus important pour l'agriculture océanienne a été l'abolition graduelle du commerce gouvernemental des produits alimentaires au Royaume-Uni. En 1953, le commerce des céréales et, en 1954, le commerce de la viande, du beurre et du fromage ont fait retour au secteur privé, tandis que le rationnement et la réglementation des prix de la viande, du beurre et du fromage étaient supprimés. En outre, la nouvelle politique britannique

en matière de commerce et de ravitaillement a pour conséquence que les contrats d'achats massifs ne seront pas renouvelés ; les contrats d'achat de viande et de produits laitiers avec la Nouvelle-Zélande viennent à expiration en 1954, et les contrats conclus avec l'Australie en 1954 et 1955, après quoi le commerce se fera de nouveau de façon privée, sous réserve des prix minimums pour l'exportation de viande australienne vers le Royaume-Uni, régis par un accord en vigueur jusqu'en 1967.

Le Royaume-Uni espère que le rétablissement du commerce privé et la concurrence sur le marché intérieur feront baisser les prix à l'importation des produits alimentaires, mais tout effet de baisse sur les prix des principaux produits océaniques d'exportation se limitera vraisemblablement au blé et aux produits laitiers, dont les prix pourront fléchir par suite de l'existence d'excédents dans d'autres pays exportateurs. En revanche, bien que les perspectives du marché de la viande au Royaume-Uni soient incertaines en raison du retour au commerce privé, on prévoit que la demande totale de viande restera forte et il n'est guère à craindre que l'Argentine offre ici une concurrence sérieuse.

Il se peut que des ajustements se révèlent à la longue nécessaires dans les secteurs où le coût océanien de production permet difficilement d'affronter la concurrence — c'est le cas des produits laitiers d'Australie — mais étant donné d'une part les bonnes conditions qui existent dans l'industrie océanienne de la viande par rapport aux autres pays exportateurs, et d'autre part la demande du Royaume-Uni, que l'on prévoit active, il est peu probable que les garanties minimums prévues pour l'Australie aient à être appliquées. Les deux pays continueront à bénéficier du ré-

gime général de liberté des entrées. Aussi ne pense-t-on pas que la fin de la politique britannique d'achats massifs porte préjudice aux exportations des deux pays.

En 1953/54, le Royaume-Uni a importé moins de blé australien du fait que le gouvernement a libéré ses stocks après la cessation des restrictions au commerce des céréales et lorsque l'approvisionnement auprès d'autres sources s'est fait plus abondant. A mesure que les importations reviennent à leur niveau normal, il faut s'attendre à voir de nouveau jouer la concurrence sur un marché où l'Océanie devrait avoir une place importante. Etant donné que le Royaume-Uni n'est pas partie au nouvel Accord international sur le blé, le contingent d'exportation de l'Australie a été réduit de 36 pour cent afin que ce pays puisse continuer à fournir le Royaume-Uni comme par le passé.

Il est probable que la demande britannique de laine australienne et néo-zélandaise se maintiendra à un niveau élevé, à condition que la situation économique reste favorable.

Dans l'ensemble, de bonnes perspectives se présentent donc pour l'écoulement sur le marché britannique des excédents exportables de l'Océanie à des prix rémunérateurs. En outre, l'existence d'un régime douanier préférentiel pour le commerce avec le Royaume-Uni renforce encore ces tendances, mais il ne faut pas oublier qu'il ne s'applique pas à deux importants produits : la laine et le blé. De plus, lorsque le régime préférentiel était établi d'après les valeurs, les avantages stipulés au profit des pays océaniques ont diminué considérablement par rapport à l'avant-guerre.

Autres marchés d'exportation

Le commerce entre l'Océanie et le Royaume-Uni étant favorisé par l'existence d'ententes commerciales spéciales, par des tarifs préférentiels et par l'appartenance commune au bloc sterling, les autres marchés d'exportation sont de moindre importance, sauf pour la laine et le blé.

En imposant de stricts contingents aux importations de produits laitiers, les Etats-Unis ont virtuellement fermé leur marché, tandis qu'en Europe continentale la demande sera sans doute satisfaite largement par le Danemark et les Pays-Bas et aussi par les pays qui s'orientent vers l'exportation. Le vaste marché voisin que constitue l'Asie, où les ventes de blé australien et surtout de farine ont augmenté, ne dispose généralement pas du pouvoir d'achat suffisant pour acquérir d'autres produits océaniques, mis à part les achats

TABLEAU 29. — OCÉANIE : PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES

RÉGIONS ET PRODUITS	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-50	1952/53	1953/54 (chiffres provisoires)
..... Milliers de tonnes				
Australie et Nouvelle-Zélande :				
Laine (dessuintée)	323	404	466	458
Viande	1 575	1 743	1 818	1 926
Beurre	1377	338	376	352
Australie :				
Blé	4 200	5 381	5 313	5 416
Sucre	756	951	967	1 274
<i>Indice de tous les produits agricoles</i>	<i>100</i>	<i>112</i>	<i>121</i>	<i>123</i>

... Chiffres non disponibles.
 1 Nouvelle-Zélande 1939, Australie 1936-39.

TABLEAU 30. — OCÉANIE : EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES

RUBRIQUES	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-50	1952	1953
..... Milliers de tonnes				
<i>Exportations brutes</i>				
Australie et Nouvelle-Zélande :				
Laine (dessuintée)	293	451	440	474
Viande (carcasse)	510	654	689	713
Beurre	240	222	221	201
Australie :				
Blé ¹	2 787	2 399	2 223	2 675
Sucre	430	399	246	742
<i>Importations brutes</i>				
Nouvelle-Zélande :				
Blé ¹	39	164	230	194
<i>Indice de tous les produits agricoles</i>				
<i>Exportations brutes</i>	<i>100</i>	<i>129</i>	<i>126</i>	<i>129</i>
<i>Importations brutes</i>	<i>100</i>	<i>155</i>	<i>150</i>	<i>157</i>

¹ Y compris la farine de blé en équivalent de blé.

japonais de laine. Toutefois, les importations de certains aliments protéiniques peu coûteux, tels que le lait écrémé en poudre, ont récemment augmenté dans de nombreuses régions peu développées d'Afrique et d'Asie, et si les programmes actuels de développement de ces régions portent

leurs fruits, la nécessité impérieuse d'améliorer les régimes alimentaires peut créer une demande accrue de ces produits.

Niveaux nationaux de consommation, prix et perspectives

Les conditions économiques généralement favorables et l'accroissement démographique rapide, dû en partie à une importante immigration d'après-guerre, ont créé depuis quelques années une forte demande de produits agricoles. Les niveaux de consommation alimentaire restent élevés dans les deux pays. Néanmoins, en Australie, la consommation par habitant de certains aliments de protection importants, tels que beurre, œufs, viande de bœuf, mouton et porc, est restée un peu inférieure à l'avant-guerre, depuis l'abolition du rationnement, du fait sans doute de la résistance des consommateurs à l'augmentation des prix. Cet état de choses tend à réduire les recettes moyennes des producteurs dans certains secteurs de l'agriculture, tels que la laiterie, l'élevage de la volaille et la production de raisins secs, où le régime des prix a pour but de porter les recettes provenant des ventes sur le marché intérieur au delà du niveau existant sur les marchés d'exportation. Étant donné l'incertitude des perspectives du marché des produits laitiers, le gouvernement australien, contrairement à sa politique habituelle, n'a pas relevé en 1953/54 les prix agricoles garantis malgré la hausse reconnue du coût de production. En Nouvelle-Zélande, les recettes fournies par l'exportation sont restées rémunératrices et les niveaux de consommation intérieure des produits laitiers, qui étaient déjà très élevés, sont encore montés au cours des dernières années, parallèlement à un relèvement des subventions à la consommation. Les prix agricoles ont été maintenus au-dessous des prix à l'exportation jusqu'à la campagne 1953/54 et, de cette façon, l'industrie laitière néo-zélandaise a pu constituer une importante réserve de stabilisation (24,5 millions de livres néo-zélandaises) destinée à compenser tout recul des prix à l'exportation. Il semble que les conditions d'un nouveau développement de la production laitière soient réunies en Nouvelle-Zélande.

Les contractions plutôt brusques qu'a subies le marché mondial du blé en 1953/54 ont suscité quelque préoccupation en Australie, pays qui exporte plus de la moitié de sa récolte de blé. Si l'évolution récente de la production australienne de blé reflète surtout les fluctuations des condi-

tions atmosphériques, les emblavures ont régulièrement diminué jusqu'en 1952/53 pour augmenter légèrement pendant la campagne 1953/54. Simultanément, le coût de production officiellement reconnu montait brusquement, tandis que la moyenne des prix agricoles ne variait guère. Il semble donc que la production du blé en Australie ait perdu de ses avantages relatifs, d'autant plus que les recettes fournies par les produits de l'élevage ont augmenté depuis cinq ans. Malgré le chiffre croissant des frais de production et la chute des prix d'exportation en 1953/54, le Bureau de l'économie agricole estime que jusqu'ici le blé australien a gardé sa position favorable vis-à-vis du blé d'Amérique du Nord et est resté un produit peu coûteux. En outre, la hausse récente du prix du blé destiné au marché intérieur et une certaine détente dans les cours de la laine et les prix intérieurs de la viande semblent indiquer que les stimulants qui jouent en faveur de la production de blé sont devenus plus forts et que le recul des emblavures est enrayé.

Dans ces deux pays d'Océanie, les recettes des producteurs de laine et de viande — en faisant peut-être une exception pour le porc — se maintiennent à des niveaux rémunérateurs et il semble que la demande des marchés intérieur et étranger, que l'on prévoit forte, encouragera les progrès de la production.

On peut donc dire dans l'ensemble que pour le présent et le proche avenir les conditions commerciales semblent favoriser le développement continu de la production agricole de la région. En utilisant davantage ses ressources agricoles et en concentrant ses efforts sur la production des denrées comparativement les plus avantageuses, il est possible que l'Océanie accroisse encore sa contribution aux exportations mondiales.

EXTREME-ORIENT

L'année 1953 a vu la fin de la phase critique de la pénurie alimentaire qui a sévi après la guerre en Extrême-Orient. L'accroissement de la production de céréales alimentaires a entraîné un recul sensible de la demande d'importation d'un certain nombre de pays et, grâce à la remise en culture de rizières laissées à l'abandon dans certains pays à production excédentaire, le marché du riz a pratiquement cessé d'être favorable aux vendeurs. Néanmoins, le problème soulevé par la pauvreté, la malnutrition et le déséquilibre du régime alimentaire de la grande majorité de la population asiatique reste entier.

Problèmes et programmes de développement

Il est indispensable de se concentrer maintenant sur le problème posé par l'amélioration du niveau de consommation, de la santé et de productivité de la moitié de la population mondiale qui se trouve dans cette région. D'énormes possibilités d'expansion économique s'offrent à cette vaste région qui, dans sa majeure partie, est insuffisamment développée. Mais les facteurs, notamment commerciaux, qui conditionnent le développement de ses ressources ne sont pas moins impressionnants. La plupart des gouvernements de la région estiment que seule l'intervention de l'Etat dans la planification et le financement du développement agricole et économique permettra de mettre fin au processus engendré par la modicité des revenus qui conduit à une consommation insuffisante et en fin de compte à la stagnation de la production.

En appliquant leur premier plan quinquennal, l'Inde et la Chine, chacune à sa manière, traversent une révolution économique et sociale. Comme la population de ces deux pays pris ensemble représente plus des deux cinquièmes de la population du globe, leur développement économique revêt une très grande importance tant pour la région que pour le monde entier. Sauf dans les régions où la paix et la sécurité sont menacées, ou dans celles où existent des conditions critiques, les gouvernements d'autres pays asiatiques mettent également en œuvre des programmes de mise en valeur, quoique sur une échelle plus réduite.

En 1953/54, le développement agricole et économique a été lent et hésitant dans les pays où le revenu national est fortement tributaire des recettes provenant des exportations d'un ou de deux produits. Sous les régimes d'avant-guerre, d'importants moyens — capitaux privés et techniciens étrangers — étaient consacrés dans ces pays aux cultures rémunératrices de produits de plantation ou de denrées pour l'exportation, alors que les récoltes alimentaires essentielles étaient relativement négligées, d'où le déséquilibre de l'agriculture et une certaine rigidité des économies nationales. Pour mettre ces pays en valeur, il faudra surtout s'attacher à diversifier leur production agricole ou, de façon plus précise, à intensifier la production de denrées alimentaires pour la consommation intérieure et à introduire une gamme étendue de cultures commerciales pour approvisionner un plus grand nombre de marchés.

La mise au point des programmes actuels de développement s'explique dans une large mesure

par le désir d'antarcie. En répartissant des ressources peu abondantes, le gouvernement accorde généralement une haute priorité à la mise en valeur de l'agriculture, à l'amélioration des moyens de transport et au développement de l'énergie et d'autres secteurs fondamentaux sans lesquels l'industrie ne saurait progresser. Etant donné la variété des ressources naturelles de la région et l'inégale répartition de sa population, les économies des pays qui la composent sont en grande partie complémentaires et de larges possibilités d'expansion s'offrent au commerce intra-régional des produits alimentaires et agricoles. Ce n'est d'ailleurs là qu'un aspect du problème que pose la coordination des politiques et des programmes de développement économique nationaux, problème qui a été évoqué récemment à la Conférence tenue à Colombo par les premiers ministres de Birmanie, de Ceylan, d'Inde, d'Indonésie et du Pakistan, mais au cours de laquelle aucune mesure concrète n'a été décidée.

Evolution de la structure de la production et du commerce des produits agricoles

La plupart des pays de la région traversent une phase de transition marquée par un rajustement des politiques alimentaires et agricoles et une nouvelle orientation des relations économiques et commerciales avec l'étranger, par suite du déclin de l'influence des empires coloniaux qui ont chacun des rapports économiques et commerciaux spéciaux avec leurs métropoles. Toutefois, bien que de nombreux traitements préférentiels aient disparu, la structure d'avant-guerre pèse encore sur le commerce extérieur d'un grand nombre de nouveaux Etats. Le progrès de l'industrialisation et la tendance générale à l'autarcie commencent à influer sur la physionomie de la production et de la consommation de produits agricoles, ainsi que sur le volume et l'orientation du commerce extérieur de ces derniers et des denrées alimentaires. Les importations nettes de produits alimentaires demeurent importantes pour l'ensemble de la région, bien que les achats de ces produits en devises étrangères tendent à fléchir.

Dans tous les pays asiatiques prédomine la culture de subsistance pratiquée sur de très petites exploitations. Les agriculteurs cherchent à satisfaire les besoins alimentaires essentiels de leur famille plutôt qu'à réaliser un profit en produisant davantage pour le marché. Au Japon, où les ressources en terres et en eaux sont rationnellement exploitées, le rendement de riz à l'hectare est l'un des plus élevés du monde. Le bas

TABLEAU 31. — EXTRÊME-ORIENT : COMMERCE NET DES CÉRÉALES ¹

PAYS	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-50	1951	1952	1953	1954 (chiffres provisoire)
..... Millions de tonnes						
<i>Exportations nettes</i>						
Birmanie	3,04	1,20	1,27	1,25	0,95	1,50
Etats associés du Laos, du Cam- bodge et du Viet-Nam	1,78	0,15	0,33	0,19	² 0,17	0,15
Thaïlande	1,37	1,16	1,59	1,40	1,32	1,40
Autres pays	2,29	0,22	0,36	0,90	² 0,05	0,10
TOTAL	8,48	2,73	3,55	3,74	2,49	3,15
<i>Importations nettes</i>						
Ceylan	0,56	0,66	0,69	0,69	0,80	0,80
Inde	1,97	3,02	4,97	3,96	2,07	0,90
Japon	1,89	2,26	3,37	3,38	3,65	4,10
Malaisie	0,62	0,64	0,69	0,63	0,72	0,60
Autres pays	0,70	1,03	1,63	1,92	² 2,32	1,20
TOTAL	5,74	7,61	11,35	10,58	9,56	7,60
<i>Balance commerciale</i>						
Exportations nettes	2,74					
Importations nettes		4,88	7,80	6,84	7,07	4,45

¹ Non compris la Chine (continentale). — ² Estimation.

niveau du rendement moyen dans la plupart des pays de la région est dû à l'insuffisance de la mise en valeur des ressources en terres et particulièrement en eaux. Même en conservant les pratiques culturales traditionnelles, la production à l'hectare et par habitant peut être considérablement augmentée si l'on tire un meilleur parti des principales ressources. Les concours annuels organisés par les services agricoles en Inde parmi les petits exploitants montrent les résultats qui peuvent être obtenus grâce à une utilisation optimum des méthodes de culture ordinaires.

Amélioration des disponibilités en produits alimentaires essentiels

Les graves pénuries qui ont sévi après la guerre ont incité nombre de gouvernements à organiser des campagnes en faveur de la production alimentaire, campagnes qui ont inspiré en grande mesure les politiques et programmes nationaux de développement agricole. Au cours de ces deux dernières années, ces politiques et programmes ont sensiblement contribué à l'expansion de la production alimentaire dans la région. Exception faite du Pakistan et du Japon, les conditions atmosphériques ont été, dans l'ensemble, favorables.

En outre, les prix du riz, du blé et d'autres céréales ont été plus rémunérateurs que ceux des produits non alimentaires et ce fait a stimulé la production alimentaire. Les statistiques disponibles, qui toutefois sont insuffisantes, notamment au point de vue de la comparabilité, montrent que la production céréalière des pays de la région, non compris la Chine, a atteint, en 1953/54, 9 millions de tonnes, soit une augmentation de près de 9 pour cent par rapport au niveau d'avant-guerre. La conclusion qui s'en dégage, à savoir que le rythme d'accroissement de la production alimentaire n'a pas suivi celui de la population, est corroborée par le maintien d'un niveau élevé d'importations nettes de céréales dans la région. Toutefois, les programmes d'importation des gouvernements pour 1954 font prévoir une amélioration sensible de la situation des disponibilités en céréales de la région.

Premier plan quinquennal de l'Inde

L'ampleur qu'elle a donné au plan chargé d'assurer le développement coordonné à son économie mixte, plan qu'elle réalise à l'aide de ses seules ressources et sans contrainte excessive, fait de l'Inde un cas unique parmi les pays insuffisamment

développés. L'Etat n'exerce son contrôle qu'aux points stratégiques afin de s'assurer que le développement est conforme au premier plan quinquennal. Celui-ci prévoit essentiellement le financement par l'Etat de la mise en valeur et accorde une haute priorité à l'expansion de la production de denrées alimentaires et de fibres au cours des cinq premières années. Il vise à rétablir durant cette période le niveau de consommation d'avant-guerre et à détourner tout excédent d'épargne de la consommation courante vers les investissements, afin de renforcer le développement économique.

Les projets de développement communautaire et les programmes d'irrigation de grande envergure et travaux d'aménagement — à fins multiples — des bassins fluviaux qui sont en cours d'exécution et, dans certains cas, prêts d'être achevés, occupent une place importante dans l'évolution récente en matière d'alimentation et d'agriculture.

TABLEAU 32. — INDE : PRODUCTION AGRICOLE DANS LE CADRE DU PLAN QUINQUENNAL

PRODUITS	Année de base (1950/51) ¹	1951/52	1952/53	1953/54 (chiffres provisoires)	1955/56 (objectifs)
	..... Millions de tonnes				
Céréales pour l'alimentation humaine :					
Céréales	46.2	43.1	47.4	55.0	52.8
Légumineuses. . .	8.2	8.4	8.6	9.0	9.2
Total	54.4	51.5	56.0	64.0	62.0
Sucre (gur)	5.7	6.2	5.3	5.4	6.4
Graines oléagineuses (5 catégories principales). . . .	5.3	4.9	4.7	5.6	5.6
Coton	0,53	0,56	0,54	0,68	0,75
Jute.	0,60	0,85	0,85	0,57	0,98

¹ Sauf pour les céréales destinées à l'alimentation humaine, pour lesquelles on a pris comme période de base la campagne relativement bonne 1949/50.

Le développement communautaire qui est intégré aux activités des services de vulgarisation agricole intéresse à l'heure actuelle près de 40 millions de personnes habitant environ un huitième des villages de l'Inde qui en compte près de 500.000. L'accélération de la construction de petits barrages, de puits et de canaux d'irrigation, la préparation de compost, l'utilisation accrue des engrais commerciaux, l'introduction d'outils et de semences améliorés importés, contribueront de façon importante, par leurs effets conjugués, à

l'essor de la production alimentaire et agricole. Le succès remporté l'année dernière par l'application de la méthode japonaise de culture du riz à 1.400.000 hectares fournit une bonne indication sur les possibilités d'amélioration des rendements des petits exploitants dans les années à venir.

De bonnes conditions atmosphériques et la mise en œuvre des programmes de développement ont fait de 1952/53 une année décisive pour l'agriculture indienne. Cette année-là la production de céréales alimentaires a dépassé de 4 millions de tonnes (soit de 10 pour cent) le volume de l'année précédente; cet accroissement a continué en 1953/54 et atteint près de 8 millions de tonnes. De ce fait, les importations de céréales sont tombées du niveau maximum d'après-guerre de 4.700.000 tonnes en 1951 à 3.900.000 tonnes en 1952 et 2 millions en 1953. Le contrôle des prix et de la distribution de produits alimentaires essentiels est progressivement levé à mesure que la situation des disponibilités s'améliore.

Bien que le volume de la production de céréales en 1954 corresponde à celui des besoins de la consommation, l'Inde devra importer 900.000 tonnes de riz de Birmanie afin de constituer une réserve alimentaire; ce chiffre représente un tiers de la moyenne d'avant-guerre de 2.700.000 tonnes, dont 1.700.000 tonnes provenaient de Birmanie et le reste des régions à excédents de céréales faisant maintenant partie du Pakistan.

Si la tendance actuelle de la production se maintient, les objectifs fixés par le Plan pour la production des céréales devraient être facilement atteints dans les délais prévus. La situation des cultures commerciales autres que le coton et les oléagineux est un peu moins encourageante. Néanmoins, la forte demande d'exportation influera sur la production de thé, de café, de tabac, de noix et d'épices, denrées qui constituent d'importantes sources de devises étrangères et pour lesquelles aucun objectif n'a été fixé dans le Plan.

Le développement au Pakistan: problèmes et politiques

La politique économique du Pakistan a mis l'accent sur l'industrialisation rapide du pays; ces dernières années on a accordé une priorité plus élevée aux industries textiles du coton et du jute qu'au développement agricole.

Les conditions économiques se sont altérées rapidement après l'effondrement du « boom » coréen. Le fléchissement marqué de la demande extérieure et des prix à l'exportation des deux

principales cultures commerciales — le jute du Bengale oriental et le coton du Pakistan occidental — a ralenti le rythme du développement agricole. Une récolte de blé relativement mauvaise durant deux campagnes consécutives a transformé le léger excédent de la production alimentaire en un lourd déficit. L'achat d'à peu près 700.000 tonnes de blé en 1952/53 a aggravé la ponction effectuée sur les ressources en devises étrangères. Toutefois, en 1953/54, les Etats-Unis ont fourni gratuitement 610.000 tonnes de blé et le Canada et l'Australie ont également expédié des approvisionnements au titre du Plan de Colombo.

La pénurie alimentaire coïncidant avec la chute des prix des principaux produits d'exportation du Pakistan, les services agricoles de ce pays ont dû faire face au problème soulevé par la nécessité d'accroître la production de denrées alimentaires au détriment des cultures commerciales. Non seulement on a supprimé les programmes de soutien des prix du jute et du coton, mais encore des mesures ont été prises pour réduire très fortement la superficie plantée en jute et augmenter la production de riz. La production de jute en 1953 était inférieure de plus de 50 pour cent à celle de 1952. Il est prévu qu'en 1954 la production de céréales dépassera d'un million de tonnes le volume de l'année précédente. Le pays est maintenant mieux placé pour financer les programmes de développement agricole. La politique économique du gouvernement a pour premier objectif de permettre au pays de suffire à ses besoins alimentaires aussi vite que possible et de faire avancer l'exécution des programmes industriels.

Difficultés économiques de Ceylan et de la Malaisie

Les économies de ces deux pays ont une structure générale analogue : toutes deux sont caractérisées par un revenu national élevé obtenu grâce à la spécialisation agricole, ce au risque de compromettre la situation des disponibilités en denrées alimentaires essentielles dont une fraction seulement est produite dans le pays. Ces dernières années, la conjoncture dans ces deux Etats a été sujette à de fortes fluctuations dues à une hausse rapide suivie d'une chute non moins sensible des prix d'exportation du caoutchouc et à une variation analogue de leurs termes de l'échange. Ceylan a déjà entrepris l'exécution d'un certain nombre de projets de développement de l'irrigation et de l'énergie et de programmes de mise

en valeur et de colonisation des terres, afin de réduire ses importations de riz et de diversifier son économie. En vue de financer l'exécution des projets de développement qui ont une haute priorité, le gouvernement a réduit la subvention à la production alimentaire, suspendu certains services sociaux et augmenté les tarifs des services publics. La Fédération de Malaisie, territoire britannique, se trouve toujours en présence d'une situation grave qui oblige à effectuer des prélèvements massifs sur les ressources de la colonie et de la métropole. Les transports et les communications bénéficient d'une fraction importante des fonds disponibles pour le développement économique ; en revanche, la part de ces fonds qui revient à l'agriculture est relativement faible.

Diminution des recettes provenant des exportations effectuées par la Birmanie et la Thaïlande

Il se peut que la prospérité relative des pays de l'Asie du Sud-Est à excédents de riz, en particulier la Thaïlande et la Birmanie, connaisse un déclin si le marché du riz devient favorable aux acheteurs, à moins que ces pays ne soient en mesure d'exporter de plus grandes quantités de riz ou de développer le commerce d'autres produits comme le bois, les minerais, etc. Depuis 1951, la Birmanie tire les trois quarts de ses ressources en devises étrangères du commerce du riz qui est un monopole d'Etat et qui a permis de faire face aux lourdes dépenses nécessitées par le rétablissement de la sécurité intérieure, le relèvement de l'industrie du riz dévastée par la guerre, et la remise en activité des entreprises forestières, minières et pétrolières. La Thaïlande, qui a peu souffert de la guerre et qui a produit et exporté plus de riz qu'avant cette dernière, voit également baisser les recettes procurées par le commerce du riz qui est contrôlé par l'Etat et, sa balance commerciale étant défavorable, ce pays a dû réduire ses importations de produits non essentiels.

Economies de transition de l'Indonésie et des Philippines

L'Indonésie ainsi que les Philippines passent par une difficile période de transition. Vu la quasi-disparition de son commerce du sucre, l'Indonésie tire les deux tiers de ses ressources en devises étrangères du caoutchouc, du coprah, du thé, de l'huile de palme et de l'étain, produits pour les-

quels la demande et les prix ont fortement varié. En vue d'économiser les devises étrangères, le gouvernement s'efforce d'augmenter la production rizicole de 200.000 tonnes par an de façon à ce que le pays puisse suffire à ses besoins en 1956. On enregistre des progrès satisfaisants, et les importations de riz sont tombées du chiffre record de 760.000 tonnes, atteint en 1952, à moins de 300.000 tonnes en 1953.

La production de riz aux Philippines est de nouveau suffisante pour le marché intérieur, comme avant-guerre, et le gouvernement s'efforce d'accroître la qualité du régime alimentaire. L'amélioration du bétail et l'augmentation de la production de viande et de produits laitiers dépendent des disponibilités en aliments du bétail qui, jusqu'ici, ont été insuffisantes. Il est probable que les programmes de développement de la production bovine, porcine et avicole seront accélérés au cours des prochaines années. Néanmoins, le pays est aux prises avec des difficultés économiques par suite de la persistance de son déficit commercial et de la réduction de l'aide américaine directe. La situation pourrait encore s'aggraver à partir de juillet 1954 du fait de l'application de droits sans cesse plus élevés à l'importation et de la réduction du contingent libre par les Etats-Unis.

Progrès de l'industrie et amélioration de la consommation alimentaire au Japon

Nombre de problèmes alimentaires et agricoles qui se posent actuellement au Japon sont nés des modifications territoriales d'après-guerre, de l'accroissement démographique et de rajustements dans les domaines économique et social. En matière d'investissements, l'effort de relèvement de l'industrie ravagée par la guerre a eu le pas sur l'agriculture. Bien que les Japonais aient adopté des méthodes très efficaces de riziculture, les rendements pourraient être encore améliorés, par exemple en luttant d'une manière plus efficace contre les maladies et les ennemis des végétaux. L'expansion rapide de la production industrielle s'est traduite par l'accroissement de la consommation alimentaire qui a dépassé le niveau d'avant-guerre. Deux changements importants sont intervenus dans le régime alimentaire : l'augmentation de la consommation de produits laitiers et de sucre et la place croissante prise par d'autres céréales que le riz au détriment de celui-ci.

Les importations de céréales du Japon ont doublé depuis la guerre. A la suite de la récolte re-

lativement mauvaise de 1953, on a prévu l'achat en 1954 de 4.150.000 tonnes de céréales contre 3.450.000 tonnes en 1953, 3.660.000 en 1952 et 1.850.000 avant la guerre. Le Japon constitue également le principal débouché dans la région pour des produits d'exportation tels que le sucre, les fèves de soja, les produits laitiers, le caoutchouc et le coton brut.

TABLEAU 33. — JAPON : DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES PAR HABITANT

PRODUITS	Moyenne 1934-35	1952	1953
..... Grammes par jour			
Riz	360,7	285,1	300,2
Blé.	26,3	71,4	63,3
Orge	12,0	44,4	36,2
Pois et haricots . . .	15,3	7,9	8,2
Lait et produits laitiers	8,4	21,2	21,3
Sucre (raffiné)	12,9	17,7	25,1
Pommes de terre . . .	11,0	41,6	41,4
Patates.	64,7	66,7	66,0

SOURCE : *The Oriental Economist*, Tokio, janvier 1954.

Développement économique de la Chine

En 1953, le Gouvernement central du peuple a mis en route son premier plan quinquennal de développement économique qui met particulièrement l'accent sur l'expansion industrielle. Celle-ci suppose l'accroissement des importations de biens d'équipement, spécialement de matériel lourd, en échange de céréales alimentaires et d'autres produits agricoles. La Chine a déjà cessé d'importer du riz, du blé et de la farine de blé, du tabac, des sacs de jute et du coton brut, et elle est devenue exportatrice pour certains de ces produits. C'est ainsi qu'elle a conclu avec Ceylan en 1952 un accord commercial d'une durée de cinq ans aux termes duquel ce pays recevra chaque année 270.000 tonnes de riz chinois en échange de 50.000 tonnes de caoutchouc en feuilles.

On estime actuellement que la récolte de céréales a été aussi bonne en 1953 que l'année précédente. Étant donné l'amélioration des transports intérieurs, la revision du système de collecte et de répartition de céréales et l'existence de stocks considérables de millet et de fèves de soja en Mandchourie, la réapparition d'une pénurie grave et générale semble peu probable. Au cours de ces trois dernières années, les prix agricoles se sont stabilisés, les ressources ont été développées et les méthodes culturales améliorées. On signale

TABLEAU 34. — EXTRÊME-ORIENT : PRODUCTION DE CERTAINS PRODUITS

PRODUITS	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-50	1952/53	1953/54 (chiffres provisoires)
..... <i>Milliers de tonnes</i>				
Riz (équivalent de riz usiné)	65 388	64 861	67 864	73 130
Blé.	12 128	11 293	10 987	10 950
Autres céréales	26 407	24 259	27 120	28 695
TOTAL DES CÉRÉALES	103 923	100 413	105 971	112 775
Légumineuses	8 077	9 916	9 847	9 964
Sucre.	6 568	5 215	6 897	7 044
Huiles végétales	4 403	4 324	4 547	4 943
Thé	454	500	562	562
Tabac	793	607	638	660
Coton.	1 090	710	921	958
Jute	1 596	1 428	2 122	1 048
Caoutchouc	983	1 574	1 706	1 628
<i>Indice de tous les produits agricoles</i>	<i>100</i>	<i>99</i>	<i>106</i>	<i>108</i>

TABLEAU 35. — EXTRÊME-ORIENT : EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS

PRODUITS	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-50	1952/53	1953/54 (chiffres provisoires)
..... <i>Milliers de tonnes</i>				
<i>Exportations brutes</i>				
Riz.	8 940	2 840	3 350	2 650
Thaïlande.	(1 388)	(1 178)	(1 413)	(1 342)
Huiles végétales	1 800	1 260	1 320	1 130
Thé	398	391	410	460
Inde	¹ (149)	(191)	(188)	(225)
Tabac	110	57	68	50
Inde	¹ (21)	(38)	(42)	(39)
Coton.	740	270	310	335
Pakistan	¹ (613)	(203)	(246)	(282)
Jute	790	1 780	845	980
Pakistan	¹ (768)	(631)	(565)	(980)
Caoutchouc	965	1 560	1 660	1 584
Malaisie ²	(420)	(680)	(580)	(578)
<i>Importations brutes</i>				
Riz.	6 830	2 980	4 000	3 150
Blé.	1 750	4 220	5 810	6 250
Inde	¹ (50)	(1 715)	(2 569)	(1 578)
Coton.	980	510	750	700
Japon	(779)	(214)	(428)	(484)
<i>Indice de tous les produits agricoles</i>				
<i>Exportations brutes.</i>	<i>100</i>	<i>65</i>	<i>71</i>	<i>70</i>
<i>Importations brutes.</i>	<i>100</i>	<i>73</i>	<i>100</i>	<i>91</i>

¹ Inde et Pakistan. — ² Non compris le commerce d'entrepôt à Singapour.

que la distribution des terres aux paysans à la suite de l'expropriation des grands propriétaires fonciers a encouragé la production agricole. Néanmoins, en raison de la forte densité de la popu-

lation rurale, les exploitations sont extrêmement petites et morcelées, et pour surmonter cet obstacle à une utilisation efficace des terres les autorités organisent parmi les cultivateurs des équi-

pes d'aide mutuelle. Aucune mesure importante n'a encore été prise pour créer des coopératives de producteurs, des exploitations collectives et d'Etat, bien que la politique actuelle ait pour objectif ultime de constituer de « vastes exploitations collectives mécanisées et entièrement socialisées ».

PROCHE-ORIENT¹²

L'expansion rapide enregistrée au Proche-Orient dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture au cours de ces dernières années a naturellement donné naissance à des problèmes particuliers. Certains d'entre eux tiennent à la structure même de l'économie agricole et alimentaire de la région, ce qui leur confère une certaine permanence, tandis que d'autres résultent de phénomènes extérieurs, persistants ou temporaires parmi lesquels il faut placer au premier plan les modifications de l'offre et de la demande globales. L'impact de ces dernières varie évidemment selon les caractéristiques agricoles et économiques de chaque pays ; il est actuellement plus prononcé dans les cas où les politiques et programmes à long terme d'amélioration de l'alimentation et de l'agriculture ont profondément modifié le volume ou l'orientation de la production.

On a groupé ces problèmes sous trois rubriques : production, commerce et consommation, mais il est clair qu'il existe entre eux des liens étroits. Dans une dernière section, on a indiqué brièvement les ajustements récemment opérés dans les politiques et programmes économiques de certains des principaux pays de la région.

Production

L'analyse des tendances récentes de la production au Proche-Orient révèle deux faits saillants : d'une part, l'inégale répartition géographique de l'expansion et, d'autre part, la part très variable prise dans cette expansion par les divers produits ou groupes de produits. Les progrès tendent à se localiser dans une large mesure dans les pays à disponibilités alimentaires excédentaires tels que la Turquie, la Syrie et l'Irak. Dans les principaux pays déficitaires (Egypte et Liban, notamment) la production s'est développée plus lentement et elle est loin d'avoir rejoint le niveau d'avant-guerre par habitant. En ce qui concerne

¹² On entend ici par Proche-Orient la région délimitée au nord par la Turquie, au sud par l'Ethiopie et les Somalies, à l'ouest par la Libye et à l'est par l'Afghanistan.

les produits, toutes les grandes cultures ont participé à l'expansion dans une mesure variable, mais les céréales viennent en tête avec une production record de 32.600.000 tonnes en 1953/54, soit, par rapport à la moyenne d'avant-guerre et d'après-guerre, un gain de plus de la moitié et du tiers, respectivement (tableau 38). Si les céréales ont connu une expansion soutenue, l'évolution de la production de coton, qui dépend dans une large mesure de la demande extérieure, a été moins régulière, le fort accroissement enregistré de 1951 à 1952 étant plus qu'annulé par une réduction d'un cinquième environ l'année suivante. La production de l'élevage s'est développée beaucoup moins vite que celle des récoltes.

TABLEAU 36. — PROCHE-ORIENT : UTILISATION DES TERRES DANS CERTAINS PAYS

RUBRIQUES	Turquie	Irak	Syrie	Chypre
	..... Pourcentage			
Céréales	48	42	36	22
Jachères	27	49	48	26
Autres terres arables . .	9	3	12	42
Total des terres arables	84	94	96	90
Vergers et vignobles . .	8	2	4	10
Prairies	8	4	...	...
Total de la superficie cultivée	100	100	100	100
	..... Millions d'hectares			
Total de la superficie cultivée	20,7	5,6	4,2	0,6
Autres terrains de pâturage	33,1	...	5,6	—

SOURCES : Turquie : Résumé statistique n° 9 - Utilisation des terres, 1952 ; Irak : Résultats provisoires du recensement de l'agriculture 1952/53 ; Syrie : Estimations du Ministère de l'agriculture et du Conseil du blé ; Chypre : Recensement de l'agriculture de 1950. ... Chiffres non disponibles. — Néant ou négligeable.

Ces tendances reflètent essentiellement la rigidité de la structure agricole du Proche-Orient, où des zones assez restreintes à production très intensive, irriguées dans la plupart des cas et fréquemment tributaires des marchés d'exportation, alternent avec de vastes régions consacrées à la culture extensive des céréales ou à l'élevage nomade ou semi-nomade. Les tentatives faites pour stimuler le développement agricole n'ont pas encore modifié sensiblement cette structure de base. Souvent les efforts ont porté principale-

ment sur des cultures qui sont relativement faciles à développer, comme les céréales, et des pays comme la Turquie, la Syrie et l'Irak ont encore largement la possibilité de diversifier leur production en adoptant des assolements plus intensifs comprenant notamment les cultures fourragères et en réduisant les jachères (tableau 36).

Dans plusieurs pays de la région, il existe néanmoins de sérieux obstacles à un tel aménagement de l'agriculture : la faiblesse de la structure agraire, imputable soit à un morcellement excessif des terres en petites exploitations non rentables, soit à une concentration abusive en vastes domaines souvent cultivés sous un régime de métayage ; la pauvreté des agriculteurs, qui doivent renoncer aux investissements les plus indispensables, qu'il s'agisse de l'achat d'engrais ou de toute autre dépense nécessaire à l'amélioration de l'agriculture, et enfin la mauvaise hygiène et la malnutrition dans les régions rurales. Les gouvernements ont déjà beaucoup fait pour améliorer ces conditions — développement du crédit agricole, introduction de techniques agricoles plus efficaces et amélioration des structures agraires — et l'on est en droit d'escompter de nouveaux progrès à mesure que les programmes de développement en voie de réalisation porteront leurs fruits.

Il est néanmoins probable qu'il faudra beaucoup de temps au Proche-Orient pour intensifier son activité agricole. L'obtention des ressources matérielles nécessaires pour améliorer l'agriculture suppose des investissements considérables ; or, les capitaux sont rares dans une grande partie de la région. Les pays producteurs de pétrole constituent une catégorie à part : le problème qu'ils ont à résoudre est celui de l'orientation des dépenses. Si l'Irak et l'Iran sont riches en ressources susceptibles d'une mise en valeur intensive, d'autres producteurs de pétrole sont à la recherche d'activités rémunératrices. Toutefois, dans la plupart des autres pays, les travaux de développement doivent être financés à l'aide des ressources locales et, dans de nombreux Etats, les capitaux disponibles ne suffisent même pas à répondre aux besoins d'investissements minimums. Il convient d'étudier attentivement la possibilité de conclure des accords régionaux tels que ceux qui ont été proposés à la réunion tenue en 1953 par les ministres des finances et de l'économie nationale des Etats arabes pour faciliter les mouvements de capitaux à l'intérieur du Proche-Orient. Il importe également de signaler que certains pays européens ont récemment octroyé des crédits à long terme à la Turquie et à l'Iran pour l'achat de machines et d'équipement.

Commerce

La période d'après-guerre a été caractérisée par d'importantes modifications, tant dans le volume que dans la composition du commerce extérieur de la région. L'intensification progressive des programmes de développement et l'expansion de l'industrie pétrolière ont donné naissance à une demande croissante de biens d'équipement, de denrées alimentaires et autres biens de consommation, et les importations ont rapidement augmenté. En 1953, toutefois, celles-ci ont cessé de progresser et elles ont sensiblement fléchi dans la plupart des pays, à la suite de la disparition du « boom » sur les matières premières qui a eu pour corollaire une diminution des recettes procurées par les exportations. Le recul a été accéléré par une forte contraction des importations de produits alimentaires due à l'accroissement de la production régionale — et à la mise en œuvre de programmes destinés à réduire la dépendance vis-à-vis de l'étranger pour les produits alimentaires de base, tel que celui qui a été mis en route par l'Egypte en 1952.

En 1950-52, les exportations de produits alimentaires et agricoles, qui, dans la plupart des pays, représentent une très forte proportion des expéditions totales (non compris le pétrole et les produits dérivés) ont dépassé en moyenne d'environ 7 pour cent le volume d'avant-guerre. En 1953, les exportations ont nettement progressé, dépassant de plus d'un cinquième la moyenne d'avant-guerre. Cependant, les prix ont diminué dans l'ensemble, avec une seule exception notable : les exportations de café de l'Ethiopie.

L'essor relativement lent des exportations de produits alimentaires et agricoles du Proche-Orient depuis la guerre est lié à différents phénomènes, certains de caractère temporaire et d'autres plus durables. L'accroissement des besoins du marché intérieur en produits alimentaires et en matières premières a eu parfois pour effet de réduire les disponibilités exportables. Cependant, le nombre limité des produits exportés par le Proche-Orient constitue un obstacle fondamental ; les difficultés d'écoulement sont considérables pour certains d'entre eux — fruits frais et secs, noix et tabac notamment — tandis que d'autres, comme le coton, sont particulièrement sensibles aux fluctuations de l'activité économique dans les pays importateurs ou à la concurrence entre fournisseurs. Comme le montre le tableau 37, quelques progrès ont été réalisés au cours de ces deux dernières années dans la diversification de la structure des exportations. Il importe en particulier de noter

TABLEAU 37. — PROCHE-ORIENT : COMPOSITION DES EXPORTATIONS DE DENRÉES ALIMENTAIRES ET DE PRODUITS AGRICOLES

PRODUITS	Moyen- ne 1934- 38	Moyen- ne 1949- 51	1952	1953
	..... Pourcentage			
Coton.	45	45	42	47
Fruits et légumes . . .	18	17	18	15
Céréales.	10	14	16	17
Graines oléagineuses et huiles végétales (y com- pris les tourteaux). .	11	5	7	6
Tabac.	4	8	7	7
Autres produits	12	11	10	8
TOTAL.	100	100	100	100

l'importance croissante des exportations de céréales.

On ne sait pas encore dans quelle mesure les exportations du Proche-Orient conserveront la physionomie qu'elles tendent à revêtir actuellement et qui est caractérisée par la part croissante des expéditions de produits agricoles de base. L'apparition en Amérique du Nord d'importants excédents de céréales et de coton en particulier et le fléchissement des prix des matières premières ont déjà entraîné une chute brutale des recettes en devises étrangères de l'Égypte et du Soudan, dont le commerce d'exportation repose essentiellement sur le coton. Les pays à excédents de céréales, comme la Turquie, la Syrie et l'Irak, éprouvent également des difficultés de commercialisation par suite de la diminution du volume ou des prix des exportations, sinon les deux à la fois. Les modifications qui ont été apportées en conséquence aux politiques alimentaire et agricole sont examinées plus loin.

Consommation

L'accroissement rapide de la population et l'amélioration progressive des revenus qui vont de pair avec le développement économique entraînent une augmentation continue de la demande de denrées alimentaires. Au cours des deux ou trois dernières années les disponibilités locales, complétées dans certains cas par des importations, ont suffi dans l'ensemble à satisfaire la demande effective. Bien entendu, cela ne signifie pas que les disponibilités alimentaires ont été satisfaisantes à

tous égards. C'est surtout la consommation d'aliments énergétiques — céréales entre autres — qui a augmenté; mais celle des aliments protecteurs à plus grande valeur nutritive — produits de l'élevage et légumineuses notamment — ne s'est pas améliorée dans la même proportion. Le relèvement du niveau général de la consommation alimentaire reste souhaitable dans de vastes zones où prédomine la culture de subsistance ainsi que dans de nombreux centres urbains.

Le manque de moyens de transport et de distribution semble devenir un obstacle sérieux au développement de la consommation, en particulier dans les pays où l'accroissement de la production a été le plus marqué. Dans certaines zones à culture fruitière et légumière intensive, les difficultés de commercialisation ont contraint les agriculteurs à réduire la production. En revanche, la demande et la production de lait suivent une courbe fortement ascendante dans les zones qui viennent d'être dotées de moyens de traitement et de commercialisation satisfaisants, comme par exemple les installations pour la conservation du lait qui ont été récemment aménagées dans certaines villes. Certains indices permettent de penser que la politique gouvernementale à l'égard des prix de détail des denrées alimentaires, et de ceux des produits de l'élevage en particulier, a parfois fait obstacle à l'expansion de la production en imposant des prix maximums destinés à faire baisser le coût de la vie. De nombreux pays de la région semblent avoir éludé presque totalement le problème que pose la nécessité de donner aux producteurs des stimulants suffisants pour les inciter à développer la production dans la direction souhaitée tout en assurant des prix à la consommation qui ne soient pas de nature à décourager cette dernière. Dans la plupart des cas, pour apporter une solution à ce problème, il faudra accomplir des efforts supplémentaires tant pour réduire le coût de production en augmentant la productivité agricole que pour abaisser le coût de distribution en améliorant le système de commercialisation.

Ajustements opérés dans la politique alimentaire et agricole

Les paragraphes précédents ont donné un aperçu des principaux obstacles au développement de l'alimentation et de l'agriculture au Proche-Orient. En ce qui concerne la production, le problème qui se pose dans une grande partie de la région est de donner à l'économie agricole un caractère plus intensif, particulièrement en intégrant davantage la culture et l'élevage afin de permettre un relè-

vement des niveaux de consommation. En outre, l'essor de cette dernière exigera un développement considérable des moyens de commercialisation et de distribution pour assurer l'absorption d'une production agricole en expansion. Abstraction faite des difficultés inhérentes à la structure sociale, les obstacles au progrès dans ce domaine sont souvent de nature financière, avec une exception notable toutefois: les pays producteurs de pétrole. Dans plusieurs pays, la pénurie de capitaux limite sérieusement l'action gouvernementale, et ce handicap a été aggravé par la diminution des recettes en devises étrangères, qui est due à la baisse des prix à l'exportation de nombreux produits de la région.

Lorsque des ajustements sont opérés pour tenir compte des modifications de l'offre et de la demande, on souligne généralement qu'il ne s'agit pas d'un changement d'orientation de la politique économique. L'objectif reste l'expansion de l'agriculture, non seulement pour répondre aux besoins d'une population en voie d'accroissement rapide, mais aussi parce qu'une stagnation de l'agriculture ferait obstacle au progrès dans les autres secteurs de l'économie.

Bien entendu, les ajustements opérés varient selon la situation et les problèmes particuliers à chaque Etat. Parmi les pays à excédents de céréales, c'est probablement la Turquie qui a été la plus touchée par la baisse des prix mondiaux, ce pays ayant disposé ces trois dernières années d'excédents exportables considérables, surtout pour le blé et l'orge. Or, les disponibilités ont été écou- lées assez lentement et les valeurs moyennes des exportations ont diminué de façon continue; pour le blé par exemple, elles sont tombées de 111

dollars la tonne à la fin de 1952 à 76 dollars en décembre 1953. Les prix garantis payés aux agriculteurs oscillant entre 99 et 106 dollars la tonne pour la campagne 1953/54, il existe entre les prix du marché intérieur et ceux des exportations un vaste écart que le gouvernement se charge de combler.

Malgré les difficultés actuelles, on espère augmenter régulièrement le volume des exportations en mettant l'accent sur les produits agricoles de base tels que les céréales et le coton. En particulier, on s'efforce d'accroître la qualité des produits d'exportation turcs grâce à la mise au point de meilleures variétés de céréales et à l'amélioration des méthodes de classification et de normalisation. L'inobservation des délais de livraison fixés a parfois fait échouer des ventes et a tendu à détourner du marché les acheteurs éventuels, aussi les programmes de développement des moyens de transport et d'emmagasinage ont-ils été accélérés. Le système des prix garantis sera conservé pour les céréales, mais des modifications y ont été récemment apportées pour relever les prix des céréales secondaires par rapport à ceux du blé et pour faire bénéficier de nouvelles primes certains types de céréales — le blé dur par exemple — pour lesquels les perspectives de la demande sont considérées comme favorables. Prises trop tardivement pour influer sur la production de l'année en cours, il semble que ces mesures entraîneront néanmoins un accroissement de la production de céréales secondaires l'année prochaine.

A la suite de l'amélioration sensible du niveau de vie en Turquie au cours des quatre dernières années, en particulier dans les régions rurales, une action a été entreprise pour développer l'élevage

TABLEAU 38. — PROCHE-ORIENT : PRODUCTION DE CERTAINS PRODUITS

P R O D U I T S	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-50	1952/53	1953/54 (chiffres provisoires)
	..... Milliers de tonnes			
Blé	9 900	10 200	14 000	15 900
Orge	4 300	4 800	6 400	6 900
Total des céréales ¹	21 500	23 500	29 200	32 600
dont Turquie	(7 200)	(7 200)	(11 900)	(13 900)
Sucre	220	390	500	560
Agrumes	790	750	960	1 100
dont Israël	(403)	(267)	(331)	(400)
Coton (fibre)	560	620	800	660
dont Egypte	(400)	(391)	(446)	(317)
Tabac	85	115	125	160
<i>Indice de tous les produits agricoles</i>	<i>100</i>	<i>115</i>	<i>134</i>	<i>139</i>

¹ Y compris : seigle, avoine, maïs, millet et sorgho et riz.

afin de répondre aux nouveaux besoins nés de l'accroissement des revenus. Une partie de la production de céréales secondaires sera sans doute absorbée par l'élevage. Le développement des moyens de transport peut aussi conduire à un élargissement des débouchés pour les fruits et les légumes de la région méditerranéenne et pour le poisson qui, jusqu'à présent, n'était consommé que dans les zones côtières et dans les grandes villes.

S'ils diffèrent par leur ampleur, les problèmes de la Syrie, avec l'importance croissante de son économie d'exportation, s'apparentent dans une certaine mesure à ceux de la Turquie et cette analogie se retrouve largement dans l'action gouvernementale. Une priorité élevée est accordée aux programmes visant à améliorer les moyens de transport, ce afin d'écouler plus rapidement la production des régions de l'Euphrate et de Jezireh qui ont été récemment mises en valeur.

Avec la perspective du maintien de l'expansion de la production, on reconnaît de plus en plus la nécessité d'améliorer la qualité des produits. Parmi les mesures prises récemment, on s'est efforcé de distribuer sur une plus grande échelle, par l'intermédiaire de l'Office du blé, des variétés de blé améliorées, et l'Office du coton multiplie ses activités dans le domaine de la distribution des graines, de l'égrenage et du triage.

L'Egypte est l'un des pays déficitaires où les problèmes de production et de consommation se posent avec plus d'acuité. Au cours des dernières dizaines d'années, la production n'a pas suffi à assurer des niveaux de consommation satisfaisants à une population en voie d'augmentation rapide et il en est résulté un fort accroissement des importations de produits alimentaires essentiels et particulièrement de céréales. Du fait de la baisse brutale des prix du coton en 1951 et en 1952, et de la gravité de la situation de la balance des paiements, le gouvernement égyptien a mis en route une politique destinée à réduire la dépendance du pays vis-à-vis de l'étranger pour les produits alimentaires, notamment en introduisant des variétés de blé améliorées et de maïs hybride. En même temps, on a fortement augmenté le prix du blé indigène et on a fixé une superficie minimum à ensemercer en blé en réduisant la superficie plantée en coton. En conséquence, la production de blé est passée à 1.500.000 tonnes en 1953, soit un gain d'un tiers par rapport à l'année précédente, et les importations ont diminué de plus de moitié. La production de coton a fléchi de 30 pour cent.

Il est encore difficile de dire si cette tendance antarcique persistera pendant les années à venir. Le relèvement de la demande de coton égyptien, la baisse des prix du blé importé et l'amélioration

TABLEAU 39. — PROCHE-ORIENT : EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS

PRODUITS	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-50	1952/53	1953/54 (chiffres provisoires)
..... <i>Milliers de tonnes</i>				
<i>Exportations brutes</i>				
Blé	240	240	620	750
Orge	360	340	630	810
Total des céréales ¹	940	1 020	1 560	1 920
Agrumes	340	240	240	270
dont Israël	(300)	(211)	(162)	(222)
Coton (fibre)	470	480	460	590
dont Egypte	(375)	(363)	(270)	(346)
Tabac	35	65	60	75
<i>Importations brutes</i>				
Blé	300	1 240	1 710	1 500
dont Egypte	(16)	(483)	(902)	(487)
Total des céréales ¹	470	1 670	1 960	1 720
Sucre	320	510	470	520
<i>Indice de tous les produits agricoles</i>				
<i>Exportations brutes</i>	100	97	105	121
<i>Importations brutes</i>	100	185	222	220

¹ Y compris : seigle, avoine, maïs, millet et sorgho et riz.

de la balance des paiements ont déjà entraîné un certain assouplissement dans la limitation de superficie décrétée pour le coton et une réduction des prix du blé indigène. Dans les conditions actuelles, il est douteux que l'Égypte puisse faire mieux que réaliser un fragile compromis entre ces deux solutions : produire et vendre davantage de coton et importer des produits alimentaires, ou limiter la culture du coton et suffire à ses besoins en denrées alimentaires.

Ces exemples, qui illustrent l'évolution récente de la politique économique de certains des principaux pays du Proche-Orient, montrent que les ajustements opérés sont très souvent de portée assez modeste. Dans la plupart des cas, ils ont été rendus nécessaires par des circonstances extérieures, par exemple les tendances de la demande dont font l'objet les exportations du Proche-Orient et l'évolution de la balance des paiements. Une coordination des programmes d'expansion de la production avec des mesures spéciales visant à relever les niveaux généraux de consommation n'a été tentée que dans des cas exceptionnels, et surtout dans les secteurs urbains. Dans la majeure partie de la région, le problème posé par l'amélioration des niveaux de consommation des cultivateurs qui pratiquent une agriculture de subsistance n'a pratiquement jamais été abordé.

AFRIQUE¹³

La situation mondiale actuelle accentue plutôt qu'elle ne modifie les problèmes relatifs au développement agricole en Afrique. Certaines zones ont déjà été profondément affectées par la baisse des prix de divers produits, maintenant disponibles en plus grandes quantités ; mais là comme dans les zones dont la prospérité n'est pas encore compromise les problèmes fondamentaux demeurent les mêmes. Il est, plus que jamais, nécessaire de diversifier les économies les moins solidement assises, de développer les marchés intérieurs, d'améliorer les moyens de transport et la qualité de la production ; mais c'est le relèvement de la consommation alimentaire qui doit rester la préoccupation majeure.

À l'heure actuelle, les excédents réels n'ont en Afrique qu'une importance locale. Les stocks de beurre et de fromage augmentent en Union Sud-Africaine, mais on espère s'en débarrasser en stimulant la consommation intérieure et en exportant vers d'autres parties de l'Afrique. Les excédents de

¹³ Non compris l'Égypte, l'Erythrée, l'Éthiopie, la Libye, les Somalies et le Soudan.

mais, qui s'étaient formés en Ouganda par suite de l'ampleur inattendue de la récolte de 1953/54, ont été vendus au Kenya et au Tanganyika, où sévissait une sérieuse pénurie ; les agriculteurs de l'Ouganda ont cependant été invités à limiter leur production future aux besoins intérieurs du territoire. En 1953, la production de vin a brusquement augmenté de 50 pour cent en Algérie, retrouvant ainsi son niveau d'avant-guerre — ce qui obligera à distiller une quantité beaucoup plus forte.

Les excédents qui se sont formés dans d'autres parties du monde, en particulier les excédents oléagineux et de coton, ont déjà profondément affecté certains territoires africains. À la suite d'une baisse de près de 40 pour cent des prix du coton, le solde favorable de la balance commerciale de l'Ouganda, qui était en 1952 de 23 millions de livres sterling, est tombé à environ 8 millions de livres sterling l'année dernière. Les territoires d'Afrique occidentale, et en particulier ceux qui exploitent les produits des palmiers, sont affectés par les modifications de la situation des oléagineux. Au cours de l'année 1953, le *Nigeria Oil Palm Produce Marketing Board* a dû, pour la première fois, faire appel à ses fonds de réserve pour payer les prix garantis : 3.700.000 livres sterling pour l'huile de palme et 700.000 livres sterling pour les palmistes. Le prix de l'huile de palme annoncé en 1954 est en baisse, sans toutefois suivre complètement le mouvement des prix mondiaux. Les différents conseils nigériens, créés pour commercialiser certains produits, ont récemment été réorganisés en conseils régionaux, chaque conseil devant s'occuper de toutes les principales cultures d'exportation de la région. Les palmiers sont exploités aussi bien dans la région orientale que dans la région occidentale, et il se pourrait que les prix diffèrent de l'une à l'autre, d'autant plus que la région orientale pourrait ne pas être en mesure, étant donné les faibles réserves dont elle dispose, de continuer à stabiliser les prix de l'huile de palme. Un autre fait nouveau qui intéresse les territoires britanniques d'Afrique occidentale est que, au Royaume-Uni, le commerce d'oléagineux a été rendu au secteur privé, si bien que les contrats à long terme passés par le gouvernement britannique ont pris fin en juin 1954 au lieu d'être en vigueur jusqu'en 1955.

Diversification des économies

Certaines économies africaines, qui sont fortement tributaires des exportations d'un ou de deux produits agricoles, sont sensibles aux fluctuations des marchés mondiaux. L'île Maurice, l'île de la

Réunion et la Gambie offrent à cet égard les exemples les plus typiques : les deux premières dépendent pour ainsi dire entièrement de leurs exportations de sucre et la troisième de ses exportations d'arachide ; mais il existe d'autres cas presque aussi frappants. Souvent, la situation de la balance des paiements dépend dans une large mesure d'un seul produit, et les droits perçus sur les exportations de ce produit constituent une ressource essentielle du Trésor. On a déjà vu combien la balance des paiements de l'Ouganda a été affectée par la baisse des prix du coton ; normalement, le coton représente près de 70 pour cent de la valeur des exportations de ce territoire et les recettes fiscales correspondantes représentent le tiers de son revenu global.

Nombre de plans de développement comportent la mise en valeur des ressources minérales, la création d'industries de transformation et l'introduction de cultures de remplacement. Il faudra cependant beaucoup de temps, dans certains territoires, pour parvenir à réduire sérieusement l'écrasante prépondérance actuelle d'une ou deux cultures. L'évolution récente des marchés mondiaux met en relief la vulnérabilité de semblables économies et devrait donc avoir pour effet d'accélérer le processus de diversification. En Afrique-Occidentale française, par exemple, les producteurs ont déjà tendance à abandonner les oléagineux au profit de produits utilisés sous forme de boisson, qui sont plus rentables. En 1952, le pouvoir d'achat correspondant à des quantités données de marchandises a été estimé, dans ce territoire¹⁴, à 250 pour le café et à 200 pour le cacao, contre 117 pour l'huile de palme et 85 pour les palmistes (sur la base de 1938 = 100).

Développement des marchés intérieurs

L'accroissement de la demande intérieure de produits agricoles, à la faveur de l'augmentation du nombre des habitants et de l'apparition d'activités non agricoles, renforcera probablement la stabilité de l'agriculture africaine en rendant la région moins étroitement tributaire des exportations agricoles. Avant la guerre, les exportations nettes d'arachides et d'huile représentaient environ 60 pour cent de la production africaine ; pendant la période 1948-52, les exportations nettes n'ont porté que sur 40 pour cent environ de la production, qui avait presque doublé. Au cours de la même période les exportations nettes de sucre

¹⁴ LANGELE, MAURICE, « L'évolution du marché français des huiles concrètes dans le cadre mondial », *Chroniques d'Outre-Mer*, déc. 1953 - jan. 1954.

sont tombées de 30 à 15 pour cent de la production, laquelle a augmenté de près de 50 pour cent. Etant donné l'incertitude qui pèse sur le marché d'exportation, un plus grand nombre de producteurs reconnaîtront que le marché intérieur lui-même peut être intéressant et offre plus de stabilité. Cela ne saurait, bien entendu, compenser, le cas échéant, une aggravation sérieuse de la situation des exportations, car la demande locale dépend elle-même en grande partie des revenus tirés des exportations.

L'industrie locale de transformation de certains produits d'exportation s'est également développée. Avant la guerre, environ 1 pour cent seulement des arachides exportées d'Afrique l'était sous forme d'huile ; en fait, la région était importatrice nette d'huile d'arachide. En 1948-52, 30 pour cent environ des arachides exportées d'Afrique l'ont été sous forme d'huile, provenant principalement de l'Afrique-Occidentale française. Le quart environ des exportations d'huile ont été effectuées vers d'autres territoires africains. De 1938 à 1952, la consommation de coton brut, qui était faible dans la région, a plus que quadruplé ; les augmentations les plus marquées ont eu lieu au Congo belge et en Union Sud-Africaine. Cependant, pour l'ensemble des produits dérivés du coton, dont la majeure partie est encore importée, la consommation par habitant semble ne s'être guère développée durant cette période.

Toute nouvelle expansion de l'économie repose essentiellement sur l'accroissement de la production alimentaire destinée au marché intérieur. On s'efforce dans la plupart des régions d'accroître la production alimentaire ; en particulier, on intensifie la production rizicole et sucrière, en utilisant des terres récemment irriguées ou débroussaillées. La production de riz est encouragée dans les territoires français, dont l'économie repose pour une large part sur les cultures d'exportation. Une place très importante est faite au marché intérieur dans les plans de développement du Congo belge.

Pour obtenir un accroissement réel de la production alimentaire, il est nécessaire de se tourner vers ce qui est actuellement le secteur de l'agriculture de subsistance. Les agriculteurs de l'intérieur sont souvent complètement coupés du reste du pays et ne sont guère encouragés à produire pour la vente ; leur contribution à l'économie du pays est donc négligeable. Si on parvient à les intégrer à l'ensemble de l'économie, en organisant la commercialisation de leurs produits et en leur fournissant des moyens de transport, ainsi que des installations suffisantes d'emmagasinage, l'amélioration de leurs revenus stimulera la demande dans tous les secteurs de l'économie. Le problème cou-

siste à transformer cette catégorie d'agriculteurs en spécialistes de la production alimentaire dont la clientèle sera constituée par les spécialistes de l'exportation. L'intensification de la production dans le secteur actuel de l'agriculture de subsistance comporte des risques, et il convient de prendre sérieusement en considération certains facteurs techniques, tels que l'accélération de l'érosion.

Amélioration des transports

Le remarquable essor des exportations africaines au cours des 50 dernières années a été étroitement lié au développement des moyens de transport, qui demeure une condition essentielle de tout nouveau progrès. L'accumulation de stocks d'arachides à Kano (Nigeria) est un exemple entre tant d'autres de la congestion du réseau ferré et des installations portuaires, qui se produit fréquemment dans les périodes de pointe de la commercialisation. La plupart des plans de développement tiennent compte de ce problème en affectant la plus large part des ressources aux moyens de transports; des améliorations considérables, mais souvent plus lentes qu'on ne l'avait espéré tout d'abord, ont déjà été apportées aux installations portuaires et aux chemins de fer d'Afrique.

L'amélioration des moyens de transport est également indispensable pour intégrer l'agriculture de subsistance à l'ensemble de l'économie. A l'heure actuelle, la situation est telle que le petit agriculteur ne peut souvent exporter que son travail. Des routes sont nécessaires pour relier les terres intérieures aux zones plus développées, qui vivent des exportations de produits agricoles et de minéraux; il deviendra alors profitable de produire pour la vente un supplément de produits alimentaires. C'est ainsi par exemple qu'une grande partie des denrées alimentaires importées pour

les producteurs de cacao de la Côte-de-l'Or pourrait être produite à l'intérieur du territoire — comme on le reconnaît dans le plan de développement — si on disposait des moyens de transport nécessaires.

Qualité de la production

La concurrence plus active qui s'exerce sur les marchés mondiaux oblige à s'attacher davantage à la qualité du produit. Un grand pas a déjà été fait dans ce sens grâce aux politiques de prix pratiquées par les *Marketing Boards* dans les territoires sous administration britannique, et ailleurs par des organisations coopératives. En Nigeria, la production d'huile de palme, qualité « Special », représentait 1 pour cent du total des quantités commercialisées en 1950; elle a atteint 50 pour cent de ce total en 1953. Le rendement et la qualité des huiles de palme vierges d'Afrique occidentale sont néanmoins encore très inférieurs à ceux qu'on obtient sur les plantations d'Extrême-Orient.

Les distributions de variétés améliorées de semence et de jeunes plants, effectuées dans la plupart des territoires, devraient amener de grands progrès. A Madagascar, par exemple, les vieux caféiers sont remplacés par de jeunes plants de la variété « robusta », distribués gratuitement, et on s'attend à voir augmenter considérablement les rendements.

Les insectes nuisibles et les maladies des plantes provoquent très souvent des pertes immenses. En dépit de campagnes intensives, la maladie du « swollen shoot » pose encore de sérieux problèmes dans la province orientale de la Côte-de-l'Or et dans certaines régions de la Nigeria. Les dommages causés par les capsidés et par la maladie des cabosses réduisent aussi fortement les récoltes de cacao.

TABEAU 40. — AFRIQUE : PRODUCTION DE CERTAINS PRODUITS

PRODUITS	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-50	1952 53	1953/54 (chiffres provisaires)
..... <i>Milliers de tonnes</i>				
Blé.	2 500	2 830	3 460	3 420
dont Afrique du Nord française.	(1 968)	(2 042)	(2 673)	(2 656)
Orge.	2 090	2 490	2 770	2 670
dont Afrique du Nord française.	(2 019)	(2 335)	(2 603)	(2 502)
Maïs.	4 490	5 670	6 520	6 960
dont Union Sud-Africaine.	(1 995)	(2 444)	(3 163)	(3 569)
Riz (paddy).	1 680	2 370	2 690	2 560
Sucre (brut.	940	1 320	1 480	1 520
Arachides (équivalent d'huile).	440	650	800	820
<i>Indice de tous les produits agricoles</i>	<i>100</i>	<i>124</i>	<i>136</i>	<i>137</i>

Consommation alimentaire et nutrition

L'amélioration des disponibilités alimentaires demeur le problème essentiel. On connaît très mal le régime alimentaire de l'agriculteur africain, qui se nourrit en grande partie de bananes plantains et autres plantes sauvages, dont la production ne peut faire l'objet de statistiques; mais il est certain que ce régime est souvent à peine suffisant. De nombreuses parties de la région sont périodiquement sujettes à la sécheresse et à la famine, ce qui oblige les autorités, comme on l'a vu l'an dernier au Tanganyika, à acheter et à transporter à grands frais les produits nécessaires. Lorsque la récolte est insuffisante, on enregistre souvent une période de pénurie alimentaire avant le printemps, époque de maturation des plantes sauvages; il en est souvent de même après une bonne récolte, les possibilités d'emmagasinage faisant défaut.

D'une manière générale, il semble que les disponibilités alimentaires par habitant aient augmenté depuis l'avant-guerre. Les modestes exportations nettes de céréales ont diminué, malgré un accroissement de la production, et en 1952 et 1953 la région a, en fait, été importatrice nette; les exportations nettes de sucre ont également diminué.

La consommation de sucre par habitant a fait de très rapides progrès presque partout en Afrique, pendant et depuis la guerre. Il semble également qu'en ce qui concerne les arachides et l'huile, les disponibilités par habitant aient considérablement augmenté.

Si les disponibilités alimentaires se sont améliorées, il ne faut pas oublier que leur niveau était extrêmement bas avant la guerre. La consommation de sucre n'aurait pu augmenter aussi fortement si elle n'avait été extrêmement basse avant la guerre. Il est incontestable que les disponibilités alimentaires se sont surtout améliorées en Union Sud-Africaine, pays plus développé; les autres bénéficiaires ont sans doute été principalement les pays auxquels le cacao et les produits miniers assurent une prospérité relative. Il est d'autre part urgent d'améliorer le régime alimentaire non seulement en quantité mais en qualité, et rien ne prouve que de réels progrès aient été faits dans ce sens. De nombreux obstacles s'opposent à l'amélioration du régime alimentaire africain, parmi lesquels il faut citer en particulier les conditions peu favorables à l'élevage dans de nombreuses parties de la région, et l'attachement des tribus à certaines coutumes et à certains préjugés.

TABLEAU 41. — AFRIQUE : EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS

P R O D U I T S	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-50	1952/53	1953/54 (chiffres provisoires)
..... <i>Milliers de tonnes</i>				
<i>Exportations brutes</i>				
Toutes céréales	1 470	1 240	1 260	1 230
Sucre.	660	680	760	770
Arachides (équivalent d'huile)	330	270	260	300
Huile d'arachide.	133	71	87	150
Palmistes (équiv. d'huile) et huile de palmiste	302	338	338	360
Huile de palme	243	321	350	370
Cacao.	462	480	468	520
Café	114	242	290	290
Coton (fibre)	130	190	220	230
Sisal	158	203	248	240
Laine (dessuintée).	53	54	60	60
dont Union Sud-Africaine	(45)	(50)	(55)	(53)
<i>Importations brutes</i>				
Toutes céréales.	780	1 050	1 350	1 350
Sucre.	370	460	630	720
<i>Indice de tous les produits agricoles</i>				
<i>Exportations brutes.</i>	<i>100</i>	<i>116</i>	<i>130</i>	<i>127</i>
<i>Importations brutes.</i>	<i>100</i>	<i>137</i>	<i>172</i>	<i>176</i>

¹ Au cours de cette période, les importations brutes ont dépassé en moyenne 40.000 tonnes.

Chapitre IV

**CONDITIONS ACTUELLES ET PERSPECTIVES
PAR PRODUITS**

Chapitre IV - CONDITIONS ACTUELLES ET PERSPECTIVES PAR PRODUITS

BLÉ

Disponibilités et échanges

Comme en 1952/53, la production de blé a encore fait en 1953/54 des progrès frappants ; si elle a légèrement diminué dans les principaux pays exportateurs, les augmentations enregistrées dans les autres pays ont presque complètement compensé ce recul. Etant donné les stocks importants constitués l'année précédente dans les quatre principaux pays exportateurs, les disponibilités ont, en 1953/54, largement dépassé les besoins d'importation qui avaient eux-mêmes diminué. On comptait qu'au 1^{er} juillet 1954 les stocks de ces pays s'élèveraient au total à 49 millions de tonnes, contre 34 millions de tonnes l'année précédente et une moyenne de 19 millions de tonnes en 1948-52.

C'est surtout aux Etats-Unis et au Canada que les stocks ont augmenté ; la cause essentielle de cet état de choses est l'abondance de la production de ces pays, ces dernières années, et, pour une

part, un certain déplacement de la demande d'importation vers les pays fournisseurs en dehors de la zone dollar. En 1952/53, les expéditions mondiales de blé avaient atteint 26.100.000 tonnes et avaient déjà diminué de 2.200.000 tonnes, soit de 8 pour cent par rapport à l'année précédente ; elles ont encore diminué de près de 16 pour cent en 1953/54 pour ne plus atteindre, selon des estimations provisoires, que 22 millions de tonnes. Les Etats-Unis et le Canada n'en ont exporté que 13 millions de tonnes contre 22 millions de tonnes en 1951/52 ; en juillet, leurs stocks avaient augmenté de 26 millions de tonnes par rapport aux deux années en question. Ceux des Etats-Unis ont triplé, et ceux du Canada plus que doublé.

En 1951/52 et 1952/53, les deux pays exportateurs de la zone dollar avaient fourni de 75 à 80 pour cent des quantités nécessaires pour satisfaire les besoins totaux d'importation du monde, principalement du fait que l'Argentine avait, au cours de ces deux années, vu diminuer sa capacité d'exportation ; mais leur part n'a pas atteint

TABLEAU 42. — PRODUCTION DE BLÉ

RÉGIONS	Moyenne 1934-38	1949	1950	1951	1952	1953
..... Millions de tonnes						
Quatre principaux pays exportateurs ¹	244,6	51,0	51,1	48,2	67,0	60,0
Dix-huit pays d'Europe ²	30,6	29,3	30,5	30,1	32,5	35,3
Asie (non compris la Chine)	20,5	19,0	21,4	22,4	23,5	25,7
Amérique latine (non compris l'Argentine)	2,0	2,6	2,9	2,8	3,0	3,2
Autres pays	15,8	15,3	16,1	17,0	16,4	16,9
TOTAL MONDIAL (non compris l'U.R.S.S. et la Chine)	2 113,5	117,2	122,0	120,5	142,4	141,1

¹ Canada, Etats-Unis, Argentine, Australie. — ² 1937-41 pour le Canada et les Etats-Unis, la production moyenne des années 1934-38 ayant été anormalement faible en raison de l'extrême sécheresse qui a sévi en 1934 et en 1936. — ³ Allemagne (occidentale), Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Rép. d'Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Yougoslavie.

TABLEAU 43. — EXPORTATIONS DE BLÉ ET DE FARINE DE BLÉ

PAYS	Moyenne 1934/35- 1938/39	Juillet à juin					1953/54 (chiffres provisoires)
		1949/50	1950/51	1951/52	1952/53		
..... Millions de tonnes, en équivalent de blé ¹							
Canada	4,8	6,3	6,1	9,4	10,5	7,1	
Etats-Unis ²	1,4	8,3	10,1	13,0	8,7	5,8	
Argentine	3,3	2,4	2,8	0,8	0,8	3,1	
Australie.	2,9	3,1	3,6	2,7	2,8	2,0	
Total pour ces 4 pays	12,4	20,1	22,6	25,9	22,8	18,0	
Autres pays ³	5,1	2,2	3,1	2,4	3,3	4,0	
dont :							
Afrique du Nord française.	0,5	0,2	0,3	—	0,3	0,2	
France.	0,6	0,6	1,0	0,4	0,5	1,1	
Turquie	0,1	—	—	0,2	0,6	0,8	
Suède	0,1	0,1	—	—	0,1	0,5	
U.R.S.S. et Europe orientale.	2,2	0,7	1,0	1,2	1,1	0,9	
TOTAL MONDIAL	17,5	22,3	25,7	28,3	26,1	22,0	

— Néant ou quantité négligeable.

¹ Pour convertir la farine en équivalent de blé, on a appliqué les taux d'extraction suivants : Argentine et Australie 70 pour cent, Canada 72,6 pour cent, Etats-Unis 71,5 pour cent ; autres pays 75 pour cent. — ² Dans ces chiffres sont comprises les exportations effectuées au titre des divers programmes d'aide des Etats-Unis à l'étranger, ainsi que les expéditions vers les territoires et possessions, à l'exclusion des exportations de farine provenant de blé canadien importé en régime d'admission temporaire pour être moulu. — ³ Y compris les exportations de l'U.R.S.S. et des pays de la sphère soviétique, à l'exclusion des échanges effectués à l'intérieur de ce groupe de pays.

TABLEAU 44. — IMPORTATIONS DE BLÉ ET DE FARINE DE BLÉ

CONTINENTS OU PAYS	Moyenne 1934/35- 1938/39	Juillet à juin					1953/54 (chiffres provisoires)
		1949/50	1950/51	1951/52	1952/53		
..... Millions de tonnes, en équivalent de blé							
EUROPE ¹	11,9	12,9	12,9	14,4	13,7	12,3	
dont :							
Allemagne occidentale.	² 0,7	2,4	2,4	2,3	2,3	2,4	
Italie	0,7	1,2	1,3	1,8	1,2	0,7	
Royaume-Uni	5,8	4,7	4,2	4,9	4,7	4,0	
ASIE	1,9	5,6	5,2	8,0	5,5	...	
dont :							
Inde.	³ 0,1	1,7	2,1	4,1	1,4	0,7	
Japon	0,4	2,0	1,6	1,7	1,2	1,7	
AUTRES CONTINENTS	3,1	4,2	5,7	6,5	6,4	...	
dont Brésil.	1,0	1,1	1,4	1,4	1,4	1,5	
TOTAL MONDIAL	16,9	22,7	23,8	28,9	25,6	22,0	

... Chiffres non disponibles.

¹ A l'exclusion des importations des pays de la sphère soviétique. — ² Ensemble de l'Allemagne. — ³ Inde et Pakistan.

60 pour cent en 1953/54, les exportations argen-
tines ayant alors marqué une reprise sensible.
L'Australie n'a pas été en mesure, en 1953/54,
de maintenir ses exportations au niveau relative-
ment élevé qu'elles atteignaient précédemment.
Quant aux autres pays exportateurs, ils ont aug-
menté lentement mais régulièrement leurs ex-

portations qui, selon des estimations provisoires,
auraient atteint en 1953/54 le chiffre de 4 millions
de tonnes, soit 18 pour cent du total des expor-
tations mondiales. C'est encore, tant en chiffres
absolus qu'en chiffres relatifs, un volume inférieur
à celui des années trente. En 1951/52 et en 1952/53,
l'U.R.S.S. et le groupe de pays de l'Europe orien-

tale étaient les principaux exportateurs ; ils étaient suivis par la France, l'Afrique du Nord et la Turquie. En 1953/54, ces derniers pays, auxquels il convenait d'ajouter la Suède, représentaient à nouveau les principaux fournisseurs parmi les exportateurs secondaires.

L'Europe, dont la demande d'importation, malgré l'amélioration continue de sa production, se maintient depuis quelques années entre 13 et 14 millions de tonnes, a enregistré en 1953 une brusque augmentation de sa récolte de blé et a réduit ses importations de 10 pour cent. La production a été particulièrement satisfaisante en Italie, qui n'a eu à importer que des quantités limitées de blé dur, en Yougoslavie (pays fortement déficitaire l'année précédente), en Grèce, au Royaume-Uni et en Suède (ce dernier pays a exporté des quantités assez importantes). Seule l'Espagne, en raison d'une longue sécheresse, a eu une récolte sensiblement plus faible. En Asie, les récoltes de céréales destinées à l'alimentation humaine ont également été meilleures dans l'ensemble, mais les importations n'ont été que légèrement inférieures en 1953/54 à celles de l'année précédente ; à la suite de sa mauvaise récolte de 1953, le Pakistan a en effet continué pendant une partie de l'année à effectuer des importations exceptionnelles, tandis que les récoltes réduites de blé et de riz au Japon ont accru les besoins de ce pays. L'Inde a toutefois été en mesure de réduire ses importations d'une manière appréciable en raison de l'augmentation de ses récoltes de céréales alimentaires au cours des deux dernières campagnes.

TABLEAU 45. — BLÉ : STOCKS AU 1^{er} JUILLET DANS LES QUATRE PRINCIPAUX PAYS EXPORTATEURS (Estimations) ¹

ANNÉES	Canada	Etats-Unis	Argentine	Australie	Total
	..... Millions de tonnes				
Moyenne 1934-38 .	3,9	4,3	2,7	1,8	12,7
1948.	2,9	5,3	3,5	2,9	14,6
1949.	3,7	8,4	3,4	2,8	18,3
1950.	3,8	11,6	2,7	3,5	21,6
1951.	6,3	10,8	2,5	3,0	22,6
1952.	7,4	7,0	1,2	2,3	17,9
1953.	11,4	15,3	4,8	2,9	34,4
1954 (chiffres provisoires)	17,0	23,5	4,2	4,2	48,9

¹ D'après des données officielles et des estimations du Département de l'Agriculture des Etats-Unis et de la FAO. Afin de faciliter les comparaisons, toutes les estimations sont indiquées au 1^{er} juillet ; elles portent sur la totalité des disponibilités au 1^{er} juillet, compte tenu des besoins intérieurs pour la période comprise entre cette date et le début de la campagne dans les pays où celle-ci ne commence pas le 1^{er} juillet (Canada, 1^{er} août, Argentine et Australie, 1^{er} décembre).

Evolution des prix et du marché

Le nouvel Accord international sur le blé, qui porte augmentation des prix maximum et minimum, est entré en vigueur en août 1953, aussi les premières ventes se sont-elles effectuées à des prix supérieurs à ceux qui étaient pratiqués aux termes du contrat précédent. Mais les prix ont baissé au cours des mois suivants et en juin 1954 la cote du blé canadien n° 1 Northern équivalait à 1,75 dollar des Etats-Unis, contre 2,05 dollars au début d'août 1953, prix maximum du nouveau barème. Il s'est également produit une baisse régulière des prix du blé exporté en dehors du cadre de l'Accord ; pendant la plus grande partie de l'année, les prix des blés exportés par le Canada et l'Australie, que ce soit dans le cadre ou en dehors de l'Accord international sur le blé, ont été identiques, sauf pour certaines qualités. Depuis le début de décembre 1953, les Etats-Unis ont également mis en vente en dehors de l'Accord certains tonnages exportables à des prix égaux à ceux de l'Accord. L'écart entre les prix des blés ne provenant pas de la zone dollar, de ceux qui ne tombent pas sous le coup de l'Accord (blé argentin) et des blés de la zone dollar a également continué à diminuer en 1953 ; pendant la majeure partie de la campagne 1953/54 le blé de diverses origines a été coté à un taux relativement uniforme, compte tenu des différences de qualité. Les ventes de blé régies par des accords de commerce ont été parfois conclues à des prix supérieurs à ceux des transactions ordinaires, mais dans ces cas également il s'est produit quelques baisses de prix.

Au 8 juin 1954, les prix avaient, si l'on se base sur le prix du blé canadien n° 1 Northern, baissé de 12 pour cent par rapport à juillet 1953 et de 16 pour cent par rapport à juillet 1952 (ventes conclues hors du cadre de l'Accord). Les ventes de blé argentin s'effectuaient à des prix inférieurs de 18 pour cent à ceux de l'année précédente. Mais pour le blé des Etats-Unis, les prix comparables pour le début de juin 1954, d'après les cours pratiqués à Chicago pour le marché à court terme, étaient pratiquement les mêmes que l'année précédente, tout en étant inférieurs de 15 pour cent à ceux de juin 1952.

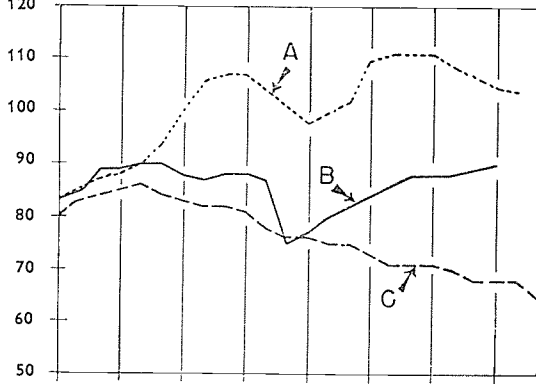
Par ailleurs, les prix du marché intérieur ont, dans leur ensemble, continué à être déterminés surtout par les dispositions prises dans chaque pays réglementant la commercialisation et ils sont encore en grande partie à l'abri des influences qui s'exercent sur les marchés d'exportation. Parmi les pays exportateurs, le Canada est le seul à ap-

GRAPHIQUE XII — Prix moyens mensuels des céréales - juillet 1952-juin 1954

Blé

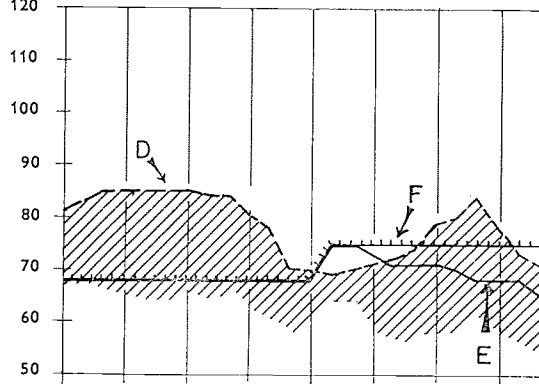
(Prix comptant aux Etats-Unis et au Canada)

Dollars E.-U. la tonne



A - Canada N° 1 C. W. Amber Durum ; B - E.-U. Blé dur d'hiver 2, Kansas City ; C - Canada N° 1, Manitoba, en dehors de l'Accord international sur le blé.

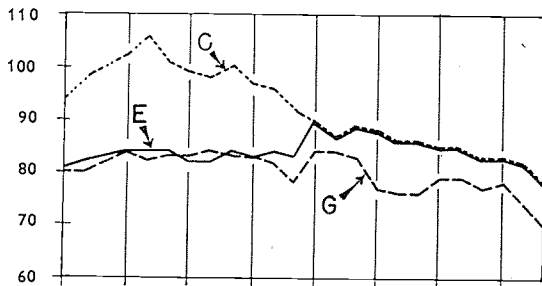
Dollars E.-U. la tonne



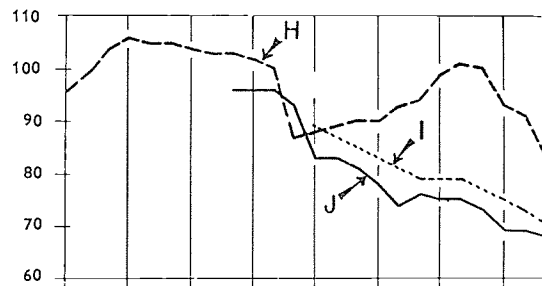
D - E.-U. Blé rouge d'hiver 2, Chicago ; E - Canada N° 1, Manitoba, Accord international sur le blé ; F - Prix maximum prévu par l'Accord international sur le blé.

Blé¹

(Prix c.a.f. Europe du Nord-Ouest)



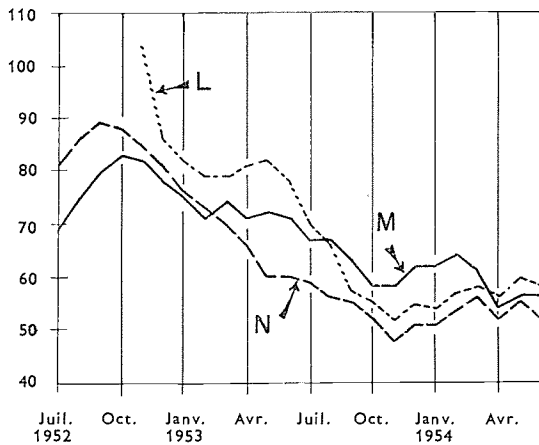
C - Canada N° 1, Manitoba, en dehors de l'AIB ; E - Canada N° 1, Manitoba, AIB ; G - E.-U. blé dur d'hiver 2, AIB.



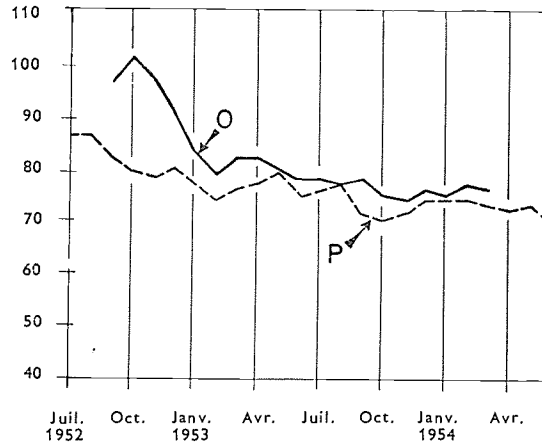
H - E.-U. blé dur d'hiver 2, en dehors de l'AIB ; L - Australien, en dehors de l'AIB ; J - Argentin.

Céréales secondaires¹

(Prix c.a.f. Europe du Nord-Ouest)



L - Orge argentin ; M - Orge canadien pour l'alimentation du bétail N° 1 ; N - Orge irakien.



O - Maïs argentin ; P - Maïs E.-U. N° 2 jaune.

Les prix au comptant du blé canadien s'entendent en magasin à Fort William — Port Arthur. Depuis la première semaine d'août 1953, les prix au comptant sont identiques pour les exportations de la deuxième catégorie et pour les ventes effectuées dans le cadre de l'Accord international sur le blé. La partie hachurée indique les subventions des Etats-Unis accordées au blé vendu au titre de l'Accord international sur le blé, côte est. Les chiffres relatifs au mois de juin se fondent sur des renseignements incomplets.

¹Source : Die Weltmärkte wichtiger Nahrungsmittel, Bonn.

plier un système suivant lequel les prix payés par les consommateurs canadiens sont les mêmes que les prix à l'exportation ; les sommes perçues par les producteurs de blé sont fonction des recettes fournies par les ventes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays ; mais la presque totalité du blé est commercialisée par l'entremise de l'organisme officiel de vente. En Australie également, les producteurs ont, en vertu du système de marketing qui vient de cesser d'être appliqué, reçu le montant des ventes, mais le prix des blés vendus sur le marché intérieur a été fixé par un ensemble de règlements et une somme a été prélevée sur le produit des exportations pour être versée à un fonds de stabilisation destiné à garantir une rémunération minimum pendant les années où les prix sont bas. Le renouvellement de ces dispositions est actuellement à l'étude. Mais presque tous les autres pays pratiquent une politique de soutien des prix, que ce soit sous forme de subventions officielles ou sous toute autre forme. Aux Etats-Unis, le producteur de blé peut soit vendre son blé sur le marché commercial soit le céder au gouvernement, dans le cadre du programme de soutien, à un taux équivalant à 90 pour cent de la parité. Depuis plus de deux ans, le prix commercial du blé a tendance à tomber au-dessous du prix de soutien, en particulier dans les périodes de ventes massives de produits agricoles, de sorte que des quantités importantes sont passées dans les entrepôts du gouvernement. Les quantités disponibles pour le marché commercial se sont, de ce fait, trouvées limitées, ce qui a eu tendance à renforcer les prix sur ces marchés. A la fin de la campagne 1953/54, presque tout le stock de report des Etats-Unis se trouvait détenu par la *Commodity Credit Corporation*, organisme officiel chargé d'administrer le programme de soutien des prix agricoles. Les prix sont par conséquent restés plus fermes aux Etats-Unis que dans les autres pays exportateurs ; ils ont cependant fini par faiblir eux aussi, lorsque les nouvelles relatives à la récolte de 1954 se sont améliorées. Les prix actuellement pratiqués sur le marché domestique sont sensiblement supérieurs à ceux des prix à l'exportation, si bien qu'en ce qui concerne les transactions effectuées dans le cadre de l'Accord sur le blé le gouvernement doit accorder une subvention qui s'élevait au début de juin à plus de 50 cents par bushel. Des quantités limitées de blé détenu par la *Commodity Credit Corporation* se vendent maintenant, en dehors de l'Accord, aux prix de l'Accord, et certaines ventes spéciales s'effectuent au titre du programme d'aide mili-

taire et d'autres programmes contre paiement en devises des pays importateurs.

En Argentine, le prix à la production est toujours de 50 pesos le quintal, ce qui équivaut à 100 dollars des Etats-Unis la tonne ; ce prix est beaucoup plus élevé que ne l'était récemment le prix à l'exportation calculé au taux de change officiel. De même, la France et la Turquie effectuent leurs exportations à des prix inférieurs aux prix payés aux producteurs.

Dans les pays importateurs, l'événement marquant récent a été le retour à la liberté du commerce des céréales au Royaume-Uni et la réouverture des marchés de céréales de Londres et de Liverpool. Les producteurs de blé du Royaume-Uni continueront à recevoir un prix garanti, et le gouvernement leur versera la différence entre le prix du marché libre et le prix normal garanti. Dans les autres pays européens, l'Etat soutient encore dans une large mesure les prix payés aux producteurs, qui sont actuellement supérieurs, dans plusieurs cas, aux prix des blés importés.

L'Accord international sur le blé ne s'applique plus maintenant qu'à une petite partie des transactions mondiales. Le montant total des ventes et des achats garantis ne s'élève plus, étant donné la non-participation du Royaume-Uni et le retrait avant ratification de l'Italie et de la Suède, qu'à 10.600.000 tonnes, contre 15.800.000 tonnes la dernière année d'application du précédent Accord. Cette quantité représente moins de 50 pour cent du volume courant des transactions mondiales de blé, mais les transactions réellement effectuées dans le cadre de l'Accord sont sensiblement inférieures au montant total garanti : les ventes effectuées pendant les 11 premiers mois d'application de l'Accord en 1953/54 ne se sont élevées en effet qu'à 6 millions de tonnes.

Perspectives

Par suite de la mise en vigueur des restrictions de superficie et des contingents de commercialisation, la récolte de blé aux Etats-Unis sera inférieure en 1954/55 à celle de ces dernières années ; mais les premières évaluations donnent à penser que ces mesures ne réussiront peut-être pas à réduire la production aux seules quantités nécessaires pour assurer les besoins domestiques et les exportations. Il se pourrait donc que le stock de report, au début du deuxième semestre de 1955, accuse un nouvel accroissement, moins important toutefois que ceux enregistrés les deux années précédentes. Au Canada, les disponibilités en 1954/55, malgré une certaine réduction des emblavures,

seront vraisemblablement encore très abondantes ; l'Argentine et l'Australie sont elles aussi en mesure de continuer, pendant un certain temps, à exporter au moins à la cadence de ces dernières années. Peut-être la production européenne ne sera-t-elle pas tout à fait aussi abondante que l'année dernière, mais la demande d'importation n'augmentera vraisemblablement que dans une mesure limitée. Etant donné les abondantes réserves constituées à la suite des récentes récoltes en Inde, l'amélioration de la situation des stocks au Japon et l'accroissement général des disponibilités en riz, les besoins d'importations de l'Asie sont appelés à diminuer. Des excédents importants continueront donc à alourdir le marché en 1954/55. La pression sur les prix continuera à s'exercer ; si les politiques suivies par les pays exportateurs ont empêché jusqu'ici les stocks massifs accumulés d'exercer leur plein effet sur les marchés, il se pourrait que les difficultés de financement et d'emmagasinage amènent les pays exportateurs à adopter une politique de vente faisant davantage appel à la concurrence et à recourir davantage à des mesures spéciales en vue d'écouler les stocks (règlement en devises des pays importateurs, etc.). Ces tendances se manifestaient plus nettement à la fin de la campagne 1953/54. Cependant, étant donné la stabilité relative de la demande de blé, et en admettant que les tendances récentes de la production dans les pays importateurs se maintiennent, il ne semble guère falloir compter sur une augmentation de la demande d'importations commerciales assez forte pour entraîner une di-

minution importante des stocks. Le renforcement des restrictions à la superficie cultivée qui sera appliqué à la culture du blé aux États-Unis en 1955 empêchera peut-être une nouvelle accumulation des stocks dans ce pays ; en outre, des campagnes moins favorables renverseront peut-être la tendance actuelle à l'accroissement des stocks. En attendant, il est vraisemblable que les disponibilités continueront à être abondantes pendant au moins les deux prochaines campagnes.

CÉRÉALES SECONDAIRES

Disponibilités et échanges

Grâce à des récoltes à nouveau abondantes et aux stocks élevés reportés de l'année précédente, les disponibilités en céréales secondaires ont, dans l'ensemble, été suffisantes en 1953/54. Les échanges ne semblent pas avoir augmenté en volume par rapport à 1952/53 et les prix ont encore fléchi. Les disponibilités étaient plus importantes en fin d'année qu'au début.

Dans les pays exportateurs de céréales fourragères, la production est tombée un peu au-dessous du niveau de l'année précédente, qui avait été élevé ; on a en effet enregistré une diminution de la récolte de maïs aux États-Unis et des récoltes d'orge et d'avoine au Canada. Mais comme les stocks disponibles au début de l'année avaient un peu augmenté, les disponibilités globales ont légèrement dépassé celles de 1952/53. La récolte de maïs en Argentine (effectuée en avril/mai 1953) a été sensiblement supérieure à celle de 1953 ;

TABLEAU 46. — CÉRÉALES SECONDAIRES : PRODUCTION ¹

RUBRIQUES	Moyenne 1934-38	1949	1950	1951	1952	1953
	..... Millions de tonnes					
Quatre principaux pays exporta- teurs ²	³ 107,7	125,0	126,6	120,8	130,7	127,6
Dix-huit pays d'Europe	35,2	32,7	30,4	36,2	33,1	38,5
Amérique latine (non compris l'Ar- gentine)	10,8	13,6	13,8	14,5	14,0	14,4
Asie (non compris la Chine)	31,4	30,1	29,9	30,4	34,1	34,8
Autres pays	19,5	40,6	38,4	40,6	40,6	41,0
TOTAL MONDIAL (non compris l'U.R.S.S. et la Chine)	224,5	241,9	239,1	242,5	252,5	256,3
dont :						
Orge	35,5	36,4	39,3	42,3	46,3	47,1
Avoine	46,8	46,9	48,8	49,9	49,1	47,6
Maïs	114,2	129,8	120,0	121,6	127,9	132,3

¹ Orge, avoine, maïs, millet et sorgho. — ² Canada, États-Unis, Argentine et Australie. — ³ Moyenne 1937-41 pour le Canada et les États-Unis.

quant à la production d'orge et d'avoine, elle soutenait avantagement la comparaison avec les moyennes d'avant-guerre, tout en étant inférieure aux récoltes exceptionnelles enregistrées l'année précédente.

A quelques exceptions près, les pays européens ont effectué des récoltes plus importantes que l'année précédente. Ces progrès sont imputables à l'accroissement des récoltes de maïs, en particulier en Yougoslavie et en Italie, et à une augmentation de la récolte d'orge. A l'heure actuelle, cette céréale est produite en plus grande quantité, du fait surtout que les rendements se sont améliorés ; le Royaume-Uni, la France et le Danemark sont les principaux responsables de cette augmentation qui représente un gain de plus de 50 pour cent par rapport à 1934-38. Bien que la production d'avoine ait été à peu près du même ordre qu'en 1952/53, le recul de cette céréale semble se confirmer.

Malgré l'accroissement de la production indigène, les importations européennes de céréales secondaires, qui depuis quelques années représentent environ 70 pour cent des échanges mondiaux, ont progressé de 1952/53 à 1953/54. Cette expansion est due principalement à l'accroissement des importations du Royaume-Uni, composées en grande partie de maïs argentin et d'orge canadien et irakien. Cet essor des importations semble devoir être attribué en partie aux achats effectués par le gouvernement en prévision de la libéralisation des échanges, en partie à la levée du rationnement et en partie à l'accroissement des effectifs du cheptel.

En 1953/54, les exportations totales de céréales secondaires, estimées provisoirement à 12.800.000 tonnes, ont peu varié par rapport à l'année précédente. Après deux campagnes assez médiocres, l'Argentine a amélioré sa récolte de maïs et effectué d'excellentes récoltes d'orge et d'avoine et ces gains se sont traduits par un développement des exportations. Toutefois, les Etats-Unis, le Canada et les autres exportateurs ont exporté moins que l'année précédente.

Dans l'ensemble, les prix ont continué de diminuer en 1953, mais le fléchissement a été moins accentué qu'en 1952 ; on notait un certain raffermissement des cours à la fin de 1953 et au début de 1954. C'est le maïs des Etats-Unis (Yellow n° 2 à Chicago) qui a été le moins touché par la baisse ; il cotait en moyenne 1,61 dollar le bushel en mai 1954 contre 1,57 en janvier 1954 et 1,63 en mai 1953. Les prix du maïs argentin, qui avait presque entièrement cessé de faire prime sur le maïs des Etats-Unis au début de 1953, ne différaient pas sensiblement au début de l'été de 1954 de ceux du maïs des Etats-Unis, bien que les cours du terme aient accusé une baisse notable en mai. La fermeté du maïs des Etats-Unis s'explique en partie par le fait qu'en 1953/54 les cultivateurs ont recouru beaucoup plus fréquemment au programme de prêts. Les stocks de maïs détenus par la *Commodity Credit Corporation* au 31 mars 1954 (c'est-à-dire les siens propres et ceux qui lui avaient été remis en contrepartie de prêts) se chiffraient à plus de 20 millions de tonnes contre 13 millions de tonnes un an auparavant.

TABLEAU 47. — CÉRÉALES SECONDAIRES ¹ : EXPORTATIONS (JUILLET-JUIN)

PAYS	Moyenne 1934/35- 1938/39		1949/50		1950/51		1951/52		1952/53		1953/54 (chiffres provisoires)	
	Maïs	Total, céréales secondaires ¹	Maïs	Total, céréales secondaires ¹	Maïs	Total, céréales secondaires ¹	Maïs	Total, céréales secondaires ¹	Maïs	Total, céréales secondaires ¹	Maïs	Total, céréales secondaires ¹
..... Millions de tonnes												
Argentine	6,5	7,2	1,2	1,8	0,2	0,5	0,6	1,1	0,6	1,0	1,3	2,8
Australie	—	0,1	—	0,4	—	0,5	—	0,6	—	0,7	—	0,5
Canada	—	0,5	—	0,8	—	0,9	—	2,3	—	3,7	—	3,4
Etats-Unis	0,8	1,1	2,8	4,1	2,9	5,7	2,0	4,4	3,1	4,1	2,7	3,2
Total des 4 pays	7,3	8,9	4,0	7,1	3,1	7,6	2,6	8,4	3,7	9,5	4,0	9,9
Autres pays	2,9	5,5	1,5	4,0	1,2	3,3	2,0	4,3	0,6	3,3	0,7	2,9
TOTAL MONDIAL ²	10,2	14,4	5,5	11,1	4,3	10,9	4,6	12,7	4,3	12,8	4,7	12,8

— Néant ou quantités négligeables.

¹ Orge, avoine, maïs, sorgho et millet. — ² Non compris les échanges entre les pays de la sphère soviétique, exception faite pour la période d'avant-guerre. — ³ Non compris la Chine.

TABLEAU 48. — CÉRÉALES SECONDAIRES ¹ : IMPORTATIONS (JUILLET-JUIN)

CONTINENTS ET PAYS	Moyenne 1934/35- 1938/39	1949/50	1950/51	1951/52	1952/53	1953/54 (chiffres provisoires)
..... Millions de tonnes						
Europe ²	12,0	8,9	7,6	9,8	7,9	9,0
dont :						
Allemagne occidentale.	1,3	1,0	0,8	0,9	1,0	...
Belgique.	1,3	1,0	0,8	1,0	0,6	...
Pays-Bas	1,4	1,8	1,1	2,0	1,6	1,2
Royaume-Uni	4,3	1,8	2,0	2,8	2,2	3,0
Asie ³	0,7	0,9	1,8	1,7	2,3	...
dont :						
Inde.	0,1	0,1	0,9	0,7	0,3	...
Japon.	0,3	0,6	0,7	0,6	1,3	...
Autres pays	1,5	1,2	1,3	1,6	2,2	...
TOTAL MONDIAL	14,2	11,0	10,7	13,1	12,4	12,8

... Chiffres non disponibles.
¹ Orge, avoine, maïs, sorgho et millet. — ² Non compris les importations des pays de la sphère soviétique, exception faite pour la période d'avant-guerre. — ³ Non compris la Chine.

L'orge des Etats-Unis du type destiné à l'alimentation animale, qui cotait 1,24 dollar en janvier 1953, était tombé à 1,02 en juillet et cotait 1,04 en janvier 1954, pour fléchir légèrement au cours des mois suivants. En revanche, l'orge canadien cotait 88 cents canadiens en avril 1954 contre 1,19 dollar en janvier 1953. L'orge argentin et irakien a suivi des mouvements très analogues à l'orge canadien, mais la diminution nette a été un peu plus importante. L'avoine a également baissé : l'avoine canadienne n° 2 cotait 73 cents canadiens le bushel en avril 1954 contre 81 cents en janvier 1953. C'est le seigle qui a connu la chute la plus brutale : en avril 1954, le seigle canadien n° 2 cotait 89 cents le bushel contre 1,62 dollar en janvier 1953.

Perspectives

Si la saison de 1954 n'est pas défavorable à la végétation, les disponibilités en céréales secondaires seront amples en 1954/55. Il est probable que les stocks de céréales fourragères disponibles aux Etats-Unis à la fin de 1953/54 seront sensiblement supérieurs à ceux de l'année précédente tandis que les récoltes de 1954, qui, malgré les limitations de la superficie consacrée à la culture commerciale du maïs, occupent une superficie légèrement plus étendue, seront plus abondantes qu'en 1953. Au Canada, le report d'orge et d'avoine sera du même ordre que l'année précédente ; la

superficie ensemencée en 1954 est toutefois un peu plus vaste que les autres années. La récolte de maïs de l'Argentine, effectuée en avril/mai 1954, a marqué une nouvelle progression tout en étant encore sensiblement inférieure à la production d'avant-guerre. Les disponibilités exportables paraissent devoir suffire à couvrir les besoins d'importation probables, mais il ne semble pas que les ressources en céréales secondaires, tout en ayant tendance à augmenter légèrement, prennent un caractère excédentaire inquiétant dans le proche avenir, en particulier si la production porcine s'accroît aux Etats-Unis, comme on l'escompte actuellement, et si l'élevage continue de se développer ailleurs.

RIZ

Le marché du riz a cessé d'être favorable aux vendeurs après l'avoir été presque sans interruption depuis la fin de la guerre. La production a de nouveau augmenté dans une mesure appréciable. Les échanges mondiaux se sont néanmoins contractés fortement, principalement par suite du fléchissement des importations de l'Inde et de l'Indonésie. Les stocks accumulés dans le sud-est asiatique et les prix à l'exportation dans cette région ont commencé à diminuer vers la fin de 1953. Les importations s'intensifieront probablement en 1954, mais il se peut que ce phénomène

se révèle éphémère, à moins que les rapports de prix ne se modifient de manière à rendre l'achat du riz plus attrayant pour les consommateurs.

Situation actuelle

Jamais la récolte n'a été aussi abondante qu'en 1953/54 puisqu'elle a dépassé de plus de 8 pour cent celle de 1952/53 qui avait été elle-même une année record. Les gains réalisés dans la plupart des autres pays producteurs de riz ont compensé la très forte baisse de la récolte japonaise. Les prix relativement élevés et l'aide accordée par les gouvernements sous diverses formes ont conduit à une extension généralisée de la superficie ensemencée en riz et les conditions atmosphériques ont été dans l'ensemble favorables. Comme l'année précédente, c'est en Inde que la production a fait le bond le plus considérable; la récolte y a en effet augmenté de 20 pour cent pour un accroissement de superficie de 3 pour cent. Le Pakistan a lui aussi effectué une excellente récolte. Du côté des pays exportateurs, la Thaïlande et les Etats-Unis ont effectué des récoltes record, alors que la production de riz de la Birmanie était inférieure à celle de l'année précédente.

Si la production de riz s'est développée, les échanges en revanche ont été moins importants en 1953 qu'en 1952 et plus réduits encore qu'en 1951. Il ne faut pas attribuer ce fait à une insuffi-

sance quelconque des disponibilités exportables, mais bien à une certaine réticence à acheter manifestée par certains des gros importateurs d'autrefois. Les disponibilités plus abondantes en riz indigène ont été utilisées en partie pour réduire les importations, et la consommation a continué d'être limitée par suite du maintien du rationnement dans quelques pays. En outre, les importateurs ont encore estimé que les prix des autres céréales étaient plus avantageux que ceux du riz. C'est en Inde et en Indonésie que le recul des importations de riz a été le plus marqué; en 1953, en effet, chacun de ces pays a acheté à l'étranger un demi-million de tonnes de moins que l'année précédente. Parmi les exportateurs, le pays le plus touché par ces modifications fut la Birmanie, dont les exportations ont diminué de 300.000 tonnes, soit près du quart. Les autres pays qui avaient des disponibilités exportables de riz ont un peu moins souffert, en partie parce que les récoltes de 1952/53 du Brésil et de l'Égypte — pays qui étaient devenus d'importants exportateurs au cours de ces dernières années — se sont révélées tout juste suffisantes pour répondre aux besoins de leur consommation intérieure.

Les exportations se sont donc contractées tandis que la production augmentait. Aussi des stocks ont-ils commencé de s'accumuler dans certains pays, en particulier dans ceux où les vendeurs ont été lents à s'adapter aux modifications du marché.

TABLEAU 49. — RIZ (PADDY) : PRODUCTION

PAYS	Moyenne 1934-38	1946	Moyenne 1948-50	1951	1952	1953 (chiffres provisoires)
..... Millions de tonnes de paddy						
Inde	132,3	30,3	33,5	31,6	34,3	41,3
Pakistan.	11,2	12,8	12,6	11,8	12,4	13,9
Japon	11,5	11,5	12,0	11,3	12,4	10,3
Indonésie :						
Java et Madoura	6,1	4,3	8,4	6,0	6,4	29,9
Autres îles . . . . .	...	...		
Birmanie.	7,0	3,8	5,2	5,5	5,8	5,8
Etats associés du Laos, du Cam- bodge et du Viet-Nam	6,5	24,3	5,0	5,4	5,5	25,5
Thaïlande	4,4	4,6	6,8	7,3	6,6	8,2
Autres pays d'Asie	12,5	10,0	10,7	10,5	11,6	12,0
Total pour l'Asie (non com- pris la Chine continentale)	94,5	84,6	94,2	92,6	98,1	106,9
Autres continents.	6,4	9,4	11,1	11,3	12,3	12,6
TOTAL MONDIAL (non compris l'Europe orientale, la Chine et l'U.R.S.S.).	100,9	94,0	105,3	103,9	110,4	119,5

... Chiffres non disponibles.

¹ Moyenne 1936-38. — ² Estimation non officielle.

TABLEAU 50. — COMMERCE INTERNATIONAL DU RIZ USINÉ

PAYS	Moyenne 1934-38		Moyenne 1948-50		1951		1952		1953 (chiffres provisoires)		1954 (prévisions)	
	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations
	..... Millions de tonnes de riz usiné											
Birmanie	3,1	—	1,2	—	1,3	—	1,3	—	1,0	—	1,5	—
Thaïlande	1,4	—	1,2	—	1,6	—	1,4	—	1,3	—	1,4	—
Etats associés du Laos, du Cam- bodge et du Viet-Nam	1,3	—	0,1	—	0,3	—	0,2	—	0,2	—	0,2	—
Etats-Unis	0,1	—	0,5	—	0,5	—	0,8	—	0,7	—	0,7	—
Italie	0,1	—	0,1	—	0,2	—	0,3	—	0,2	—	0,2	—
Chine	—	0,7	—	0,3	0,1	—	0,2	—	0,3	—	0,2	—
Inde	—	1,9	—	0,7	—	0,9	—	0,8	—	0,2	—	0,7
Japon	—	1,7	—	0,3	—	0,8	—	1,0	—	1,1	—	1,5
Fédération de Malaisie	—	0,5	—	0,5	—	0,5	—	0,4	—	0,5	—	0,4
Indonésie	—	0,3	—	0,2	—	0,4	—	0,8	—	0,3	—	0,2
Autres pays d'Asie	2,3	1,0	0,3	0,8	0,3	1,0	0,2	0,8	0,2	1,0	0,2	0,9
Autres régions	0,3	2,2	0,6	1,0	0,7	1,2	0,5	0,9	0,3	0,9	0,2	0,9
TOTAL MONDIAL ¹	8,6	8,3	4,0	3,8	5,0	4,8	4,9	4,7	4,2	4,0	4,6	4,6

— Néant ou quantités négligeables.

¹ Les exportations totales représentent les exportations de riz indigène des pays à production excédentaire ; en outre 300.000 tonnes environ de riz indigène ont été exportées au cours des années d'avant-guerre par les pays importateurs nets et moins de 50.000 tonnes pendant les années d'après-guerre. Pour les importations, il s'agit de chiffres nets.

La plus grande partie de ces stocks se trouve dans le sud-est asiatique où ils étaient estimés à un peu plus d'un million de tonnes (en équivalent de riz usiné) à la fin de 1953 ; c'est là une quantité très modeste — à peu près 1 pour cent — par rapport à la consommation mondiale, mais non négligeable — à peu près le quart — par rapport au volume actuel des échanges mondiaux annuels.

Etant en possession de plus grosses quantités de riz à écouler et tenant compte du fléchissement de la demande à l'importation, certains des principaux exportateurs ont, après une longue résistance, baissé leurs prix au cours du second semestre de 1953, déterminant ainsi un renversement de la tendance à la hausse qui prévalait depuis plus de trois ans. La nouvelle récolte record des Etats-Unis a commencé à se vendre à des prix inférieurs de 30 pour cent à ceux de l'ancienne récolte, mais ultérieurement les cours se sont un peu redressés pour atteindre un niveau — de 25 pour cent environ inférieur au niveau maximum — qui n'a guère varié depuis la fin de l'automne de 1953 jusqu'à la fin du printemps de 1954, époque à laquelle le Zénith n° 2 se vendait 207 dollars la tonne, f.o.b. la Nouvelle-Orléans. Dans les contrats intergouvernementaux, les autorités birmanes ont accepté de baisser leurs prix de 20 pour cent environ à condition que les acheteurs s'engagent pour plusieurs années à venir. Dans ces contrats, le prix de la qualité de base (Small Mill Specials

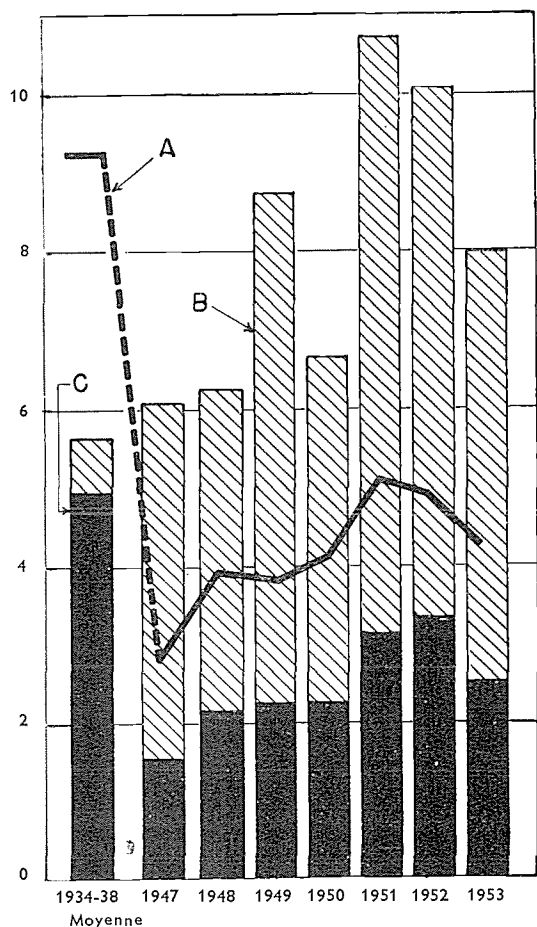
42 pour cent de brisures) est donc fixé à 50 livres (140 dollars) la tonne en 1954, 48 livres (134 dollars) en 1955 et 46 livres (129 dollars) en 1956.

Perspectives

En 1954, les échanges internationaux de riz, dont le niveau avait été peu élevé en 1953, reprendront probablement mais n'atteindront sans doute pas les 5 millions de tonnes enregistrées en 1951 et en 1952. Ce redressement serait toutefois imputable essentiellement à la demande d'importation de deux pays, l'Inde et le Japon. Dans les deux cas, des circonstances exceptionnelles entrent en jeu cette année : au Japon, l'extrême médiocrité de la récolte de riz, et en Inde le nouvel accord financier avec la Birmanie. Il serait présomptueux d'escompter que les importations de l'un ou de l'autre pays atteindront à l'avenir le volume prévu en 1954. Bien entendu, de multiples possibilités d'expansion s'offrent encore aux importations mondiales qui, en 1953, étaient tombées bien au-dessous de la moitié de la moyenne d'avant-guerre. La consommation de riz par habitant est encore probablement inférieure à ce qu'elle était il y a 15 ans et la population ne cesse d'augmenter. Cependant, si les cours du riz qui ont prévalu récemment ont déterminé une extension considérable de la superficie consacrée à la culture du riz, ils ont aussi détourné une partie de la demande vers d'autres céréales et vers les plantes-racines.

GRAPHIQUE XIII — Importations mondiales de riz et importations nettes de riz et d'autres céréales dans 6 pays d'Extrême-Orient, moyenne 1934-38, chiffres annuels 1947-53

Millions de tonnes



A Importations mondiales de riz
 B Importations nettes d'autres céréales dans les 6 pays d'Extrême-Orient
 C Importations nettes de riz dans les 6 pays d'Extrême-Orient
 Note : Les « autres céréales » comprennent : blé et farine de blé, seigle, orge, avoine, maïs et sorgho et millet. Les 6 pays d'Asie sont les suivants : Ceylan, Inde, Indonésie, Japon, Fédération de Malaisie, République des Philippines.

Alors qu'avant la guerre le riz représentait les neuf dixièmes environ des importations céréalières des principaux pays importateurs de céréales de l'Asie, cette proportion est tombée à un tiers en 1952 et elle a encore diminué en 1953 (graphique XIII).

Si l'on effectue, pour quelques-uns des grands pays importateurs asiatiques, une comparaison sommaire entre les valeurs unitaires des importations avant la guerre et en 1953, on constate que les prix du riz à l'importation ont presque atteint le coefficient huit, alors que pour le blé, la farine de blé et l'orge ce coefficient est en moyenne inférieur à quatre. Les attributions de cré-

aits des gouvernements pour l'achat de différentes céréales étrangères ne dépendent pas exclusivement des mouvements relatifs des prix, qui d'ailleurs ne peuvent être mesurés que très imparfaitement. Il n'est peut-être pas sans intérêt cependant de mettre en parallèle la hausse des prix relatifs du riz et l'importance décroissante de ce produit dans les importations totales de céréales (tableau 51).

Les importations de riz des régions autres que l'Asie ont également beaucoup diminué. Si cette tendance n'est pas contrariée par une expansion de la demande totale de céréales ou par une modification des rapports de prix qui rendra les achats de riz plus attrayants pour les importateurs, les pays qui se sont efforcés de développer leur production pour l'exportation éprouveront peut-être des difficultés croissantes à écouler leurs disponibilités exportables.

TABLEAU 51. — RAPPORTS DES PRIX A L'IMPORTATION DU RIZ ET D'AUTRES CÉRÉALES, ET PLACE DU RIZ DANS LES IMPORTATIONS GLOBALES DE CÉRÉALES DANS CERTAINS PAYS D'ASIE

ANNÉES	Rapports des prix ¹	Importations de riz (en pourcentage des importations globales de céréales)
Moyenne 1934-38.	² 100	88
1950	148	34
1951	156	29
1952	185	33
1953	200	31

¹ Rapport des indices de la valeur unitaire à l'importation (avant-guerre = 100) : indice applicable au riz divisé par l'indice moyen applicable au blé, à la farine de blé et à l'orge. — ² Les années d'avant-guerre diffèrent un peu selon les pays.

SUCRE

Deux faits importants ont marqué l'économie mondiale du sucre en 1953. Pour la première fois depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, des excédents se sont formés en dehors de la zone dollar. Pour relativement faibles qu'ils fussent, c'est là une évolution significative de la situation caractérisée jusque-là par l'accumulation à Cuba de la quasi-totalité des excédents mondiaux ; d'ailleurs les effets de ce phénomène ont commencé à se faire sentir dans bien des pays. En second lieu l'Accord international sur le sucre, dont l'objectif principal est de stabiliser les cours mondiaux, a été conclu en août 1953.

Production

La production mondiale a augmenté en moyenne de 2,75 pour cent (y compris les années de guerre) depuis la période 1934-38. En 1952/53, la production cubaine ayant baissé de 2.100.000 tonnes par rapport à la campagne précédente, la production mondiale a diminué de 1.200.000 tonnes, soit de 3,4 pour cent. Mais elle a augmenté de 9 pour cent en 1953/54 et, malgré une nouvelle contraction de la récolte cubaine, a atteint 36.800.000 tonnes (sucre centrifugé seulement, équivalent de sucre brut).

Pendant la campagne en cours, le fait le plus marquant a été l'expansion brusque qu'a connue la production dans les pays importateurs nets et dans les pays exportateurs jouissant d'une position privilégiée sur les marchés d'importation. En 1953/54, elle a, dans les premiers, augmenté de 21 pour cent par rapport à 1951/52 et de 29 pour cent chez les exportateurs privilégiés. Par contre, les exportateurs de la zone dollar ont vu leur production baisser de 19 pour cent. Mais le chiffre total de la production des pays exportateurs considérés dans leur ensemble s'est maintenu au même niveau qu'en 1951/52.

La situation est donc en partie redevenue ce qu'elle était avant la guerre, époque à laquelle la production des pays de la zone dollar occupait dans l'économie mondiale du sucre une place moins importante que pendant la période 1946-52. Mais il y a plus encore. Les grands progrès accomplis par la production dans les pays du Commonwealth sont significatifs. Avec ses 7 millions de tonnes, la production de l'Europe occidentale

a dépassé de 3 millions son niveau d'avant-guerre et de près de 400.000 tonnes le chiffre de production de tout le continent européen pour la période 1934-38. Si les pays importateurs et les pays du Commonwealth ont entrepris de développer leur production, c'est en grande partie dans le but déclaré d'encourager la consommation. On constate d'ailleurs, dans les pays importateurs nets et dans les pays où la production suffit aux besoins, un rapport étroit, depuis la fin de la guerre, entre les progrès de la production nationale et ceux de la consommation, bien que le sucre produit sur place soit souvent plus coûteux que le sucre importé.

Commerce et prix

En 1953, le commerce international du sucre a atteint son niveau record ; les exportations ont dépassé de près de 1.800.000 tonnes le chiffre de l'année précédente. Mais cette augmentation des exportations a contribué moins à l'accroissement de la consommation qu'à la constitution de stocks dans certains pays, et en particulier au Royaume-Uni, où l'on se préparait à abolir le rationnement. Au début de 1954, le niveau des stocks britanniques, qui dépassait d'un million de tonnes celui de 1953, permettait au total d'assurer neuf mois de consommation non rationnée. Vers la fin de l'année 1953, on a enregistré une contraction plus marquée que d'habitude des exportations mondiales ; pendant les premiers mois de 1954, les exportations — surtout celles des pays des exportateurs du marché libre — ont été sensiblement inférieures à celles de la période correspondante de 1953. Lors de sa réunion de décembre, le Conseil

TABLEAU 52. — SUCRE : PRODUCTION

RUBRIQUES	Moyenne 1934-38	1950/51	1951/52	1952/53	1953/54	Indices 1953/54	
						1934-38 = 100	1951/52 = 100
.... Millions de tonnes, en équivalent de sucre brut							
TOTAL MONDIAL (y compris l'U.R.S.S. et la Chine)	24,9	32,8	34,8	33,6	36,8	147	105
Pays importateurs nets.	5,8	8,0	7,6	7,5	9,2	158	121
Pays exportateurs nets (y compris Cuba)	13,0	17,8	19,3	18,5	19,5	150	101
Pays exportateurs nets (non compris Cuba).	(10,2)	(12,1)	(12,1)	(13,4)	(14,6)	(138)	(121)
Pays privilégiés.	4,0	5,6	5,1	5,3	6,6	165	129
britanniques.	(2,7)	(3,8)	(3,5)	(3,9)	(4,5)	(167)	(129)
français.	(1,2)	(1,7)	(1,5)	(1,3)	(2,0)	(167)	(133)
portugais.	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	138	106
Pays exportateurs de la zone dollar . .	4,7	8,2	9,8	8,0	7,9	168	81

TABLEAU 53. — SUCRE : CONSOMMATION ESTIMÉE (EN ÉQUIVALENT DE SUCRE BRUT)

RÉGIONS	Moyenne 1934-38	1949	1950	1951	1952	1953 (chiffres provisaires)
..... Millions de tonnes						
Europe	8,7	8,6	9,4	10,2	9,8	10,4
U.R.S.S. ¹	1,9	2,2	2,2	2,5	2,7	3,2
Amérique du Nord et Amérique centrale	7,1	8,7	9,4	9,1	9,6	9,7
Amérique du Sud.	1,4	2,6	2,8	3,0	3,1	3,2
Asie.	3,7	3,1	3,5	3,9	4,9	5,2
Afrique	0,8	1,4	1,6	1,7	1,8	1,9
Océanie	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7
TOTAL.	24,1	27,2	29,5	31,1	32,6	34,3

¹ Chiffres estimatifs.

international du sucre avait décidé de réduire de 15 pour cent les contingents de base définis par l'Accord ; en mai 1954, une nouvelle réduction de 5 pour cent portait les contingents au minimum autorisé par l'Accord, et d'autres mesures restrictives étaient envisagées. Selon les données disponibles actuellement, le volume total des échanges internationaux diminuerait d'au moins 1.500.000 tonnes, soit d'environ 15 pour cent en 1954, malgré l'existence de différents accords commerciaux, et notamment l'Accord du Commonwealth sur le sucre, qui obligeront la Grande-Bretagne et d'autres pays importateurs à acheter des quantités plus grandes que ne l'exige l'état de leurs stocks.

Si la commercialisation s'était effectuée dans les conditions qui étaient celles de l'avant-guerre, la situation de l'offre à la fin de 1953 aurait provoqué l'effondrement des prix et le bouleversement des marchés mondiaux. Qu'il n'en ait pas été ainsi, c'est en grande partie à la réglementation des exportations par Cuba et à l'entrée en vigueur, au début de l'année, de l'Accord international sur le sucre qu'on le doit. Sous l'angle des répercussions immédiates sur le marché, le décret cubain fixant des contingents d'exportation a contribué davantage à la stabilité que l'Accord international.

L'Accord fixait à 1.912.500 tonnes (dont 371.000 tonnes ne devaient, conformément à l'article 8, être mises sur le marché qu'après le 31 août), le contingent initial de Cuba pour 1954 ; mais un décret présidentiel en date du 10 février 1954 a fixé le « contingent initial pour le marché mondial libre » à 721.000 tonnes auxquelles s'ajoutaient près de 51.000 tonnes « à titre de stock de report de la récolte de 1953 ». Par ailleurs, on peut consi-

dérer que, sans l'Accord, les autorités cubaines auraient éprouvé de bien plus grandes difficultés, ne fût-ce que pour des raisons de politique intérieure et d'ordre social et économique, à imposer des restrictions aussi draconiennes au contingent d'exportation et n'auraient même peut-être pas voulu le faire, eu égard à la stratégie générale relative aux prix du sucre.

Le prix minimum de 3,25 cents des États-Unis la livre f.o.b. port cubain fixé par l'Accord pour le « marché libre » est inférieur au coût de production dans la grande majorité des pays producteurs de sucre de betterave, même si l'on tient compte des frais de transport du sucre brut jusqu'aux raffineries locales. En fait, le prix minimum cause des difficultés sérieuses, même à certains pays exportateurs de sucre de canne qui ont signé l'Accord. Il n'est pas jusqu'à Cuba qui ne connaîtrait des difficultés si le sucre qu'elle exporte aux États-Unis n'était payé à un prix supérieur. En 1953, les exportations cubaines vers les États-Unis, qui s'élevaient à 2.500.000 tonnes, ont été payées à raison d'environ 5,32 cents la livre, contre une moyenne de 3,41 cents pour les 3 millions de tonnes achetées par d'autres pays.

Consommation

La consommation de sucre centrifugé a continué à progresser. C'est le relèvement du revenu national et, dans certains pays, la baisse des prix du sucre, principalement par rapport à ceux d'autres produits alimentaires, qui encouragent l'accroissement de la demande de sucre raffiné. En pourcentage, l'augmentation la plus forte depuis la période 1934-38 s'est produite en Afrique, en Amérique du Sud et en Asie, régions de faible

consommation, où l'accroissement du pouvoir d'achat du consommateur a contribué tout particulièrement à relever la demande de sucre.

Perspectives

On ne prévoit guère de changement radical dans les tendances de la production, des prix ou de la consommation. S'il semble qu'en 1954/55 la production doive diminuer — particulièrement en Europe, qui ne connaît pas les bonnes conditions météorologiques de l'an dernier — elle semble destinée, à longue échéance, à suivre un mouvement ascendant, à moins que les politiques agricoles nationales ne subissent des modifications fondamentales. La production de sucre de betterave augmentera peut-être en Europe et aux États-Unis. En Amérique centrale et du Sud (Cuba exclu), on peut également s'attendre à de nouveaux progrès. Mais c'est en Asie et en Afrique, où la consommation par habitant est encore relativement faible, que se produiront sans doute les progrès relatifs les plus élevés dans les dix années à venir. C'est vraisemblablement dans les pays qui se suffisent à eux-mêmes et dans les pays importateurs nets que la production augmentera le plus ; la contribution en pourcentage des importations à la consommation mondiale totale s'en trouvera réduite, sans toutefois que les échanges internationaux tombent sensiblement au-dessous de la moyenne de ces dernières années, à moins d'une aggravation sérieuse de la conjoncture économique.

En admettant que la conjoncture économique ne subisse aucun changement profond, la tendance à l'accroissement de la consommation, née dans l'après-guerre, se poursuivra. Mais il faudra compter beaucoup avec l'évolution en Asie. En Europe et en Amérique latine, la consommation progressera probablement à un rythme plus lent que les années précédentes. L'Asie et l'Afrique restent les principaux débouchés potentiels pour le sucre. L'évolution survenue dans les différents pays qui appartiennent à ces régions montre bien que les conditions sont réunies pour que la consommation fasse un grand pas en avant. C'est ainsi qu'au Congo belge le niveau de la consommation est passé de 2.300 tonnes en 1934-38 à 20.500 tonnes en 1952/53 (soit de 0,2 kg à 1,2 kg par habitant) ; dans les trois territoires britanniques de l'Afrique orientale, la consommation était de 109.000 tonnes en 1952 contre 32.000 avant la guerre (on estime qu'elle atteindra quelque 200.000 tonnes en 1960). Mais la demande de sucre dépendra tout d'abord des tendances générales de l'économie et aussi des disponibilités offertes par le mar-

ché national ou par les pays exportateurs vendant à bas prix, dans des conditions qui ne créent pas de graves difficultés de devises.

PRODUITS DE L'ÉLEVAGE

Viande

De 1952 à 1953, la production de viande s'est sensiblement accrue en Amérique du Nord, en Océanie et en Europe occidentale. Si le surcroît de production se répartit entre presque tous les pays de ces régions, c'est aux États-Unis, en Australie et au Danemark que l'on a enregistré les progrès les plus marqués. En Argentine, il semble que la production de 1953 ait égalé celle de 1952.

Le commerce mondial de la viande qui, entre 1948 et 1952, se situait en moyenne à 6 pour cent au-dessous du niveau d'avant-guerre, s'est relevé brusquement en 1953 jusqu'à dépasser légèrement ce niveau (exprimé en poids carcasse). Le Royaume-Uni a importé 30 pour cent de plus de viande (conserves exclues) que l'année précédente ; le surcroît était constitué essentiellement de bœuf ; le chiffre de 1953 était inférieur de 323.000 tonnes à celui d'avant-guerre, mais cet écart était en grande partie compensé par des importations plus fortes de viande en conserve.

TABLEAU 54. — INDICES DE LA PRODUCTION DE VIANDE ¹ DANS CERTAINES RÉGIONS

RÉGIONS	1950	1951	1952	1953
	... Avant-guerre ² = 100 ...			
Europe occidentale . . .	92	97	104	111
Amérique du Nord . . .	136	135	142	152
Amérique du Sud . . .	114	114	113	114
Océanie ³	112	107	116	123

¹ Bœuf, veau, porc, mouton, agneau et chevreau. — ² En général, moyenne 1934-38 ; dans certains cas, moyenne 1935-39 ou période analogue. — ³ Pour la Nouvelle-Zélande, périodes de 12 mois se terminant le 30 septembre de l'année indiquée.

Vers le milieu de 1953, l'U.R.S.S. a commencé à acheter sur le marché mondial des quantités de viande que l'on évaluait en mai 1954 à 70.000 tonnes ; ses principaux fournisseurs sont l'Argentine, l'Uruguay, la France et le Danemark. Aux États-Unis, le recul de la production et la hausse du prix des porcs sont à l'origine d'un accroissement des importations de viande de porc, qui n'a cependant pas suffi à compenser la baisse des importations de bœuf. Le volume global des importations (y compris les viandes en conserve) a donc baissé par rapport au niveau record de 1952.

Les exportations ayant augmenté de près de 30 pour cent, le volume des importations nettes se chiffrait à 45.000 tonnes contre 64.000 tonnes l'année précédente. La Belgique, la France, l'Italie et la Suisse ont importé moins, leur production s'étant améliorée.

Dans l'hémisphère nord, les prix du bétail ont généralement baissé de 1952 à 1953 ; font exception surtout le Royaume-Uni (toutes espèces de bétail) et l'Amérique du Nord (porcs).

Ce sont les prix des bovins d'Amérique du Nord qui ont subi la chute la plus marquée : les producteurs des Etats-Unis ont en moyenne vendu leurs bœufs de boucherie à des prix inférieurs d'un tiers à ceux de 1952 ; pour contribuer à stabiliser le marché, le gouvernement des Etats-Unis a procédé à l'achat d'environ 113.000 tonnes de viande, équivalant à 865.000 têtes de bétail de basse qualité. La viande ainsi acquise a été soit distribuée dans le pays aux catégories admises à en bénéficier, soit exportée au titre du programme d'aide à l'étranger. En revanche, le prix des porcs dépassait de 20 pour cent, tant au Canada qu'aux Etats-Unis, le niveau de 1952. Une hausse des prix des porcs s'est également manifestée pendant le deuxième semestre de 1953 dans certains pays d'Europe, l'Allemagne occidentale et la Belgique par exemple.

Dans l'hémisphère sud, la hausse des prix du bétail s'est poursuivie en 1953, mais elle a été beaucoup moins forte que les années précédentes pour les viandes exportées d'Océanie vers le Royaume-Uni pendant la campagne 1953/54. Quant aux prix de la viande argentine destinée au marché britannique pendant le premier semestre de 1954, ils n'ont pas varié par rapport à 1953.

Aux Etats-Unis, les stocks de viande dans les entrepôts frigorifiques étaient bien inférieurs en 1953 au volume de 1952, car les quantités stockées de porc en particulier avaient très fortement diminué. La situation n'ayant pas changé pendant les premiers mois de 1954, le volume total des stocks était, à la fin d'avril, inférieur de 25 pour cent à celui d'un an auparavant. De même, au Canada et en Australie, les stocks de viande étaient moins importants pendant les premiers mois de 1954 qu'au début de 1953.

A moins que les conditions atmosphériques ne soient défavorables, la production de viande augmentera probablement encore pendant l'année en cours, moins rapidement toutefois qu'en 1953. En Amérique du Nord, où le cheptel bovin atteint des chiffres record, la production de viande de bœuf ne peut qu'augmenter. En revanche, les

effectifs porcins étaient, au début de 1954, inférieurs de 10 pour cent à ce qu'ils étaient un an avant. Bien que la production de porcs manifeste cette année une tendance ascendante grâce au rapport favorable qui existe entre les prix de la viande et ceux des aliments des porcs, les ventes seront jusqu'à l'automne plus réduites qu'en 1953 ; la production totale de viande en Amérique du Nord ne réalisera de ce fait que de faibles progrès. Il est possible qu'en Océanie l'accroissement soit également limité car les progrès enregistrés en Nouvelle-Zélande seront annulés en grande mesure par un recul en Australie. En Europe, la production devrait augmenter dans l'ensemble, même si la production de porcs reste stationnaire dans certains pays, en raison de la baisse des effectifs survenue en 1953.

L'amélioration de l'offre et la baisse des prix des céréales fourragères n'ont pas encore produit leur plein effet sur la production de porcs — en raison notamment du décalage habituel et des politiques de soutien des prix des céréales que pratiquent certains pays et qui ont provoqué l'accumulation de vastes stocks de céréales secondaires. Mais il devrait en résulter, en 1955, une augmentation assez importante de la production de viande de porc et d'autres viandes.

On ne prévoit pas que le niveau des échanges internationaux, qui a été élevé en 1953, varie sensiblement. Il se peut que la réduction des disponibilités exportables en Océanie se traduise par une légère contraction des importations britanniques. Le volume des exportations danoises restera peut-être pratiquement le même, mais on peut s'attendre à une nouvelle augmentation des exportations argentines.

Au Royaume-Uni, la viande a cessé d'être rationnée en juillet 1954, et le commerce du bétail et de la viande, d'origine nationale ou étrangère, fait actuellement retour au secteur privé. Le Ministère du ravitaillement ne garde le monopole des importations que pour le bacon. La consommation de viande demeure au-dessous du niveau d'avant-guerre et il reste à voir comment l'abolition du rationnement se répercutera sur les importations. La rôle que jouera l'U.R.S.S. dans l'importation de la viande revêt une grande importance pour le commerce mondial.

Dans l'hémisphère nord, les prix du bétail seront peut-être plus stables dans l'ensemble en 1954/55 que lors de la campagne précédente, même si l'abondance des céréales secondaires exerce une influence sur le prix des porcs et leurs ventes sur le marché. Dans l'hémisphère sud, on ne peut s'attendre à aucun progrès substantiel. Les négo-

TABLEAU 55. — EXPORTATIONS DE VIANDE DE CERTAINS PAYS

PAYS	Toutes catégories, sauf viande en conserve				Viande en conserve			
	Moyenne 1934-38	1951	1952	1953	Moyenne 1934-38	1951	1952	1953
	..... <i>Milliers de tonnes</i>							
Argentine	496	194	179	¹ 195	70	98	57	158
Uruguay	73	75	58	53	33	14	11	14
Australie ²	244	147	124	256	4	51	96	70
Nouvelle-Zélande	267	280	394	333	3	8	16	14
Canada	84	60	40	42	³ 5	4	8	10
Etats-Unis	57	59	62	75	5	7	6	11
Danemark	217	241	249	318	4	47	34	40
France	3	19	10	15	2	38	17	10
Irlande, Rép. d' ²	45	39	58	74	⁴ 1	11	19	12
Pays-Bas	40	62	67	65	10	49	52	44
TOTAL	1 526	1 176	1 241	¹ 1 426	137	327	316	1283

¹ Chiffres provisoires. — ² Le bacon et le jambon en conserve figurent dans la catégorie « toutes catégories, sauf viande en conserve ». — ³ Moyenne de 4 ans. — ⁴ 1938.

ciations récemment menées entre le Royaume-Uni et l'Australie sur la procédure à suivre après le passage du régime des achats gouvernementaux massifs à celui des transactions privées ont abouti à un accord aux termes duquel le Royaume-Uni garantira pour la campagne 1954/55 des prix minimums correspondant à 95 pour cent des chiffres actuels pour le bœuf et à 93 pour cent pour l'agneau et pour le mouton de première qualité. Les prix minimums pour les autres qualités de mouton sont sensiblement inférieurs.

Oeufs et produits laitiers

Dans le domaine des produits laitiers, la situation actuelle se caractérise par le niveau généralement élevé de la production, qui dépasse souvent celui de 1953, et par la forte accumulation de stocks dans certains pays, notamment les Etats-Unis.

La production laitière, encouragée entre autres par des prix favorables, a fait de grands progrès l'année dernière. C'est ainsi qu'en 1952/53 les prix du lait à la production ont été les plus élevés qu'on ait enregistrés ces dernières années dans presque tous les pays d'Europe; aux Etats-Unis, le soutien des prix à des niveaux élevés a favorisé la production. Les progrès se sont poursuivis, mais dans certains pays les prix à la production ont été inférieurs aux niveaux correspondants de 1953.

La production laitière s'est, en 1953, développée beaucoup plus que la consommation de lait frais; le surcroît de production a surtout servi à la fabrication du beurre, du fromage et du lait en poudre. La consommation de lait frais, qui

reste le principal débouché de la production, n'a guère augmenté en 1953; la consommation par habitant n'a pour ainsi dire pas changé. Dans certains pays (Royaume-Uni, Danemark, Pays-Bas, Suède) elle diminue depuis quelques années. Si, dans la plupart des pays, les prix de détail du lait sont, en 1953, restés pratiquement au même niveau ou ont même légèrement augmenté, ils ont en revanche baissé de 4 pour cent aux Etats-Unis, où ce mouvement se poursuit. Dans bien des pays, on s'intéresse de plus en plus à développer la consommation du lait frais.

Parmi les produits laitiers, c'est pour le beurre qu'on a enregistré l'avance la plus nette. La production totale de beurre dans les principaux pays producteurs a dépassé de 11 pour cent, en 1953, le niveau de l'année précédente, tout en se maintenant à 5 pour cent environ au-dessous de la moyenne d'avant-guerre. Les échanges se sont également intensifiés. Les importations du Royaume-Uni ont augmenté de 9 pour cent en un an, mais elles sont encore inférieures de 200.000 tonnes à celles de la période 1934-38. Les progrès intervenus en 1953 dans les échanges commerciaux sont dus en grande partie aux achats effectués par l'U.R.S.S. (40.000 tonnes environ pour le deuxième semestre 1953), surtout aux Pays-Bas, au Danemark, en Suède, en Nouvelle-Zélande et en Argentine. Le niveau élevé de sa production a permis à la Belgique de réduire de moitié ses importations; la Suisse et l'Allemagne occidentale limitent également leurs achats.

La production totale de fromage en 1953, en progrès de près de 9 pour cent depuis l'année précédente, a dépassé de 50 pour cent la moyenne

TABLEAU 56. — INDICES DE LA PRODUCTION LAITIÈRE DANS CERTAINES RÉGIONS

RÉGIONS	1950	1951	1952	1953
	... Avant-guerre ¹ = 100 ...			
Europe occidentale . . .	104	107	106	113
Amérique du Nord ² . . .	113	112	112	118
Amérique du Sud . . .	146	149	156	159
Océanie ³	104	105	99	110

¹En général, moyenne 1934-38 ; dans certains cas, moyenne 1935-39 ou période analogue. — ²Pour les Etats-Unis, production laitière à la ferme. — ³Périodes de 12 mois se terminant au 30 juin de l'année indiquée.

d'avant-guerre. Mais une courbe descendante s'est amorcée chez certains exportateurs tels que la Norvège et la Suède, et aussi, vers la fin de l'année, le Danemark. Après la régression qu'il avait subie en 1952, le commerce international des fromages a repris. Les importations de l'Allemagne occidentale et de l'Italie ont particulièrement augmenté. Au Royaume-Uni, elles ont augmenté de 7 pour cent. Comme la production nationale a augmenté en même temps de 60 pour cent, la consommation par habitant était supérieure de 8 pour cent par rapport à l'avant-guerre. De l'automne 1953 au mois d'avril 1954, l'U.R.S.S. a acheté 4.000 tonnes de fromage aux Pays-Bas.

En revanche, la quantité de lait entier utilisée pour la fabrication de lait en conserve a diminué, mais la production de lait écrémé en poudre a fortement augmenté d'une année à l'autre, particulièrement aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas. Le commerce mondial du lait en conserve n'a que légèrement augmenté.

L'amélioration de l'offre a provoqué une tendance à la baisse des prix des produits laitiers en 1953/54, sauf en ce qui concerne en particulier les prix contractuels payés par le Royaume-Uni pour le beurre et le fromage d'Océanie et le beurre du Danemark. En 1953, le prix moyen du beurre danois destiné aux marchés autres que celui du Royaume-Uni était à peu près le même que l'année précédente.

Aux Etats-Unis, la politique de soutien a empêché l'effondrement des prix. L'offre dépassant la demande, le gouvernement a acheté, dans le cadre des programmes de soutien des prix, d'importantes quantités de beurre, de fromage et de lait écrémé en poudre. Malgré les efforts faits pour écouler les excédents, les stocks gouvernementaux ont augmenté ; à la fin de mars 1954, la *Commodity Credit Corporation* détenait 150.000 tonnes de beurre, 145.000 tonnes de fromage et 259.000 tonnes de lait écrémé en poudre, alors que les chiffres

respectifs étaient de 43.000, 18.000 et 56.000 tonnes un an auparavant. Pour la période de 12 mois commençant au 1^{er} avril 1954, le niveau des prix de soutien des produits laitiers a été ramené de 90 à 75 pour cent de la parité, soit une réduction d'environ 13 pour cent des prix de soutien du beurre et du fromage. Le gouvernement s'efforce d'écouler les excédents de produits laitiers par différents moyens : vente contre paiement en devises du pays importateur (Section 550 du *Mutual Security Act* de 1953), vente à des prix de faveur, distributions gratuites à diverses institutions des Etats-Unis, programmes spéciaux de distribution aux classes économiquement faibles, dons aux œuvres sociales en vue de la distribution gratuite à l'étranger parmi les indigents, etc.

Au début de mai 1954, le Département de l'Agriculture des Etats-Unis a annoncé qu'il mettait ses stocks de beurre pour l'exportation en vente aux cours mondiaux sensiblement inférieurs aux prix du marché des Etats-Unis ; pendant les trois premières semaines du mois, il a vendu sur le marché intérieur les deux tiers environ des ses stocks de lait écrémé en poudre, pour l'alimentation du bétail.

Aux Pays-Bas également, les achats effectués dans le cadre du programme de soutien des prix ont abouti à l'accumulation de stocks considérables qui a atteint son point culminant en automne dernier ; mais les excédents de beurre et de fromage ont été presque entièrement écoulés depuis, et les stocks de lait écrémé en poudre ont diminué des deux tiers. Du début 1953 au début 1954, les stocks de beurre avaient augmenté en Allemagne occidentale et au Canada ; en Suisse, les quantités de fromage stockées étaient sensiblement plus fortes. En revanche, en Nouvelle-Zélande, les stocks de beurre de la campagne actuelle sont inférieurs à ceux de 1952/53.

La production européenne d'œufs a progressé de façon satisfaisante en 1953. Les exportations ont augmenté sensiblement ; ce sont essentiellement les Pays-Bas, le Danemark et la Pologne qui ont contribué à cet accroissement. L'Allemagne occidentale, principal acheteur d'œufs en coque depuis quelques années, a augmenté ses importations de plus d'un cinquième en 1953. Au Royaume-Uni, les importations d'œufs en coque ont progressé de 10 pour cent, et celle des produits à base d'œufs ont plus que doublé grâce à une contribution accrue de la Chine. Les achats privés d'œufs en coque auprès des pays de la zone sterling ont été autorisés en janvier 1954, et en avril auprès des pays de l'OECE.

TABLEAU 57. — EXPORTATIONS DE BEURRE, FROMAGE, LAIT CONDENSÉ ET ÉVAPORÉ ET LAIT EN POUDRE DE CERTAINS PAYS

PAYS	Beurre			Fromage			Lait condensé et évaporé			Lait en poudre		
	Moyenne 1934-38	1952	1953	Moyenne 1934-38	1952	1953	Moyenne 1934-38	1952	1953	Moyenne 1934-38	1952	1953
	..... <i>Milliers de tonnes</i>											
Danemark	149	117	137	8	54	60	18	46	42	—	12	11
France	4	1	1	11	18	17	15	15	15	—	3	—
Irlande, Rép. d'	24	—	—	1	1	1	6	9	6	—	3	2
Italie	1	—	—	24	19	17	12	—	—	—	—	—
Pays-Bas	50	50	53	60	78	86	162	199	207	17	38	32
Norvège	—	2	5	2	1	3	2	—	1	—	—	—
Suède	23	13	13	—	2	5	—	—	—	—	7	4
Suisse	—	—	—	19	20	18	6	4	4	—	—	—
Canada	2	—	—	33	1	7	9	13	8	2	22	18
Etats-Unis	1	—	—	1	2	3	15	57	69	2	46	58
Argentine	8	1	14	2	2	5	—	—	—	—	—	—
Australie	100	35	40	9	24	23	7	33	35	2	21	28
Nouvelle-Zélande	140	186	161	87	93	103	3	12	11	7	52	53
TOTAL	502	405	424	257	315	348	235	388	398	30	204	206

... Chiffres non disponibles.
 — Néant ou chiffres négligeables.
 1 Y compris le lait en poudre.

Aux Etats-Unis et au Canada, la production d'œufs a été en léger progrès. Pour la campagne actuelle, on estime que la production australienne atteindra le niveau de la précédente. L'Amérique du Nord a exporté moins d'œufs qu'en 1953, la baisse a été de près de 40 pour cent au Canada.

Devant l'ampleur de l'offre, les prix des œufs en Europe ont été dans l'ensemble inférieurs au niveau de 1952 ; en revanche, ils l'ont dépassé sensiblement aux Etats-Unis et au Canada. En 1953 et au début de 1954, les stocks d'œufs dans les entrepôts frigorifiques aux Etats-Unis étaient bien moindres qu'en 1952.

Il est possible que l'industrie laitière des principaux pays producteurs connaisse des difficultés croissantes pendant la campagne 1954/55, surtout dans les zones où les coûts sont élevés, si la demande ne vient pas égaler la production. Dans l'ensemble, le cheptel laitier a augmenté en 1953, et devant les progrès réguliers du rendement par vache on pense que la production laitière dépassera sensiblement celle de 1953 si les conditions de pâturages restent normales. Il se peut que, comme l'an passé, la production de beurre augmente davantage que celle de fromage.

En Océanie, les disponibilités exportables de beurre seront peut-être un peu moins grandes, principalement du fait que la contribution néozélandaise pour la campagne actuelle a baissé. Les progrès de la production intérieure en Belgique, en France, en Allemagne occidentale et en Suisse

réduiront jusqu'à un certain point la demande d'importation. Le commerce international du beurre sera essentiellement fonction de la tournure des événements au Royaume-Uni après l'abolition du rationnement du beurre et du fromage en mai 1954, ainsi que des achats de beurre que fera l'U.R.S.S. sur le marché mondial. Avec l'abolition des subventions, les prix du beurre et du fromage ont augmenté au Royaume-Uni. On ne sait, étant donné l'écart de prix avec la margarine, qui s'est assurée une position ferme depuis la guerre, si la consommation de beurre augmentera. Les efforts que déploiera le gouvernement des Etats-Unis afin d'écouler ses stocks de beurre pourraient agir assez fortement sur la structure et sur le volume des échanges. Pour ce qui est des exportations de fromage et de lait en conserve, on ne saurait s'attendre à des modifications particulières.

La production et le commerce des œufs devraient, sous l'influence combinée de l'augmentation du nombre des poules pondeuses, de l'amélioration du rendement, des vastes disponibilités d'aliments pour la volaille et d'une demande active, augmenter encore en 1954.

EXAMEN DE LA SITUATION MONDIALE DES PÊCHES

On estime que les quantités mondiales de poisson, de crustacés et de mollusques pêchées en 1953 se sont maintenues à peu près au niveau de

1952 (qui était de 26 millions de tonnes). Les statistiques pour une partie importante de la production mondiale font défaut ; toutefois, on dispose de données relatives à la production de 17 à 18 millions de tonnes, qui suffisent pour dégager les tendances générales. Les chiffres pour 1938, 1947 et les années suivantes sont indiqués au tableau III de l'annexe.

Grands producteurs

La production annuelle de poisson pour l'ensemble des cinq grands pays producteurs pour lesquels il existe des statistiques, c'est-à-dire le Japon, les Etats-Unis (y compris l'Alaska), la Norvège, le Royaume-Uni et le Canada (y compris Terre-Neuve) a oscillé entre 10 et 11 millions de tonnes durant la période 1951-53 et représente environ 40 pour cent de la production mondiale. En 1953, la production de ces cinq pays a baissé d'environ 300.000 tonnes par rapport à 1952 ; le recul de la production norvégienne de morse a fortement contribué à cette baisse. En 1953, la production des Etats-Unis a été inférieure de 300.000 tonnes environ au volume de 1950 qui était de 2.650.000 tonnes ; ce fait est surtout imputable à la pénurie persistante de pilchards de Californie. Au Canada, on a enregistré de légers gains à la suite de l'amélioration de la production de saumon. Au Royaume-Uni, les disponibilités se sont stabilisées aux niveaux atteints au début des années cinquante. Les quantités pêchées au Japon ont légèrement diminué par rapport à 1952 (4.577.000 tonnes contre 4.649.000 tonnes).

En ce qui concerne deux autres grands producteurs, l'U.R.S.S. et la Chine, les statistiques font défaut, mais on estime qu'ils produisent chacun plus de 2 millions de tonnes par an. La production annuelle totale des sept grands pays producteurs dépasse 15 millions de tonnes, soit nettement plus de la moitié de la production mondiale.

Producteurs moyens

Ce groupe comprend 12 pays ; les quantités pêchées annuellement par ces derniers ont atteint récemment un total d'environ 5 millions de tonnes, soit à peu près 20 pour cent de la production mondiale, chacun de ces pays produisant annuellement entre 300.000 et 800.000 tonnes. On dispose de chiffres pour neuf de ces pays dont la production annuelle globale a oscillé de 3.900.000 à 4.400.000 tonnes durant la période 1951 à 1953.

La production de l'Union Sud-Africaine (y compris le Sud-Ouest africain) a atteint 650.000

tonnes, se maintenant au niveau record atteint en 1952 à la suite du développement très rapide des pêches de pilchard après la guerre. Celle de l'Islande s'est élevée à 415.000 tonnes en 1953 ; ce chiffre représente une augmentation d'un tiers par rapport à 1938 et également une amélioration sur 1952, mais il est inférieur au niveau record enregistré durant l'après-guerre immédiat. Les quantités pêchées par le Danemark (343.000 tonnes), les Pays-Bas (343.000 tonnes), les Philippines (306.000 tonnes), le Portugal (392.000 tonnes) et l'Espagne (640.000 tonnes) ont de nouveau augmenté par rapport à l'année précédente et dépassent nettement les niveaux atteints en 1938. L'Allemagne occidentale a reconstitué ses pêches, et en 1953 la production a avoisiné le niveau atteint en 1938 (779.000 tonnes). En 1953, la production française qui s'est élevée à 520.000 tonnes n'est pas loin du volume de 1938 ; cependant, bien que les quantités pêchées en 1953 aient excédé celles de l'année précédente, elles sont restées inférieures au chiffre record de 1951. On ne dispose pas, dans ce groupe, de données statistiques comparables pour l'Inde, l'Indonésie et la Corée.

Petits producteurs

Les quantités pêchées par 17 pays, petits producteurs, qui produisent chacun 200.000 tonnes, atteignent annuellement 2 millions de tonnes, soit environ 8 pour cent de la production mondiale totale. L'Argentine, le Congo belge, la Finlande, la Grèce, Hong-kong, la Malaisie, la Suède, la Turquie et la Thaïlande ont maintenu les gains réalisés après la guerre ; toutefois, ces derniers ont surtout une importance locale. La production de la Belgique, des îles Féroé et de l'Italie, sauf quelques rares fluctuations, n'a pas fléchi. Les quantités pêchées par l'Angola, le Brésil, le Chili et le Maroc français ont fortement augmenté, dans l'ensemble, bien que dans certains cas elles aient plafonné en 1953. L'accroissement à long terme de la production angolaise est lié au développement de l'industrie de la farine de poisson, et l'essor des pêches au Maroc français à l'industrie des conserves de sardines.

Utilisation

Bien que les statistiques disponibles soient insuffisantes pour déterminer l'évolution progressive de l'utilisation, il semble qu'en 1953 les tendances générales d'après-guerre se soient maintenues. Au Canada et à Terre-Neuve en particulier, de 1951 à 1953, les disponibilités en morse, aiglefin, merlus et autres espèces, ont été utilisées pour la

production de filets frais ou congelés au lieu de l'être pour la production de poisson salé. D'autre part, l'impossibilité dans laquelle se trouve l'Islande de débarquer du poisson frais au Royaume-Uni a eu pour effet d'encourager un retour à la production de poisson préparé. En Norvège, la production de morue salée a fléchi par suite de la baisse des quantités pêchées, due à la rareté du poisson sur les lieux de pêche.

L'augmentation sensible des disponibilités d'un grand nombre de pays dont les pêches se sont développées rapidement durant les années d'après-guerre est imputable au groupe d'espèces comprenant les harengs, les sardines et les anchois. Dans ces pays, l'accroissement de la production a été utilisé, dans une large mesure, pour la production de farine et d'huile et la fabrication de conserves. La production mondiale de ces produits a toutefois été réduite par une diminution marquée des quantités de pilchards de Californie débarquées en 1952 et 1953. Les producteurs traditionnels de harengs salés ont maintenu leur production en 1953.

On utilise de grandes quantités de thon, de maquereaux et de bonites pour la fabrication de conserves de poisson. La diminution des quantités pêchées par les Etats-Unis n'a pas nui à la production des conserveries, car celles-ci ont pu importer du Japon les tonnages de thon frais et congelé dont elles avaient besoin.

Examen de certains produits des pêches

Harengs, sardines, anchois, etc.

Un quart environ du volume total des quantités pêchées dans le monde est constitué par des poissons de l'espèce des clupéidés. En Norvège, la campagne du hareng a été extrêmement bonne en 1953, malgré le début tardif de la campagne d'hiver et un temps exceptionnellement mauvais. Les quantités pêchées durant la campagne d'hiver de 1954 ont atteint le chiffre record de 1.060.000 tonnes. En 1953, la production de l'Islande a été modérée, tandis que les quantités débarquées aux Pays-Bas ont augmenté — 51.700 tonnes de hareng frais et 107.000 tonnes de hareng salé. En Allemagne occidentale, au Danemark, aux îles Féroé et en France les quantités de hareng débarquées en 1953 se sont également accrues. En Amérique du Nord, les tonnages débarqués dans le Maine ont été moins importants en 1953, année creuse du cycle biennal, tandis que ces tonnages ont augmenté sur la côte ouest du Canada, malgré la grève qui a eu lieu au début de l'année.

Dans l'ensemble, la campagne du hareng a été meilleure en 1953 que l'année précédente.

L'année 1953 a été en général satisfaisante en ce qui concerne la production de farine et d'huile de poisson qui sont les débouchés les plus importants pour le hareng et les espèces voisines. La majeure partie des quantités de harengs pêchées en Norvège, des tonnages débarqués sur la côte ouest de l'Amérique du Nord, des quantités de menhadens débarquées sur la côte atlantique des Etats-Unis et des pilchards en Afrique du Sud est utilisée pour cette production. Au Royaume-Uni, on utilise à cette fin davantage de harengs, en raison des difficultés que l'on rencontre sur les marchés traditionnels du hareng salé de l'Europe centrale. Le Danemark développe sa production de farine et d'huile, surtout en raison de l'accroissement des disponibilités de hareng.

Dans nombre de pays le hareng et les sardines en conserves représentent des produits importants. En France, au Portugal et au Maroc français les conserveries concurrencent les autres acheteurs sur le marché du poisson frais. La production française destinée à la consommation intérieure a augmenté en 1953. Les conserveries marocaines ont développé leur production durant les années d'après-guerre; toutefois le chiffre record qui a été atteint n'a pas été maintenu en 1952 et en 1953 par suite des difficultés de commercialisation. On se préoccupe de plus en plus d'utiliser les sous-produits et de réduire les coûts. Comme on l'a déjà indiqué, l'industrie du pilchard en Californie est demeurée pour ainsi dire au point mort en 1953, et de ce fait, les Etats-Unis ont importé des quantités croissantes de conserves à base de pilchards de l'Afrique du Sud et du Japon. Les exportations de hareng salé des Pays-Bas ont atteint un niveau record pour l'après-guerre avec 56.000 tonnes en 1953 contre environ 42.000 tonnes en 1952, cette augmentation étant due surtout à des ventes importantes à l'U.R.S.S. Les exportations des Pays-Bas vers l'Allemagne occidentale, la Belgique et le Luxembourg sont restées à un niveau voisin de celui de 1952; cependant le volume des expéditions vers la Pologne et la Tchécoslovaquie a fléchi. En 1953, la physionomie et le volume des exportations de hareng salé de Norvège ont été à peu près les mêmes qu'en 1952. Au Royaume-Uni, les ventes de hareng frais et de kippers semblent avoir diminué.

Morue, merlus, aiglefins, etc.

En 1953, la production norvégienne de morue est tombée à 70.000 tonnes contre 123.000 en

1952 et 149.000 en 1951, et durant le premier semestre de 1954 les quantités pêchées par les importantes pêcheries de Lofoten ont été inférieures au niveau peu satisfaisant atteint en 1953. Toutefois, l'augmentation des disponibilités de merlus, d'aiglefin, de morue des bancs et des fjords de Finnmark en Norvège ont permis d'augmenter les quantités traitées destinées tant au marché intérieur, sous forme de stockfisch, qu'à l'exportation, sous forme de produits frais ou congelés. Les quantités de morue pêchées en Islande ont légèrement diminué en 1953. Elles ont été écoulées en partie sur les marchés de l'Europe centrale, et une proportion plus élevée que les années précédentes a été utilisée dans la préparation de stockfisch destiné principalement à l'exportation. Le recul des tonnages de morue pêchés au Canada, et notamment à Terre-Neuve, est dû à une moindre abondance du poisson et aussi à une baisse des prix des produits finis. Le recul de la production de morue salée enregistré après la guerre s'est manifesté au Canada et en France en 1953, tandis qu'aux îles Féroé le fléchissement des quantités de morue débarquées doit être attribué à une grève et à l'abandon de la pêche à la morue, vers la fin de l'année, pour la pêche au hareng. En revanche, la production de morue salée au Portugal continue d'augmenter, réduisant de ce fait le volume des importations.

Dans l'ensemble, les marchés traditionnels de la morue salée en Europe ont importé des quantités moins grandes de ce produit; ce fait est dû à l'importance des stocks de report de la campagne précédente et à l'accroissement de la production intérieure.

Saumon

Etant donné, d'une part, que la forte migration de saumons sockeye qui a lieu tous les quatre ans a été particulièrement importante cette année et, d'autre part, l'abondance du saumon pink, le volume total des quantités pêchées en 1953 au Canada (Colombie britannique) a permis de porter le volume de la production de saumon en conserve à un niveau record pour ces dernières années. Les stocks de report de la production de saumon de 1952 auraient été encore plus élevés, n'eût été l'accroissement des ventes notamment au Royaume-Uni et aux Etats-Unis. On s'occupe davantage du marché intérieur canadien, où une campagne de propagande aide à maintenir une forte demande.

Une succession de faibles migrations de saumon pink de l'Alaska s'est traduite par une contraction des quantités globales de saumon pêchées aux

Etats-Unis (145.000 tonnes en 1953 contre 170.000 en 1952), et la production de conserve de saumon pink de l'Alaska est tombée à 62.000 tonnes, chiffre le plus bas qui ait été enregistré depuis 1921. Ce recul n'a été compensé ni par la migration record de saumon pink dans le Puget Sound ni par l'augmentation des quantités de sockeye pêchées. En Alaska, on projette de réduire la pêche du saumon en appliquant des mesures de protection. L'année 1954 sera également une année creuse pour le saumon pink dans le Puget Sound.

On a enregistré un lent accroissement de la production japonaise de conserve de saumon dû aux sorties de navires-usines dans la zone occidentale du Pacifique nord; toutefois, on ne s'attend pas à ce que ce fait influe sensiblement sur la situation des disponibilités mondiales de conserves de saumon. On ne dispose pas de données sur la production de saumon en U.R.S.S.; cependant, on signale que l'objectif pour 1954 est de 180.000 tonnes, dont 60 pour cent devrait être réalisé par les pêches du Kamtchatka. Le Plan prévoit également la mise en conserve d'environ 25 pour cent des quantités pêchées.

Thon, bonite et maquereau

Aux Etats-Unis, grand pays producteur et consommateur de thon, la pêche de l'albacore au large des côtes des états de Washington et l'Orégon a été mauvaise; d'autre part, la diminution des quantités pêchées par les thoniers opérant au large des côtes des pays de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud doit être attribuée principalement aux mauvaises conditions de pêche. Le total des quantités de thon et de bonite pêchées en 1953 s'élève à 142.000 tonnes contre 154.000 tonnes en 1952.

Toutefois, les conserveries de thon de Californie ont augmenté leur production de thon en important du Japon du thon frais et congelé en vue de contrebalancer la contraction des quantités débarquées dans la région. Aux Etats-Unis, les importations de thon frais et congelé ont atteint en 1953 le chiffre record de 43.100 tonnes contre 31.300 tonnes en 1952.

L'amélioration des disponibilités nationales doit être attribuée à l'accroissement des importations de thon en conserve (notamment de thon conservé en saumure) qui ont atteint en 1953 le chiffre exceptionnel de 13.600 tonnes. Les quantités débarquées aux conserveries de Californie ainsi que les importations destinées aux conserveries ont augmenté au début de 1954; si cette tendance

se maintient, la production de thon atteindra peut-être en 1954 un chiffre record.

Les quantités de thon rouge et d'albacore débarquées en Europe sont restées dans l'ensemble au niveau moyen atteint les années précédentes, bien que les quantités de thon rouge pêchées en Norvège ne représentent plus que 8.000 tonnes, accusant ainsi une légère diminution, alors que de 1951 à 1952 elles avaient atteint 11.500 tonnes.

MATIÈRES GRASSES ET OLÉAGINEUX

La production mondiale de matières grasses et d'oléagineux, non compris celle de l'U.R.S.S. (le beurre étant exprimé en matière grasse) dépasse d'environ 18 pour cent celle d'avant-guerre. Cette augmentation a été légèrement distancée par celle de la population. Toutefois, le recul de la production par consommateur a été comblé par le remarquable développement, depuis la guerre, de la production et de l'utilisation de succédanés relativement nouveaux. L'exemple le plus frappant est fourni

par les détersifs synthétiques qui ont remplacé, aux États-Unis et en Europe, des quantités considérables de savon. Les niveaux de consommation des matières grasses varient beaucoup d'une région à l'autre. Un fort accroissement de la consommation par rapport à l'avant-guerre a été enregistré dans un grand nombre de régions à niveaux de consommation relativement faibles. Par contre, aux États-Unis et en Europe occidentale, qui sont des régions à forte consommation, la consommation de matières grasses par habitant (usage alimentaire et autres) a légèrement baissé.

De nombreux pays, tels que l'Inde et l'Argentine, qui comptaient avant la guerre parmi les principaux exportateurs, consomment actuellement beaucoup plus de matières grasses qu'autrefois et en exportent nettement moins. La forte baisse des exportations asiatiques et sud-américaines n'a été compensée qu'en partie par l'accroissement des expéditions des États-Unis et de l'Afrique. En 1938, les exportations mondiales de matières grasses de production nationale, y compris l'huile

TABLEAU 58. — MATIÈRES GRASSES ET OLÉAGINEUX : EXPORTATIONS MONDIALES ¹
EN ÉQUIVALENT D'HUILE, PAR RÉGION ET PAR CATÉGORIE

RUBRIQUES	1938	1950	1951	1952	1953 (chiffres prévisibles)
..... <i>Milliers de tonnes</i>					
<i>Régions</i>					
Europe ²	495	402	399	301	340
Amérique du Nord.	157	1 003	1 130	1 079	1 240
Amérique du Sud	665	580	596	177	260
Afrique	1 087	1 353	1 104	1 294	1 400
Asie	2 730	1 501	1 749	1 490	1 400
Océanie.	396	378	354	410	350
Antarctique	566	344	348	301	420
TOTAL MONDIAL	6 096	5 561	5 680	5 052	5 410
<i>Catégories</i>					
Beurre (exprimé en matière grasse)	509	396	350	333	350
Saindoux	166	260	351	317	250
Huiles comestibles liquides ³ . Huiles concrètes ⁴	1 797	1 299	1 292	1 077	1 260
Huiles de baleine et de pois- son ⁵	2 193	2 426	2 518	2 490	2 570
Huiles siccatives et autres ⁶	678	519	521	436	550
	753	661	648	399	430
TOTAL MONDIAL	6 096	5 561	5 680	5 052	5 410

¹ Comprend seulement les oléagineux indigènes et les huiles produites à partir de matières premières indigènes. Les années d'après-guerre ne comprennent pas les échanges entre les pays d'Europe orientale et entre ces pays et l'U.R.S.S. — ² Non compris l'U.R.S.S., sauf en 1938. — ³ Principalement huiles d'arachide, de soja, de coton, d'olive, de colza, de tournesol et de sésame, ainsi que l'équivalent en huile des arachides, fèves de soja, graines de coton, de colza, de tournesol et de sésame. — ⁴ Principalement huiles de noix de coco, de palme et de palmistes, suifs, graisses et équivalent en huile du coprah et des palmistes. — ⁵ On compte ici comme exportations toute la production d'huile de baleine de l'Antarctique. Les chiffres ne comprennent pas les huiles de blanc de baleine et les huiles de foie de poisson. Soixante-dix mille tonnes ont été déduites de 1952 et reportées sur 1953 pour tenir compte des stocks d'huile de baleine de l'Antarctique provenant de la campagne 1951/52 et qui n'ont pas été vendus avant 1953. — ⁶ Principalement huiles de lin, de ricin et d'abrasin et équivalent en huile des graines de lin et de ricin.

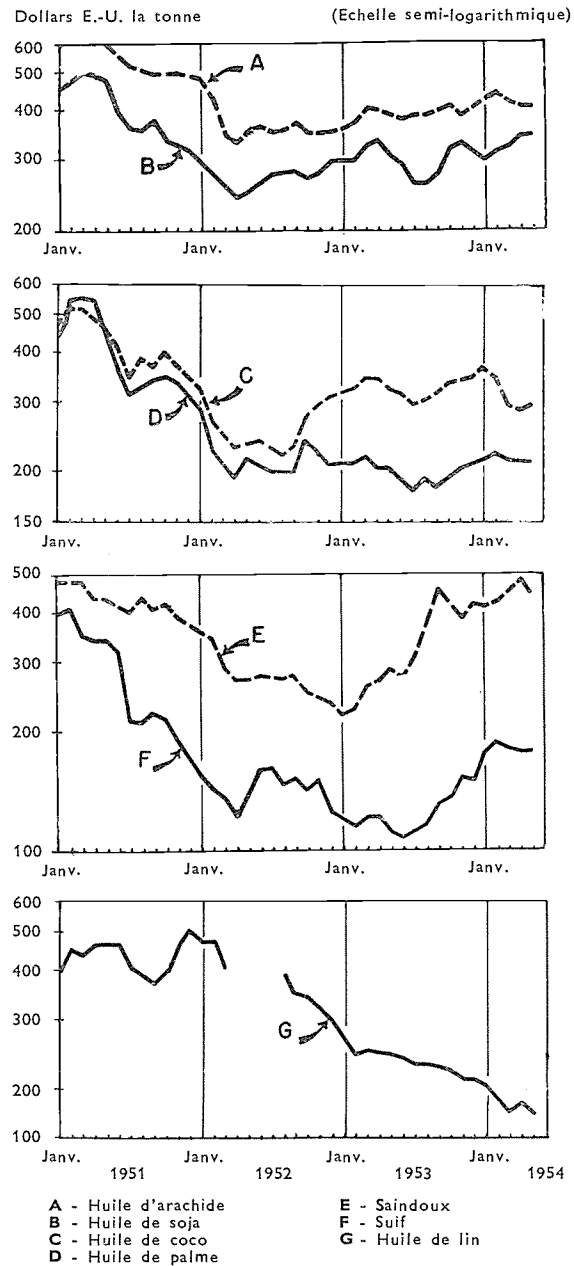
de baleine de l'Antarctique, ont été en moyenne de 6.100.000 tonnes, exprimées en huile. Ces exportations, qui étaient tombées en 1945 à 2.200.000 tonnes, ont repris de façon continue pour atteindre 5.700.000 tonnes en 1951. Ce chiffre représente le niveau le plus élevé d'après-guerre et s'explique par l'empressement des pays importateurs à constituer des stocks à la suite de la crise coréenne au milieu de 1950. En 1952, ces stocks furent réduits et les exportations tombèrent alors à 5.100.000 tonnes. En 1953, elles remontèrent à environ 5.400.000 tonnes (tableau 58).

L'accroissement des exportations en 1953 a été dû à deux facteurs : la reprise de la demande des pays importateurs, qui avait été relativement faible en 1952, et l'abondance de disponibilités exportables de certaines matières grasses qui a compensé et au-delà la diminution de l'offre des autres. La plus forte augmentation enregistrée dans ce domaine en 1953 est due aux 200.000 tonnes environ de suif et de graisses exportées par les Etats-Unis. Un autre accroissement important a été dû à la vente, au début de 1953, de stocks importants d'huile de baleine de l'Antarctique provenant de la campagne 1951/52. En 1953, on a enregistré également une amélioration considérable des exportations chinoises de graines oléagineuses et d'huiles, et notamment de soja, d'arachide et de sésame. Ces expéditions ont été effectuées surtout au cours du premier semestre de 1953. Les exportations argentines d'huile de lin se sont sensiblement développées du fait de l'écoulement d'une partie importante des stocks gouvernementaux. Ces gains ont compensé et au-delà le recul de la production et des exportations de coprah et d'huile de coco d'Extrême-Orient et de saindoux des Etats-Unis, et celui des exportations d'huile d'arachide et d'autres oléagineux provenant de l'Inde.

Les cours internationaux des matières grasses et des oléagineux ont nettement baissé du printemps 1951 au printemps 1952. La tendance générale a été ensuite à une légère hausse jusqu'au début de 1954. En avril 1953, la moyenne pondérée des prix des sept principales huiles et graisses figurant au graphique XIV a excédé d'environ 20 pour cent le niveau minimum atteint en avril 1952, et a encore augmenté de 6 pour cent en janvier 1954. Toutefois, pour plusieurs oléagineux pris individuellement, la variation des prix s'est écartée nettement de la tendance générale en raison des particularités de l'offre de ces produits.

Les prix des huiles végétales liquides comestibles (huiles fluides) en provenance de la zone non dollar ont eu tendance à hausser légèrement du

GRAPHIQUE XIV — Prix moyens mensuels des matières grasses sur les marchés internationaux, 1951-54



Ces prix, empruntés au *Public Ledger* (Londres), ont été convertis en dollars des Etats-Unis aux cours de change officiels.

Huile d'arachide : Janvier 1951 à juin 1953, indienne, en vrac, c.a.f. port européen ; à partir de juillet 1953, sud-africaine, en tonneaux, c.a.f. port européen.

Huile de soja : Etats-Unis, brute, en vrac, f.o.b. port des Etats-Unis.

Huile de coco : Straits, 3 1/2 %, en vrac, c.a.f., port européen.

Huile de palme : Congo belge, en vrac, c.a.f., port européen.

Saindoux : Etats-Unis, pur, raffiné, boîtes de 37 livres, f.o.b. New York.

Suif : Etats-Unis, extra, en vrac, f.o.b. New York.

Huile de lin : Argentine, en vrac, c.a.f. port européen.

milieu de 1953 au printemps de 1954, surtout en raison de la contraction des disponibilités exportables. La production européenne d'huile de colza

a diminué considérablement et les disponibilités exportables d'huile d'arachide d'Extrême-Orient ont été très inférieures à celles de l'année précédente. En revanche, de forts tonnages d'huiles fluides ont été disponibles aux Etats-Unis. Les exportations commerciales de fèves de soja de ce pays ont atteint un nouveau maximum à la fin de 1953 et au début de 1954. Le gouvernement des Etats-Unis a en outre exporté sur ses stocks de fortes quantités d'huile de coton et d'arachide. Au début de 1954, ce pays vendait de l'huile de coton sur le marché international à des prix nettement plus faibles que d'ordinaire par rapport à ceux d'autres huiles fluides.

Pendant les neuf premiers mois de 1953, la production et les disponibilités exportables mondiales de coprah ont été sensiblement inférieures au niveau atteint un an auparavant, et les cours internationaux de ce produit et de l'huile de coco excédaient considérablement ce niveau. L'accroissement de la production et des exportations à la fin de 1953 et au début de 1954 s'est accompagné d'un fléchissement rapide des prix du coprah et de l'huile de coco en mars 1954. La production mondiale et les exportations d'huile de palme ont augmenté modérément en 1953, obéissant à une tendance à long terme. La moyenne des prix a été légèrement inférieure à celle de 1952. L'huile de palme concurrence surtout l'huile de coco et le suif non comestible.

En 1953, aux Etats-Unis, la production de suif et de graisses a fortement augmenté et a atteint un nouveau maximum tandis que la baisse constante de l'utilisation de ces produits pour la savonnerie n'a été que légèrement contre-balancée par le développement d'autres utilisations, notamment la fabrication d'aliments composés pour le bétail. Les exportations ont augmenté de plus de 50 pour cent. Le prix du suif a été exceptionnellement bas au début de 1953, mais les exportations massives de ce produit ont dégonflé les stocks et provoqué une hausse des prix au cours du deuxième semestre de l'année. Les Etats-Unis sont le principal exportateur mondial de suif et de graisses non comestibles.

Le prix du saindoux a fortement haussé en 1953 pour atteindre, au début de 1954, un niveau exceptionnellement élevé. Cette hausse a été surtout imputable au recul de la production aux Etats-Unis à partir du début du printemps 1953 et à l'accroissement de la demande européenne vers la fin de 1953. Les prix de l'huile de lin sur les marchés internationaux en 1953 et au début de 1954 ont continué leur mouvement de baisse déjà ancien, surtout à cause des exportations mas-

sives prélevées sur les stocks gouvernementaux de l'Argentine et des Etats-Unis.

Les disponibilités de matières grasses et d'oléagineux sur les marchés internationaux ont été plus abondantes en 1954 qu'en 1953. On a enregistré un accroissement considérable de la production de coprah aux Philippines et en Indonésie et, en 1953, les récoltes d'arachides d'Afrique occidentale et d'huile d'olive méditerranéenne, dont la plus grande partie a été mise sur le marché en 1954, ont été nettement plus importantes que l'année précédente. En outre, de gros tonnages ont été prélevés sur les stocks gouvernementaux aux Etats-Unis et en Argentine pour exporter respectivement des huiles de coton et de lin et de l'huile de lin. La demande mondiale de matières grasses est restée forte, surtout en Europe, et la plupart des cours sur les marchés internationaux n'ont subi qu'une légère baisse pendant le premier semestre de 1954, bien que les disponibilités exportables aient été relativement importantes.

Au milieu de 1954, on s'attendait à ce que les disponibilités restent abondantes pendant les 12 mois suivants. On prévoyait un accroissement important de la production de fèves de soja, de graines de lin et de saindoux aux Etats-Unis et il semblait probable que la production de coprah de l'Extrême-Orient continuerait à dépasser le niveau atteint un an plus tôt. Le gouvernement des Etats-Unis disposait encore de vastes stocks d'huile de lin et de coton et la politique d'exportation qui sera adoptée pour ces stocks pèsera sensiblement sur les marchés internationaux. Cependant, dans l'ensemble, et à moins d'un été et d'un automne extrêmement défavorables dans l'hémisphère nord ou d'une aggravation de la situation politique internationale, on s'attendait au milieu de 1954 à ce que le niveau général des prix des matières grasses et des oléagineux continue à baisser sur les marchés internationaux pendant le deuxième semestre de 1954 et au début de 1955.

FRUITS FRAIS

Production et commerce

En 1951-53, la production mondiale (non compris celle de la Chine, de l'U.R.S.S. et de l'Europe orientale) a dépassé la moyenne d'avant-guerre de près de 50 pour cent pour les oranges et les mandarines, de 40 pour cent pour les pamplemousses et de 35 pour cent pour les autres principaux fruits. La tendance est nettement à l'augmentation, en raison des nouvelles plantations qui ont été effectuées ces dernières années et de l'amé-

TABLEAU 59. — PRINCIPAUX FRUITS FRAIS : PRODUCTION ET COMMERCE MONDIAL

FRUITS	Production ¹					Commerce				
	Moyenne 1934-38	1951	1952	1953	1951-53 en pour- centage de 1934-38	Moyenne 1934-38	1951	1952	1953	1951-53 en pour- centage de 1934-38
	..... <i>Milliers de tonnes</i> .....				... % ..	..... <i>Milliers de tonnes</i> % ..
Bananes	6 000	8 000	8 300	...	136,0	2 500	2 450	2 700	2 850	106,7
Oranges et mandarines . . .	8 600	12 400	13 200	13 000	149,6	1 810	1 940	1 980	2 300	114,5
Citrons.	1 070	1 390	1 390	1 470	132,4	280	230	260	280	91,8
Pamplemousses	1 160	1 620	1 560	1 800	143,1	120	120	110	140	102,5
Pommes ²	6 340	8 340	8 840	8 150	133,2	720	740	680	780	101,8
Poires ²	2 000	2 440	3 090	2 820	139,2	150	175	185	195	123,3

... Non disponible.

¹ Non compris la Chine et l'U.R.S.S. — ² Les données sur la production ne comprennent pas les fruits à cidre.

lioration des pratiques culturales. Il est à noter en particulier que beaucoup de jeunes citrus ne sont pas encore en plein rendement et que d'ici cinq ou dix ans ils contribueront de façon importante à la production.

Le commerce mondial n'a augmenté pour aucun des principaux fruits autant que la production, bien que l'année 1953 ait été marquée par une expansion remarquable surtout pour les oranges et les pamplemousses. En Europe, le développement de la production des fruits charnus a permis à cette région de jouir d'une plus grande autonomie et beaucoup de pays exportateurs d'agrumes et de bananes ont augmenté leur consommation intérieure proportionnellement plus que leurs exportations.

En 1953, les exportations d'oranges des pays méditerranéens ont excédé de 250.000 tonnes celles de 1952. Les Etats-Unis et l'Union Sud-Africaine ont également intensifié leurs expéditions. Quant aux pommes, seuls les pays européens ont augmenté leurs exportations. Le marché européen, qui absorbe la plus grande partie des exportations de tous les fruits frais, à l'exception des bananes, a accru ses achats en 1953 d'environ 20 pour cent par rapport à l'année précédente et de 25 pour cent par rapport à la moyenne d'avant-guerre. Il convient de noter l'amélioration des importations d'oranges et de bananes. Les trois principaux importateurs sont la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne occidentale, qui ont absorbé ensemble 1.400.000 tonnes sur les 1.900.000 tonnes représentant les importations totales de l'Europe occidentale. Par rapport à 1952, l'Allemagne occidentale à elle seule a accru ses achats de 120.000 tonnes, le Royaume-Uni de 100.000 tonnes. Les importations européennes de bananes ont augmenté de 135.000 tonnes, dont 95.000

tonnes représentent un accroissement des importations au Royaume-Uni à la suite de la levée du contrôle des importations de bananes au début de 1953. Les importations du Royaume-Uni, qui s'élèvent à 265.000 tonnes, restent cependant inférieures de 40.000 tonnes à la moyenne d'avant-guerre.

TABLEAU 60. — ORANGES ET POMMES : EXPORTATIONS PAR RÉGION

RUBRIQUES	Moyenne 1934-38	1952	1953
	.... <i>Milliers de tonnes</i>		
Oranges et mandarines . . .	1 810	1 980	2 300
dont :			
Région méditerranéenne	1 261	1 501	1 730
Etats-Unis	150	293	367
Amérique du Sud.	160	30	31
Union Sud-Africaine	85	108	159
Pommes	720	680	780
dont :			
Europe occidentale	191	340	485
Etats-Unis et Canada	348	98	64
Argentine et Chili.	12	68	70
Australie et Nouvelle-Zélande	108	101	94

Politique commerciale

Au Royaume-Uni, toutes les importations de fruits frais sont désormais aux mains du commerce privé. Toutefois, les importations de pommes et de poires sont restées soumises à des restrictions pendant le premier semestre de 1954 et l'octroi de licences d'importation pour les bananes sera maintenu jusqu'au 1^{er} octobre 1954. L'*Open*

General Licence s'applique surtout aux pays de l'OECE. Les importations en provenance de la zone sterling ne font l'objet d'aucune restriction ; celles en provenance de la zone dollar sont soumises à un système spécial de licences. Les pays du Commonwealth qui approvisionnent le marché britannique rencontrent une concurrence plus forte que ces dernières années. L'augmentation, à partir de décembre 1953, des droits d'importation qui frappent divers produits horticoles au Royaume-Uni n'a pas affecté les principaux fruits auxquels s'appliquent les tarifs du GATT, dont la mise en vigueur a été prolongée jusqu'au 30 juin 1955.

TABLEAU 61. — FRUITS FRAIS : IMPORTATIONS EN EUROPE OCCIDENTALE

FRUITS	Moyenne 1934-38	1952	1953
... Milliers de tonnes ...			
Oranges et mandarines . . .	1 281	1 614	1 895
Pamplemousses	79	53	83
Citrons	198	185	203
TOTAL DES AGRUMES . . .	1 558	1 852	2 183
Bananes	728	776	911
Pommes	621	432	480
Poires	121	140	169
TOTAL DES PRINCIPAUX FRUITS	3 028	3 200	3 743

La libéralisation du commerce des fruits entre les pays de l'OECE et l'élargissement de cette politique de façon à ce qu'elle s'applique par exemple aux importations d'agrumes espagnols par l'Allemagne occidentale sont parmi les principaux facteurs du développement rapide du commerce européen. L'Europe orientale développe elle aussi ses importations, en particulier ses achats d'agrumes en Israël. Les Etats-Unis poursuivent l'exécution de leur programme de paiements à l'exportation destiné à encourager les expéditions d'oranges et de pamplemousses frais ou en conserve et de poires d'hiver. Le gouvernement de ce pays a décidé en outre d'inclure les oranges et les pamplemousses frais, et les conserves d'abricots, de pêches et de pamplemousses dans son programme spécial d'exportation de produits excédentaires, contre paiement en devises faibles. Un crédit de 5 millions de dollars a été ouvert au Royaume-Uni, dont 2.500.000 dollars pour les agrumes. La subvention générale à l'exportation s'applique en

particulier à ces produits. L'Espagne et Israël continuent d'exécuter leur programme d'encouragement à l'exportation : l'Espagne en appliquant un taux de change spécial, Israël en combinant cette méthode et un système de primes directes à l'exportation.

Perspectives

La tendance à l'accroissement de la consommation des fruits frais ainsi que la libéralisation des importations, et une nouvelle amélioration de la conjoncture dans quelques-uns des principaux pays importateurs, pourraient justifier un nouveau développement de la production dans les pays exportateurs. Les vastes écarts de la consommation d'un pays à l'autre et d'un groupe de revenu à l'autre permettent de penser qu'il existe d'importants besoins non satisfaits de fruits frais ou préparés. Le nombre élevé de nouvelles plantations, en particulier dans les pays exportateurs d'agrumes, fait prévoir une expansion très rapide au cours des cinq ou dix prochaines années, et tout ralentissement de l'activité économique dans les pays importateurs compromettrait gravement la situation des pays exportateurs spécialisés dans ces produits. N'ayant pu conclure un accord sur les nouvelles plantations avec tous les pays méditerranéens producteurs d'agrumes, le gouvernement espagnol a restreint les nouvelles plantations à partir de juin 1953. Il est toutefois possible que les fortes gelées de février 1954 aient réduit la productivité des plantations espagnoles pour les prochaines années.

RAISINS SECS ET VIN

Raisins secs

Bien que la consommation de fruits frais et de fruits en conserve soit en augmentation dans tous les pays, la tendance à la diminution de la consommation de fruits secs, que l'on constatait déjà entre les deux guerres, s'est poursuivie.

La production totale de raisins secs en 1953 est restée à peu près la même qu'en 1952, malgré une diminution de la production des Etats-Unis qui est tombée de 263.000 à 202.000 tonnes. En revanche, l'Australie, la Turquie et l'Iran ont sensiblement augmenté leur production.

Les exportations de raisins secs, en 1953, ont augmenté légèrement par rapport à l'année dernière, en raison du fait que les exportations plus importantes de l'Australie et de la Grèce ont largement compensé la diminution des exporta-

TABLEAU 62. — RAISINS SECS : PRODUCTION ET EXPORTATIONS MONDIALES

RUBRIQUES	Moyenne 1934- 38	1951	1952	1953	1951- 53 en pour- centage de 1934- 38
					...
Raisins secs :	... Milliers de tonnes ...				%
Production mondiale	441	426	497	491	106,9
Exportations mondiales	224	154	258	266	100,9
Raisins de Corinthe :					
Production mondiale	184	96	95	98	52,3
Exportations mondiales	90	56	56	69	67,0

tions des Etats-Unis et de la Turquie. Les exportations grecques et australiennes de raisins de Corinthe ont augmenté, mais le volume des exportations grecques reste encore inférieur à celui d'avant-guerre. Comparées aux exportations de 1934-38, les exportations de raisins secs des Etats-Unis, d'Australie et de Grèce montrent une augmentation marquée alors que les exportations turques ont été sensiblement inférieures, durant les trois dernières années, au niveau d'avant-guerre. Avant la guerre, les exportations turques dépendaient presque entièrement du marché allemand dont la Grèce et l'Iran ont été, ces dernières années, les principaux fournisseurs, alors que le deuxième marché de la Turquie, en l'occurrence le Royaume-Uni, a surtout été alimenté en 1952 et en 1953 par les Etats-Unis et par l'Australie en vertu de l'application du programme d'achats massifs du gouvernement britannique. Ce programme, cependant, a cessé d'être appliqué le 1^{er} décembre 1953 et, depuis cette date, le Royaume-Uni a autorisé les importations en provenance de tous les pays, dans le cadre d'une licence générale, à l'exception des Etats-Unis et de certains autres pays situés, pour la plupart, dans la zone dollar. Les effets de cette suppression des restrictions à l'importation ne se feront vraisemblablement sentir que peu à peu car, au début de la campagne 1953/54, le Royaume-Uni disposait de stocks importants de raisins secs et de raisins de Corinthe. On estime, dans l'ensemble, que ces stocks atteignaient environ 50.000 tonnes, soit près de 50 pour cent de la moyenne des importations britanniques de ces trois dernières années.

L'espoir que la Turquie et la Grèce, en particulier, avaient mis dans cette nouvelle politique a

été déçu lorsque le Royaume-Uni a annoncé qu'il importerait de Californie, vers la fin du printemps de 1954, c'est-à-dire après la levée des restrictions, 22.000 tonnes de raisins secs sans pépins de la récolte de 1953. L'achat de raisins secs de Californie, effectué par le gouvernement, a été négocié avec le gouvernement des Etats-Unis, comme les deux ou trois années précédentes lorsque le Royaume-Uni a absorbé la plus grande partie du « pool d'excédents » de raisins secs des Etats-Unis qui bénéficiait d'une subvention importante du gouvernement de ce pays. Etant donné l'incertitude qui règne au sujet de l'évolution du marché britannique, qui absorbe au moins le tiers de l'ensemble de ces produits entrant dans le commerce international, une certaine instabilité a caractérisé en général le marché des raisins secs et des raisins de Corinthe.

D'autres faits importants se sont produits en 1953 : la Turquie a instauré un régime de subventions à l'exportation des sultanas et l'accord entre le Royaume-Uni et l'Australie a été prorogé d'un an de manière à couvrir les exportations australiennes de raisins secs et de raisins de Corinthe. Comme en 1952/53, le gouvernement des Etats-Unis applique un programme de subventions aux exportations de raisins secs de la récolte de 1953/54 pour favoriser l'écoulement des excédents sur les marchés d'exportation.

Un facteur important qui pourrait influencer en 1954 sur les importations des pays de l'Europe septentrionale provient du fait que les frêts pour les fruits secs de la région méditerranéenne expédiés vers ces pays ont été sensiblement réduits à partir de novembre 1953. Cette réduction contribuera peut-être à stimuler les exportations de raisins secs et de figues sèches de Grèce et de Turquie. En ce qui concerne les fruits secs en provenance de ces pays, les tarifs ont été ramenés de l'équivalent de 20,90 dollars la tonne à 14 dollars la tonne. Par contre, les frêts d'Australie au Royaume-Uni ont été augmentés de 7,5 pour cent au début de 1954.

La valeur moyenne de l'unité d'importation des raisins secs importés en 1953 au Royaume-Uni est la plus faible pour les raisins secs des Etats-Unis, par rapport à la valeur moyenne de l'unité d'importation pendant les années d'avant-guerre, les prix des raisins secs ont moins augmenté que ceux des autres fruits — frais ou séchés.

L'*Australian Dried Fruit Board* s'est vivement élevé contre la décision récente du Conseil de l'agriculture australien d'augmenter la superficie cultivée en vue de la production de raisins secs, et le Board a exprimé ses craintes quant aux ré-

sultats fâcheux que les politiques de subvention des exportations de raisins secs pourraient avoir sur la vente des raisins secs australiens au Royaume-Uni et à la Nouvelle-Zélande.

Vin

En ce qui concerne le vin, il s'est produit ces dernières années un déséquilibre entre la production et la demande commerciale dans certains des principaux pays producteurs. La France et l'Espagne éprouvent encore quelques difficultés à écouler leur production, alors que l'Italie n'a plus d'excédents. La consommation italienne s'est élevée régulièrement au cours de ces dernières années et les stocks au début de la campagne 1953/54 sont généralement considérés comme insuffisants.

La solution du problème du vin doit être recherchée principalement dans les pays producteurs eux-mêmes. Le commerce international n'offre que des débouchés très limités.

Pendant la guerre, la consommation a décliné rapidement à la suite du fléchissement de la production, mais elle a, depuis, regagné peu à peu le niveau d'avant-guerre en Italie. La consommation française, toutefois, bien qu'en augmentation, est inférieure à ce qu'elle était avant la guerre. Au moins jusqu'à l'année dernière, la consommation en Espagne est restée au-dessous du niveau d'avant-guerre et, bien que la production soit également plus faible, des stocks se sont accumulés. En revanche, la consommation par habitant en Grèce, au Portugal, en Argentine et au Chili a été plus élevée ces dernières années qu'avant la guerre.

On a donné diverses explications de la lente tendance à la baisse de la consommation dans les principaux pays de culture de la vigne, au cours des 30 dernières années : notamment l'industrialisation et les modifications dans l'organisation de la vie des collectivités (consommation plus faible dans les villes qu'à la campagne, développement de l'automobile, du sport, et offre aux consommateurs de plus grandes quantités de boissons non alcooliques).

La production mondiale de vin, en 1948-50, a été d'environ 18 millions de tonnes alors que la moyenne d'avant-guerre était de 19.500.000 tonnes. Toutefois, la production moyenne, en 1951-53, a presque atteint le niveau d'avant-guerre.

La situation des disponibilités en France (y compris l'Algérie) en 1952/53 et 1953/54 est indiquée au tableau 64. Si l'on ne tient pas compte des stocks du commerce, les disponibilités s'élèvent à 91.400.000 hectolitres contre 81.500.000

TABLEAU 63. — PRODUCTION DE VIN

PAYS	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-50	Moyenne 1951-53
..... <i>Milliers de tonnes</i>			
France	6 264	5 184	5 406
Italie.	3 845	4 080	4 640
Espagne	¹ 1 936	1 396	1 841
Afrique du Nord française	2 007	1 513	1 637
Portugal	789	828	853
Autres pays.	4 639	5 029	4 923
TOTAL MONDIAL	19 480	18 030	19 300

¹ Moyenne 1931-35.

en 1952/53. Comme l'ensemble des débouchés commerciaux et du stock de report normal des producteurs n'est que d'environ 75 millions d'hectolitres, l'excédent sera approximativement de 17 millions d'hectolitres. Le gouvernement a décidé la distillation de 7 millions d'hectolitres ; les prix payés aux producteurs pour ces quantités sont très inférieurs au prix minimum, mais, malgré cela, l'écoulement de l'alcool impose au gouvernement des pertes importantes. Pour financer le programme obligatoire de stockage, des crédits spéciaux ont été accordés.

TABLEAU 64. — FRANCE : DISPONIBILITÉS EN VIN

RUBRIQUES	1952/53	1953/54
... <i>Millions d'hectolitres</i> ...		
Stocks ¹		
détenus par les producteurs.	16,8	16,2
du commerce	10,3	10,2
Production :		
en France	52,4	56,9
en Algérie.	12,3	18,3
MONTANT TOTAL DES DISPONIBILITÉS.	91,8	101,6

¹ France et Algérie.

En Espagne, les disponibilités de 1953 se chiffraient à environ 27 millions d'hectolitres (y compris un stock de report d'environ 5 millions d'hectolitres), mais la consommation, estime-t-on, n'absorbera que 15 millions d'hectolitres et les exportations 1.500.000 hectolitres. Il est prévu que la distillation obligatoire absorbera 3 millions d'hec-

tolitres. Le stock de report, à la fin de la campagne, dépassera donc, comme en France, les stocks de report de la campagne précédente. Parmi les mesures prises pour stimuler la consommation, il a été décidé que le prix du vin serait compris dans le prix de presque tous les repas servis aux restaurants.

CAFÉ

Situation actuelle

Le café est l'un des quelques produits agricoles pour lesquels les offres mondiales ont été sensiblement inférieures à la demande effective, malgré les prix relativement élevés cotés en 1953. Au cours de ladite année, la production mondiale a été d'environ 3 pour cent inférieure à celle d'avant guerre et seulement légèrement supérieure à celle de l'année précédente. L'espoir d'un accroissement de la production brésilienne en 1954 et en 1955 a été anéanti par les gelées qui ont sévi en juillet 1953 dans les nouvelles plantations à haut rendement du Parana; les stocks étant pratiquement épuisés et la demande continuant à être ferme de la part des pays importateurs, les prix ont augmenté. Depuis la fin de la guerre, la production moyenne est tombée au-dessous de celle d'avant-guerre, malgré l'accroissement de la population et l'augmentation du pouvoir d'achat par habitant.

La baisse des rendements, au Brésil et dans certains des autres principaux pays producteurs

d'Amérique latine, a causé une légère baisse de la production du continent par rapport à celle de l'année précédente, en dépit de la récolte exceptionnellement favorable de Colombie. En revanche, la tendance de la production semble être à l'augmentation en Asie et en Afrique, où l'on a enregistré, en 1953, des récoltes meilleures qu'aucune de celles obtenues après la guerre. Les prix élevés ont, sans nul doute, encouragé les producteurs à faire la récolte avec soin et de façon complète.

Les importations nettes, aux Etats-Unis, ont été de 3 pour cent plus élevées qu'en 1952. Mais, en raison de l'accroissement des stocks et des achats pour les forces armées, on estime que la consommation par habitant a baissé de 2 pour cent. A l'exception du Royaume-Uni, tous les principaux pays importateurs européens ont enregistré une augmentation des importations en 1953, une partie de ces importations ayant été probablement stockée en attendant une hausse des prix; le montant total des importations nettes européennes a été d'environ 7 pour cent supérieur à celui de 1952. Les parts des Etats-Unis et de l'Europe dans le montant total des importations mondiales restent les mêmes, soit 62 et 29 pour cent respectivement. Parmi les pays exportateurs, la Colombie a atteint le chiffre d'exportations de près de 400.000 tonnes qui constitue un record, alors que les exportations brésiliennes ont été d'environ 2 pour cent inférieures à celles de 1952. Les bénéfices tirés des exportations de café ont été encore plus élevés.

TABLEAU 65. — PRODUCTION DE CAFÉ DANS LES PRINCIPALES RÉGIONS

PAYS	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-51	1952	1953 (chiffres provisoires)
..... <i>Milliers de tonnes</i>				
Brésil	1 446	1 064	1 125	1 118
Colombie	251	356	344	390
Mexique	56	66	88	72
Guatemala	69	65	60	56
Salvador	64	69	78	52
TOTAL POUR L'AMÉRIQUE LATINE	2 117	1 861	1 936	1 925
Territoires français d'Afrique	35	103	119	127
Territoires britanniques d'Afrique	44	66	69	71
TOTAL POUR L'AFRIQUE	140	291	315	331
Indonésie	124	34	36	50
TOTAL MONDIAL	2 420	2 200	2 330	2 350

TABLEAU 66. — CAFÉ : IMPORTATIONS NETTES DE CERTAINS PAYS

PAYS OU RÉGIONS	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-51	1952	1953 (chiffres provisaires)
..... <i>Milliers de tonnes</i>				
France	185	115	161	164
Italie.	37	53	61	67
Belgique	50	66	51	52
Allemagne occidentale	¹ 166	29	56	77
TOTAL POUR L'EUROPE.	695	460	550	590
Etats-Unis	786	1 219	1 208	1 250
Canada	17	40	44	49
Afrique.	52	60	52	51
Asie	30	34	25	35
TOTAL MONDIAL	1 610	1 860	1 915	2 030

¹ Allemagne d'avant-guerre.

Les prix, qui étaient restés assez stables pendant deux ans, autour de 54 cents par livre (Santos 4, à quai New-York), ont commencé à monter en 1953 à la nouvelle des gelées subies au Brésil. La brusque montée des prix a commencé en novembre, lorsqu'on a constaté que les dommages causés par le gel seraient plus graves qu'on ne le

pensait. D'autres facteurs ont contribué à cette hausse : la diminution des stocks, à la fois dans les pays producteurs et dans les pays consommateurs, la hausse du prix de soutien du Brésil et l'écoulement rapide de presque toute la récolte des pays de l'Amérique centrale. Pendant la première semaine d'avril 1954, les prix du Santos 4 étaient

TABLEAU 67. — CAFÉ : EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PAYS PRODUCTEURS

P A Y S	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-51	1952	1953
..... <i>Milliers de tonnes</i>				
Brésil.	875	1 021	949	933
Colombie	230	304	302	398
Mexique	36	44	52	74
Guatemala	47	52	61	57
Salvador	54	67	67	73
TOTAL POUR L'AMÉRIQUE LATINE	1 398	1 611	1 593	¹ 1 700
Territoires français d'Afrique.	36	104	130	109
Territoires britanniques d'Afrique.	41	60	76	67
Angola	16	50	48	72
TOTAL POUR L'AFRIQUE	130	275	315	1320
Indonésie	85	11	19	32
TOTAL POUR L'ASIE	96	14	23	35
TOTAL MONDIAL	1 620	1 900	1 940	2 060

¹ Chiffres provisoires.

de 60 pour cent plus élevés qu'à la même époque, l'année précédente. Les prix de détail sur les principaux marchés n'ont pas encore rattrapé ceux du café vert et de nouvelles hausses semblent inévitables.

Perspectives

Les perspectives défavorables de la prochaine récolte au Brésil — qui aura lieu de mai à septembre 1954 — laissent entrevoir une sérieuse diminution des ressources mondiales de café, diminution qui pourra à peine être atténuée par un accroissement de la production des autres pays producteurs. Il semble certain qu'il y aura moins de café disponible en 1954, à moins que les pays producteurs ne réduisent leur consommation intérieure en faveur des exportations. Les prix semblent devoir rester relativement fermes bien que la résistance du consommateur à l'augmentation des prix ait commencé à se faire sentir. La consommation de succédanés de café, de produits de remplacement et de café soluble augmente et l'on peut s'attendre à ce qu'elle augmente encore.

La situation de l'offre s'améliorera vraisemblablement en 1955/56. Les régions frappées par le gel, au Brésil, seront à nouveau productives et les efforts déployés dans les pays producteurs de café du monde entier pour profiter des prix intéressants offerts ces dernières années porteront leurs fruits. D'autre part, l'augmentation de la population renforcera la demande. Les données relatives aux plantations, anciennes et nouvelles, sont

trop imprécises pour permettre d'estimer à l'avance les prix du café, prix qui seront influencés non seulement par la situation de l'offre et de la demande, mais par les revenus et d'autres facteurs économiques.

THÉ

Situation actuelle

Le mauvais temps de 1953 a empêché les planteurs de l'Inde septentrionale de mettre complètement en vigueur leur politique de restriction des superficies cultivées; malgré cela, la production est restée au-dessous de ce qu'elle était avant la guerre. Il y a eu, toutefois, une amélioration marquée de la qualité. La production a augmenté en Inde méridionale, à Ceylan et au Pakistan, compensant ainsi la légère diminution des disponibilités en Indonésie et en Afrique orientale. On ne relève, ailleurs, aucune modification importante de la production. Le montant total de la production mondiale (non compris l'U.R.S.S. et la Chine) en 1953 est estimé provisoirement à 593.000 tonnes, soit un peu plus qu'en 1952 (590.000 tonnes).

En 1953, les exportations et les importations ont été plus importantes que celles de l'année précédente. L'Inde a été en mesure d'augmenter ses exportations de 40.000 tonnes et de vendre son thé plus tôt que d'habitude; celles de Ceylan ont augmenté de 11.000 tonnes, ce qui compense largement la réduction des exportations de

TABEAU 68. — THÉ : PRODUCTION

PAYS OU RÉGIONS	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-51	1952	1953 (chiffres provisoires)
..... Milliers de tonnes				
Inde	¹ 178,0	271,6	282,0	275,8
Ceylan	103,9	142,2	143,7	155,6
Indonésie	74,8	30,5	37,0	36,6
Japon	49,3	36,1	57,0	57,0
Pakistan	² 25,6	22,5	24,1	25,3
Autres pays d'Asie ²	23,9	19,4	23,4	23,5
TOTAL POUR L'ASIE	456	522	568	574
Afrique	9	19	20	17
Autres pays ³	—	2	2	2
TOTAL MONDIAL (non compris la Chine et l'U.R.S.S.)	465	543	590	593

— Néant ou quantités négligeables.

¹ Moyenne de 1936-38. — ² Cambodge, Laos, Viet-Nam, Taïwan, Iran, Malaisie, Riou-kiou, Turquie. — ³ Argentine, Brésil, Pérou.

l'Indonésie et de l'Afrique-Orientale britannique. Toutefois, les importations brutes du Royaume-Uni ont été légèrement inférieures à celles de 1952, année de la suppression du rationnement. D'autre part, les utilisations totales, compte tenu des fluctuations des stocks, semblent avoir augmenté de 10 pour cent. Les réexportations de Londres ont augmenté en 1953 et ont atteint 50 pour cent du chiffre d'avant-guerre (31.400 tonnes par an, en moyenne, en 1934-38). On a constaté des signes évidents d'accroissement de la demande sur la plupart des marchés extérieurs: les importations du Canada, de l'Égypte et de l'Australie se sont accrues, comme celles des États-Unis, où les efforts de la propagande et les prix élevés du café ont contribué à l'augmentation de la consommation de thé. On estime que le total des importations mondiales en 1953 a atteint environ 450.000 tonnes.

TABLEAU 69. — THÉ: IMPORTATIONS NETTES DE CERTAINS PAYS

PAYS	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-51	1952	1953
..... Milliers de tonnes				
Royaume-Uni	193,6	190,6	214,7	207,2
Autres pays d'Europe	34,4	29,0	25,2	28,2
États-Unis.	37,7	43,3	42,1	48,8
Canada	17,8	20,0	20,6	20,6
Égypte	7,1	15,4	16,2	20,2
Maroc français.	7,9	9,4	12,4	13,5
Union Sud-Africaine	6,2	8,9	10,7	11,5
Australie	20,9	24,2	24,0	27,1
Nouvelle-Zélande.	4,7	7,5	4,5	6,7
TOTAL MONDIAL	396	402	431	450

Sous la pression grandissante de la demande et avec une amélioration générale de la qualité, les prix du thé indien ont plus que doublé au cours de l'année 1953. De 1 shilling 6 1/2 pence la livre en décembre 1952, les prix à l'exportation, à Calcutta, sont passés à 3 shillings 1 3/5 pence en décembre 1953 pour atteindre, en mars 1954, 3 shillings 5 4/5 pence. Les prix des thés de meilleure qualité, qui n'avaient jamais baissé dans les mêmes proportions, ont augmenté relativement moins; les cours des thés de montagne de Ceylan ont atteint, en mars 1954, près de 38 pour cent de plus que ceux de décembre 1952. Le programme de cueillette limitée aux feuilles tendres, qui a continué d'être appliqué pendant toute la campagne de 1954, et la signature d'un accord com-

mercial entre l'Inde et l'U.R.S.S. relatif au thé ont contribué à ces hausses de prix. Les prix de détail ont suivi le mouvement de hausse dans la plupart des pays consommateurs.

Au cours des deux dernières décades, le marché intérieur des pays producteurs a pris une importance croissante et, en 1952, lorsque les prix à l'exportation étaient peu élevés, les gouvernements des pays producteurs ont pris de plus en plus conscience de la nécessité de développer ces marchés. Avec l'augmentation des salaires et l'amélioration du niveau de vie, la consommation intérieure en Inde et au Pakistan s'élève régulièrement. D'après des estimations officieuses, elle serait annuellement de 80.000 et de 9.000 tonnes respectivement en comparaison des 68.000 tonnes de 1944-46 et des 41.000 tonnes de 1937-39 pour l'ensemble des deux pays. Il semble que la demande de thé de qualité inférieure augmente en Indonésie. On n'a enregistré à Ceylan aucune augmentation de la consommation nationale.

Perspectives

Si les conditions atmosphériques sont favorables, la production, en 1954, augmentera vraisemblablement dans la plupart des pays producteurs et suivra les fluctuations de la demande. En Inde, la législation sociale imposera une charge financière croissante à l'industrie du thé. Bien que l'année 1953 ait été très favorable, il n'y a pas encore de raison pour se montrer trop optimiste: les dépenses afférentes au renouvellement des plantations, à l'achat d'engrais et à l'entretien des cultures prendront leur part de l'accroissement des bénéfices; les emprunts devront être remboursés et les réserves reconstituées. Dans ces conditions, on peut compter que les plantations indiennes produiront assez de thé pour satisfaire aux besoins croissants des marchés extérieurs. A Ceylan, où le thé entre pour plus de moitié dans les recettes provenant des exportations, la production augmentera probablement encore. Les perspectives concernant l'Indonésie sont moins favorables: les maladies sont répandues; le nombre des plantations et des usines en activité diminue, et le renouvellement fort nécessaire des vieilles plantations est souvent négligé du fait de l'absence d'aide gouvernementale. On peut s'attendre, en 1954, à une certaine augmentation des offres en provenance des régions productrices de l'Afrique orientale qui ont souffert de la sécheresse en 1953.

En Europe, comme aux États-Unis, les importations augmenteront vraisemblablement en 1954.

Le thé, qui est encore la boisson la moins coûteuse, bénéficiera de la résistance du consommateur à l'augmentation de prix du café. En vertu d'accords commerciaux conclus avec les principaux pays producteurs, l'U.R.S.S. et l'Europe orientale pourront s'approvisionner plus largement que précédemment sur les marchés internationaux. L'Iran pourra redevenir importateur de thé lorsque ses difficultés de paiement seront résolues.

Jusqu'à la fin de l'été, à l'arrivée du thé de la dernière récolte, les prix ne fléchiront probablement pas ; bien plus, dans certains pays, les prix de détail augmenteront peut-être un peu dans la mesure de l'augmentation des coûts de remplacement. Toutefois, les perspectives favorables pour la récolte 1954/55 laissent entrevoir la possibilité d'une légère baisse des prix pendant les mois à venir. Dans l'ensemble, les producteurs de thé qui tiennent compte de plus en plus des prix de revient chercheront à régler la production de façon à éviter une autre baisse brusque des prix comme celle qui a eu lieu en 1952. L'existence de puissantes associations de producteurs groupées sous les auspices de la Commission internationale du thé facilite le maintien d'une limitation rigoureuse de la production.

CACAO

Production

La production mondiale de cacao en 1953/54 est estimée à 720.000 tonnes, contre 749.000 tonnes pour la campagne précédente et 753.000 tonnes en moyenne pour la période 1948-52.

Le fléchissement de la production en 1953/54 est imputable entièrement au recul enregistré

aussi bien dans la Côte de l'Or que dans la Nigeria où l'on estime que la récolte actuelle est inférieure de 36.000 tonnes à celle de 1952/53 et de 47.000 tonnes à la moyenne pour 1948/49-1952/53. Si la sécheresse avait persisté au Brésil, la situation serait devenue extrêmement alarmante. En 1953/54, les conditions atmosphériques n'ont pas été favorables à la végétation dans la Nigeria et la Côte de l'Or et il est probable que les pertes causées par les maladies et les fléaux ont augmenté. Cependant, le problème essentiel est de déterminer si des facteurs à long terme ont également joué : il s'agit de savoir si le fléchissement de la production marque le début d'une tendance qui s'aggraverait au cours des années à venir, peut-être par suite de l'accroissement du nombre des arbres qui ont dépassé leur âge de productivité maximum et, comme certains observateurs sont enclins à le penser, par suite d'une évolution durable du climat qui affectera le caractère économique de la région.

L'essor considérable de la production mondiale de cacao, au cours des années trente et quarante de ce siècle, a été dû entièrement à l'expansion de la production africaine qui est presque entièrement localisée dans la Côte de l'Or et dans la Nigeria. La production annuelle est passée de 105.000 tonnes en moyenne en 1910-19 à 480.000 tonnes en 1934-38. Pendant cette période, l'apport de l'Afrique dans la production mondiale est passé de 38 pour cent au chiffre record de 66 pour cent. La Côte de l'Or et la Nigeria à elles seules ont fourni, pendant les cinq dernières années d'avant-guerre, près de 52 pour cent de la production mondiale. Depuis lors, leur apport en pourcentage a diminué, tombant de 48 pour cent en 1948/49-

TABLEAU 70. — CACAO : PRODUCTION MONDIALE PAR CONTINENT

CONTINENTS OU PAYS	Moyenne 1934/35-1938/39	Moyenne 1948/49-1950/51	1951/52	1952/53	1953/54 (chiffres provisoires)
	..... <i>Milliers de tonnes</i>				
Amérique latine	236	259	228	233	235
dont Brésil	(124)	(141)	(107)	(97)	(122)
Asie	6	4	4	4	4
Afrique	480	506	460	569	474
dont :					
Côte de l'Or.	(283)	(267)	(214)	(251)	(213)
Nigeria	¹ (91)	(108)	(169)	(111)	(101)
Océanie.	3	4	4	3	4
TOTAL MONDIAL	725	773	696	749	720

¹ Exportations.

1952/53 à 44 pour cent en 1953/54. On peut toutefois se demander si les données rares et peu sûres actuellement disponibles sur la répartition des arbres par âge et sur les plantations récemment effectuées permettent de conclure à un nouveau recul de la production ces prochaines années. En revanche, il est certain que l'on ne distingue aucune tendance ascendante de la production dans les grandes régions productrices. Une certaine superficie a été plantée ou replantée, en particulier dans les pays producteurs secondaires, mais il est peu probable que ces efforts fassent plus que compenser, même dans la meilleure des hypothèses, la tendance à la baisse des rendements.

Prix et échanges

Au cours des dix premiers mois de 1953, les prix des fèves de cacao ont oscillé entre 32 et 40 cents des Etats-Unis par livre. En novembre, cependant, les prix ont commencé à hausser et au printemps de 1954 les disponibilités existantes se sont vendues aux cours sans précédent de 65-68 cents la livre. La contraction des récoltes dans l'ouest africain a déclenché cette évolution mais elle ne suffit pas à expliquer à elle seule cette impressionnante montée des prix. Certes, depuis la fin des hostilités les stocks ont été pratiquement inexistant, si bien que les réserves ont fait défaut pour contre-balancer la chute de la production. Cependant, le facteur déterminant a été la forte expansion de la consommation dans quelques pays européens, notamment au Royaume-Uni et en Allemagne.

TABLEAU 71. — CACAO : QUANTITÉS ÉCOULÉES AUX ETATS-UNIS, AU ROYAUME-UNI ET EN EUROPE OCCIDENTALE

PAYS	Moyenne 1934-38	1950	1951	1952	1953 (chiffres provisoires)
..... Milliers de tonnes					
Etats-Unis	241	288	271	260	261
Royaume-Uni . . .	95	121	116	117	153
Autres pays d'Europe occid. ¹ . .	236	266	224	194	227

¹ Quinze pays.

La structure des échanges s'est sensiblement modifiée en 1953/54 par rapport aux années précédentes. L'Europe a absorbé un pourcentage considérablement accru des disponibilités mondiales. Par habitant, la consommation a forte-

ment augmenté au Royaume-Uni, en Italie, en Irlande et en Allemagne. Les importations nettes de fèves de cacao et de produits dérivés (en équivalent de fèves) du Royaume-Uni ont progressé de 60 pour cent en 1953 par rapport à 1934-38.

En revanche, le recul de la consommation par habitant enregistré après la guerre aux Etats-Unis s'est poursuivi. Si les importations de cacao et de produits dérivés se sont légèrement améliorées de 1952 à 1953, elles ont diminué par rapport à 1951 et considérablement fléchi par rapport à 1950, bien que la population ait augmenté de 5 pour cent. Les importations par habitant ne représentaient, en 1953, que 90 pour cent de la moyenne 1934-38, malgré l'important accroissement du revenu national et du pouvoir d'achat des consommateurs.

Perspectives

L'incapacité de la production à réagir aux prix élevés qui ont été pratiqués depuis 1947 est l'indice d'une faiblesse fondamentale de l'économie mondiale du cacao. Les ressources en terres convenant à la culture du cacao sont, en fait, illimitées. L'insuffisance des ressources en main-d'œuvre ne pose pas non plus de graves problèmes dans la plupart des pays producteurs. Les difficultés essentielles semblent avoir un caractère économique et, dans une moindre mesure, politique. Etant donné que la production de cacao exige des investissements à long terme (six à huit ans pour la première récolte), il est indispensable que les producteurs puissent compter sur une certaine stabilité tant économique que politique, condition qui n'a pas été remplie au cours des années d'après-guerre. Certes, une certaine superficie a été plantée ou replantée et plusieurs pays d'Amérique latine ont remis en valeur des plantations qu'ils avaient laissées à l'abandon pendant la période de baisse des prix, mais les grands programmes d'investissement destinés à créer de nouveaux centres de production importants ont été rares. La politique économique de certains gouvernements n'a pas encouragé les gros investissements de capitaux, en particulier dans les pays où les producteurs n'ont encaissé qu'une fraction du prix du marché. Dans certaines régions, des taxes discriminatoires et des manipulations de change ont diminué les recettes des producteurs de cacao et de café. Les mesures politiques et législatives qui ont été prises pour faire obstacle aux investissements de capitaux étrangers et aux vastes plantations ont encore contribué à affaiblir la confiance.

Dans les principaux pays consommateurs, les prix élevés du cacao ont donné une puissante impulsion aux recherches scientifiques sur les produits de remplacement. Cependant, aucun procédé satisfaisant n'a encore été mis au point pour conférer à d'autres matières grasses des propriétés qui leur permettent de fondre aussi bien que le beurre de cacao, et les possibilités d'adjonction d'autres matières grasses sont restées relativement limitées. Cependant, certains indices montrent que des progrès ont été faits. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis on a estimé que la consommation de cacao pourrait diminuer de 15 à 20 pour cent par suite de l'utilisation de produits de remplacement dans la fabrication des enrobages. D'autre part, la propagande effectuée en faveur des articles de confiserie ne contenant pas de chocolat incite le public à faire une plus grande consommation des centaines d'articles nouveaux qui ont été lancés sur le marché. La part des produits chocolâtés dans les ventes totales a diminué régulièrement. Bien que les prix des fèves de cacao jouent un rôle moins déterminant dans la structure des prix européens des produits manufacturés, le maintien de prix élevés, qui engendre des difficultés financières croissantes, aura sans doute des effets analogues, et les recherches sur les produits de remplacement se sont également développées en Europe au cours de l'année écoulée.

TABAC

En 1953, la production mondiale de tabac a légèrement dépassé celle de 1952, malgré un recul de la production de feuilles aux Etats-Unis. La production européenne a sensiblement augmenté et des gains ont été également enregistrés en Tur-

quie, en Iran, en Inde, au Japon, à Cuba, au Brésil et en Rhodésie du Sud. Ce sont les tabacs d'Orient et les tabacs pour cigare qui ont accusé l'accroissement le plus considérable, tandis que la production de tabac de Virginie et de Burley *flue-cured* a diminué. Les échanges mondiaux ont augmenté par rapport au bas niveau de 1952, surtout en raison de l'accroissement des livraisons des Etats-Unis au début de 1953.

Disponibilités et échanges

De nouveaux excédents se sont accumulés aux Etats-Unis et, pour stimuler les exportations, le tabac a été inclus dans le groupe des produits qui peuvent être exportés contre paiement en devises faibles. En vertu de quoi des ventes de tabac de la récolte de 1953 ont été conclues avec le Royaume-Uni (20 millions de dollars), l'Allemagne occidentale (10 millions de dollars), la France, la Finlande et l'Italie.

Au 1^{er} janvier 1954, les stocks des Etats-Unis se montaient au total à 2.050.000 tonnes (soit 9.800 tonnes seulement de plus que l'année précédente), dont 295.000 tonnes livrées dans le cadre du système gouvernemental de prêts.

Le fléchissement des stocks de *flue-cured* mis en gage de 1952 à la fin de 1953 montre que ce type de tabac s'est assez bien écoulé, en partie grâce à la politique de soutien des exportations appliquée vers la fin de 1953. Le nouvel accroissement des stocks de Burley enregistré malgré la contraction de la récolte a conduit le gouvernement à diminuer de 8 pour cent la superficie de plantation autorisée en 1954, cette superficie étant en revanche légèrement augmentée pour le *flue-cured*. Les plantations envisagées par les culti-

TABLEAU 72. — TABAC : PRODUCTION ET EXPORTATIONS, PRINCIPAUX PAYS EXPORTATEURS

PAYS	Production					Exportations				
	Moy- enne 1934-38	Moy- enne 1948-50	1951	1952	1953	Moy- enne 1934-38	Moy- enne 1948-50	1951	1952	1953
..... Milliers de tonnes										
Etats-Unis	590	904	1 058	1 022	933	198	212	237	180	235
Canada	28	58	69	63	61	5	9	13	17	13
Brésil	93	113	118	106	120	31	29	30	30	24
Cuba	22	35	34	39	36	12	12	17	18	16
Inde	343	263	208	222	225	121	138	56	39	31
Turquie	55	83	89	88	118	29	59	56	57	67
Grèce	57	49	63	39	62	44	24	32	41	49
Rhodésie du Sud	10	43	45	47	53	9	34	31	40	37
TOTAL	1 198	1 548	1 684	1 626	1 608	349	417	471	422	472

¹ Y compris le Pakistan.

vateurs en 1954 font ressortir (par rapport à 1953) un accroissement de superficie de 2 pour cent pour le *flue-cured*, une diminution de 6 à 8 pour cent pour le Burley, des réductions de 7 et 11 pour cent respectivement pour le *fire-cured* et pour le tabac noir *air-cured*, et un accroissement de 5 pour cent pour le tabac à cigare.

En 1953, les exportations ont compris du tabac de la récolte de 1952 réservé au Royaume-Uni en vertu d'une option; ce tabac a été expédié en mars-mai 1953. Normalement, une grande partie de ces livraisons aurait dû être effectuée en automne 1952. Les chiffres des exportations pour 1952 (179.200 tonnes) ont donc été anormalement faibles. Pour 1948-50, la moyenne a été de 212.000 tonnes.

TABLEAU 73. — COMPOSITION DES STOCKS GOUVERNEMENTAUX DE TABAC AUX ÉTATS-UNIS

TYPES DE TABAC	1er janvier 1953	1er janvier 1954
	..... Milliers de tonnes	
Flue-cured.	147,4	145,1
Burley	66,2	101,6
Maryland	3,5	3,5
Fire-cured	21,7	22,6
Tabac noir air-cured . .	14,9	16,8
Feuilles à cigare	7,5	5,0
TOTAL	261,2	294,6

En 1953, la production canadienne (61.000 tonnes) a légèrement fléchi par rapport à 1952. La production de *flue-cured* a baissé de 4 pour cent, malgré un accroissement de 9 pour cent dans l'Ontario où la *Marketing Association* a autorisé des plantations jusqu'à concurrence de 75 pour cent de la superficie de base. Les exportations (composées de *flue-cured* dans la proportion de 95 pour cent) sont tombées de 17.490 tonnes en 1952 à 12.920 en 1953. Cependant, on escompte une amélioration des exportations en 1954, et il se peut que la demande émanant des fabricants canadiens augmente. Aussi les cultivateurs de *flue-cured* ont-ils été autorisés à utiliser toute la superficie de base en 1954. Au 1^{er} janvier 1954, les stocks globaux du Canada étaient un peu moins abondants qu'à la même date en 1952 et 1953, bien que les stocks de *flue-cured* se soient légèrement gonflés.

Des excédents se sont également amassés à Cuba, où la production est pourtant réglementée dans le cadre d'un système de contingentement. En 1952, le Fonds de stabilisation de Cuba a dé-

truit 13.250 tonnes de tabac invendable, et il se peut que les stocks excédentaires vers la fin de 1953 ne représentent qu'un tiers de l'exportation annuelle. Un contingent de 36.740 tonnes a été fixé pour la récolte 1953/54; au début de 1953 la production se montait à 38.100 tonnes.

À la fin de 1953, l'Italie s'est également trouvée en présence d'excédents de tabac, et les contrats passés avec les producteurs porteront sur des superficies encore plus réduites en 1954. Le tabac indien exporté « en consignation » s'est accumulé dans les ports étrangers et l'Inde dispose également de stocks excédentaires de tabac de qualité médiocre. En 1953, la production et les ventes de tabac oriental ont remarquablement progressé. La Grèce et la Turquie ont accru de 50.000 tonnes leur production combinée et les exportations de ces deux pays ont augmenté de 22.000 tonnes. Les expéditions de la Grèce ont atteint 49.112 tonnes, chiffre record pour l'après-guerre, rejoignant presque le niveau de la fin des années vingt. En 1954, la Grèce compte exporter 58.000 tonnes, et 70.000 tonnes en 1956. L'essor des exportations s'explique par le développement de la consommation du tabac oriental en Allemagne occidentale et en Europe orientale et par le fait que les prix exprimés en monnaies étrangères soutiennent mieux la concurrence depuis la dévaluation de la drachme au début de 1953. En outre, la Turquie espère trouver de nouveaux débouchés en Europe orientale et en U.R.S.S., mais elle doit faire face à une concurrence accrue de la Grèce. Les stocks de tabac oriental des récoltes précédentes ont diminué en 1953, mais il est probable qu'ils augmenteront légèrement en 1954.

TABLEAU 74. — EXPORTATIONS DE TABAC DES ÉTATS-UNIS EN 1952 ET 1953

TYPES DE TABAC	1952	1953
	..... Milliers de tonnes	
Flue-cured.	144,8	200,7
Burley	12,3	11,3
Tabac noir fire-cured . .	9,9	8,8
Maryland	2,6	3,7
Feuilles à cigare	3,1	3,4
Autres types	7,2	6,4
TOTAL	179,9	234,3

On estime que les stocks de la plupart des pays importateurs sont encore faibles eu égard à la demande des fabricants. À la fin de 1953, les stocks du Royaume-Uni s'élevaient à 206.650

tonnes, soit 17.870 tonnes de plus que l'année précédente, mais 20.000 tonnes de moins qu'à la fin de 1951.

Prix et consommation

En 1953, les prix ont subi une hausse générale aux Etats-Unis. Le tabac *flue-cured* (types 11-14) s'est vendu en moyenne 52,50 dollars les 100 livres contre 50,07 dollars en 1952. Les prix des types Northern (11 a et 11 b) ont diminué en raison de leur médiocre qualité, mais les types 12-14 se sont vendus plus cher surtout parce qu'ils étaient de meilleure qualité. Le prix minimum du tabac canadien *flue-cured* a légèrement haussé en 1953, mais dans les ventes aux enchères de la Rhodésie du Sud les prix moyens ont marqué un fléchissement imputable surtout à une baisse de qualité. La valeur unitaire moyenne des importations du Royaume-Uni de *flue-cured* et de tabac oriental a augmenté en 1953.

Pour la première fois depuis le début des années trente, on a enregistré un léger recul de la consommation de cigarettes aux Etats-Unis en 1953. Cependant, la quantité effective de tabac en feuilles utilisée par les fabricants est restée pratiquement inchangée car le pourcentage des cigarettes *king size* a augmenté. Les prix des cigarettes ont haussé au début de 1953, et il est possible que les discussions relatives aux effets de la cigarette sur la santé aient aussi exercé une certaine influence sur la demande. Au Canada, la réduction des taxes a fait progresser la consommation de cigarettes de 15 pour cent au cours des dix derniers mois de 1953 par rapport à la période correspondante de 1952. En Allemagne occidentale, la réduction des taxes au mois de juin s'est traduite par un accroissement de la production de cigarettes de plus de 25 pour cent au cours du second semestre de l'année; pour l'ensemble de 1953, la production a augmenté de 18,4 pour cent. Au Royaume-Uni, les retraits des entrepôts en douane ont atteint le chiffre net de 101.660 tonnes en 1953, contre 98.960 tonnes en 1952.

Perspectives

En 1954, la production de feuilles de tabac semble devoir dépasser celle de 1953. On escompte un accroissement de production de 7 pour cent par rapport à 1953 pour les récoltes effectuées au cours du premier semestre de 1954. Avec l'extension de la superficie plantée en *flue-cured* aux Etats-Unis et au Canada et avec les perspectives d'amélioration des exportations de tabac oriental,

il est probable qu'en automne 1954 la production de ces principaux types de tabac, dans l'hémisphère nord, sera supérieure ou du moins égale à celle de l'an dernier. L'amélioration de la balance des paiements avec la zone dollar a conduit les Pays-Bas et l'Allemagne occidentale à donner plus de liberté aux importations de tabac en feuilles de la zone dollar en 1954; ce fait et les ventes effectuées par les Etats-Unis contre paiement en devises faibles ont fait renaître l'optimisme dans les milieux commerciaux des Etats-Unis. En outre, on prévoit que la demande des fabricants aux Etats-Unis et au Canada sera au moins aussi forte qu'en 1953. Le besoin d'accroître les stocks de roulement dans plusieurs pays importateurs contribue à faire bien augurer l'avenir du commerce du tabac.

Reste à savoir si la reprise de la demande de tabac oriental en Europe occidentale et orientale suffira à justifier l'expansion de la production envisagée en Grèce et le maintien de la production à son niveau actuel en Turquie. Le développement des échanges avec l'Europe orientale et l'U.R.S.S. peut jouer un rôle de premier plan à cet égard.

COTON

Situation actuelle

En 1953/54, les disponibilités mondiales de coton ont excédé de beaucoup les besoins de la consommation. Le volume de la production et de la consommation a peu varié au cours des trois dernières années, mais la production a dépassé la consommation de 10 pour cent en 1951/52, de 6 pour cent en 1952/53 et de 8 pour cent en 1953/54, si bien que les stocks de coton s'élevaient à 18 millions de balles environ à la fin de juillet 1954, soit l'équivalent d'une consommation de près de huit mois au rythme actuel.

Les disponibilités ont tendu à devenir excédentaires aux Etats-Unis, où des stocks — 7.500.000 balles au milieu de mai — accumulés par la *Commodity Credit Corporation* dans le cadre des opérations de soutien des prix sont devenus anormalement abondants. Dans les autres pays, les disponibilités ne paraissent pas avoir été excessives à la fin de la campagne 1953/54.

Les prix étant tombés au niveau des prix de soutien et les stocks étant relativement abondants au moment de la plantation, l'un des objectifs de la politique officielle, dans un certain nombre de pays, a été de décourager ou de limiter la production de coton; cependant, on estime que la ré-

TABLEAU 75. — COTON : DISPONIBILITÉS MONDIALES ET LEUR RÉPARTITION

RUBRIQUES	Moyenne 1934/35- 1938/39	Moyenne 1948-50	1952/53	1953/54 (chiffres provisoires)	1954/55 (prévisions)
..... Millions de balles (217 kg net)					
Stocks de début de campagne ¹	16,5	14,0	13,3	15,5	18,0
dont Etats-Unis:					
Commodity Credit Corporation	(3,5)	(2,5)	(0,3)	(2,0)	(7,5)
Particuliers	(3,7)	(2,6)	(2,5)	(3,6)	(2,5)
Production ¹	24,2	24,4	28,8	29,5	25,0
dont Etats-Unis	(12,4)	(13,5)	(15,2)	(16,3)	(11,5)
Disponibilités totales ¹	40,7	38,4	42,1	45,0	43,0
Consommation ²	22,3	25,1	26,6	27,2	...
dont Etats-Unis	(6,5)	(9,1)	(9,5)	(8,6)	...

SOURCE : Comité consultatif international du coton et Département de l'Agriculture des Etats-Unis.

... Chiffres non disponibles.
¹ Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine. — ² Y compris les exportations nettes à destination de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine, et le coton détruit (soit au total 700.000 et 600.000 tonnes en 1952/53 et 1953/54 respectivement).

colte mondiale de coton a augmenté de 2 pour cent environ en 1953/54. On avait recommandé aux Etats-Unis de réduire les plantations, mais les rendements ont fait un bond extraordinaire qui a rendu inopérante une diminution modérée de la superficie cultivée, si bien que la production s'est accrue de 7 pour cent.

Dans les autres grands pays exportateurs, dont certains disposaient de stocks considérables au début de la campagne, la production a marqué un fléchissement généralisé. L'Egypte a limité la superficie cultivable en coton. Les plantations ont été réduites d'un tiers et la récolte a diminué de près de 30 pour cent. Le Pakistan a agi de même, et comme les rendements ont été relativement bas on a enregistré une baisse de la production

de 24 pour cent. Les récoltes de la Turquie et du Mexique, qui s'étaient rapidement développées au cours de la période d'après-guerre, ont également fléchi. On connaît encore mal le bilan de la récolte brésilienne. Le coton n'a pas bénéficié de prix de soutien au Brésil en 1953/54. Les renseignements disponibles font présager une diminution sensible de superficie dans le sud du Brésil. Les conditions atmosphériques sont devenues défavorables à mesure que la saison avançait.

Chez les exportateurs secondaires du Proche-Orient, de l'Afrique et de l'Amérique latine, la récolte a été, dans l'ensemble, plus abondante. Elle a également progressé dans les principaux pays consommateurs de coton. En Inde, on signale une extension de la superficie de 8 pour cent et

TABLEAU 76. — PRODUCTION DE COTON

P A Y S	Moyenne 1934/35- 1938/39	Moyenne 1948-50	1951/52	1952/53	1953/54 (chiffres provisoires)
..... Millions de balles					
Etats-Unis	12,39	13,51	15,16	15,17	16,30
Mexique	0,30	0,86	1,28	1,25	1,21
Brésil	1,79	1,51	1,95	1,60	1,35
Turquie	0,24	0,43	0,61	0,70	0,60
Egypte	1,85	1,80	1,67	2,06	1,47
Pakistan	5,32	2,38	1,32	1,54	1,17
Inde			3,16	2,98	3,5
U.R.S.S., Chine, Europe orientale	6,24	5,06	7,10	6,98	7,7
Autres pays	2,32	2,86	3,44	3,54	3,9
TOTAL MONDIAL	30,45	29,43	35,69	35,82	37,2

SOURCE : Comité consultatif international du coton.

TABLEAU 77. — CONSOMMATION DE COTON

RÉGIONS	Moyenne 1934/35- 1938/39		Moyenne 1948-50		1951/52		1952/53		1953/54 (chiffres provisaires)	
	Millions de balles	%	Millions de balles	%	Millions de balles	%	Millions de balles	%	Millions de balles	%
Amérique du Nord	6,7	30	9,9	39	9,5	38	9,8	38	9,1	34
Amérique latine.	1,0	4	2,0	8	2,0	8	1,9	7	2,0	8
Europe occidentale	7,5	34	7,1	28	6,8	27	6,6	26	7,2	27
Extrême-Orient et autres régions ¹	7,1	32	6,1	25	6,9	27	7,6	29	8,3	31
TOTAL ¹	22,3	100	25,1	100	25,2	100	25,9	100	26,6	100

SOURCE : Comité consultatif international du coton.

¹ A l'exclusion de l'U.R.S.S., de la Chine et de l'Europe orientale.

on escomptait un accroissement de la récolte de 10 à 15 pour cent par suite de l'amélioration des rendements. En ce qui concerne l'Union soviétique et la Chine, les rapports indiquent que la production a augmenté de 3 à 5 pour cent au cours de la dernière campagne.

Les renseignements disponibles au milieu de la campagne laissaient prévoir pour 1953/54 une consommation globale de coton légèrement plus forte que pendant la campagne précédente. En Amérique du Nord, l'industrie textile a connu un ralentissement d'activité qui s'est traduit par un recul de la consommation de 8 pour cent par rapport au niveau atteint un an plus tôt. En Amérique latine, le volume de la consommation a peu changé. Cependant, dans les grandes ré-

gions importatrices que sont l'Europe occidentale et le Japon, on a enregistré une forte tendance à l'accroissement de la consommation; dans les divers pays, l'accroissement a parfois atteint jusqu'à 30 pour cent. En Inde, en Chine et en Union soviétique, où l'industrie textile est tributaire, dans une large mesure, des récoltes de coton indigène, la consommation a également tendu à se développer, mais de façon très modérée.

Bien que la consommation de coton augmentât déjà dans la plupart des pays importateurs, on a observé une tendance à limiter assez étroitement les importations aux besoins de la consommation en 1952/53 ou même au-dessous de ceux-ci, en raison du fléchissement des prix. En 1952/53, le commerce international du coton a été sensible-

TABLEAU 78. — EXPORTATIONS DE COTON

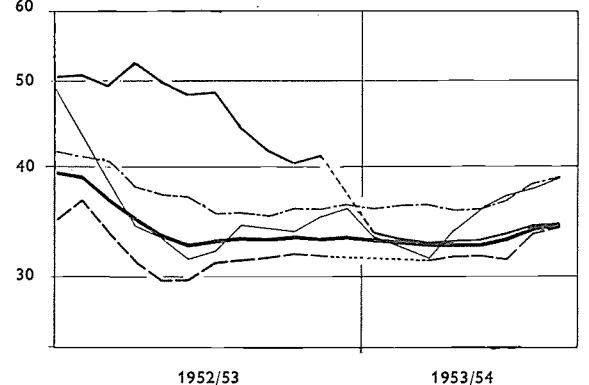
PAYS	Moyenne 1934/35-1938/39		Moyenne 1948-50		1951/52		1952/53	
	Milliers de balles	%	Milliers de balles	%	Milliers de balles	%	Milliers de balles	%
Etats-Unis	5 018	40,3	4 876	44,6	5 519	49,6	3 048	29,0
Mexique	105	0,8	543	5,0	975	8,8	988	9,4
Brésil.	1 065	8,6	751	6,9	350	3,2	153	1,4
Pérou.	337	2,7	276	2,5	347	3,1	371	3,5
Egypte	1 744	14,0	1 628	14,9	912	8,2	1 735	16,5
Soudan anglo-égyptien	257	2,1	344	3,1	399	3,6	268	2,5
Turquie.	77	0,6	229	2,1	260	2,3	422	4,0
Inde	2 746	22,1	203	1,9	124	1,1	290	2,7
Pakistan			862	7,9	906	8,2	1 275	12,1
Autres pays ¹	1 088	8,8	1 213	11,1	1 318	11,9	1 995	18,9
TOTAL MONDIAL ¹	12 437	100	10 925	100	11 110	110	10 545	100

SOURCE : Comité consultatif international du coton.

¹ A l'exclusion de l'U.R.S.S. et de la Chine.

GRAPHIQUE XV — Prix moyens mensuels du coton (y compris taxes à l'exportation)

Cents E.-U. la livre (Echelle semi-logarithmique)



— Etats-Unis, Middling, 15/16", moyenne de 10 marchés.
 - - - Mexique, Middling, 15/16" (1 1/32 inch en 1953/54), Torreón.
 . . . Egypte, Ashmouni « good », Alexandrie.
 - - - Brésil, São Paulo, type 5 (f.o.b. Santos 1953/54).
 - . - Pakistan, 289 F. Punjab S.G.F., Karachi.

ment plus réduit que pendant la campagne précédente. Ce recul a affecté essentiellement les exportations des Etats-Unis et du Brésil; en revanche, les récoltes des autres pays ont alimenté des échanges plus importants et se sont vendues à des prix soutenant mieux la concurrence.

Le commerce international du coton s'est développé au cours de la campagne 1953/54 du fait de l'expansion persistante de la consommation et des perspectives d'une contraction de l'offre. Les disponibilités de l'Egypte ayant déjà fortement diminué par suite de la réduction de la production, les expéditions de ce pays ont fléchi, et celles des Etats-Unis ont connu un très net essor pendant le second semestre de la campagne; il se peut que le volume total des exportations augmente de 20 pour cent en 1953/54. Les livraisons de la plupart des autres grands pays exportateurs ont atteint un volume égal ou supérieur à celui de la campagne précédente. La reprise des exportations brésiliennes a été particulièrement spectaculaire.

Aux Etats-Unis, le système gouvernemental de prêts a eu pour effet de soutenir efficacement les cours depuis le début de 1953. Les prix sont restés relativement stables, car la *Commodity Credit Corporation* avait accumulé des stocks abondants. Au milieu de 1953, les prix officiels et les prix du marché des autres gros producteurs que sont l'Egypte, le Pakistan et le Brésil, avaient tous été ramenés à des niveaux leur permettant d'affronter la concurrence des cours du coton des Etats-Unis. A la suite de la décision prise par ce pays de réduire sa production en 1954, les cours du coton se sont tous redressés après décembre 1953. Les cotons

du Pakistan et de l'Egypte ont fait un bond assez considérable, car les disponibilités avaient déjà fléchi. Les prix du coton mexicain et brésilien sont restés alignés sur ceux des Etats-Unis.

Perspectives

Il est probable que la campagne 1954/55 s'ouvrira avec un report de 18 millions de balles de coton (non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine), soit 2.500.000 balles de plus que l'an dernier; mais la production (à l'exclusion des régions précitées) se contractera fortement et, de 29.500.000 balles, tombera sans doute à 25.500.000 balles; par conséquent, les disponibilités globales peuvent être estimées à 43 millions de balles en 1954/55, contre 45 millions en 1953/54.

Aux Etats-Unis, la superficie allouée à la culture du coton se chiffre à 8.560.000 hectares, ce qui doit représenter normalement une production de 11.500.000 à 12 millions de balles, contre 16.300.000 balles en 1953/54. Il se peut que la hausse des prix entraîne une légère reprise de la production ailleurs. En Egypte, les prix minimums ont été relevés récemment, mais des restrictions continuent d'être appliquées aux superficies, bien qu'elles soient moins draconiennes. La montée des prix peut aussi inciter le Pakistan à reprendre son programme d'expansion à long terme, et il est probable que le rendement et la production s'accroîtront légèrement au Mexique. Cependant, ces gains ne semblent pas devoir compenser la sévère réduction de la production aux Etats-Unis.

L'avenir de la consommation et des échanges est plus incertain. Le « cycle commercial des textiles », avec ses immobilisations de capitaux sous forme de stocks de textiles suivies de réalisations périodiques, en est à des stades différents dans les diverses parties du monde. Il se peut que la consommation des fibres commence à augmenter en 1954/55, sous réserve qu'il n'y ait pas de récession généralisée et prolongée aux Etats-Unis. En Europe occidentale, l'activité sera peut-être légèrement réduite en attendant l'absorption des stocks commerciaux, et il n'est pas exclu que celle-ci soit retardée par la concurrence accrue exercée par les industries textiles de l'Extrême-Orient sur les marchés mondiaux. Dans ces conditions, il est possible que la consommation mondiale de coton se maintienne en 1954/55, mais il se peut également que l'expansion récente des échanges internationaux de coton prenne fin.

L'incertitude qui règne au sujet de la structure internationale future des prix du coton vient don-

ner plus de corps à cette hypothèse. Il n'y a pas de plan officiel prévoyant l'octroi de subventions en faveur des exportations de coton des Etats-Unis. Dans ce pays, les prix de soutien seront légèrement relevés en 1954/55 et les disponibilités sont en train de se contracter ; à plus longue échéance, cependant, l'évolution de la situation dépendra du maintien des restrictions à la production aux Etats-Unis et de leur ampleur, ainsi que de l'acceptation par le Congrès des Etats-Unis des propositions officielles visant à assouplir la politique des prix. En attendant, la production de fibres artificielles continue de se développer. On

s'attend à un accroissement considérable de la production de fibres de rayonne dans le Royaume-Uni et au Japon, les principaux importateurs de coton.

LAINES

Situation actuelle

Après avoir atteint en 1950 un chiffre qui constitue un record, la consommation de laine dans le monde a diminué et tend à s'aligner sur la production courante. En 1951, et de nouveau en 1952,

TABLEAU 79. — LAINES : PRODUCTION MONDIALE

PAYS	Moyenne 1934/35- 1938/39	Moyenne 1948/49- 1950/51	1951/52	1952/53	1953/54
..... <i>Milliers de tonnes, laine dessuintée</i>					
Australie	230	282	284	340	330
Nouvelle-Zélande.	90	115	124	127	128
U.R.S.S.	50	75	90	85	95
Argentine	90	100	90	95	92
Etats-Unis d'Amérique	95	58	55	59	60
Union Sud-Africaine	50	48	52	56	58
Uruguay	30	46	53	59	57
Autres pays.	300	300	320	320	320
TOTAL MONDIAL	940	1 020	1 065	1 140	1 140

TABLEAU 80. — LAINES : CONSOMMATION MONDIALE

RÉGIONS	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-50	1951	1952	1953
..... <i>Milliers de tonnes, laine dessuintée</i>					
Amérique du Nord.	159	298	237	227	235
dont : Etats-Unis d'Amérique					
laine d'habillement.	(116)	(195)	(178)	(161)	(165)
laine à tapis	(34)	(85)	(46)	(54)	(60)
Europe occidentale.	500	571	479	490	590
dont :					
Royaume-Uni	(197)	(226)	(180)	(172)	(221)
France	(105)	(117)	(90)	(97)	(114)
Allemagne occidentale	¹ (82)	(40)	(53)	(60)	(71)
U.R.S.S. et Europe orientale	130	120	135	135	145
Extrême-Orient	70	32	50	66	77
dont : Japon	(49)	(12)	(29)	(45)	(56)
Autres régions.	75	135	130	130	130
TOTAL MONDIAL	935	1 160	1 035	1 045	1 175

SOURCE : Principalement d'après des chiffres fournis par le *Commonwealth Economic Committee*.

¹ Allemagne d'avant-guerre.

la consommation a été légèrement inférieure à la production courante. Néanmoins, l'augmentation des stocks n'a pas été très sensible. En 1953, la consommation a de nouveau dépassé la production courante et a absorbé la plus grande partie des excédents accumulés dans les pays exportateurs durant les deux années précédentes.

La production mondiale de laine en 1953/54 a de nouveau atteint le niveau enregistré durant la campagne précédente et qui constituait un record. La production australienne, qui à elle seule représente 30 pour cent de la production mondiale totale de laine dessuintée, a été légèrement inférieure à celle de 1952/53, époque où la production avait augmenté de 20 pour cent grâce surtout aux résultats satisfaisants obtenus dans la lutte contre les lapins. Dans les autres Dominions britanniques de l'hémisphère sud, la production lainière a continué d'augmenter au cours de la campagne 1953/54. La production argentine a dépassé légèrement le niveau de la campagne précédente; toutefois, comme les rendements n'ont été que moyens, la production de laine dessuintée a probablement diminué un peu et, seul cas observé parmi les principaux producteurs, elle a été inférieure au niveau de la période d'avant-guerre. On signale qu'en U.R.S.S. les effectifs ovins ont de nouveau légèrement augmenté en 1952; de ce fait le niveau de la population ovine dépasse de 20 pour cent celui d'avant-guerre.

La consommation de laine en 1953 a été légèrement inférieure au niveau de 1950. La baisse enregistrée en 1951/52 a été suivie d'une augmentation générale de la consommation en Europe occidentale; on a enregistré également une nouvelle augmentation de la consommation au Japon. Aux Etats-Unis, d'autre part, la légère augmentation de la consommation de laine qui a été observée a été limitée en fait à l'industrie du tapis. En ce qui concerne la laine destinée à la fabrication des tissus d'habillement, l'accroissement de la consommation due aux besoins de la population civile a été compensé par une nouvelle diminution des commandes militaires. Vers la fin de l'année, la consommation mondiale s'est stabilisée dans l'ensemble et correspondait de très près à la production courante.

On estime que les stocks de laine existant au début de 1954 étaient suffisants pour satisfaire les besoins de la consommation durant un peu plus de sept mois. D'autre part, les stocks commerciaux étaient probablement les plus réduits depuis 1946. Les stocks gouvernementaux comprenaient les stocks stratégiques du Royaume-Uni, dont le volume correspondait aux besoins de la

consommation de laine au Royaume-Uni pendant deux mois et demi, ainsi que la laine de la production intérieure des Etats-Unis acquise par la *Commodity Credit Corporation* au titre du programme de soutien des prix, pour une quantité correspondant à 45 pour cent de la production et à deux mois de consommation de laine d'habillement. Les stocks de l'Amérique du Sud ont été presque entièrement liquidés au cours de la campagne 1952/53; toutefois, les exportations se sont ralenties et de nouveaux stocks de laine se sont constitués en Argentine et en Uruguay.

TABLEAU 81. — LAINE : STOCKS MONDIAUX

RUBRIQUES	Au 1 ^{er} janvier		
	1952	1953	1954
	<i>Milliers de tonnes, laine dessuintée</i>		
<i>Pays exportateurs</i>			
Dominions britanniques ¹	30	—	—
Amérique du Sud ² . . .	45	100	20
<i>Pays importateurs</i>			
Stocks gouvernementaux :			
Royaume-Uni.	—	28	44
Etats-Unis ³	—	20	28
Stocks commerciaux ⁴ . .	530	490	500
TOTAL MONDIAL ⁵	610	640	590
Stocks, exprimés en mois de consommation ⁵ . . .	8,2	7,7	7,2

— Néant ou quantité négligeable.
¹ 1^{er} juillet de l'année précédente, en plus des stocks de report habituels. — ² 1^{er} octobre de l'année précédente, non compris les stocks des filatures. — ³ 1^{er} mars, y compris la laine stockée au titre du système fédéral de prêts. — ⁴ Y compris les stocks en cargaison flottante. — ⁵ Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine.

Comme les stocks de report des pays exportateurs étaient considérablement réduits au début de la campagne, il est à prévoir que le commerce de la laine en 1953/54 sera moins important qu'au cours de la campagne précédente; son volume sera probablement inférieur de 10 pour cent ou même plus, suivant le rythme des expéditions de l'Amérique du Sud. Le commerce de la laine des Dominions sera probablement à peu près le même; toutefois, le volume des exportations de 1952/53 de l'Amérique du Sud ne pourra pas être atteint de nouveau.

Les importations de laine en Europe ont été beaucoup plus importantes en 1953 qu'au cours des deux années précédentes; d'autre part, le Japon a importé de plus grandes quantités. Toutefois, on n'a observé aucune reprise des importa-

TABLEAU 82. — LAINE : EXPORTATIONS MONDIALES

RÉGIONS	Octobre-septembre			
	Moyenne 1934/35- 1938/39	Moyenne 1948/49- 1950/51	1951/52	1952/53
	<i>Milliers de tonnes, laine desuintée</i>			
Total pour les Dominions britanniques de l'hémisphère sud	370	4520	467	484
Total pour l'Amérique du Sud.	117	120	50	210
TOTAL MONDIAL	570	709	580	770

¹ Y compris les offres de la *Joint Organization* au Royaume-Uni.

TABLEAU 83. — LAINE : IMPORTATIONS MONDIALES

RÉGIONS	Janvier-décembre				
	Moy- enne 1934- 38	Moy- enne 1948- 50	1951	1952	1953 (chif- fres provi- soires)
	<i>.. Milliers de tonnes, laine desuintée ..</i>				
Etats-Unis d'Amé- rique	61	185	164	167	143
Europe ¹	440	495	345	400	500
Japon	49	13	35	40	55
TOTAL MONDIAL	570	715	560	625	720

¹ Y compris l'U.R.S.S.

tions aux Etats-Unis où les stocks commerciaux ont considérablement baissé.

Comme conséquence de l'équilibre presque parfait qui existe entre consommation et production, les prix lainiers ont été stables dans l'ensemble durant la campagne 1953/54. Un léger mouvement en faveur des acheteurs est apparu dans les qualités supérieures ; néanmoins, la hausse progressive enregistrée au cours de la campagne 1952/53 a été maintenue dans l'ensemble. En Amérique latine, les prix sont quelque peu supérieurs à ceux qui sont pratiqués sur le marché mondial, ce qui explique le ralentissement des exportations de cette région durant la campagne 1953/54.

Perspectives

Le niveau de la consommation de laine en Europe s'est stabilisé ; d'autre part, aux Etats-Unis, on ne peut guère escompter actuellement

une augmentation ultérieure de la demande de tissus de laine. On prévoit qu'en 1954 la consommation mondiale de laine diminuera quelque peu du fait que les quantités disponibles sont moins abondantes. Toutefois, rien ne laisse prévoir un fléchissement analogue à celui de 1951/52.

La plus grande partie de la production lainière a été écoulee facilement dans le commerce à des prix qui, bien que légèrement inférieurs à ceux de l'année dernière, peuvent néanmoins être considérés comme favorables. L'Amérique du Sud et les Etats-Unis sont les seules régions où toutes les quantités disponibles n'ont pas été mises sur le marché : l'Amérique du Sud, du fait que les marchands ont hésité à accepter les prix cotés sur le marché mondial (convertis au taux de la monnaie locale) ; les Etats-Unis, en raison des exigences du programme de soutien des prix. La presque totalité de la laine acquise par la *Commodity Credit Corporation*, principalement en 1952, demeure invendue. Il a été proposé officiellement de remplacer les mesures actuelles de soutien des prix par des paiements directs aux producteurs, qui couvriraient la différence entre leurs recettes provenant des ventes au prix du marché et le niveau du prix de soutien, ce qui permettrait d'éviter l'accumulation de stocks de laine de la production intérieure financés par le gouvernement. Comme les prix actuels des qualités supérieures ont baissé, il est peu probable, pour le moment, que les stocks de laine accumulés jusqu'ici seront mis en vente.

Il est à noter que les fibres synthétiques destinées à être mélangées à la laine ou à la remplacer sont obtenues en quantités croissantes et peuvent être employées à des usages de plus en plus nombreux. Au début de 1954, les prix de certaines des principales fibres entièrement synthétiques ont considérablement diminué tant aux Etats-Unis qu'au Royaume-Uni. Ces fibres ne manqueront pas d'exercer une influence croissante sur le marché des lainages.

JUTE

Situation actuelle

Afin de faciliter l'écoulement des stocks de jute qu'il a accumulés, à partir de 1952, en application de sa politique de soutien des prix, le gouvernement pakistanais a considérablement réduit la superficie autorisée des cultures de jute pour la campagne 1953/54. En fait, la production a été même inférieure aux prévisions du gouvernement et elle est maintenant, d'après des sources auto-

TABLEAU 84. — JUTE BRUT : PRODUCTION ET UTILISATIONS

PÉRIODES	Superficie	Production		Consomma- tion des usines indiennes	Exportations	Total des utilisations ¹
		Millions d'hectares	Millions de tonnes				Millions de balles	..... Millions de balles .....
Moyenne 1934-38 :						
Inde entière	1,1	1,9	10,0	6,4	4,1	10,5
1950/51 :						
Pakistan.	0,7	1,1	6,0	{ 5,7 {	4,2	} 9,9
Inde	0,6	0,6	3,3			
1951/52 :						
Pakistan.	0,7	1,2	6,3	{ 6,1 {	3,2	} 9,3
Inde.	0,8	0,9	4,7			
1952/53 :						
Pakistan.	0,8	1,3	6,8	{ 5,5 {	3,8	} 9,2
Inde.	0,7	0,9	4,7			
1953/54 :						
Pakistan.	0,3	...	² 2,5-3,5	{ 5,2 {	...	...
Inde.	0,5	0,6	3,1			

SOURCE : *Directorate of Jute Prices*, Bengale oriental; Association des usines de jute de l'Inde.

— Néant ou quantités négligeables.

... Non disponible.

¹ Non compris les besoins des usines pakistanaïses. — ² Estimation officielle provisoire.

risées, évaluée à 3.500.000 balles seulement. En même temps, on a enregistré une baisse sensible de la production indienne due à la diminution des prix au moment de l'ensemencement et aux conditions atmosphériques défavorables. Compte tenu des 2.600.000 balles provenant des deux récoltes précédentes et détenues par le *Pakistan Jute Board* au début de la campagne, le volume total des disponibilités en jute en 1953/54 (non compris les stocks existant dans les pays consommateurs) peut être estimé à environ 9 millions de balles contre 13 millions de balles l'année précédente.

L'activité de l'industrie du jute s'est maintenue à un niveau stable en 1953. A Calcutta, l'augmentation de la production de hessian a compensé la diminution de la production de toile à sac. Une tendance analogue a été observée en ce qui concerne les ventes. En Europe, les usines se sont trouvées dans une situation moins favorable pour faire des offres plus avantageuses que les filatures de Calcutta, à la suite d'une nouvelle baisse des droits à l'exportation sur le hessian indien en septembre 1953; d'autre part, les commandes de l'Argentine ont contribué à la reprise des exportations de hessian de l'Inde. Les ventes de hessian et de toile à sac ont dépassé la production, et les stocks des usines de Calcutta ont diminué peu à peu. Les usines de Dundee ont travaillé à plein rendement et continuent à recevoir de fortes commandes. En Europe continentale, la production d'articles de jute a atteint un niveau plus élevé qu'en 1952.

La consommation d'articles de jute a été également satisfaisante. Les États-Unis, principal pays consommateur, ont absorbé l'année dernière une quantité de hessian égale au volume de 1952, un léger accroissement de la consommation commerciale ayant compensé la diminution des besoins militaires. Le métrage de hessian utilisé n'est pas tout à fait aussi important qu'avant-guerre, malgré l'augmentation sensible de la demande de sacs aux États-Unis et l'augmentation de l'utilisation du hessian à d'autres fins. Au Royaume-Uni, le niveau de consommation d'articles de jute en 1953 a été le plus élevé que l'on ait enregistré depuis la guerre.

Le gouvernement du Royaume-Uni a annoncé en février 1954 qu'il avait décidé de cesser prochainement les achats de jute brut effectués par l'entremise du *Jute Control*. On procède actuellement, de concert avec l'industrie intéressée, à l'élaboration de mesures en vue de replacer ce commerce dans le secteur privé. Pour le moment, la question de la reprise du commerce privé d'articles de jute est renvoyée à plus tard.

En 1952/53, le volume des exportations de jute brut du Pakistan s'est chiffré à 5.300.000 balles. Compte tenu de la réduction des disponibilités et de l'accroissement des besoins des usines pakistanaïses, il est peu probable que les expéditions durant la campagne 1953/54, si elles dépassent ce chiffre, lui soient de beaucoup supérieures. Les pays importateurs se verront peut-être dans l'obligation de puiser dans leurs stocks si la consommation se maintient aux niveaux

qu'elle a atteints récemment. Toutefois, on a observé dernièrement un certain ralentissement de l'activité des usines. En Inde, la consommation est de l'ordre de 5.200.000 balles par an, alors que la récolte nationale est estimée à 3.100.000 balles seulement. L'accord commercial avec le Pakistan prévoit l'importation de 1.800.000 balles, mais il semble peu probable, à l'heure actuelle, qu'une telle quantité soit importée au cours de la campagne 1953/54.

Avec la diminution des quantités disponibles, les prix du jute sur le marché international durant la campagne 1953/54 ont augmenté d'environ 20 pour cent. Dans le Bengale oriental, les prix à la production, qui avaient enregistré un fléchissement exceptionnel en 1952/53, ont augmenté de 45 pour cent.

Perspectives

Tous les stocks de jute détenus par le *Pakistan Jute Board* ont été vendus et seront en fait exportés ou consommés à la fin de la campagne 1953/54. Le volume des disponibilités en jute en 1954/55 dépendra donc de celui de la récolte courante et de la mesure dans laquelle on pourra avoir recours aux stocks qui existent dans les pays consommateurs. Le gouvernement pakistanais a décidé de réduire la superficie autorisée pour la culture du jute au cours de la prochaine campagne à une surface suffisante pour produire 4.200.000 balles seulement. Il est vrai que les prix du jute considérablement plus élevés, et, accessoirement, les prix du riz moins élevés, au moment de l'ensemencement, devraient encourager les producteurs à cultiver une proportion plus grande de la superficie autorisée. Cela permet également de conjecturer une récolte plus abondante en Inde. Toutefois, les rendements sont susceptibles de varier considérablement d'une campagne à l'autre; au cours des quatre dernières campagnes, ils ont égalé ou dépassé les niveaux moyens. Il est à noter que la récolte envisagée par le gouvernement pakistanais pour 1954/55 n'est pas plus importante que celle qui avait été originellement prévue pour la campagne précédente et que dans le cas d'une nouvelle récolte insuffisante on ne disposerait plus des stocks de report voulus pour pallier le déficit.

Les perspectives de l'offre pour la campagne 1955/56 dépendent en grande partie des décisions que pourront prendre les autorités pakistanaises. Il semble qu'il y aurait lieu de développer considérablement la production si l'on veut éviter un

retour aux pénuries chroniques qui ont marqué les premières années d'après-guerre.

L'importance relative du jute dans la fabrication des sacs, qui représente le principal débouché pour cette fibre, a tendance à diminuer. Cependant, le commerce des produits agricoles — et par conséquent la demande de textiles pour la fabrication de sacs — est en expansion. Les débouchés pour le jute sont de plus en plus nombreux étant donné ses utilisations diverses dans l'industrie. La principale question concernant la demande au cours des prochaines années, si les conditions générales sont favorables, est de savoir dans quelle mesure les prix des articles de jute pourront être maintenus à des niveaux concurrentiels malgré la possibilité d'une nouvelle hausse de prix de la fibre.

CAOUTCHOUC

Situation actuelle

L'excédent de la production de caoutchouc naturel par rapport à la consommation s'est élevé à 110.000 tonnes seulement en 1953, soit une nouvelle diminution des deux tiers par rapport à l'année précédente. Cela doit être attribué à une nouvelle baisse de la production de 67.000 tonnes et à une augmentation de la consommation de 163.000 tonnes. Il semble que les stocks gouvernementaux aient de nouveau absorbé la presque totalité de la production excédentaire de 1953; les autres stocks existant dans les pays consommateurs ont également augmenté considérablement; cependant, les stocks en cargaison flottante ont diminué quelque peu.

Un recul de la production en 1953 a été enregistré dans les principaux pays producteurs — Malaisie, Indonésie et Ceylan. Au cours des deux dernières années, il a été limité aux petites exploitations; en revanche, la production dans les grandes exploitations de Malaisie et d'Indonésie a augmenté. La diminution de la production des petites exploitations ne traduit pas seulement une diminution des saignées et de la récolte due à la baisse générale des prix du caoutchouc; en Malaisie, elle reflète également la mise en œuvre d'un programme sexennal en vertu duquel des superficies de la production et les replanter avec des arbres à rendement plus élevé ou les consacrer à d'autres cultures. Des programmes analogues ont été récemment mis sur pied à Ceylan et sont envisagés pour d'autres régions de l'Asie du Sud-Est.

L'augmentation de la consommation du caoutchouc naturel doit être attribuée non seulement à un accroissement de la consommation du caoutchouc naturel et du caoutchouc synthétique, mais également au fait que le produit naturel regagne du terrain sur le marché du caoutchouc. La consommation totale du caoutchouc naturel et du caoutchouc synthétique a augmenté de 150.000 tonnes de 1952 à 1953, alors que la consommation du produit synthétique a diminué d'à peu près 15.000 tonnes. La proportion du caoutchouc naturel dans le volume total des ventes est passée de 62 à 65 pour cent. Cela est apparent principalement aux Etats-Unis où se trouve concentrée la production du caoutchouc synthétique. Cette production est entre les mains du gouvernement et jusqu'au milieu de 1953 les dispositions législatives garantissaient une consommation de 510.000 tonnes. A cette époque, ce chiffre a été ramené à 220.000 tonnes, et au cours du deuxième semestre 1953 la production de caoutchouc synthétique GR-S a été diminuée.

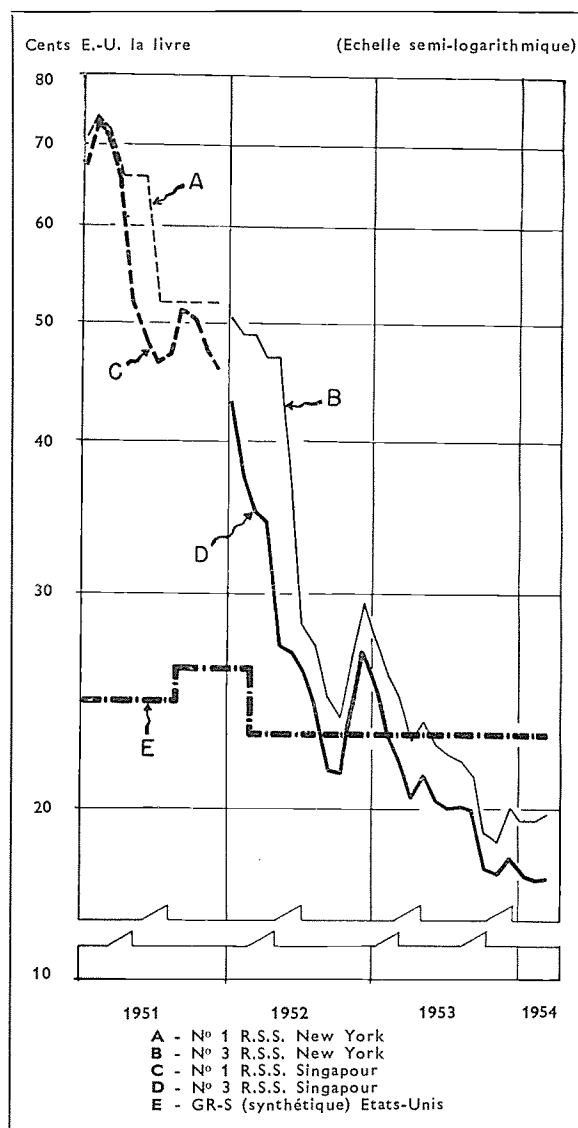
TABLEAU 85. — CAOUTCHOUC NATUREL ET CAOUTCHOUC SYNTHÉTIQUE : CONSOMMATION

RUBRIQUES	Naturel	Synthétique	Total	Pourcentage de caoutchouc naturel
	<i>Milliers de tonnes</i>			%
<i>Monde</i>				
Année : 1952	1 475	900	2 375	65
1953	1 640	885	2 525	62
<i>Etats-Unis d'Amérique</i>				
Année : 1952	461	820	1 281	36
1953	562	795	1 375	41
Trimestres :				
1953 - I.	146	223	369	40
II.	147	225	372	40
III.	135	182	317	43
IV.	135	165	299	45
1954 - I.	150	157	307	49

SOURCE : Groupe d'étude international du caoutchouc.

Le prix du caoutchouc naturel qui, depuis le niveau maximum atteint en 1951, n'avait presque pas cessé de diminuer, est tombé à un niveau nettement inférieur à celui de son concurrent, le caoutchouc synthétique, durant le deuxième semestre 1953 ; en février 1954, il a atteint son point le plus bas, mais depuis lors il est remonté. La prix du GR-S (principal type de caoutchouc synthétique des Etats-Unis) n'a pas changé depuis mars 1952.

GRAPHIQUE XVI — Prix du caoutchouc aux Etats-Unis et en Malaisie, 1951-54



La question de mesures internationales de stabilisation des prix du caoutchouc naturel sous la forme de la constitution d'un stock régulateur a été examinée par le Groupe d'étude international du caoutchouc ; toutefois, lors de sa réunion de mai 1954, aucune décision n'a été prise. Par contre, on a accordé une attention particulière aux mesures prises ou envisagées, sur le plan national, pour favoriser la stabilisation des prix du caoutchouc naturel et assurer une plus grande efficacité de la production.

Perspectives

On estime que la consommation totale de caoutchouc naturel et de caoutchouc synthétique (non

TABEAU 86. — CAOUTCHOUC NATUREL ET CAOUTCHOUC SYNTHÉTIQUE : SITUATION DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE, ESTIMATIONS POUR 1953 ET POUR 1954

RUBRIQUES	1953	1954
	..... Milliers de tonnes	
<i>Production :</i>		
Naturel	1 750	1 732
Synthétique	951	717
Total	2 701	2 449
<i>Consommation :</i>		
Naturel	1 638	1 708
Synthétique	884	725
Total	2 522	2 433
<i>Quantités devant s'ajouter aux stocks gouvernementaux et commerciaux :</i>		
Naturel	112	24
Synthétique	67	— 8
TOTAL	179	16

SOURCE : Groupe d'étude international du caoutchouc.

compris le caoutchouc synthétique de l'U.R.S.S.) accusera en 1954 une diminution de 100.000 tonnes ; ce recul sera surtout sensible aux Etats-Unis. Malgré cela, et en dépit de la diminution prévue des importations en U.R.S.S. et en Europe orientale, on s'attend à une augmentation d'à peu près 5 pour cent de la consommation de caoutchouc naturel dans le monde. Cette augmentation contraste avec le recul net prévu de la consommation du produit synthétique, notamment aux Etats-Unis. On estime que le caoutchouc naturel représentera environ 50 pour cent des ventes de caoutchouc aux Etats-Unis en 1954.

On prévoit que la production de caoutchouc naturel continuera de fléchir en 1954 ; toutefois, on s'attend à ce que cette année la diminution soit seulement de l'ordre de 20.000 tonnes. Elle sera surtout sensible en Indonésie où le niveau du coût de la vie demeure élevé et où nombre de petits planteurs ont renoncé à pratiquer la saignée.

Conjointement avec l'augmentation de la consommation, le recul de la production de caoutchouc naturel pourrait avoir pour effet de ramener l'excédent de la production à 24.000 tonnes, chiffre inférieur à celui de tous les excédents des années d'après-guerre. On prévoit que la diminution de la production de caoutchouc synthétique s'alignera à peu près sur les besoins

de la consommation. En novembre 1953, une commission a été créée par le Congrès des Etats-Unis en vue de recevoir les offres d'acheteurs privés, pour les usines de caoutchouc synthétique appartenant à l'Etat. Cette commission fera rapport en janvier 1955.

La demande à long terme pour le caoutchouc, qui est fondée sur l'amélioration des niveaux de vie et de nouvelles utilisations du caoutchouc dans la construction de routes, de mobilier et de garnitures, est satisfaisante. Si le rapport actuel des prix du caoutchouc naturel et du caoutchouc synthétique se maintient, la production de caoutchouc naturel aura des chances de se développer à nouveau en 1955/56. D'autre part, les prix récents ont découragé la production à coût élevé. En conséquence, il faudra peut-être, pour satisfaire la demande, effectuer des prélèvements sur les stocks.

FIBRES DURES

Situation actuelle

La production de fibres dures a été marquée en 1953 par un léger recul (7 pour cent). En Extrême-Orient, la production — principalement d'abaca — a été presque aussi importante que celle de l'année précédente. En ce qui concerne la production de fibres d'agave, celle de sisal en Afrique a atteint un nouveau maximum alors qu'au Brésil elle a nettement fléchi. C'est à ce recul, ainsi qu'à celui de la production de henequen — principalement au Mexique — qu'il faut attribuer en grande partie la diminution de 20 pour cent enregistrée en Amérique latine.

En 1953, le commerce des fibres dures a été irrégulier ; les importations du Royaume-Uni et du Japon ont augmenté, compensant dans une large mesure le recul marqué des importations de l'Amérique du Nord. D'autre part, l'Amérique du Nord a importé une plus grande quantité de cordes. On estime que la consommation totale de fibres dures en 1953, dont environ 10 pour cent ont été absorbés par la constitution de stocks stratégiques, a presque égalé le volume de la production courante.

L'amélioration de l'équilibre de l'offre et de la demande de fibres dures s'est traduite par une stabilité plus grande des prix en 1953 par rapport à 1952. Les seules diminutions importantes de prix qui aient été enregistrées concernent le henequen mexicain, qui constitue la plus grande partie des stocks des producteurs, ainsi que le sisal brésilien, dont les stocks détenus par la

TABLEAU 87. — FIBRES DURES : PRODUCTION MONDIALE

RUBRIQUES	Moyenne 1948-50	1951	1952	1953	1954 (chiffres provisoires)
	..... <i>Milliers de tonnes</i>				
Abaca	105	156	145	142	130
dont : Philippines	(87)	(138)	(123)	(120)	(110)
Sisal	280	355	370	350	340
dont : Afrique-Orientale britannique	(162)	(191)	(203)	(207)	(200)
Henequen	123	104	108	95	87
dont : Mexique	(108)	(88)	(95)	(87)	(80)
Autres fibres	60	55	50	40	30
TOTAL MONDIAL	570	670	670	625	585

TABLEAU 88. — FIBRES DURES : IMPORTATIONS MONDIALES

RUBRIQUES	Moyenne 1948- 50	1951	1952	1953
	..... <i>Milliers de tonnes</i>			
Amérique du Nord.	231	316	309	246
dont :				
abaca	57	88	74	56
sisal, autres fibres	174	228	235	190
Europe occidentale	185	218	192	210
dont :				
abaca	25	41	37	37
sisal, autres fibres	160	173	156	165
Japon	30	20	25	36
dont :				
abaca	16	17	23	30
sisal, autres fibres	14	3	2	6
Autres régions	25	35	30	25
TOTAL MONDIAL	470	590	560	520

Banco do Brasil ont été presque tous écoulés, grâce à l'octroi de certaines facilités en matière de change.

Perspectives

Un léger recul de la production est de nouveau prévu pour 1954. En même temps, il est probable que la demande commerciale de fibres dures augmentera, bien qu'il soit à prévoir que les besoins de stockage diminueront; on peut s'attendre à ce que le volume total de la demande reste plus ou moins au même niveau et peut-être dépasse légèrement celui de la production courante. En ce qui concerne l'abaca, une augmentation mar-

quée de la demande des corderies aux États-Unis pourrait réduire les disponibilités, si les besoins d'autres régions, qui sont actuellement plus élevés qu'à aucune autre époque depuis la fin de la guerre, se maintenaient au même niveau. Aux États-Unis, on a observé l'année dernière un certain ralentissement dans les achats de sisal, alors que la consommation tant de fibres que de ficelles a été fort importante. On peut donc s'attendre cette année à des achats commerciaux plus importants, bien que cette augmentation puisse être annulée par une diminution des achats effectués en vue du stockage. L'écoulement de la récolte mexicaine de henequen ainsi que des stocks existants, qui représentent 40 pour cent de la production annuelle, dépend de la mesure dans laquelle les prix seront suffisamment avantageux par rapport au sisal pour encourager la vente et suffisamment bas pour permettre la vente de quantités appréciables aux fabricants américains de bourre végétale.

MACHINES AGRICOLES

On n'a pas cherché, dans les observations qui suivent, à considérer la production et les exportations mondiales de tracteurs pour l'année étudiée, pendant laquelle il a été impossible de rassembler des statistiques sur la production et l'importation. On s'est donc limité à certains aspects de l'utilisation des machines agricoles dans les régions qui s'ouvrent au développement et où la mécanisation présente des problèmes particuliers.

Proche-Orient et Extrême-Orient

D'une façon générale, on peut dire que si le nombre des tracteurs utilisés par l'agriculture a augmenté en 1953/54 au Proche-Orient et en

Extrême-Orient, l'augmentation, excepté pour un ou deux pays, a été peu importante. Dans de nombreux pays de ces régions où la mécanisation de l'agriculture a été poursuivie depuis quelques années avec énergie, la tendance actuelle est à la stabilisation de la situation plutôt qu'à l'augmentation des importations. En général, cette attitude se traduit par une considération attentive de tous les facteurs qui, d'après les observations faites, entrent pour une très grande part dans le coût de l'agriculture mécanisée, du défrichage des terres et de la préparation des sols préalablement à l'établissement des exploitants. Les pannes de tracteurs et autres machines en service et leur détérioration rapide sont généralement imputables au manque d'expérience, conséquence du défaut de formation de ceux qui les conduisent, les entretiennent et les réparent et, en général, de tous ceux qui sont directement intéressés aux programmes d'agriculture mécanisée.

A l'heure actuelle, la plupart des pays de ces régions ont mis en œuvre des programmes de formation à l'intention du personnel qui utilise des machines agricoles de type moderne. Dans quelques pays où ces programmes ne sont pas encore en cours d'application, on prévoit qu'une telle formation sera donnée à bref délai. Si le progrès dans ce domaine n'est pas aussi rapide qu'il le faudrait, l'expérience a néanmoins fait connaître aux gouvernements et aux producteurs les causes de frais excessifs de fonctionnement et a montré qu'il était important d'organiser rapidement une instruction technique rationnelle.

Un peu partout les fournisseurs de matériel agricole établissent leurs affaires sur des bases commerciales plus solides et offrent à leurs clients de meilleures possibilités de former des conducteurs, un assortiment continu en pièces de rechange et des services d'entretien du matériel vendu.

Les pays qui n'adoptent le machinisme agricole qu'avec prudence cherchent maintenant à obtenir des conseils sérieux désintéressés en vue de mécaniser, dans une certaine mesure, le travail agricole dans les régions qui semblent devoir se prêter à cette méthode de culture.

C'est sans doute la Turquie qui poursuit la mécanisation au rythme le plus rapide dans ces régions ; elle offre en fait l'un des débouchés principaux aux fabricants occidentaux d'équipement agricole. Néanmoins, les Turcs ont compris qu'il ne suffisait pas d'acheter des tracteurs et d'autres machines pour résoudre les problèmes agricoles. Aussi crée-t-on divers centres de perfectionnement dont l'activité aboutira à réduire les frais de ré-

paration et les temps morts dans l'utilisation des tracteurs et des machines, qui imposent de lourdes charges aux exploitants et aux services d'exécution des programmes officiels de mécanisation agricole.

En Irak, de fortes inondations ont détruit de nombreuses récoltes de céréales et envahi aussi une grande partie des terres consacrées à d'autres cultures. En conséquence, les services des tracteurs, moissonneuses batteuses et autres machines agricoles, appartenant au gouvernement ou à des propriétaires privés, sont moins demandés. Il est probable que le programme d'importation de machines agricoles en sera également affecté, mais les organisateurs de la mécanisation de l'agriculture pourront ainsi plus facilement mener à bien l'installation d'ateliers de réparation et d'entretien, compléter les stocks de pièces de rechange et achever le recrutement et la formation de mécaniciens et de conducteurs qualifiés.

Certains états de l'Inde où de grands parcs de tracteurs ont été constitués pour mettre en valeur et travailler des terres avant l'installation des exploitants cèdent maintenant leur excédent de tracteurs et de machines agricoles aux particuliers. Le gouvernement d'un de ces états a créé des ateliers qui sont au service des nouveaux propriétaires de matériel agricole pour effectuer des réparations qui n'étaient que trop fréquemment impossibles jusque-là. En Uttar Pradesh, les autorités assurent depuis quelques années la formation d'ouvriers pour les ateliers de mécanique agricole et de conducteurs des machines, et on constate maintenant les avantages que présente une réserve d'ouvriers bien formés pour l'entretien, la conduite et la réparation des machines agricoles.

Le gouvernement du Pakistan patronne le machinisme agricole dans certaines régions choisies, et en particulier au Pakistan occidental, par l'intermédiaire du *Thal Development Authority*. Les agriculteurs pakistanais sont de plus en plus intéressés à mécaniser leurs exploitations, à mesure que les fabricants de matériel, par l'intermédiaire des détaillants locaux, améliorent les services fournis.

Ceylan connaît les difficultés qui accompagnent habituellement l'introduction du machinisme, mais l'équipement importé est utilisé de façon de plus en plus efficace grâce à l'organisation de coopératives et de centres d'équipement. Ceux qui sont responsables de l'entretien, de l'utilisation et de la réparation des tracteurs et des autres machines sont maintenant généralement bien informés de la compétence technique nécessaire pour

maintenir l'équipement en bonne condition et en assurer le fonctionnement économique.

La Birmanie, qui a introduit le machinisme avec prudence, a maintenant reconnu que les tracteurs peuvent aider à remettre en culture de vastes zones abandonnées. Le pays a récemment reçu de nouvelles expéditions de machines ; la pénurie d'animaux de trait tend également à accélérer le recours aux machines. D'autre part, la Thaïlande, l'Indonésie et les Philippines continuent à augmenter leurs parcs de tracteurs afin de les utiliser plus rationnellement et de réduire les frais de fonctionnement.

Pendant la période étudiée, les pays de ces régions ont été de plus en plus nombreux à s'intéresser davantage au perfectionnement des modèles indigènes d'outils agricoles à main et d'équipement à traction animale, et à l'introduction d'un choix de types plus rationnels.

On peut dire, en résumé, que la plupart des pays de ces deux régions ont, en 1953/54, réalisé d'intéressants progrès en ce qui concerne les moyens et la formation nécessaires à l'utilisation et à l'entretien efficaces des machines agricoles. A cet égard, la FAO a fourni une assistance importante aux pays suivants : Irak, Iran, Ethiopie, Afghanistan, Pakistan, Inde, Ceylan et Birmanie. En outre, les pays parties au Plan de Colombo ont reçu à ce titre une aide utile. Les organismes bilatéraux ont également contribué à fournir l'équipement nécessaire et à en enseigner la gestion, l'usage et l'entretien.

Amérique latine

Bien qu'on ne dispose pas de statistiques précises, il est certain que le développement du machinisme agricole s'est poursuivi à un rythme rapide dans la plupart des pays d'Amérique latine. Les exemples qui suivent peuvent illustrer les progrès les plus importants. L'Argentine continue à allouer de forts montants de devises à l'importation d'équipement agricole et surtout de tracteurs. On estime que les allocations de 1953 permettront d'augmenter le parc de tracteurs de quelque 17.000 unités, ce qui, en tenant compte de l'usure, représenterait un accroissement de 50 pour cent par rapport au chiffre de la fin 1952. Au Brésil, le Ministère de l'agriculture a obtenu des crédits auprès de banques officielles du pays et de fabricants étrangers d'équipement agricole. Les importations ont permis de porter le parc de tracteurs à quelque 40.000 unités à la fin de 1953. Au Chili, les importations de tracteurs se sont élevées à environ 1.650 unités et on compte maintenir ce rythme pendant les huit prochaines an-

nées, dans le cadre du plan de développement agricole qui entrera bientôt en vigueur. En Uruguay, le nombre des tracteurs a dépassé 18.000, soit une augmentation de 2.500 par rapport à 1952 et on pense que le pays pourra limiter ses importations aux unités de remplacement, les besoins étant actuellement satisfaits.

Un autre aspect nouveau qu'il convient de signaler est le fait que l'Argentine et le Brésil sont devenus, en 1953, producteurs de machines agricoles. L'Argentine a créé une manufacture nationale de tracteurs qui se propose d'arriver, en 1958, à satisfaire 50 pour cent des besoins du pays. Au Brésil, une compagnie européenne a installé une usine qui doit produire 1.000 tracteurs par an.

Ce n'est qu'assez lentement et, semble-t-il, dans quelques pays seulement, que l'on parvient à donner des bases plus solides à l'œuvre de mécanisation et à mettre des machines à la disposition de plus nombreux producteurs. Certains grands importateurs (Argentine, Brésil, Chili et Uruguay) ont limité les types d'équipement importé afin que seul soit acheté le matériel convenant aux conditions du pays, en évitant une multiplicité excessive qui entraverait l'entretien et les réparations. Dans quelques pays, et principalement en Argentine et au Brésil, une certaine proportion des allocations en devises étrangères est affectée aux importations de pièces de rechange. Les centres d'équipement agricole se sont développés au Brésil, au Chili, au Pérou et au Guatemala. Cuba a inauguré un programme tendant à créer 125 centres — un dans chaque municipalité — et a commencé, en 1953, à importer le matériel nécessaire à cet effet. Dans la plupart des pays où existent des centres, ils servent également à former des conducteurs et des mécaniciens.

Contrairement à l'Extrême-Orient et au Proche-Orient, l'Amérique latine n'a guère recherché d'assistance technique étrangère en vue du développement du machinisme agricole, bien que les problèmes d'entretien et d'utilisation rationnelle ne soient nullement résolus dans la plupart des pays.

PRODUITS FORESTIERS¹

En 1953, la FAO a effectué le deuxième inventaire forestier mondial. Il a montré que le matériel sur pied des forêts mondiales en exploitation s'élevait à quelque 96 milliards de mètres cubes, dont 57.100 millions de résineux et 38.900 millions de

¹ Voir aussi les tableaux IV et V en annexe.

TABLEAU 89. — DISTRIBUTION APPROXIMATIVE DES FORÊTS DANS LE MONDE

RÉGIONS	Superficie boisée totale	Accessibilité		Composition		Utilisation		Superficie forestière en pourcentage de la superficie totale	Superficie forestière par habitant
		Forêts inaccessibles	Forêts accessibles	Résineux	Feuillus	Forêts exploitées	Forêts non exploitées		
	..... Millions d'hectares							%	Hectares
Europe	136	3	133	79	57	130	6	28,4	0,3
U.R.S.S.	743	318	425	583	160	350	393	33,9	3,8
Amérique du Nord.	656	344	312	463	193	220	436	36,1	4,1
Amérique latine	927	584	343	30	897	90	837	41,1	5,5
Afrique	801	519	282	5	796	115	686	27,0	3,9
Asie	567	308	259	120	447	205	362	21,0	0,4
Région du Pacifique	85	65	20	8	77	17	68	9,9	6,6
TOTAL MONDIAL	3 915	2 141	1 774	1 288	2 627	1 127	2 788	29,5	1,6

feuillus. Si la distribution des ressources forestières dans le monde est extrêmement inégale d'une région à l'autre, celle des forêts exploitées ou accessibles l'est encore plus. Des régions qui possèdent de vastes richesses forestières inexploitées sont importatrices nettes de produits forestiers tandis que d'autres, l'Europe par exemple, où il n'existe pratiquement pas de forêts inexploitées, sont des régions exportatrices nettes. L'essor de l'économie en Europe et en Amérique du Nord a favorisé le développement d'une sylviculture intensive et la création d'une industrie très moderne de transformation des produits forestiers. Dans les régions peu développées, les conditions indispensables à une telle évolution ont manqué jusqu'à présent mais, sous l'influence du progrès culturel et économique, les niveaux de consommation du bois s'élèvent et il se crée des conditions qui appellent une utilisation plus poussée des ressources forestières indigènes.

L'inventaire forestier mondial de 1953 montre

que l'ensemble des forêts peut fournir une production forestière assez abondante pour répondre aux besoins d'une population mondiale beaucoup plus forte que la population actuelle. Moins d'un tiers des 3.900 millions d'hectares de superficie boisée est actuellement en exploitation. Quant aux immenses réserves de matériel sur pied encore inexploitées, plus de 600 millions d'hectares sont actuellement accessibles. L'inventaire souligne une fois de plus le contraste qui apparaît entre les réserves mondiales de résineux exploitées où les prélèvements et les accroissements s'équilibrent sensiblement et celles de feuillus dont l'exploitation reste encore au-dessous des possibilités. Les trois principales grandes régions de résineux, l'Europe, l'U.R.S.S. et l'Amérique du Nord, comptent pour un tiers de la population mondiale, mais possèdent moins des deux cinquièmes de la superficie boisée du monde ; cependant, à elles trois, elles fournissent 70 pour cent de la production forestière mondiale.

TABLEAU 90. — VOLUME APPROXIMATIF DU MATÉRIEL SUR PIED DANS LES FORÊTS EXPLOITÉES

RÉGIONS	Superficie des forêts exploitées			Estimation du matériel sur pied par hectare		Volume total du matériel sur pied		
	Résineux	Feuillus	Toutes essences	Résineux	Feuillus	Résineux	Feuillus	Toutes essences
	..... Millions d'hectares.....			Mètres cubes avec écorce		Millions de mètres cubes avec écorce		
Europe	75	55	130	80	70	6 000	3 800	9 800
U.R.S.S.	300	50	350	100	60	30 000	3 000	33 000
Amérique du Nord.	170	50	220	80	60	13 600	3 000	16 600
Amérique latine	10	80	90	120	100	1 200	8 000	9 200
Afrique	2	113	115	40	70	100	7 900	8 000
Asie	50	155	205	120	80	6 000	12 400	18 400
Région du Pacifique	2	15	17	75	55	200	800	1 000
TOTAL MONDIAL	609	518	1 127	95	75	57 100	38 900	96 000

La forêt est une richesse renouvelable. Exploitée rationnellement, elle peut fournir des récoltes annuelles à perpétuité. Par contre, cette richesse inestimable peut être détruite avec une extrême facilité. Comme l'enseigne l'histoire, l'exploitation inconsidérée des forêts ne conduit pas seulement à l'épuisement du capital forestier : les conséquences peuvent en être catastrophiques pour le climat, le sol et le régime des eaux. Certaines régions, qui ont été anciennement des berceaux de civilisation, ne connaissent maintenant qu'un niveau de vie primitif parce que les forêts y ont été imprudemment détruites par le passé et que cette destruction a désorganisé l'économie de l'eau et a conduit à une dégradation des sols. Une politique forestière éclairée ne doit pas tenir compte seulement des nécessités présentes et futures du monde en ce qui concerne la richesse qui croît dans les forêts. Elle doit faire partie intégrante d'une politique plus vaste d'utilisation des terres qui tienne compte en même temps des nécessités de l'agriculture et de l'élevage, de la conservation du sol, du régime des eaux et du climat.

TABLEAU 91. — FORÊTS ACCESSIBLES ET BALANCE DU COMMERCE DES PRODUITS FORESTIERS

RÉGIONS	Forêts accessibles		Commerce net des produits forestiers (moyenne 1950-52) ¹
	Exploitées	Non exploitées	
	<i>Millions d'hectares</i>		<i>Millions de mètres cubes en équivalent de bois rond</i>
Europe.	130	3	+ 3
U.R.S.S.	350	75	+ 2
Amérique du Nord	220	92	+ 6
Amérique latine.	90	253	— 2
Afrique.	115	167	— 2
Asie	205	54	— 2
Pacifique	17	3	— 3

¹ Exportations nettes + ; importations nettes —. ² Estimation : moins de 500.000.

Les forêts exploitées dans le monde ont fourni ces dernières années environ 1.410 à 1.430 millions de mètres cubes de bois rond résineux et feuillu pour tous les usages. Environ 55 pour cent du volume de la production mondiale de bois rond ont été utilisés par l'industrie, le reste ayant servi de combustible. Le tableau 92 donne le total des abattages de bois rond résineux et feuillu, dans les pays qui ont fourni des données et qui représentaient environ 92 pour cent de la production mondiale, en 1951 et 1952.

Evolution récente de la production

Les variations du volume mondial des abattages sont dues surtout aux fluctuations de la production en Europe et en Amérique du Nord. En deuxième lieu, les variations de la situation du marché peuvent provoquer des fluctuations considérables du volume de la production des principaux pays producteurs et exportateurs, non pas immédiatement, mais un an ou deux plus tard. Ce phénomène est dû au laps de temps qui sépare les opérations d'abattage et la vente du produit fini. C'est ainsi qu'en 1951, par suite d'une demande exceptionnellement forte, le volume des abattages s'est accru considérablement. L'année suivante, le ralentissement de la demande réduisit fortement le volume des abattages, tandis que les industries accumulaient des stocks de produits usinés et prélevaient largement sur leurs disponibilités de matières premières.

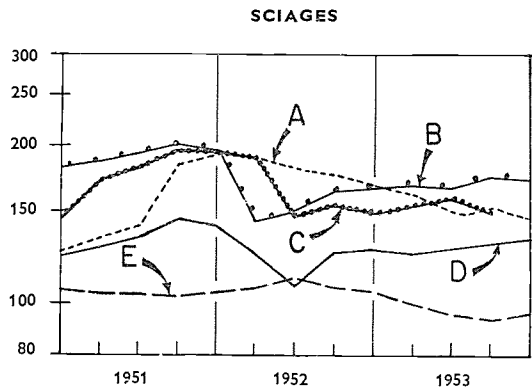
Dans les autres régions, les causes ont été quelque peu différentes de celles qui agissaient en Europe et en Amérique du Nord. En U.R.S.S., le programme d'accroissement rapide des abattages se poursuit, et bien que l'on ne possède à cet égard que peu de données officielles on a des raisons de croire que le programme a été à peu près réalisé. Au Japon, principal pays producteur d'Asie, les besoins croissants de bois destiné à l'industrie ont conduit à une diminution nette de la production de bois de chauffage. En Amérique latine, en Afrique et en Océanie, une utilisation plus large et plus rationnelle des ressources forestières et l'augmentation de la demande pour la plupart des produits forestiers provoquent une augmentation lente mais très soutenue de la production.

Bois rond

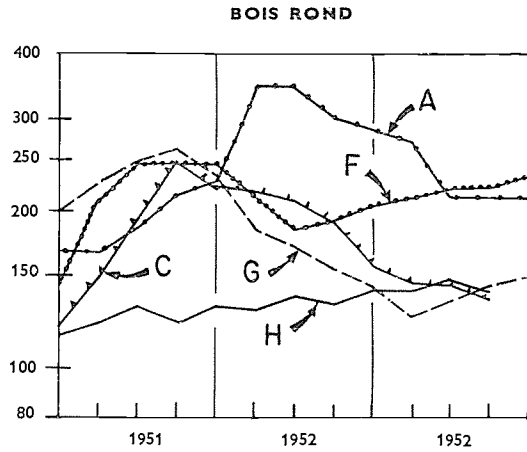
On ne dispose pas encore des chiffres de la production de 1953 pour les principales régions productrices, mais les données fragmentaires que l'on possède permettent de conclure à une légère augmentation de la production mondiale de bois rond pour cette année. En Amérique du Nord, la situation économique favorable pendant toute l'année a déterminé une augmentation de la production des sciages, de la pâte et du papier, tandis que de nouvelles disponibilités plus abondantes de bois rond étaient offertes à l'industrie. D'autre part, en Europe, il semble que la production ait diminué quelque peu par rapport à 1952 ; la production de bois de sciage en grumes n'a augmenté que dans une mesure insignifiante et celle de bois

GRAPHIQUE XVII — Prix des produits forestiers (premier trimestre 1950 = 100)

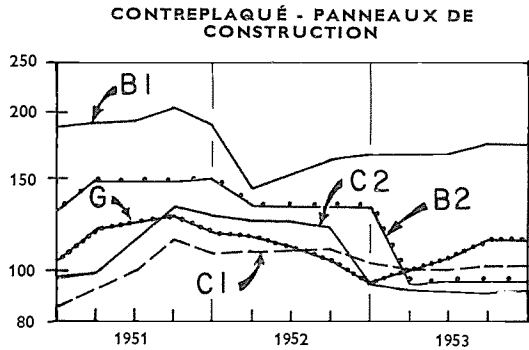
(Echelle semi-logarithmique)



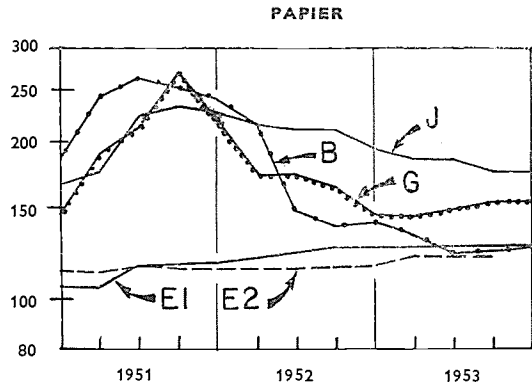
A - Allemagne occidentale ; B - Suède ; C - Royaume-Uni ; D - Belgique ; E - Etats-Unis d'Amérique.



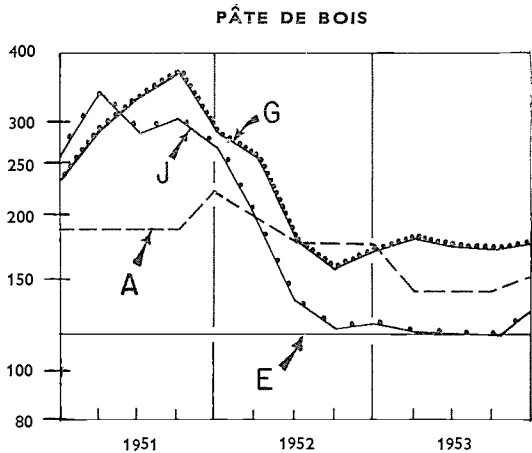
A - Allemagne occidentale ; C - Royaume-Uni ; F - Autriche ; G - Finlande ; H - Suisse.



B1 - Suède 1 ; B2 - Suède 2 ; C1 - Royaume-Uni 1 ; C2 - Royaume-Uni 2 ; G - Finlande.



B - Suède ; E1 - Etats-Unis 1 ; E2 - Etats-Unis 2 ; G - Finlande ; J - France.



A - Allemagne occidentale ; E - Etats-Unis ; G - Finlande ; J - France.

NOTES :

Sciages

Belgique : importés ; Suède : f.o.b. ; Royaume-Uni : c.a.f. ; Etats-Unis : production nationale ; Allemagne occidentale : production nationale.

Bois rond

Royaume-Uni : bois de mine, c.a.f. ; Allemagne occidentale : bois de mine, production nationale ; Finlande : pâte de bois, f.o.b. ; Autriche : grumes de sciage, production nationale ; Suisse : grumes de sciage, production nationale.

Contre-plaqué - Panneaux de construction

Suède 1 : sciages de résineux, f.o.b. u/s bastings 2 1/2 x 7 inches ; Finlande : contre-plaqué bouleau, f.o.b. ; Royaume-Uni 1 : contre-plaqué bouleau finlandais, c.a.f. ; Royaume-Uni 2 : autre contre-plaqué, c.a.f. ; Suède 2 : panneaux de construction 1/8 inch, feuillus, f.o.b.

Pâte de bois

Etats-Unis : indigène ; Suède : blanchie au bisulfite, f.o.b. ; France : blanchie au bisulfite, c.a.f. Rouen ; Allemagne occidentale : Bavière, au sulfate non blanchie, gare de destination.

Papier

Finlande : papier journal, f.o.b. ; Etats-Unis 1 : papier journal ; France : papier journal, 1/1, 50,52 gr, non comprises les taxes, gare de départ. Suède : papier Kraft, f.o.b. ; Etats-Unis 2 : papier d'imprimerie.

TABLEAU 92. — TOTAL DES ABATTAGES MONDIAUX DE BOIS ROND, RÉSINEUX ET FEUILLUS, EN 1951 ET 1952

RÉGIONS	Grumes de sciage et de placage		Bois à pâte et bois de mine		Autres bois d'œuvre et d'industrie		Bois de chauffage		Total des abattages	
	1951	1952	1951	1952	1951	1952	1951	1952	1951	1952
	<i>Millions de mètres cubes</i>									
Europe	85,7	79,5	54,5	58,2	11,0	11,3	94,8	91,0	264,0	240,0
U.R.S.S. ¹	126,0	143,0	19,0	22,0	40,0	40,0	150,0	160,0	335,0	365,0
Amérique du Nord et										
Amérique centrale . . .	200,0	202,3	96,0	93,5	18,5	17,9	91,1	84,7	405,6	398,4
Amérique du Sud	11,8	12,4	0,6	0,6	1,1	1,2	119,4	119,4	132,9	133,6
Afrique	3,9	3,9	0,1	0,1	1,6	1,7	63,2	63,3	68,8	69,0
Asie	29,0	30,3	8,3	8,8	7,8	7,4	58,3	53,3	103,4	99,8
Océanie	10,4	10,5	0,7	0,7	0,2	0,5	9,4	9,4	20,7	21,1
TOTAL MONDIAL	466,8	481,9	179,2	183,9	80,2	80,0	586,2	581,1	1 312,4	1 326,9

SOURCE : *Annuaire statistique des produits forestiers, 1953*, FAO.
¹ Estimations.

à pâte et de bois de mine a diminué, notamment dans les pays de l'Europe septentrionale. Comme la diminution de la production de bois rond en Europe a partiellement annulé l'augmentation en Amérique du Nord et les quelques gains dans d'autres régions, on peut estimer que la production mondiale de bois rond s'est accrue en 1953 d'environ 20 millions de mètres cubes.

Le commerce mondial de bois rond qui, déjà en 1952, avait été affecté par la contraction de la demande des produits forestiers et avait diminué d'environ 3,5 pour cent par rapport au volume important de 1951, a encore subi en 1953 une forte contraction d'environ 24 pour cent par rapport au chiffre de 1952. Cette diminution persistante a été due surtout au ralentissement de la demande pour le bois de mine et le bois à pâte en Europe et en Amérique du Nord, déterminé par l'accumulation de stocks importants en 1951/52, et aux conditions défavorables du marché pour tous les produits forestiers en 1952.

Quant à l'évolution postérieure à la fin de 1953, la nécessité pour les scieries européennes de reconstituer leurs stocks de matières premières dans une période de forte demande pour la plupart des produits forestiers est en train de pousser les principaux pays producteurs à augmenter sensiblement leurs abattages. En Amérique du Nord, d'autre part, la réduction temporaire de la demande et l'augmentation des stocks de sciages et de produits de pâte ont provoqué jusqu'à présent un certain ralentissement de l'activité dans les forêts. Dans les autres régions, le niveau plutôt élevé d'activité qui régnait vers la fin de 1953 semble devoir se maintenir sans grand changement; on peut par conséquent s'attendre encore

TABLEAU 93. — EXPORTATIONS MONDIALES DE BOIS ROND

CATÉGORIES	1950	1951	1952	1953 (chiffres provisoires)
	<i>.. Millions de mètres cubes ..</i>			
Grumes de résineux	1,46	1,43	1,29	1,10
Grumes de feuillus	3,15	4,16	3,58	4,10
Bois de mine	2,10	2,53	4,90	2,20
Bois à pâte	7,23	11,46	9,12	6,70
Poteaux, pieux, pilotis	0,54	0,57	0,56	0,60
TOTAL MONDIAL	14,48	20,15	19,45	14,70

à une certaine augmentation du volume des abattages mondiaux en 1954.

En 1951, les cours élevés à l'exportation et à l'importation sur les marchés européens ont provoqué une hausse graduelle des prix intérieurs du bois rond, qui se sont peu à peu élevés à un niveau comparable. Mais, en 1952, lors de la baisse des prix sur le marché international, les prix intérieurs n'ont subi que peu ou point de changement, et, en 1953, dans certains cas, ils dépassaient même encore les prix internationaux. Autrefois, dans les pays importateurs, les acheteurs pouvaient compenser les prix élevés des bois ronds d'importation par des achats sur le marché intérieur à des prix relativement bas; cette possibilité a disparu et on a même recours aux importations pour contenir et pour faire baisser les prix intérieurs.

La tendance à la hausse des prix du bois rond sur les marchés intérieurs a gagné aussi les prix des sciages. Pour les sciages, la hausse des prix

n'a pas été aussi forte que sur le marché international, mais lorsque les prix des sciages ont commencé à diminuer en 1952, par suite de la résistance des consommateurs, les producteurs de bois de sciage en grumes ont continué à demander des prix élevés pour leurs produits. Les scieries n'ont, par conséquent, pas pu diminuer ultérieurement les prix des sciages. Ces derniers prix ont au contraire eu tendance à se renforcer et ils se sont rapprochés du niveau qu'ils avaient atteint en 1951-53, lorsque la résistance du consommateur avait provoqué un effondrement du marché. Toute nouvelle augmentation pourrait encore cette fois affecter sérieusement la consommation. Depuis quatre ans, à chaque cycle de prix, les sciages ont perdu du terrain qu'ils n'ont pas récupéré ensuite.

Sciages

La production européenne et nord-américaine de sciages résineux et feuillus représente environ 60 à 65 pour cent de l'ensemble de la production mondiale, plus de 90 pour cent de l'ensemble des exportations mondiales et de 80 à 85 pour cent de l'ensemble des importations mondiales. La demande et la consommation des sciages dépendent beaucoup du niveau de l'activité industrielle et de la situation économique et sociale en général. C'est par conséquent dans les régions où le niveau économique est le plus élevé, c'est-à-dire en Amérique du Nord et en Europe, que le marché des sciages a subi ces dernières années les fluctuations les plus marquées. En Europe, environ un tiers de la production totale des sciages entre dans le commerce international. Etant donné la place importante qu'occupent ces deux régions dans le commerce mondial, les fluctuations de leurs marchés ont, de tout temps, conditionné l'ensemble du commerce mondial de ce produit.

Entre 1950 et 1952, les marchés des sciages en Amérique du Nord et en Europe ont suivi parfois des tendances différentes, mais ces variations s'équilibrent partiellement d'une région à l'autre et, sur le plan mondial, les fluctuations ont été moins marquées que dans chacune de ces deux régions prises séparément.

À partir de la fin de 1952, la stabilisation de la demande et des prix, après les fluctuations importantes déterminées par le conflit coréen, et la reprise générale de l'industrie et du bâtiment dans de nombreuses parties du monde ont rendu peu à peu les conditions du marché des sciages plus satisfaisantes et plus stables. La production mondiale de sciages, qui était de 255 millions de mètres cubes en 1952, a atteint en 1953, 265 millions

de mètres cubes, ce qui constitue un nouveau record. Le commerce s'est développé aussi et a atteint environ 27 millions de mètres cubes en 1953 contre 23.500.000 mètres cubes en 1952, tout en restant légèrement au-dessous du volume du chiffre de 27.900.000 mètres cubes, record atteint en 1951. Le développement du volume de la production et du commerce en Europe a eu pour effet surtout d'augmenter les échanges entre les pays d'Europe, tandis que les exportations vers les autres continents continuaient à diminuer. En Amérique du Nord, la forte expansion de l'activité industrielle et le rythme du travail toujours élevé dans le bâtiment ont stimulé la production. Le volume du commerce dans la région n'a pas varié de manière sensible, et la diminution des exportations vers l'Europe a été compensée dans une certaine mesure par une augmentation des exportations vers les autres continents.

En U.R.S.S., le développement soutenu de la production a servi surtout à satisfaire les besoins toujours croissants du pays. En Amérique latine, les difficultés de la situation économique et commerciale ont gêné la production et le commerce des sciages pendant le premier semestre de 1953. Vers la fin de cette année, la situation s'est toutefois légèrement améliorée et les principaux pays producteurs, notamment le Brésil, ont pu exporter vers les pays voisins et vers les autres continents plus qu'ils n'avaient fait en 1952. Toutefois, la situation est restée dans l'ensemble moins satisfaisante qu'en 1951.

Dans les autres régions, c'est au Japon que la production de sciages a été particulièrement importante. L'expansion rapide de la production industrielle japonaise, le retard considérable à rattraper dans le domaine du bâtiment et des réparations et l'augmentation constante des besoins de nouveaux logements ont imposé un lourd fardeau à l'industrie japonaise des sciages. Bien que la production ait dépassé d'environ 4 pour cent celle de 1952 et que les exportations de sciages résineux aient été interdites, la pénurie de sciages de toutes catégories s'est fait fortement sentir. Des difficultés de paiement n'ont pas permis d'augmenter sérieusement les importations.

Le marché mondial des sciages, s'il a donc été dans l'ensemble favorable, a présenté cependant quelques aspects inquiétants. La stabilisation des prix en 1953 ne semble pas avoir suffi à éliminer les effets désastreux des fluctuations des prix et de la demande en 1950-52 et à rétablir la situation des sciages comme matière première. Dans la plupart des principaux pays consommateurs, la consommation de sciages, tombée à des niveaux

assez bas en 1952, a repris plus lentement que l'activité industrielle et même que celle du bâtiment. Donc, malgré le rétablissement réalisé par le volume et le commerce des sciages en 1953, il ne semble pas que la consommation ait augmenté dans la même proportion.

La consommation de sciages en Europe et en Amérique du Nord a varié considérablement moins pendant les années 1950-53 que la production ou le commerce, les fluctuations du marché s'étant traduites surtout par des variations de stocks. La consommation apparente des sciages en Europe est tombée de 51.500.000 mètres cubes en 1950 à 48.500.000 et 47.700.000 mètres cubes, respectivement, pendant les deux années suivantes. En 1953, malgré le rythme élevé d'activité de l'industrie et du bâtiment, la consommation apparente n'est remontée qu'à 48 millions de mètres cubes. En Amérique du Nord aussi, la consommation apparente a atteint son maximum en 1950, avec 100.500.000 mètres cubes, pour tomber au cours des deux années suivantes à 92.600.000 et 92 millions de mètres cubes respectivement. En 1953, elle est remontée à 96 millions de mètres cubes.

En Amérique du Nord, les fluctuations des cours ont été nettement moins marquées qu'en Europe et n'ont pas accentué la tendance à utiliser des matériaux de remplacement. Nul doute que la baisse survenue entre 1950 et 1951 ne donne une idée exagérée de la diminution réelle de la consommation, étant donné les prélèvements sur les stocks des consommateurs. Il est possible que la contraction de la consommation nord-américaine pendant cette période ait été due surtout au fait que le développement de l'activité industrielle n'a pas compensé les effets du ralentissement de la construction de maisons d'habitation. Néanmoins, il semble évident que la baisse et la stabilisation des prix qui en sont résultées n'ont pas permis de reconquérir les marchés perdus. L'introduction de nouveaux matériaux de remplacement dont la plupart semblent s'être fortement établis sur les marchés a fait diminuer peu à peu la consommation de sciages, surtout dans les régions à fort développement économique.

En Amérique du Nord et en Europe, la production de sciages se rapproche des possibilités maximums d'exploitation des ressources forestières de ces régions, et la capacité de production des scieries dépasse de beaucoup les disponibilités en matières premières. Cependant, dans les régions insuffisamment développées, on travaille beaucoup à développer la capacité de production des scieries, mais l'exécution des plans est très

en retard, en raison du manque de capitaux, de main-d'œuvre et de matières premières. En ce qui concerne le dernier de ces facteurs, il se pose des problèmes d'exploitation et de transport qui dans bien des cas attendent encore leur solution.

Il serait utopique de compter sur une évolution nette et régulière de la demande mondiale de sciages, parce que les principales utilisations finales de ces produits dépendent de facteurs très divers. Ces dernières années, toutefois, la demande a été extrêmement influencée par les nécessités de la reconstruction, par le conflit coréen et le stockage. La demande continuera à augmenter, mais il est douteux qu'aux prix actuels la consommation par unité de production puisse se maintenir. Sur tous les marchés, mais tout particulièrement sur le marché européen, les prix sont actuellement le facteur décisif.

Contreplaqué et panneaux de fibre

Le contreplaqué, produit des scieries, et le panneau de fibre, produit de l'industrie de la pâte, ont de nombreuses utilisations communes. Dans bien des cas, ils sont interchangeable ; pour nombre d'utilisations, ils concurrencent l'un et l'autre les sciages. Depuis la fin de la guerre, la production de ces deux articles a pris un développement considérable que l'on peut comparer avec celui de la pâte de bois. La production mondiale de contreplaqué en 1938 (y compris celle de l'U.R.S.S.) s'est élevée à 2.850.000 mètres cubes ; en 1951, elle avait atteint 6.650.000 et, en 1953, 7.700.000. La production mondiale de panneaux de fibre (panneaux de construction) s'est élevée de 780.000 tonnes en 1938 à 2.500.000 tonnes en 1951 et à 2.700.000 tonnes en 1953. On peut actuellement estimer la capacité mondiale de production de panneaux de construction à 3 millions de tonnes environ.

La consommation de ces produits a augmenté rapidement depuis la guerre dans la plupart des pays, avec des périodes d'arrêt provenant des fluctuations du développement économique général. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis la consommation de contreplaqué par habitant est passée de 10 pieds carrés (0,93 mètres carrés) en 1946 à 20 pieds carrés (1,86 mètres carrés) en 1952 et à 23 pieds carrés (2,14 mètres carrés) en 1953. Les événements de 1950 à 1952 ont affecté la consommation de ces deux produits comme celle de tous les autres produits forestiers. Le commerce international a subi une contraction particulièrement marquée, et il a fallu attendre le milieu de 1953 pour constater une reprise appréciable. Ce-

pendant, les fluctuations de prix de 1951 et 1952 n'ont pas été aussi violentes pour le contreplaqué ou pour les panneaux de fibre que pour l'ensemble des produits forestiers.

La plupart des principaux pays exportateurs réservent pour l'étranger une partie considérable de leur production ; c'est pourquoi les industries d'exportation du contreplaqué et des panneaux de construction ont dû attendre plus longtemps que les exportateurs de sciages, de pâte et de papier pour bénéficier du raffermissement du marché des produits forestiers en 1953. Même alors, les prix du contreplaqué et des panneaux sont restés très calmes et, à la fin du printemps de 1954, ils n'avaient encore bénéficié que de faibles augmentations.

La capacité mondiale de production des panneaux de construction et de contreplaqué continue à augmenter, les deux faits les plus importants dans ce domaine étant le développement de la capacité de production des panneaux durs aux Etats-Unis et du contreplaqué au Japon. Dans ces deux fabrications, les progrès techniques permettent de produire des produits extrêmement divers et d'en étendre rapidement le champ d'application. Les possibilités d'emploi de ces deux produits dans l'avenir sont considérables, surtout en ce qui concerne les panneaux de construction, dont la fabrication ne pose pas de problèmes de matières premières et pour lesquels la création d'une usine de dimensions économiques n'exige pas des investissements prohibitifs. Toutefois, à la longue, le commerce mondial de ces produits, s'il peut dépasser le niveau actuel, finira inévitablement par diminuer d'importance par rapport à la production mondiale totale. Il s'ensuit que

les industries du contreplaqué et des panneaux de construction, qui travaillent surtout pour l'exportation, deviendront de plus en plus sensibles aux fluctuations de la demande.

Dès le début de 1952, les consommateurs ont réagi vivement à la hausse de prix sans précédent de 1951 : ils ont réduit leurs achats et il s'est produit un sérieux fléchissement du marché. Les achats ont repris cependant vers la fin de l'année et 1953 s'est ouvert sur une nouvelle note d'optimisme, encore prudent toutefois. Au printemps, la production avait regagné un niveau élevé dans la plupart des pays et dans certains elle avait même atteint des chiffres constituant des records. Il y a eu quelques exceptions, notamment la Finlande, qui devait encore résoudre le problème de l'ajustement des prix de revient intérieurs au niveau auquel se sont maintenant stabilisés les prix mondiaux.

Pâte de bois et produits dérivés

La situation économique générale continuant à être favorable, l'année 1953 a connu un niveau d'activité raisonnablement élevé, avec des prix plutôt stables, pour le marché mondial de la pâte de bois et des produits à base de pâte de bois. La production mondiale de pâte s'est élevée de 36.500.000 tonnes en 1952 à 38.800.000 tonnes en 1953, dépassant ainsi de 1.600.000 tonnes le record établi en 1951. L'expansion économique aux Etats-Unis a joué un rôle prépondérant dans cette augmentation, mais des progrès marqués ont été réalisés aussi au Japon, au Canada et dans plusieurs pays d'Europe. Le commerce mondial de la pâte s'est accru aussi d'environ 800.000 tonnes, sans que le volume total atteigne tout à fait le chiffre de 1951 qui constituait un record. Les exportations des trois pays de l'Europe septentrionale, qui représentent plus des trois cinquièmes du total mondial, ont de nouveau atteint à peu de chose près la pointe de 1951. Le fait que la production aussi bien que le commerce dans ces pays, qui sont particulièrement sensibles aux conditions du marché mondial, aient continué à se développer au cours des premiers mois de 1954, permet de prévoir que cette année sera encore une bonne année pour les industries de la pâte et du papier. Un optimisme semblable règne sur le marché nord-américain. Ailleurs, l'expansion rapide de la capacité de production japonaise continue, tandis que dans les régions insuffisamment développées, notamment en Amérique latine et en Afrique, la capacité de production augmente

TABLEAU 94. — CONSOMMATION DE PANNEAUX DE FIBRE DANS CERTAINS PAYS (ESTIMATIONS)

PAYS	1948	1952/53
	<i>Kilogrammes par habitant</i>	
Suède	24,0	20,0
Canada	8,0	11,0
Nouvelle-Zélande	7,5	9,0
Etats-Unis	8,0	8,0
Finlande	4,0	8,0
Royaume-Uni	1,3	2,5
Union Sud-Africaine	1,0	1,7
Argentine	0,6	0,8
Japon	0,2	0,3
U.R.S.S.	0,05	0,8
Inde	0,03	0,04
MOYENNE MONDIALE.	0,90	0,95

lentement mais régulièrement. Plusieurs nouvelles usines doivent entrer en service au cours des deux prochaines années.

La reprise de la production de pâte de bois en 1953 s'est accompagnée d'une augmentation du volume de la production et du commerce de papier et des cartonnages. La production mondiale de papier journal est passée de 9.700.000 tonnes en 1952 à 10.100.000 tonnes en 1953 ; en 1951, elle avait atteint 9.400.000 tonnes. La production de l'Amérique du Nord n'a pas changé beaucoup, mais celle de la plupart des autres pays producteurs a augmenté ; l'exemple le plus frappant est fourni par le Japon, dont la production est passée de 276.000 tonnes en 1952 à plus de 400.000 tonnes en 1953. Pour les autres catégories de papier, la production, encore assez faible en 1952, a augmenté considérablement, sans cependant atteindre tout à fait le chiffre record de 1951. La production de carton a enregistré le plus grand progrès et a atteint un nouveau record en 1953, le développement le plus marqué ayant été atteint aux Etats-Unis. Bien que la production de cartonnages ait diminué légèrement au cours des premiers mois de 1954, il semble probable que le volume global de la production mondiale de toutes les catégories de papier et de carton dépassera en 1954 celui de n'importe quelle année précédente.

Le commerce mondial du papier journal a continué à se développer et, en 1953, les exportations ont totalisé 6 millions de tonnes contre 5.850.000 tonnes l'année précédente. Les exportations de papier et de carton ont augmenté de 300.000 tonnes passant à 2.100.000 tonnes, encore bien en-deçà du chiffre de 2.430.000 tonnes atteint en 1951. Le marché a continué à être satisfaisant pendant le printemps de 1954. Bien que le rythme des nouvelles commandes se soit ralenti, les papeteries ont continué à travailler, dans la plupart des pays, presque à plein rendement pour répondre aux commandes en cours. En Amérique du Nord, qui est de toutes les régions celle où la consom-

mation de papier et de carton est la plus élevée, la demande se maintiendra vraisemblablement ferme en 1954. Bien que la production de papier et de carton semble se rapprocher de celle de l'année dernière ou lui être légèrement supérieure, la capacité de production continue à se développer. Depuis 1949, les fabriques de papier, de carton et de pâte ont augmenté leur capacité de production aux Etats-Unis de 13, 26 et 39 pour cent respectivement. Les décisions relatives à une bonne partie de cette augmentation avaient été prises, naturellement, en 1950 et 1951, sous l'influence d'un marché en expansion. Actuellement, la capacité de production des usines des Etats-Unis est sans doute quelque peu supérieure à la demande. La mesure dans laquelle l'excédent pourra être employé à satisfaire les besoins croissants des régions qui manquent de bois et de pâte dépendra de la possibilité qu'auront ces pays d'acheter aux Etats-Unis.

La tendance à l'augmentation constante de la demande mondiale des produits de pâte, conséquence d'un recul de l'analphabétisme et des progrès de l'industrie et du bien-être général, s'est donc réaffirmée en 1953. Cette tendance, qui est le facteur dominant depuis la guerre dans le domaine des produits forestiers, persistera certainement, tout en restant sujette à quelques interruptions temporaires. Un fléchissement général de l'économie modifierait naturellement l'allure de ce développement, mais des difficultés pourraient également surgir de toute disparité sérieuse entre le rythme auquel s'accroît la capacité de production et celui auquel augmente la demande effective.

Les industries mondiales de la pâte de bois et du papier viennent d'avoir une bonne année et les perspectives demeurent bonnes. Etant donné les nombreux facteurs qui encouragent un développement constant de la demande, et les progrès techniques qui permettent à l'industrie de disposer d'une matière première plus abondante, la tendance à long terme demeure favorable.

A N N E X E S

TABLEAU I. — TENEUR EN CALORIES ET EN PROTÉINES DES DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES MOYENNES PAR HABITANT DANS DIFFÉRENTS PAYS (ESTIMATIONS)

PAYS	Calories				Toutes protéines				Protéines d'origine animale			
	Avant-guerre	1951/52 ¹	1952/53 ¹	Variations entre 1952/53 et 1953/54	Avant-guerre	1951/52 ¹	1952/53 ¹	Variations entre 1952/53 et 1953/54	Avant-guerre	1951/52 ¹	1952/53 ¹	Variations entre 1952/53 et 1953/54
	<i>Nombre par jour</i>			<i>Pourcentage</i>	<i>Grammes par jour</i>			<i>Pourcentage</i>	<i>Grammes par jour</i>			<i>Pourcentage</i>
<i>Europe occidentale</i>												
Autriche	2 000	2 660	2 730	+ 1	88	78	82	—	39	36	38	+ 4
Belgique-Luxembourg	2 820	2 930	2 945	+ 1	84	86	86	—	34	40	42	—
Danemark	3 420	3 220	3 250	—	91	91	92	— 2	57	51	52	— 4
Finlande	3 000	3 250	...	...	95	101	...	...	44	53	...	...
France	2 830	2 750	2 850	+ 1	93	92	97	—	39	41	46	— 2
Allemagne occidentale	3 070	2 760	2 839	+ 2	84	76	78	+ 1	42	37	38	+ 5
Grèce	2 600	2 490	2 500	...	84	77	78	...	23	17	19	...
Irlande, République d'	3 400	3 480	3 500	...	99	97	95	...	48	49	47	...
Italie	2 520	2 510	2 580	+ 2	82	78	79	+ 3	20	21	21	+ 5
Pays-Bas	2 920	2 890	2 890	—	87	80	79	—	44	40	40	—
Norvège	2 210	3 060	3 120	+ 2	90	96	96	—	49	54	54	—
Suède	3 120	3 230	3 000	+ 2	95	93	88	— 1	59	55	55	— 2
Suisse	3 140	3 180	3 110	...	96	96	94	...	54	51	51	...
Royaume-Uni	3 120	3 080	3 060	+ 3	83	85	85	—	46	44	44	+ 5
<i>Amérique du Nord</i>												
Canada	3 010	3 010	3 130	—	84	90	96	+ 3	48	54	60	+ 5
Etats-Unis	3 150	2 085	2 117	— 1	89	289	290	+ 1	50	259	261	+ 1
<i>Amérique latine</i>												
Argentine ²	2 730	3 110	2 710	...	98	98	96	...	62	63	57	...
Bésil ² . . . . .	...	2 360	2 350	...	...	60	57	...	...	17	41	...
Chili ²	2 240	2 340	2 490	...	69	71	77	...	21	24	26	...
Colombie	1 860	2 400	...	...	47	56	...	...	20	30	...	...
Honduras . . . . .	...	2 030	...	...	...	57	...	...	...	18	...	...
Mexique ² . . . . .	...	2 210	2 270	...	...	61	65	...	...	16	15	...
Pérou ² . . . . .	...	2 440	2 290	...	...	67	62	...	...	17	14	...
Uruguay ² . . . . .	...	3 070	2 940	...	...	101	99	...	...	66	67	...
Venezuela ² . . . . .	...	2 280	...	...	...	59	...	...	...	21	...	...
<i>Océanie</i>												
Australie	3 310	3 290	...	...	103	95	...	...	67	63	...	...
Nouvelle-Zélande	3 260	2 380	2 340	...	100	2103	2102	...	67	269	269	...
<i>Extrême-Orient</i>												
Ceylan	1 730	2 140	2 150	...	150	50	50	...	16	12	12	...
Inde	2 970	1 590	1 640	+ 1	356	43	44	+ 2	38	6	6	—
Japon	2 180	2 130	2 150	...	64	53	58	...	10	10	13	—
Philippines	1 920	2 060	2 080	+ 1	45	42	42	—	11	11	11	—
<i>Proche-Orient</i>												
Egypte	2 450	2 360	2 340	—	74	70	68	—	9	11	10	...
Turquie	2 450	2 560	2 580	+ 1	79	82	83	+ 1	13	15	16	+ 2
<i>Afrique</i>												
Union Sud-Africaine	2 300	2 550	...	...	68	272	...	...	23	26	...	...
Rhodésie du Sud . . . . .	...	2 280	...	...	...	69	...	...	...	17	...	...

... Non disponible.

— Néant ou négligeable.

¹ Chiffres révisés. — ² Les chiffres se réfèrent à l'année civile (1951 pour la colonne 1951/52, 1952 pour la colonne 1952/53).

— ³ Y compris le Pakistan.

TABLEAU II. — VOLUME DES PRÊTS AGRICOLES CONSENTIS PAR LES INSTITUTIONS DE CRÉDIT EN 1951 ET 1952
(EN ÉQUIVALENT DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS¹)

PAYS	Total des prêts consentis en		Total des prêts non remboursés à la fin de		PAYS	Total des prêts consentis en		Total des prêts non remboursés à la fin de	
	1951	1952	1951	1952		1951	1952	1951	1952
	... Millions de dollars E.-U. ...					... Millions de dollars E.-U. ...			
<i>Europe</i>					<i>Océanie</i>				
Autriche	40,6	...	...	56,6	Australie	581,4	697,6	...	...
Belgique	13,3	20,8	82,5	88,9	Nouvelle-Zélande	87,3	100,4	200,5	236,8
Finlande . . . . .	...	...	185,7	208,0					
France . . . . .	...	1 240,0	...	964,7	<i>Extrême-Orient</i>				
Allemagne occidentale . . . . .	...	179,1	220,2	329,1	Ceylan	7,1	7,6	10,4	12,6
Italie . . . . .	...	...	1 220,0	1 414,2	Inde	122,1	62,1	115,0	...
Norvège . . . . .	...	...	209,4	206,3	Indonésie . . . . .	...	96,1	...	51,0
Suède . . . . .	...	...	583,8	588,3	Japon	1 266,6	1 150,9	459,5	600,9
Yougoslavie	55,0	79,7	55,4	127,0	Pakistan	55,2	35,4	9,9	...
					Philippines	79,4	97,3	85,2	141,3
<i>Amérique du Nord</i>					Thaïlande	3,5	6,0	9,8	14,9
Etats-Unis ²	3 502,0	2 851,6	7 837,0	8 414,0	<i>Proche-Orient</i>				
					Egypte	34,6	54,7	...	21,5
<i>Amérique latine</i>					Israël . . . . .	...	...	...	106,4
Bésil	311,9	470,1	386,6	539,6	Turquie	232,5	395,4	165,3	42,8
Chili	252,0	...	...	683,3					
Colombie	154,6	208,4	72,5	107,2	<i>Afrique</i>				
Cuba . . . . .	...	16,1	63,2	58,3	Algérie . . . . .	...	181,4	...	82,5
République Dominicaine	8,5	14,6	...	15,3	Côte de l'Or	0,7	1,5	0,2	0,4
Equateur . . . . .	...	16,7	...	20,4	Nigeria	0,8	0,8	0,3	0,4
Mexique . . . . .	...	315,7	...	118,2	Rhodésie du Sud	3,6	2,9	3,4	6,6
					Tanganyika	0,4	0,3	6,6	0,8

SOURCE : Réponses au questionnaire de la FAO sur le crédit.

... Non disponible.

¹ La conversion en dollars s'est faite sur la base des taux de change en vigueur en décembre 1952. Lorsque les données originales se rapportaient non à l'année civile, mais à une « campagne » (par exemple 1^{er} avril 1951-31 mars 1952), elles figurent dans la colonne consacrée à l'année civile qui a contenu la plus grande partie de la campagne (c'est-à-dire 1952 dans l'exemple ci-dessus).

— ² A l'exclusion des prêts garantis par la *Commodity Credit Corporation*.

TABLEAU III. — POISSONS, CRUSTACÉS ET MOLLUSQUES : TOTAL DES QUANTITÉS PÊCHÉES ANNUELLEMENT DANS CERTAINS PAYS

PAYS	1938	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953
..... <i>Milliers de tonnes</i>								
TOTAL GÉNÉRAL	12 890	11 964	12 884	13 195	14 034	15 584	16 893	16 863
Grands producteurs	9 036	7 810	8 548	8 560	9 187	9 876	10 845	10 523
Canada (et Terre-Neuve).	779	914	977	915	994	948	940	¹ 970
Japon	3 562	2 206	2 431	2 642	3 086	3 666	4 649	4 577
Norvège.	1 153	1 195	1 501	1 297	1 466	1 831	1 806	¹ 1 506
Royaume-Uni	1 197	1 150	1 206	1 159	989	1 086	1 106	¹ 1 120
Etats-Unis (et Alaska).	2 345	2 345	2 433	2 547	2 652	2 345	2 344	² 2 350
Producteurs moyens	2 903	2 949	2 983	3 118	3 240	3 909	4 100	4 349
Danemark.	96	205	226	258	251	293	324	343
France	530	476	468	474	454	528	488	520
Allemagne occidentale	779	302	413	513	553	680	663	¹ 740
Islande	274	477	465	394	368	418	402	415
Pays-Bas	256	295	294	264	258	294	214	¹ 343
Philippines	270	251	195	238	220	296	313	306
Portugal	240	282	275	281	307	307	334	392
Espagne	² 408	581	547	571	598	603	612	¹ 640
Union Sud-Africaine (et Sud-Ouest africain)	50	80	100	125	225	490	650	650
Petits producteurs	951	1 205	1 353	1 517	1 602	1 799	1 948	1 991
Angola	26	52	113	131	136	177	187	222
Argentine	55	65	71	65	58	78	79	¹ 80
Congo belge.	1	14	18	25	43	37	48	¹ 50
Belgique	45	87	71	68	59	57	71	74
Brésil.	103	140	145	153	153	170	223	¹ 230
Chili	32	61	65	77	88	94	119	107
Iles Féroé.	30	50	60	110	115	3	87	¹ 80
Finlande	44	46	46	66	66	66	58	62
Maroc français	31	51	56	93	123	91	122	128
Grèce.	25	22	34	35	35	43	43	¹ 46
Hong-kong . . . . .	...	...	...	...	...	35	40	36
Irlande	12	22	26	18	17	17	19	¹ 19
Italie	181	160	154	178	184	185	212	208
Malaisie . . . . .	...	119	139	162	185	176	176	180
Suède	129	165	194	182	187	183	204	196
Thaïlande.	161	151	161	154	158	187	160	¹ 170
Turquie	76	...	...	...	...	110	100	103

NOTE : Le volume global des quantités pêchées par ces pays représente les deux tiers environ du total mondial, estimé à 26 millions de tonnes, y compris 5 millions de tonnes (estimation) pour la Chine et l'U.R.S.S. Les données sont établies sur la base du poids vif.

... Non disponible.
¹ Chiffres provisoires. — ² Chiffres pour 1934.

TABLEAU IV. — PRODUITS FORESTIERS : PRODUCTION MONDIALE

PAYS OU RÉGIONS	1938	1951	1952	1953	PAYS OU RÉGIONS	1938	1951	1952	1953
SCIAGES					PÂTE DE BOIS				
.... Millions de mètres cubes ....					..... Milliers de tonnes				
Europe ¹	56,91	53,59	48,97	50,05	Europe occidentale. .	10 614	9 430	8 520	9 080
U.R.S.S.	34,00	53,80*	58,50*	63,50*	Finlande, Norvège,				
Amérique du Nord .	67,47	105,29	108,41	112,45	Suède	(6 071)	(6 647)	(5 961)	(6 223)
Amérique latine. . .	4,00	9,32	9,56	9,50*	Europe orientale. . .	...	1 250*	1 300*	1 350*
Afrique.	1,00	2,11	2,28	2,45*	U.R.S.S.	1 163	1 800*	2 000*	2 100*
Proche-Orient. . . .	0,30	0,48	0,54	0,55*	Etats-Unis	5 384	14 964	14 900	15 929
Extrême-Orient ² . .	18,50	17,48	21,95	22,10*	Canada.	3 254	8 152	7 970	8 150
Océanie.	2,50	4,40	4,37	4,45*	Amérique latine. . .	25	310	340	400*
					Asie	930	1 080	1 240	1 500
					Océanie.	—	154	210	250
Total mondial. . .	184,68	246,47	254,58	265,05	Total mondial. . .	21 370*	37 140	36 480	38 760
CONTREPLAQUÉ					PAPIER JOURNAL				
.... Milliers de mètres cubes ....					..... Milliers de tonnes				
Europe.	1 093	1 675	1 510	1 610	Europe.	2 801	2 650	2 680	2840
Finlande	(244)	(314)	(233)	(244)	Finlande, Norvège				
Allemagne (occid.) ³ .	(443)	(480)	(419)	(484)	Suède	(819)	(910)	(926)	(950)
Italie.	(70)	(140)	(140)	(140)	Royaume-Uni.	(813)	(535)	(546)	(605)
Suède	(31)	(57)	(50)	(55)*	Europe orientale. . .	...	(315)*	(330)*	(360)*
Europe orientale. . .	(270)	(315)*	(320)*	(325)*	Canada.	2 625	5 045	5 161	5200
U.R.S.S.	885	*810	820 *	830 *	Etats-Unis	755	1 006	1 040	980
Etats-Unis	575	3 390	3 540	4 200	Amérique latine. . .	...	50	50	60 *
Canada.	46	344	351	461	Asie ⁵	100*	220	340	470
Japon	200	233	298	400	Océanie. . . . .	...	30	35	50 *
Autres régions. . . .	50*	340	340	360 *	U.R.S.S.	227	400 *	440 *	480 *
Total mondial. . .	2 850	6 790	6 870	7 860 *	Total mondial. . .	6 510*	9 400 *	9 700	10080
PANNEAUX DE FIBRE					AUTRES PAPIERS ET CARTONS				
..... Milliers de tonnes .....					..... Milliers de tonnes				
Europe.	168	900	750	840	Europe.	8 292	11900	10650	11890
Finlande	(23)	(117)	(84)	(104)	Finlande, Norvège,				
Allemagne (occid.) ³ .	(8)	(106)	(80)	(65)	Suède	(1 017)	(1738)	(1480)	(1700)
Italie.	(2)	(37)	(37)	(37)	France . . . . .	...	(1239)	(934)	(1100)
Suède	(93)	(324)	(227)	(270)	Allemagne (occid.) .	³ (570)	(1643)	(1522)	(1767)
Europe orientale. . .	(—)	(65)*	(75)*	(85)*	Royaume-Uni.	(2 958)	(2188)	(1799)	(2070)
U.R.S.S.	3	130 *	150 *	160 *	Europe orientale. . .	(1 837)	(1360)*	(1410)*	(1480)*
Etats-Unis	600	1 152	1 185	1 350	Canada.	484	1341	1202	1340
Canada.	42	170	157	217	Etats-Unis	9 568	21339	19835	21740
Japon	—	15	13	20 *	Amérique latine. . .	...	735	710	780 *
Autres régions. . . .	—	100	110	130 *	Afrique. . . . .	...	100	105	110 *
					Asie ⁶. . . . .	...	1330	1415	1740 *
					Océanie. . . . .	...	220	180	220 *
					U.R.S.S.	844	1400*	1560 *	1650 *
Total mondial. . .	780	2 470	2 365	2 720	Total mondial. . .	20 800	38360	35720	39470 *

* Estimations.

¹ Y compris une estimation pour les pays d'Europe orientale. — ² Non compris la Chine continentale. — ³ Y compris l'Allemagne orientale en 1938. — ⁴ Objectif du plan pour 1950. — ⁵ Y compris des estimations pour la Chine; 50 en 1951, 60 en 1952, 70 en 1953. — ⁶ Y compris des estimations pour la Chine; 120 en 1951, 130 en 1952, 1490 en 1953.

TABLEAU V. — PRODUITS FORESTIERS : COMMERCE MONDIAL

PAYS OU RÉGIONS	Exportations				PAYS OU RÉGIONS	Importations			
	1938	1951	1952	1953		1938	1951	1952	1953
SCIAGES									
	.... Millions de mètres cubes ....					.... Millions de mètres cubes			
Europe ¹	12,00	13,88	10,48	13,16	Europe ¹	18,00	15,36	12,23	14,83
U.R.S.S. ²	4,80	0,64	0,60	1,04	Amérique du Nord . .	1,50	6,29	6,27	6,85
Amérique du Nord . .	6,50	11,02	9,90	9,86	Proche-Orient	0,90	1,12	0,86	1,07
Autres régions ³ . . .	0,70	2,43	2,53	2,98	Autres régions ³ . . .	3,60	4,71	3,99	4,35
Total mondial	24,00*	27,97	23,51	27,04	Total mondial	24,00*	27,48	23,35	27,10
CONTREPLAQUÉ									
	.... Milliers de mètres cubes ....					.... Milliers de mètres cubes			
Europe	386	400	278	272	Europe	470	454	355	294
Finlande	(207)	(278)	(221)	(215)	Royaume-Uni	(272)	(304)	(255)	(147)
U.R.S.S. ²	234	79	63	34	Amérique du Nord . .	20	47	58	70*
Autres régions	20	148	144	165*	Autres régions	140*	90	70	60*
Total mondial	640	627	485	491	Total mondial	640	591	483	424
PANNEAUX DE FIBRE									
	..... Milliers de tonnes .....					..... Milliers de tonnes			
Europe	22	340	203	235	Europe	35	210	130	160
Suède	(22)	(183)	(105)	(127)	Royaume-Uni	(27)	(131)	(54)	(67)
Amérique du Nord . .	33	43	40	40*	Amérique du Nord . .	20	32	35	37
Autres régions	—	2*	4*	5*	Autres régions . . . .	...	120*	65*	70*
Total mondial	55	385	247	280	Total mondial	55*	362	230	267
PÂTE DE BOIS									
	..... Milliers de tonnes .....					..... Milliers de tonnes			
Europe	4 083	3 950	3 190	3 990	Europe	3 008	3 236	2 708	3 190
Finlande, Norvège, Suède	(3 738)	(3 763)	(3 029)	(3 764)	Etats-Unis	1 550	2 145	1 755	1 960
Canada	500	2 021	1 751	1 763	Amérique latine . . . .	...	329	280	330*
Total mondial	4 700	6 180	5 130	5 900	Total mondial	4 700*	5 880	4 940	5 750*
PAPIER JOURNAL									
	..... Milliers de tonnes .....					..... Milliers de tonnes			
Canada	2 400	4 638	4 833	4 876	Etats-Unis	2 450	4 500	4 569	4 580
Europe	851	920	910	990	Europe	450	380	530	545
Finlande, Norvège, Suède	(671)	(719)	(733)	(741)	Amérique latine . . . .	...	250	270	280*
Royaume-Uni	(57)	(97)	(75)	(127)	Autres régions . . . .	...	370	420	430*
Total mondial	3 300*	5 650	5 850	5 950	Total mondial	3 300*	5 510	5 800	5835
AUTRES PAPIERS ET CARTONS									
	..... Milliers de tonnes .....					..... Milliers de tonnes			
Europe	1 080	1 900	1 300	1 700	Europe	696	1 210	760	1 000
Finlande, Norvège, Suède	(585)	(1 057)	(725)	(1 037)	Royaume-Uni	(386)	(663)	(319)	(374)
Amérique du Nord . .	200*	533	487	385	Amérique du Nord . .	200*	196	164	240
Total mondial	1 350*	2 430	1 790	2 100	Autres régions . . . .	...	754	886	890*
Total mondial	1 350*	2 160	1 810	2 130					

* Estimations.

... Non disponible.

¹ Pour l'après-guerre, les chiffres applicables à l'Europe orientale n'ont trait qu'aux échanges avec l'Europe occidentale. —

² Pour l'après-guerre, il s'agit seulement des exportations à destination de l'Europe occidentale. — ³ Non compris la Chine continentale.

CHOIX DE PUBLICATIONS RÉCENTES DE LA FAO

MANUEL DU SÉLECTIONNEUR DE CÉRÉALES

par J. B. Harrington. 1954, vii + 141 p. \$1,25

FISH FARMING AND INLAND FISHERY MANAGEMENT IN RURAL ECONOMY

par W. H. Schuster, G. L. Kesteven et G. E. P. Collins. 1954, viii + 64 p. illustré. \$0,75

TABLES DE COMPOSITION DES ALIMENTS (MINÉRAUX ET VITAMINES) POUR L'USAGE INTERNATIONAL

par Charlotte Chatfield. *Edition française en pré-
paration.*

L'ALIMENTATION SCOLAIRE : SA CONTRIBUTION A LA NUTRITION DE L'ENFANT

par Marjorie L. Scott. 1954, 144 p. illustré. \$1,00

MANUEL POUR L'ÉTUDE PRATIQUE DE LA TOLÉRANCE A LA CHALEUR CHEZ LES ANIMAUX DOMESTIQUES

par Douglas H. K. Lee. *Edition française en pré-
paration.*

ZEBU CATTLE OF INDIA AND PAKISTAN

par N. R. Joshi et R. W. Phillips. 1953, vii + 256 p.
illustré. *Edition française en préparation* \$3,00

AGENTS DE VENTE DES PUBLICATIONS DE LA FAO

Allemagne : Paul Parey, Lindenstrasse 44-47, Berlin S. W. 68 ; **Argentine** : Editorial Sudamericana, S.A., Alsina 500, Buenos Aires ; **Australie** : H. A. Goddard Pty. Ltd., 255a, George Street, Sydney ; **Autriche** : Wilhelm Frick Verlag, Graben 27, Vienne 1 ; **Belgique** : Agence et Messageries de la Presse, 14-22 rue du Persil, Bruxelles ; **Birmanie** : (En gros) Orient Longmans Ltd., 17 Chittaranjan Avenue, Calcutta 13, Inde ; **Brésil** : Livraria Agir, rua Mexico 98-B, Rio de Janeiro ; **Canada** : The Ryerson Press, 299 Queen Street West, Toronto 2, Ontario ; **Chili** : Sala y Vila Ltda., Bandera 140, F., Santiago ; **Chypre** : Marcos E. Constantinides, P. O. Box 473, Nicosie ; **Colombie** : « Agricultura Tropical », Carrera 13, N° 13-17, Bogotá ; **Costa Rica** : Trejos Hermanos, Apartado 1313, San José ; **Cuba** : René de Smedt, La Casa Belga, O'Reilly 455, La Havane ; **Danemark** : Ejnar Munksgaard, Norregade 6, Copenhague K ; **Egypte** : Librairie de la Renaissance d'Egypte, 9 Sh. Adly Pacha, Le Caire ; **Equateur** : « La Hacienda », Malecón 710-711 y Roca, Guayaquil ; **Espagne** : Aguilar, S.A. Ediciones, Juan Bravo 38, Madrid ; José Bosch Librero, Ronda Universidad 11, Barcelone ; **Etats-Unis d'Amérique** : Columbia University Press, International Documents Service, 2960 Broadway, New York 27, N. Y. ; **Finlande** : Akateeminen Kirjakauppa, 2 Keskuskatu, Helsinki ; **France** : Les Editions A. Pedone, 13 rue Soufflot, Paris (5^e) ; **Grèce** : « Eleftheroudakis », place de la Constitution, Athènes ; **Guatemala** : Goubaud y Cia., 5a Ave. Sur No.28, Guatemala ; **Haïti** : Max Bouchereau, Librairie « A la Caravelle », B. P. 111 B, Port-au-Prince ; **Inde** : (Agent principal) Orient Longmans Ltd., 17 Chittaranjan Avenue, Calcutta 13 ; Nicol Road, Ballard Estate, Bombay 1 ; 36 A Mount Road, Madras 2 ; 17/60 Sanyasiraju Street, Gandhinagar, Vijayawada 2 ; Kanson House, Delhi-Ajmeri Gate Scheme, New Delhi ; (Vente au détail) : Oxford Book and Stationery Co., Scindia House, New Delhi ; 17 Park Street, Calcutta ; **Irlande** : The Controller, Stationery Office, Dublin ; **Islande** : Halldor Jonsson, Mjostraeti 2, Reykjavik ; Jonsson & Juliusson, Garðastræti 2, Reykjavik ; **Israël** : Blumstein's Bookstore Ltd., P. O. Box 4154, Tel Aviv ; **Italie** : Libreria Internazionale Ulrico Hoepli, Galleria, Piazza Colonna, Roma ; Libreria Internazionale Dr. Romano Romani, 16 via Meravigli, Milano ; **Japon** : Maruzen Company Ltd., Tori-Nichome 6, Nihonbashi, Tokyo ; **Liban** : Librairie Universelle, avenue des Français, Beirut ; **Mexique** : Manuel Gómez Pezuela e Hijo, Donceles 12, Mexico, D. F. ; **Norvège** : Johan Grundt Tanum Forlag, Kr. Augustsgt. 7A, Oslo ; **Nouvelle-Zélande** : Whitcombe & Tombs, Ltd., Auckland, Wellington, Hamilton, Christchurch, Dunedin, Invercargill et Timaru ; **Pakistan occidental** : Ferozsons, 60 The Mall, Lahore ; **Pakistan oriental** : Farcos' Publications, 2 Inglis Road, P.O. Box 13, Ramna, Dacca ; **Pays-Bas** : N. V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, La Haye ; **Pérou** : Librairie Internacional del Perú, S. A., Casilla 1417, Lima ; **Philippines** : D. P. Pérez Company, 132 Riverside, San Juan, Rizal ; **Portugal** : Livraria Bertrand, S. A. R. L., rua Garrett 73, Lisbonne ; **Royaume-Uni** : H. M. Stationery Office, P. O. Box 569, Londres, S. E. 1 ; **Salvador** : Manuel Navas y Cia., 1^a Avenida Sur 35, San Salvador ; **Suède** : C. E. Fritze, Fredsgatan 2, Stockholm 16 ; Gumperts AB, Göteborg ; Henrik Lindstahls Bokhandel, Odengatan 22, Stockholm ; **Suisse** : Librairie Payot, S. A., Lausanne et Genève ; Hans Raunhardt, Kirchgasse 7, Zurich 1 ; **Syrie** : Librairie Universelle, avenue Fouad 1^{er}, B. P. 336, Damas ; **Taiwan** : The World Book Company Ltd., 99 Chungking Road, Section 1, Taipei ; **Thaïlande** : S'adresser au Bureau régional de la FAO pour l'Asie et l'Extrême-Orient, Maliwan Mansion, Bangkok ; **Turquie** : Librairie Hachette, 469, Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul ; **Union Sud-Africaine** : Van Schaik's Book Store Pty. Ltd., P. O. Box 724, Pretoria ; **Uruguay** : Hector D'Elia, Oficina de Representación de Editoriales, 18 de Julio, 1333, Montevideo ; **Venezuela** : Suma S. A., Sabana Grande 102, El Recreo, Caracas ; **Yougoslavie** : Drzavno Preduzece, Jugoslovenska Knjiga, Belgrade. **Autres pays** : Les commandes ou les demandes de renseignements émanant de pays pour lesquels des agents de vente n'ont pas encore été désignés peuvent être adressées à : Service de vente des documents, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, Viale delle Terme di Caracalla, Rome (Italie).

Le prix des publications de la FAO est indiqué en dollars des Etats-Unis ; le paiement peut être effectué aux agents de vente en monnaie locale.

